



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 3053

2015

I. Nos. 52769-52774

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 3053

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

Copyright © United Nations 2022
All rights reserved
Manufactured in the United Nations

Print ISBN: 978-92-1-970012-3
e-ISBN: 978-92-1-001089-4
ISSN: 0379-8267
e-ISSN: 2412-1495

Copyright © Nations Unies 2022
Tous droits réservés
Imprimé aux Nations Unies

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered in July 2015
Nos. 52769 to 52774*

No. 52769. Switzerland and Angola:

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Angola on mutual visa exemption for holders of diplomatic or service passports. Luanda, 5 February 2013	3
---	---

No. 52770. Switzerland and Russian Federation:

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Russian Federation concerning international road transport. Moscow, 20 October 2014.....	15
--	----

No. 52771. Switzerland and China:

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the People's Republic of China relating to air transport (with annex). Beijing, 1 March 2011	41
--	----

No. 52772. Switzerland and Lao People's Democratic Republic:

Agreement Between The Swiss Federal Council And The Government of the Lao People's Democratic Republic On Mutual Visa Exemption For Holders of Diplomatic, Official or Service Passports. Vientiane, 14 January 2015	125
--	-----

No. 52773. Switzerland and Saudi Arabia:

Agreement between the Swiss Federal Council and the Kingdom of Saudi Arabia relating to scheduled air services (with annex). Jeddah, 4 July 2009	145
--	-----

No. 52774. Switzerland and Australia:

Convention between the Swiss Confederation and Australia for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income (with protocol). Sydney, 30 July 2013.....	243
--	-----

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés en juillet 2015
N^{os} 52769 à 52774*

N^o 52769. Suisse et Angola :

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République d'Angola sur la suppression réciproque de l'obligation du visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service. Luanda, 5 février 2013.....	3
--	---

N^o 52770. Suisse et Fédération de Russie :

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif aux transports internationaux par route. Moscou, 20 octobre 2014.....	15
--	----

N^o 52771. Suisse et Chine :

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif aux services aériens (avec annexe). Beijing, 1er mars 2011.....	41
---	----

N^o 52772. Suisse et République démocratique populaire lao :

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République démocratique populaire lao sur la suppression réciproque de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou d'un passeport de service. Vientiane, 14 janvier 2015	125
---	-----

N^o 52773. Suisse et Arabie saoudite :

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Royaume d'Arabie saoudite relatif aux services aériens réguliers (avec annexe). Djeddah, 4 juillet 2009	145
--	-----

N^o 52774. Suisse et Australie :

Convention entre la Confédération suisse et l'Australie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (avec protocole). Sydney, 30 juillet 2013.....	243
--	-----

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations, every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII; https://treaties.un.org/Pages/Resource.aspx?path=Publication/Regulation/Page1_en.xml).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that, so far as that party is concerned, the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its acceptance for registration of an instrument does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status, and does not confer upon a party a status which it would not otherwise have.

*

* *

Disclaimer: All authentic texts in the present Series are published as submitted for registration by a party to the instrument. Unless otherwise indicated, the translations of these texts have been made by the Secretariat of the United Nations, for information.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe de l'Organisation des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX; https://treaties.un.org/Pages/Resource.aspx?path=Publication/Regulation/Page1_fr.xml).

Les termes « traité » et « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que, en ce qui concerne cette partie, l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que son acceptation pour enregistrement d'un instrument ne confère pas audit instrument la qualité de traité ou d'accord international si ce dernier ne l'a pas déjà, et qu'il ne confère pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*

* *

Déni de responsabilité : Tous les textes authentiques du présent Recueil sont publiés tels qu'ils ont été soumis pour enregistrement par l'une des parties à l'instrument. Sauf indication contraire, les traductions de ces textes ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à titre d'information.

I

*Treaties and international agreements
registered in
July 2015
Nos. 52769 to 52774*

*Traités et accords internationaux
enregistrés en
juillet 2015
N^{os} 52769 à 52774*

No. 52769

**Switzerland
and
Angola**

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Angola on mutual visa exemption for holders of diplomatic or service passports. Luanda, 5 February 2013

Entry into force: *9 April 2015, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 July 2015*

**Suisse
et
Angola**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République d'Angola sur la suppression réciproque de l'obligation du visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service. Luanda, 5 février 2013

Entrée en vigueur : *9 avril 2015, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 6 juillet 2015*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord
entre
le Conseil fédéral suisse
et l'Exécutif de la République d'Angola sur la suppression réciproque de
l'obligation du visa
pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service

Le Conseil fédéral suisse

et

l'Exécutif de la République d'Angola, désignés ci-après les Parties,

Désirant promouvoir le développement des relations amicales et la coopération entre les deux pays,

Considérant être dans l'intérêt des Parties de stimuler, de consolider et de renforcer la coopération en matière de la libre circulation des personnes et d'assurer l'intérêt commun de cette activité,

Convaincus de la nécessité de promouvoir et de faciliter la libre circulation des citoyennes et citoyens titulaires de passeport diplomatiques ou de service, sur les territoires des Parties, dans le respect de la législation en vigueur dans les deux pays,

Se mettent d'accord sur les dispositions suivantes:

Article 1er
Objet

Le présent Accord a pour objet d'établir les conditions en vue de la suppression réciproque de visas pour les ressortissants des Parties titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.

Article 2
Personnel diplomatique et consulaire accrédité

1. Les ressortissants des deux Etats, titulaires d'un passeport diplomatique ou de service national valable, qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une mission permanente de leur Etat respectif auprès d'une organisation avec laquelle un accord de siège a été conclu, peuvent entrer sur le territoire de l'autre Etat ou y

séjourner pendant la durée de leurs fonctions sans visa. L'Etat accréditant notifie préalablement à l'Etat accréditaire, le poste et la fonction des personnes susmentionnées, par voie diplomatique.

2. Les membres de la famille des personnes spécifiées au paragraphe 1 bénéficient des mêmes facilités, pour autant qu'ils soient ressortissants de l'Etat accréditant et titulaires d'un passeport diplomatique ou de service national valable, qu'ils fassent ménage commun avec elles et que l'Etat accréditaire leur reconnaisse le statut de membre de la famille autorisé à séjourner avec les personnes visées au paragraphe 1.

Article 3

Participation à des réunions, conférences ou visites officielles

1. Les ressortissants des deux Etats, titulaires d'un passeport diplomatique ou de service national valable, participant à une visite officielle, à une réunion ou à une conférence organisées par l'autre Partie ou par une organisation avec laquelle un accord de siège a été conclu, sont dispensés de l'obligation de visa pour entrer dans l'autre Etat, y séjourner jusqu'à quatre-vingt-dix (90) jours par période de cent quatre-vingts (180) jours ou en sortir, dans la mesure où ils n'y exercent pas d'activité lucrative indépendante ou salariée.
2. Lorsque l'entrée sur le territoire suisse se fait après avoir transité par un ou plusieurs Etats qui appliquent la totalité des dispositions de l'Acquis Schengen concernant le franchissement des frontières et les visas, le délai de quatre-vingt-dix (90) jours commence à courir à partir de la date du franchissement de la frontière extérieure de l'espace formé par ces Etats.

Article 4

Conformité à la législation nationale

Les ressortissants des deux Etats sont tenus de se conformer aux lois concernant l'entrée et le séjour, ainsi qu'à toute législation en vigueur sur le territoire de l'autre Etat pendant leur séjour.

Article 5

Refus d'entrée

Les autorités compétentes des deux Parties se réservent le droit de refuser l'entrée ou le séjour aux ressortissants de l'autre Partie concernés par les articles 2 et 3 du présent Accord pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale, de santé publique ou d'autres raisons graves.

Article 6

Notification des documents pertinents

1. Les autorités compétentes des deux Parties se transmettent mutuellement, par la voie diplomatique, des spécimens de leurs passeports dans les trente (30) jours suivant la signature du présent Accord.
2. En cas de changement fait par l'une des Parties dans les modèles de leurs passeports, cette Partie transmet à l'autre Partie les nouveaux spécimens, ainsi que toutes les informations pertinentes relatives à leur utilisation, au moins trente (30) jours avant leur mise en circulation.

Article 7

Règlement des différends

Si un différend devait surgir en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Accord, il sera résolu à l'amiable par voie diplomatique, c'est-à-dire par des consultations et négociations directes entre les Parties.

Article 8

Amendement

Les deux Parties peuvent convenir mutuellement de modifications au présent Accord par voie diplomatique. Les modifications entrent en vigueur à la date de réception de la seconde notification par laquelle les Parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures internes nécessaires à cette fin.

Article 9

Clause de non incidence

Le présent Accord n'affecte pas les obligations des Parties découlant des conventions internationales qu'elles ont ratifié ou souscrit, en particulier la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires.

Article 10

Suspension

Chaque Partie peut, pour des raisons d'ordre public, de santé publique, de sécurité nationale ou d'autres raisons graves, suspendre l'application de tout ou partie des dispositions du présent Accord. Cette suspension doit être immédiatement notifiée, par voie diplomatique et prend effet à la date de réception de cette notification. La Partie qui a suspendu l'application du

présent Accord informe immédiatement l'autre Partie dès la fin des raisons de la suspension, laquelle cessera à la réception de cette notification.

Article 11

Durée et cessation

Le présent Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans, renouvelable automatiquement de manière successive par périodes égales de temps, sauf si une des Parties fait savoir le contraire à l'autre Partie par voie diplomatique au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date de terminaison du présent Accord.

Article 12

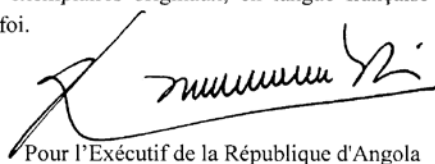
Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur trente (30) jours suivant la date à laquelle les Parties se notifient mutuellement l'accomplissement des procédures internes requises.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés signent le présent Accord.

Fait à Luanda, le 5 février 2013, en deux exemplaires originaux, en langue française et portugaise, les deux textes faisant également foi.


Pour le Conseil fédéral suisse


Pour l'Exécutif de la République d'Angola

[PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS]

Acordo
entre
o Conselho federal Suíço
e o Executivo da República de Angola sobre a supressão
recíproca de vistos
para os titulares de passaportes diplomático ou de serviço

O Conselho Federal Suíço e o Executivo da República de Angola, doravante designados “Partes”;

Desejando promover o desenvolvimento das relações amistosas e de cooperação entre os dois países;

Considerando ser do interesse das Partes estimular, consolidar e fortalecer a cooperação em matéria de circulação de pessoas e assegurar o interesse comum dessa actividade;

Convencidos da necessidade de se promover e facilitar a circulação dos nacionais, titulares de passaportes diplomático ou de serviço, nos territórios das Partes, no respeito da legislação vigente em cada uma delas;

Acordam o seguinte:

Artigo 1º
Objecto

O presente Acordo tem como objecto, estabelecer as condições para a supressão recíproca de vistos para os cidadãos nacionais das Partes, titulares de Passaportes diplomático ou de serviço.

Artigo 2º
Pessoal diplomático e consular acreditado

1. Os cidadãos dos dois Estados, titulares de Passaportes diplomático ou de serviço nacional válidos, que são membros de uma Missão diplomática, de um Posto consular ou de uma Missão permanente de seu Estado respectivo junto de uma organização com a qual um Acordo de Sede foi concluída, podem entrar no território de outro Estado ou aí permanecer, sem visto, durante o tempo das suas funções. O

Estado acreditado notifica previamente o Estado acreditante, o posto e a função do pessoal supramencionado por via diplomática.

2. Os membros da família do pessoal especificado no número anterior beneficiam das mesmas prerrogativas devendo ser cidadãos do Estado acreditado e titulares de um Passaporte diplomático ou de serviço nacional válido, que com ele residem e que o Estado acreditante reconheça o estatuto de membros da família autorizados a residir com o pessoal referido no número anterior.

Artigo 3º

Participação às reuniões, conferências ou visitas oficiais

1. Os cidadãos dos dois Estados, titulares de Passaportes diplomático ou de serviço nacional válido, participantes em visitas oficiais, reuniões ou conferências organizadas pela outra Parte ou por uma organização com a qual foi estabelecido um Acordo de Sede, estão isentos da obrigação de visto para entrar no outro Estado, permanecer até noventa (90) dias num período de cento e oitenta (180) dias, na medida em que não exercem actividade lucrativa independente ou assalariada.
2. Quando a entrada no território Suíço se faz depois de ter transitado por um ou muitos Estados que aplicam a totalidade das disposições do Acordo Schengen, referente à entrada nas fronteiras e os vistos, o prazo de noventa (90) dias começa a contar à partir da data de entrada na fronteira exterior do espaço formado por estes Estados.

Artigo 4º

Conformidade a legislação nacional

Os cidadãos dos dois Estados devem conformar-se às leis concernentes à entrada e permanência, bem como a legislação em vigor nos territórios respectivos durante sua estadia.

Artigo 5º

Recusa de entrada

As autoridades competentes das Partes reservam-se ao direito de recusar a entrada ou a permanência dos cidadãos da outra Parte referidos nos artigos 2º e 3º do presente Acordo, por razões de ordem pública, de segurança nacional, de saúde pública ou de outras razões graves.

Artigo 6º

Notificação dos documentos pertinentes

1. As autoridades competentes das Partes remetem, por via diplomática os “specimens” de seus Passaportes, nos trinta (30) dias que seguem à assinatura do presente Acordo.
2. Em caso de mudança feita por uma das Partes nos modelos de Passaportes, essa Parte transmite a outra os novos “specimens”, assim como todas as informações pertinentes relativas à sua utilização, pelo menos trinta (30) dias antes da sua implementação.

Artigo 7º

Resolução de diferendos

Qualquer diferendo que emergir da interpretação ou aplicação do presente Acordo será resolvido amigavelmente por via diplomática, através de consultas e por negociações directas entre as Partes.

Artigo 8º

Emendas

O presente Acordo poderá ser emendado por mútuo consentimento entre as Partes por via diplomática. As emendas entrarão em vigor na data de recepção da segunda notificação através da qual as Partes informam-se mutuamente do cumprimento dos procedimentos internos necessários a este fim.

Artigo 9º

Cláusula de não incidência

O presente Acordo não afecta as obrigações das Partes face as convenções internacionais as quais tenham ratificado ou aderido, em particular a convenção de Viena de 18 de Abril de 1961, referente as Relações Diplomáticas, bem como a convenção de Viena de 24 de Abril de 1963, sobre as Relações Consulares.

Artigo 10º

Suspensão

As Partes podem, por razões de ordem pública, de saúde pública, segurança nacional ou de outra natureza grave, suspender a aplicação de toda ou parte das disposições do presente Acordo. Essa suspensão deverá ser imediatamente notificada, por via diplomática, e entra em vigor na data da recepção dessa notificação. A Parte que suspender a aplicação do presente Acordo informa imediatamente a outra Parte do fim da sua suspensão, a qual cessará na recepção da notificação respectiva.

Artigo 11º
Vigência e Cessação

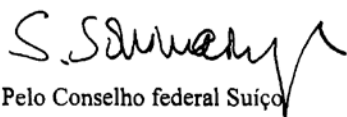
O presente Acordo vigorará por um período de cinco (5) anos, renováveis automaticamente de maneira sucessiva por igual período se nenhuma das Partes informar a outra do contrário, por via diplomática, com pelo menos noventa (90) dias antes da data do fim da vigência do Acordo.

Artigo 12º
Entrada em vigor

O presente Acordo entra em vigor trinta (30) dias depois da data na qual as Partes se informam mutuamente do cumprimento dos procedimentos internos requerido.

EM TESTEMUNHO DO QUE, os Plenipotenciários, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, assinam o presente Acordo.

Feito em Luanda aos 5 de Fevereiro de 2013, em dois exemplares originais em língua francesa e portuguesa sendo todos os textos autênticos fazendo ambos igualmente fé.


Pelo Conselho federal Suíço


Pelo Executivo da República de Angola

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE
EXECUTIVE OF THE REPUBLIC OF ANGOLA ON MUTUAL VISA
EXEMPTION FOR HOLDERS OF DIPLOMATIC OR SERVICE PASSPORTS

The Swiss Federal Council and the Executive of the Republic of Angola, hereinafter referred to as “the Parties”,

Desirous to further develop the friendly relations and cooperation between the two countries,

Considering it to be in the interest of the Parties to stimulate, consolidate and strengthen cooperation regarding the free movement of persons and to ensure the common interest of this activity,

Convinced of the need to promote and facilitate the free movement of citizens holding diplomatic or service passports in the territories of the Parties, in accordance with the legislation in force in both countries,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose

The purpose of this Agreement is to establish the conditions for the mutual exemption from visas for nationals of the Parties holding diplomatic or service passports.

Article 2. Accredited diplomatic and consular personnel

1. Nationals of either of the two States who hold a valid diplomatic or national service passport and are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of their respective State to an organization with which a headquarters agreement has been concluded may enter the territory of the other Party or stay there for the duration of their functions without a visa. The sending State shall give advance notice to the receiving State of the position and function of the above-mentioned persons through the diplomatic channel.

2. Family members of the persons specified in paragraph 1 who are nationals of the sending State and hold a valid national diplomatic or service passport shall benefit from the same facilities insofar as they live in the same household and are recognized by the receiving State as family members entitled to stay with the persons specified in paragraph 1.

Article 3. Participation in meetings, conferences or official visits

1. Nationals of either of the two States who hold a valid national diplomatic or service passport and are participating in an official visit, a meeting, or a conference organized by the other Party or by an organization with which a headquarters agreement has been concluded, shall not require a visa to enter the other State, remain in it up to 90 days out of each 180 days or leave it, provided that they do not engage in any independent gainful or paid activity in the territory of the other Party.

2. When entering the territory of Switzerland after having transited through the territory of one or more States which apply all provisions of the Schengen Acquis concerning border crossing and visas, the period of 90 days shall begin to run as of the date of the crossing of the external border limiting the area formed by the aforementioned States.

Article 4. Compliance with national legislation

Nationals of either State shall comply with the entry and stay regulations, as well as any legislation in force in the territory of the other State throughout the duration of their stay.

Article 5. Refusal of entry

The competent authorities of either Party reserve the right to refuse entry into or stay in the territory of its State to nationals of the other State as specified in articles 2 and 3 of this Agreement for reasons of public order, State security, public health or other serious reasons.

Article 6. Notification of relevant documents

1. The competent authorities of either Party shall exchange, through the diplomatic channel, samples specimens of their respective passports within 30 days from the date of the signing of this Agreement.

2. If any change is made by either of the Parties in the passports issued, that Party shall transmit to the other Party the new specimens, together with all relevant information concerning their use, at least 30 days before they are placed in circulation.

Article 7. Settlement of disputes

Should a dispute arise concerning the interpretation or application of this Agreement, it shall be resolved amicably through the diplomatic channel, by means of direct consultation and negotiation between the Parties.

Article 8. Modification

The two Parties may mutually agree on modifications to this Agreement through the diplomatic channel. The modifications shall enter into force on the date of receipt of the second notification by which the Parties inform each other of the completion of the internal procedures required for that purpose.

Article 9. Non-affection clause

Nothing in this Agreement shall affect the obligations of the Parties arising from international conventions which they have ratified or signed, in particular the Vienna Convention of 18 April 1961 on Diplomatic Relations and the Vienna Convention of 24 April 1963 on Consular Relations.

Article 10. Suspension

Either Party may, for reasons of public order, public health, national security or other serious reasons, suspend the application of all or part of the provisions of this Agreement. Such suspension shall be immediately notified, through the diplomatic channel, to the other Party and shall take effect on the date of receipt of such notification. The Party that has suspended the application of this Agreement shall immediately notify the other Party when the reasons for the suspension have ended, and it shall be lifted upon receipt of such notification.

Article 11. Duration and termination

This Agreement has been concluded for a period of five years and is automatically renewable for successive periods of equal duration, unless one of the Parties informs the other Party to the contrary through the diplomatic channel at least 90 days before the expiration date of this Agreement.

Article 12. Entry into force

This Agreement shall enter into force 30 days after the date on which the Parties have notified each other of the completion of the internal procedures required.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives have signed this Agreement.

DONE at Luanda on 5 February 2013, in two original copies in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Swiss Federal Council:

SIMONETTA SOMMARUGA

Federal Councilor

Head of the Federal Department of Justice and Police
of the Swiss Confederation

For the Executive of the Republic of Angola:

GEORGE CHICOTI

Minister of Foreign Affairs

No. 52770

**Switzerland
and
Russian Federation**

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Russian Federation concerning international road transport. Moscow, 20 October 2014

Entry into force: *21 February 2015, in accordance with article 22*

Authentic texts: *French and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 July 2015*

**Suisse
et
Fédération de Russie**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif aux transports internationaux par route. Moscou, 20 octobre 2014

Entrée en vigueur : *21 février 2015, conformément à l'article 22*

Textes authentiques : *français et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 6 juillet 2015*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif aux transports internationaux par route

Le Conseil fédéral suisse

et

le Gouvernement de la Fédération de Russie,

ci-après dénommés les Parties contractantes,

désireux de développer et de faciliter, sur une base de réciprocité, les transports routiers de personnes et de marchandises entre les Etats des Parties contractantes ainsi qu'en transit par leur territoire,

sont convenus de ce qui suit:

I. Champ d'application et définitions

Art. 1

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux transports routiers internationaux de personnes et de marchandises effectués entre les Etats des Parties contractantes, en transit par leur territoire de même que vers ou au départ de pays tiers au moyen de véhicules immatriculés en Suisse ou dans la Fédération de Russie.

Art. 2

Au sens du présent accord, on entend par:

1) «autorités compétentes»:

- en Suisse – le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Office fédéral des transports, et en ce qui concerne le par. 1 de l'art. 8 du présent accord – l'Office fédéral des routes;
- dans la Fédération de Russie – le Ministère des Transports de la Fédération de Russie, et en ce qui concerne le contrôle du respect des règles de la circulation routière prévu par l'art. 11 du présent accord – le Ministère des Affaires intérieures de la Fédération de Russie.

En cas de changement de l'une des autorités compétentes, la Partie contractante qui a fait l'objet du changement le notifie à l'autre Partie contractante par voie diplomatique;

- 2) «transporteur»: toute personne physique ou morale qui, soit en Suisse soit dans la Fédération de Russie, est autorisée à effectuer des transports internationaux par route de personnes et de marchandises conformément aux dispositions légales en vigueur en Suisse ou dans la Fédération de Russie;
- 3) «véhicule»:
 - pour le transport de marchandises – un camion, un camion avec remorque, un véhicule tracteur ou un véhicule tracteur avec une semi-remorque;

- pour le transport de personnes – un autobus destiné au transport de personnes, comprenant plus de neuf places assises, celle du conducteur comprise, ainsi que, le cas échéant une remorque pour le transport des bagages;

Le véhicule doit être la propriété du transporteur ou celui-ci doit pouvoir en disposer en vertu d'un contrat de location ou de leasing;

- 4) «transport régulier de personnes» – le transport de personnes par autobus effectué selon une certaine fréquence et sur la base d'un itinéraire, d'un horaire, de tarifs et d'arrêts pour l'embarquement et le débarquement des personnes concerté à l'avance entre les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes;
- 5) «transport occasionnel de personnes» – le transport de personnes par autobus dont la définition ne correspond pas à celle de «transport régulier de personnes»;
- 6) «contrôle sanitaire» – un contrôle sanitaire, vétérinaire et phytosanitaire;
- 7) «autorisation» – un document donnant aux véhicules immatriculés dans l'Etat de l'une des Parties contractantes le droit d'effectuer des courses de transport sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante;
- 8) «autorisation spéciale»:
 - une autorisation unique supplémentaire qui permet aux véhicules appartenant au transporteur domicilié dans l'Etat d'une Partie contractante d'effectuer des courses de transport sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante dans les cas prévus à l'art. 8 du présent accord;
 - une autorisation unique qui permet au transporteur domicilié dans l'Etat d'une Partie contractante d'effectuer un transport de marchandises au départ du territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante vers un pays tiers ou en provenance d'un pays tiers vers le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante.

II. Transport de personnes

Art. 3

1. Les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes s'accordent, sur la base du principe de réciprocité, sur l'exécution des transports réguliers de personnes effectués sur le tronçon de route situé sur leur territoire respectif.

2. Pour le tronçon situé sur territoire suisse, les transports réguliers de personnes sont effectués par les transporteurs des Etats des Parties contractantes sur la base d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente suisse.

Pour le tronçon situé sur le territoire de la Fédération de Russie, les transports réguliers de personnes sont effectués par les transporteurs des Etats des Parties contractantes sur la base d'un consentement écrit de l'autorité compétente de la Fédération de Russie.

3. Les requêtes relatives à l'organisation et à l'exécution des transports réguliers de personnes doivent être transmises par les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes et contenir des informations sur le nom du transporteur, l'itinéraire, l'horaire, les tarifs et les arrêts où le transporteur effectuera l'embarquement et le

débarquement des personnes, ainsi que des informations sur la période d'exploitation et la fréquence du transport.

Art. 4

1. Les transports occasionnels de personnes s'effectuent sur la base d'une autorisation préalable délivrée par les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes pour le tronçon du trajet situé sur le territoire de leurs pays.
2. Pour chaque transport occasionnel de personnes, il est délivré une autorisation unique donnant le droit d'effectuer un trajet aller et retour, à moins qu'un autre nombre de trajets soit spécifié dans l'autorisation même.
3. L'autorisation mentionnée au par. 1 du présent article n'est pas nécessaire pour remplacer un autobus accidenté ou tombé en panne par un autre autobus.

Art. 5

1. Les autorisations ne sont pas exigées pour les transports occasionnels de personnes par autobus, si le même groupe de passagers est transporté dans le même autobus, dans les cas suivants:
 - 1) lors d'un circuit à portes fermées, dont le point de départ et de retour est situé sur le territoire de l'Etat de la Partie contractante où l'autobus est immatriculé;
 - 2) lors d'un voyage commençant sur le territoire de l'Etat de la Partie contractante où l'autobus est immatriculé et se terminant sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante, l'autobus quittant à vide ce territoire;
 - 3) l'autobus entre sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante à vide afin de récupérer le groupe de passagers amené antérieurement par ce transporteur.
2. Dans le cas de l'exécution des transports occasionnels prévus au par. 1 du présent article, le conducteur doit être en possession d'un document comprenant la liste des passagers dont la forme est agréée par la Commission mixte établie conformément à l'art. 17 du présent accord.

III. Transport de marchandises

Art. 6

1. Le transport de marchandises entre les Etats des Parties contractantes ou en transit par leurs territoires, est effectué sur la base des autorisations délivrées par les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes, à l'exception des transports mentionnés à l'art. 7 du présent accord.

Une autorisation unique est délivrée pour chaque transport de marchandises, donnant droit à effectuer un transport aller et retour à moins que l'autorisation n'en dispose autrement. L'autorisation est également nécessaire pour le véhicule entrant à vide dans le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante.

2. Un transporteur domicilié dans l'Etat d'une des Parties contractantes peut effectuer le transport de marchandises du territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante vers le territoire d'un Etat tiers ainsi que du territoire de l'Etat tiers vers le territoire de l'Etat de

l'autre Partie contractante à condition de posséder une autorisation spéciale conformément au deuxième tiret du par. 8 de l'art. 2 du présent accord délivrée par les autorités compétentes de l'Etat de l'autre Partie contractante.

3. Les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes se remettent chaque année gratuitement le nombre convenu d'autorisations en blanc délivrées pour le transport de marchandises. Les autorisations doivent être revêtues de la signature de la personne responsable et du sceau de l'autorité compétente. Les autorisations délivrées au cours de l'année civile sont valables jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

4. Les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes coordonnent entre elles la procédure d'échange d'autorisations en blanc.

Art. 7

1. Sont exempts de l'autorisation mentionnée à l'art. 6 du présent accord:

- 1) les transports de marchandises par des véhicules dont le poids total autorisé en charge, y compris la remorque, ne dépasse pas 3,5 tonnes;
- 2) les transports de médicaments, d'instruments et d'équipements médicaux, ainsi que d'autres marchandises nécessaires en cas de catastrophes naturelles et de transport d'aide humanitaire;
- 3) les transports d'animaux, de moyens de transport, de matériel et d'équipement destinés à des manifestations sportives;
- 4) les transports d'objets d'exposition, d'équipement et de matériel destinés à des foires et des expositions;
- 5) les transports de décors et d'accessoires de théâtre, d'instruments de musique, d'équipements et d'accessoires pour le tournage de films, des émissions de radio et de télévision;
- 6) les transports funéraires;
- 7) les transports postaux qui sont effectués dans le cadre d'un régime de service public;
- 8) les transports de déménagement;
- 9) les transports de véhicules défectueux ou accidentés.

2. Les autorisations mentionnées à l'art. 6 du présent accord ne sont pas non plus requises pour les entrées de véhicules d'assistance technique destinés au remorquage ou au dépannage de véhicules en panne ou accidentés.

3. Les exceptions prévues aux ch. 3, 4, 5 du par. 1 du présent article sont appliquées uniquement si les marchandises doivent être retournées dans le territoire de l'Etat de la Partie contractante où le véhicule est immatriculé, ou si les marchandises seront transportées dans le territoire d'un pays tiers.

Art. 8

1. Si les dimensions et le poids du véhicule (chargé ou non) appartenant au transporteur provenant de l'Etat d'une Partie contractante dépassent les normes établies par la législation de l'Etat de l'autre Partie contractante, le transporteur doit se procurer

préalablement une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente de l'Etat de l'autre Partie contractante sur la base des conditions prévues par la législation de celui-ci.

2. Les transports de marchandises dangereuses sur le territoire des Etats des Parties contractantes sont effectués conformément à l'accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international de marchandises dangereuses par route ainsi qu'à la législation des Etats des Parties contractantes gouvernant de tels transports.

3. Pour les transports mentionnés au par. 1 du présent article, les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes peuvent prescrire au véhicule un itinéraire obligatoire.

IV. Dispositions générales

Art. 9

1. Le véhicule qui est immatriculé dans un des Etats des Parties contractantes et effectue un transport international en vertu du présent accord doit être doté des plaques d'immatriculation et des signes distinctifs de son propre Etat.

2. Les remorques et semi-remorques peuvent porter des plaques d'immatriculation et des signes distinctifs d'autres Etats à condition que les camions, les véhicules tracteurs et les autobus portent des plaques d'immatriculation et des signes distinctifs des Etats des Parties contractantes.

Art. 10

Le transporteur domicilié dans l'Etat d'une Partie contractante n'est pas autorisé à effectuer des transports de personnes ou de marchandises entre deux points situés sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante.

Art. 11

1. Le conducteur du véhicule doit être titulaire d'un permis de conduire national ou international (à condition qu'il soit accompagné par le permis de conduire national approprié) et être en possession des papiers d'immatriculation du véhicule, conformes aux exigences de la Convention du 8 novembre 1968 sur la circulation routière.

2. L'autorisation de transport et les autres documents requis en vertu des dispositions du présent accord doivent se trouver à bord du véhicule concerné et être présentés à la demande des autorités compétentes des Etats des Parties contractantes habilitées à effectuer le contrôle du transport routier.

Art. 12

1. Les transporteurs domiciliés dans les Etats des Parties contractantes effectuant des transports de personnes ou de marchandises dans le cadre du présent accord sont exemptés, sur une base de réciprocité, de taxes, émoluments et paiements liés à la possession et à l'usage du véhicule.

2. Les péages et droits d'usage prescrits par la législation nationale des Etats des Parties contractantes pour l'utilisation de l'infrastructure routière tels que les routes, autoroutes, ponts et tunnels situés sur le territoire des Etats des Parties contractantes, peuvent être

prélevés sur une base non-discriminatoire auprès des transporteurs des Etats des Parties contractantes.

Art. 13

1. Le transporteur est exempté, sur une base de réciprocité, de droits et de taxes de douane pendant le transport effectué sur la base du présent accord dans le cas de:

- 1) Combustibles et carburants contenus dans les réservoirs d'un véhicule et prévus par le fabricant de chaque modèle, liés par la technologie et la construction du véhicule au système de combustion de ce véhicule, ainsi que dans le cas de carburant situé dans les réservoirs des remorques et des semi-remorques qui ont été installés par le fabricant et utilisés pour les systèmes de chauffage ou de refroidissement de ce moyen de transport;
- 2) Les lubrifiants en quantité nécessaire à l'exploitation du véhicule durant le transport;
- 3) les pièces de rechange et outils destinés à la réparation du véhicule en cas de panne ou d'accident survenant pendant le transport international.

2. Les outils et pièces de rechange visés au ch. 3 du par. 1 du présent article qui ne sont pas utilisés sont soumis à la réexportation. Les pièces de rechange qui ont été remplacées seront réexportées ou soumises à la procédure de destruction ou à toute autre procédure prévue par la législation douanière de l'Etat de la Partie contractante sur le territoire duquel la réparation a eu lieu.

Art. 14

1. Les contrôles frontalier, douanier, de transport et sanitaire doivent être effectués conformément aux accords internationaux auxquels la Suisse et la Fédération de Russie ont adhéré. Les questions non prévues par ces accords sont réglées par la législation de l'Etat sur le territoire duquel ledit contrôle est effectué.

2. Les contrôles frontalier, douanier, de transport et sanitaire sont effectués en priorité en ce qui concerne le transport des personnes nécessitant une assistance médicale urgente, le transport régulier de personnes et le transport d'animaux, de denrées périssables et de marchandises dangereuses.

Art. 15

Le transport de personnes et de marchandises prévu par le présent accord doit préalablement être couvert par une assurance obligatoire de responsabilité civile.

Art. 16

1. Les transporteurs et les conducteurs de véhicules immatriculés dans les Etats des Parties contractantes sont tenus de respecter les règles de la circulation routière et la législation de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le véhicule.

2. En cas de violation des dispositions du présent accord par le transporteur, les autorités compétentes de l'Etat d'une Partie contractante sur le territoire duquel le véhicule est immatriculé, peuvent prendre, à la demande des autorités compétentes de l'Etat de l'autre Partie contractante sur le territoire duquel la violation a été commise, l'une des mesures suivantes:

- 1) Donner au transporteur un avertissement écrit selon lequel, en cas d'infraction répétée, l'autorisation qui lui a été délivrée antérieurement sera temporairement suspendue ou définitivement annulée.
 - 2) Suspendre temporairement ou annuler définitivement l'autorisation délivrée antérieurement.
 - 3) Cesser de délivrer au transporteur de nouvelles autorisations permettant d'effectuer des courses de transport sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante.
3. Les mesures prises doivent être notifiées aux autorités compétentes de l'Etat de l'autre Partie contractante.
4. Les dispositions du présent article n'excluent pas l'application au transporteur et aux conducteurs du véhicule de l'Etat de l'autre Partie contractante des sanctions stipulées par la législation de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

V. Dispositions finales

Art. 17

1. Les Parties contractantes régleront les questions litigieuses pouvant surgir dans l'interprétation et l'application du présent accord par la voie de négociations ou par voie diplomatique.
2. Les autorités compétentes des Etats des Parties contractantes instituent une Commission mixte qui traitera des questions d'interprétation ou d'application du présent accord.
3. La Commission mixte se réunit à la demande de l'autorité compétente de l'Etat d'une des Parties contractantes alternativement sur le territoire de l'Etat de chacune des Parties contractantes.

Art. 18

Les Parties contractantes peuvent, d'un commun accord, apporter des modifications au présent accord.

Art. 19

Les questions qui ne sont régies ni par le présent accord, ni par les accords internationaux auxquels les Parties contractantes ont adhéré seront réglées en vertu de la législation de l'Etat de chaque Partie contractante.

Art. 20

Le présent accord n'affecte pas les droits ni les obligations liant les Parties contractantes à d'autres accords internationaux auxquels la Suisse ou la Fédération de Russie ont adhéré.

Art. 21

Conformément au désir du Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein, les dispositions du présent accord s'appliquent également à ladite Principauté tant que celle-ci est liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

Art. 22

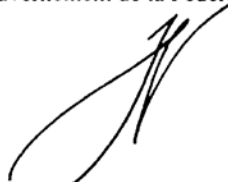
1. Le présent accord entrera en vigueur 30 jours après que les Parties contractantes se seront notifiées, par voie diplomatique l'accomplissement des procédures internes nécessaires à son entrée en vigueur.
2. Le présent accord est valable pour une durée indéterminée.
3. Chacune des Parties contractantes peut dénoncer le présent accord, moyennant un préavis écrit envoyé par voie diplomatique à l'autre Partie contractante. L'accord prend fin six mois après la date de réception de la notification.
4. L'accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques relatif aux transports internationaux par route signé à Berne le 14 avril 1989 sera abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent accord entre la Suisse et la Fédération de Russie.

Fait à Moscou le 20.10.2014 en deux exemplaires, chacun en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le
Conseil fédéral suisse:

Pieter Helg

Pour le
Gouvernement de la Fédération de Russie:



[RUSSIAN TEXT – TEXTE RUSSE]

**СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ФЕДЕРАЛЬНЫМ СОВЕТОМ
ШВЕЙЦАРСКОЙ КОНФЕДЕРАЦИИ
И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ
О МЕЖДУНАРОДНОМ АВТОМОБИЛЬНОМ СООБЩЕНИИ**

Федеральный Совет Швейцарской Конфедерации и Правительство Российской Федерации, в дальнейшем именуемые Сторонами,

стремясь развивать на основе взаимности автомобильное пассажирское и грузовое сообщение между двумя государствами и транзитом по их территориям, а также желая облегчить это сообщение,

согласились о нижеследующем:

I. ОБЛАСТЬ ПРИМЕНЕНИЯ И ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья 1

Положения настоящего Соглашения применяются в отношении международных перевозок пассажиров и грузов автомобильным транспортом, осуществляемых между государствами Сторон и транзитом по их территориям, а также в третьи государства и из третьих государств автотранспортными средствами, зарегистрированными в Швейцарской Конфедерации или Российской Федерации.

Статья 2

Для целей настоящего Соглашения используемые в нем определения означают следующее:

1) "компетентные органы":

со Швейцарской Стороны – Федеральный Департамент Окружающей среды, транспорта, энергетики и коммуникации Федерального Ведомства транспорта,

в отношении пункта 1 статьи 8 настоящего Соглашения – Федеральное ведомство автомобильных дорог;

с Российской Стороны - Министерство транспорта Российской Федерации,

в отношении контроля соблюдения правил дорожного движения, предусмотренного статьями 11 настоящего Соглашения - Министерство внутренних дел Российской Федерации.

В случае замены одного из компетентных органов; Стороны уведомляют об этом друг друга по дипломатическим каналам;

2) "перевозчик" - любое физическое или юридическое лицо, зарегистрированные в Швейцарской Конфедерации или Российской Федерации и допущенные в соответствии с законодательством Швейцарской Конфедерации или Российской Федерации к выполнению международных автомобильных перевозок пассажиров или грузов;

3) "автотранспортное средство":

при перевозке грузов - грузовой автомобиль, грузовой автомобиль с прицепом, автомобильный тягач или автомобильный тягач с полуприцепом;

при перевозке пассажиров - автобус, предназначенный для перевозки пассажиров и имеющий более 9 мест для сидения, включая место водителя, а также (в случае необходимости) с прицепом для перевозки багажа.

Автотранспортное средство должно находиться в собственности перевозчика или в его распоряжении на основании договора аренды или лизинга;

4) "регулярная перевозка пассажиров" – перевозка пассажиров автобусом, совершаемая с определенной частотой/регулярностью на основании заранее согласованных между компетентными органами государств Сторон маршрута следования, расписания движения, тарифов и пунктов остановок, на которых перевозчик производит посадку и высадку пассажиров;

5) "нерегулярная перевозка пассажиров" - перевозка пассажиров автобусом, не подпадающая под понятие "регулярная перевозка пассажиров";

6) "санитарный контроль" - санитарный, ветеринарный и фитосанитарный контроль;

7) "разрешение" - документ, предоставляющий право на проезд автотранспортного средства, зарегистрированного на территории государства одной Стороны, по территории государства другой Стороны;

8) "специальное разрешение":

- разовое дополнительное разрешение на проезд принадлежащего перевозчику государства одной Стороны автотранспортного средства в случаях, предусмотренных статьей 8 настоящего Соглашения, по территории государства другой Стороны;

- разовое разрешение на осуществление перевозки грузов перевозчику государства одной Стороны с территории государства другой Стороны на территорию третьего государства или с территории третьего государства на территорию государства этой другой Стороны.

II. ПЕРЕВОЗКИ ПассажиРОВ

Статья 3

1. Компетентные органы государств Сторон согласовывают на основе взаимности выполнение регулярных перевозок пассажиров на том участке маршрута, который проходит по территориям их государств.

2. В отношении маршрута, проходящего по территории Швейцарской Конфедерации, регулярные перевозки пассажиров выполняются перевозчиками государств Сторон на основании разрешения, выдаваемого компетентным органом Швейцарской Конфедерации.

В отношении маршрута, проходящего по территории Российской Федерации, регулярные перевозки пассажиров выполняются перевозчиками государств Сторон на основании письменного согласования компетентного органа Российской Федерации.

3. Запросы об организации и выполнении регулярных перевозок пассажиров передаются друг другу компетентными органами государств Сторон и должны содержать данные относительно наименования перевозчика, маршрута следования, расписания движения, тарифов и пунктов остановок, на которых перевозчик будет производить посадку и высадку пассажиров, а также намечаемого периода и регулярности выполнения перевозок.

Статья 4

1. Нерегулярные перевозки пассажиров осуществляются на основании разрешений, выдаваемых компетентными органами государств Сторон для проезда по участкам, расположенным на территории их государств.

2. Для каждой нерегулярной перевозки пассажиров выдается разрешение, дающее право осуществить одну поездку туда и обратно, если другое количество поездок не указано в самом разрешении.

3. Разрешение, выдаваемое в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи, не требуется в случае замены автобуса, который потерпел аварию или поломку, другим автобусом.

Статья 5

1. Разрешения не требуются для нерегулярных перевозок пассажиров автобусом, если одна и та же группа пассажиров перевозится тем же автобусом в следующих случаях:

1) при перевозке, производимой без промежуточных посадок и высадок пассажиров, во время которой место отправления и прибытия находятся на территории государства Стороны, в которой зарегистрирован автобус;

2) во время поездки, совершаемой по территории государства Стороны, в которой зарегистрирован автобус, заканчивающейся на территории государства другой Стороны, при условии, что автобус покидает порожним эту территорию;

3) автобус въезжает на территорию государства другой Стороны порожним; для посадки группы пассажиров, ранее привезенных туда перевозчиком государства этой другой Стороны.

2. В случае осуществления нерегулярной перевозки, предусмотренной пунктом 1 настоящей статьи, водитель должен иметь при себе документ, содержащий список пассажиров, форма которого согласовывается Смешанной комиссией, созданной в соответствии со статьями 17 настоящего Соглашения.

III. ПЕРЕВОЗКИ ГРУЗОВ

Статья 6

1. Перевозки грузов между государствами Сторон или транзитом по их территориям, за исключением перевозок, предусмотренных статьями 7 настоящего Соглашения, осуществляются на основании разрешений, выдаваемых компетентными органами государств Сторон.

На каждую перевозку грузов выдается разовое разрешение, дающее право на осуществление одного рейса туда и обратно, если иное не предусмотрено в самом разрешении. Разрешение требуется и для проезда порожнего автотранспортного средства, въезжающего на территорию государства другой Стороны.

2. Перевозчик государства одной из Сторон может осуществлять перевозку грузов с территории государства другой Стороны на территорию третьего государства, а также с территории третьего государства на территорию государства другой Стороны при условии наличия специального разрешения, предусмотренного

абзацем 2 пункта 8 статьи 2 настоящего Соглашения и выдаваемого компетентными органами государства другой Стороны.

3. Компетентные органы государств Сторон ежегодно бесплатно передают друг другу взаимно согласованное количество бланков разрешений на перевозки грузов. Бланки должны иметь подпись ответственного лица и печать компетентного органа. Разрешения, выданные в течение календарного года, действительны до 31 января следующего года.

4. Компетентные органы государств Сторон согласовывают между собой порядок обмена бланками разрешений.

Статья 7

1. Разрешение, указанное в статье 6 настоящего Соглашения, не требуется на выполнение перевозок:

1) грузов автотранспортными средствами, разрешенная максимальная масса которых, включая прицеп, не превышает 3,5 тонны;

2) медикаментов, медицинских инструментов и оборудования, а также других грузов, необходимых при стихийных бедствиях и при перевозке гуманитарной помощи;

3) животных, транспортных средств, а также различного инвентаря и имущества, предназначенных для проведения спортивных мероприятий;

4) экспонатов, оборудования и материалов, предназначенных для ярмарок и выставок;

5) театральных декораций и реквизита, музыкальных инструментов, оборудования и принадлежностей для киносъемок, радио- и телевизионных передач;

6) тел и праха умерших;

7) почтовых отправок, которые осуществляются в рамках режима работы службы общественного назначения;

8) имущества при переселении;

9) неисправных или поврежденных автотранспортных средств.

2. Разрешение, указанное в статье 6 настоящего Соглашения, также не требуется для проезда автомобилей технической помощи, предназначенных для ремонта или буксировки неисправных или поврежденных автотранспортных средств.

3. Исключения, предусмотренные в подпунктах 3, 4 и 5 пункта 1 настоящей статьи, применяются только в том случае, если груз подлежит возврату на территорию государства Стороны, где зарегистрировано автотранспортное средство, или вывозу на территорию третьего государства.

Статья 8

1. Если габариты или весовые параметры автотранспортного средства (с грузом или без груза) перевозчика государства одной Стороны превышают нормы, установленные законодательством государства другой Стороны, то перевозчик должен предварительно получить специальное разрешение компетентного органа государства другой Стороны на основе условий, предусмотренных законодательством государства этой Стороны.

2. Перевозки опасных грузов по территориям государств Сторон осуществляются в соответствии с Европейским соглашением о международной дорожной перевозке опасных грузов от 30 сентября 1957 г., а также законодательством государств Сторон, регулирующим такие перевозки.

3. Для перевозок, указанных в пункте 1 настоящей статьи, компетентные органы государств Сторон могут указывать обязательный маршрут движения автотранспортного средства.

IV. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 9

1. Автотранспортные средства, зарегистрированные на территориях государств Сторон и осуществляющие международные перевозки на основании настоящего Соглашения, должны иметь регистрационные и отличительные знаки своего государства.

2. Прицепы и полуприцепы могут иметь регистрационные и отличительные знаки других государств при условии, что грузовые автомобили, автомобильные тягачи и автобусы имеют регистрационный и отличительный знаки государств Сторон.

Статья 10

Перевозчику государства одной Стороны не разрешается осуществлять перевозки пассажиров или грузов между пунктами, расположенными на территории государства другой Стороны.

Статья 11

1. Водитель автотранспортного средства должен иметь национальное или международное водительское удостоверение (при условии, что оно сопровождается соответствующим национальным водительским удостоверением) и регистрационные документы на автотранспортное средство, соответствующие требованиям Конвенции о дорожном движении от 8 ноября 1968 г.

2. Разрешение и другие документы, которые требуются в соответствии с положениями настоящего Соглашения, должны находиться у водителя автотранспортного средства и предъявляться по требованию компетентных органов государств Сторон, уполномоченных осуществлять контроль на автомобильном транспорте.

Статья 12

1. Перевозчики государств Сторон, осуществляющие перевозки пассажиров или грузов на основании настоящего Соглашения, освобождаются на взаимной основе от уплаты налогов, сборов и платежей, связанных с владением и использованием автотранспортных средств.

2. В соответствии с законодательством государств Сторон плата за пользование дорожной инфраструктурой, в том числе автомобильными дорогами, автомагистралями, мостами и тоннелями, находящимися на территории государств

Сторон, может взиматься на недискриминационной основе с перевозчиков государств Сторон.

Статья 13

1. При осуществлении перевозок на основании настоящего Соглашения взаимно освобождаются от обложения таможенными пошлинами и налогами ввозимые перевозчиком государства одной Стороны на территорию государства другой Стороны:

1) горючее, находящееся в предусмотренных заводом-изготовителем для каждой модели автотранспортного средства емкостях, технологически и конструктивно связанных с системой питания двигателя автотранспортного средства, а также горючее, находящееся в емкостях, установленных заводом-изготовителем на прицепах и полуприцепах и предназначенных для работы отопительных или охлаждающих установок данного автотранспортного средства;

2) смазочные материалы в количестве, необходимом для эксплуатации автотранспортного средства во время перевозки;

3) запасные части и инструменты, предназначенные для ремонта неисправного или поврежденного в пути автотранспортного средства, осуществляющего международную перевозку.

2. Инструменты и неиспользованные запасные части, указанные в подпункте 3 пункта 1 настоящей статьи, подлежат обратному вывозу. Замененные запасные части должны быть вывезены обратно или помещены под таможенную процедуру уничтожения или иную таможенную процедуру в порядке, установленном таможенным законодательством государства Стороны, на территории которого был произведен ремонт.

Статья 14

1. Пограничный, таможенный, транспортный и санитарный контроль должны осуществляться в соответствии с международными соглашениями, участниками которых являются Швейцарская Конфедерация и Российская Федерация. Вопросы, не урегулированные такими соглашениями, регулируются законодательством государства, на территории которого осуществляется указанный контроль.

2. Пограничный, таможенный, транспортный и санитарный контроль при перевозках лиц, нуждающихся в срочной медицинской помощи, при регулярных перевозках пассажиров, а также при перевозках животных, опасных и скоропортящихся грузов осуществляется в первоочередном порядке.

Статья 15

Перевозки пассажиров и грузов на основании настоящего Соглашения осуществляются при условии заблаговременного обязательного страхования гражданской ответственности.

Статья 16

1. Перевозчики и водители автотранспортных средств, зарегистрированных на территории государств Сторон, обязаны соблюдать правила дорожного движения и

законодательство государства, на территории которого находится автотранспортное средство.

2. В случае нарушения перевозчиком положений настоящего Соглашения компетентные органы государства одной Стороны, на территории которого зарегистрировано автотранспортное средство, могут, по просьбе компетентных органов государства другой Стороны, на территории которой произошло нарушение, применить одну из следующих мер:

1) сделать перевозчику предупреждение в письменном виде о том, что в случае повторения нарушения ранее выданное ему разрешение будет временно или полностью отменено;

2) временно или полностью отменить ранее выданное перевозчику разрешение;

3) прекратить выдачу перевозчику новых разрешений на совершение перевозок на территории государства другой Стороны.

3. Компетентный орган государства другой Стороны должен быть извещен о принятых мерах.

4. Положения настоящей статьи не исключают применения к перевозчику и водителям автотранспортного средства государства другой Стороны санкций, предусмотренных законодательством государства, на территории которого совершено нарушение.

V. ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 17

1. Стороны разрешают спорные вопросы, которые могут возникнуть между ними в связи с толкованием и выполнением настоящего Соглашения, путем переговоров или по дипломатическим каналам.

2. Компетентные органы государств Сторон создают Смешанную комиссию, которая рассматривает вопросы, касающиеся толкования или выполнения настоящего Соглашения.

3. Смешанная комиссия собирается по предложению компетентного органа государства любой из Сторон поочередно на территории государства каждой из Сторон.

Статья 18

По взаимному согласию Сторон в настоящее Соглашение могут вноситься изменения.

Статья 19

Вопросы, не урегулированные настоящим Соглашением, а также международными договорами, участниками которых являются государства Сторон, регулируются законодательством государства каждой из Сторон.

Статья 20

Настоящее Соглашение не затрагивает прав и обязательств каждой из Сторон, вытекающих из других международных договоров, участниками которых являются Швейцарская Конфедерация или Российская Федерация.

Статья 21

В соответствии с пожеланиями Правительства Княжества Лихтенштейн настоящее Соглашение распространяется также на Княжество Лихтенштейн, пока последнее связано со Швейцарской Конфедерацией договором о таможенном союзе

Статья 22

1. Настоящее Соглашение вступает в силу по истечении 30 дней с даты получения по дипломатическим каналам последнего письменного уведомления о выполнении Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

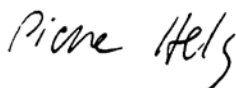
2. Настоящее Соглашение заключено на неопределенный срок.

3. Настоящее Соглашение действует до истечения 6 месяцев со дня получения одной из Сторон по дипломатическим каналам письменного уведомления другой Стороны о намерении прекратить его действие.

4. С даты вступления в силу настоящего Соглашения в отношениях между Швейцарской Конфедерацией и Российской Федерацией прекращает действие Соглашение между Швейцарским Федеральным Советом и Правительством Союза Советских Социалистических Республик о международном автомобильном сообщении, подписанное в г. Берне 14 апреля 1989 г.

Совершено в г. *Москва* "*20*" *ОКТОБРА* 2014 г. в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Федеральный Совет
Швейцарской Конфедерации



За Правительство
Российской Федерации



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE
GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION CONCERNING
INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT

The Swiss Federal Council and the Government of the Russian Federation, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desirous to develop and facilitate, on a reciprocal basis, the transport by road of persons and goods between the States of the Contracting Parties and in transit through their territories,

Have agreed as follows:

I. SCOPE OF APPLICATION AND DEFINITIONS

Article 1

The provisions of this Agreement shall apply to the international transport by road of persons and goods between the States of the Contracting Parties and in transit through their territories, as well as to and from third countries using vehicles registered in Switzerland or in the Russian Federation.

Article 2

For the purposes of this Agreement:

(1) “Competent authorities” means:

- For Switzerland – the Federal Department of Environment, Transport, Energy and Communications, Federal Office of Transport, and, in the context of article 8 (1) of this Agreement, the Federal Roads Office;

- For the Russian Federation – the Ministry of Transport of the Russian Federation and, in the context of enforcing respect of road traffic rules as envisaged by article 11 of this Agreement, the Ministry of Internal Affairs of the Russian Federation.

In the event of a change in one of the competent authorities, the Contracting Party making the change shall notify the other Contracting Party through the diplomatic channel;

(2) “Carrier” means any natural or legal person who is authorized, either in Switzerland or in the Russian Federation, to perform the international transport of persons and goods by road in accordance with the legal provisions in force in Switzerland or in the Russian Federation;

(3) “Vehicle” means:

- In the case of the transport of goods: a truck, truck with trailer, motor tractor or motor tractor with semi-trailer;

- In the case of the transport of persons: a bus designed for the transport of persons, comprising more than nine seats, including the driver’s seat, and, where applicable, a trailer for baggage;

The vehicle shall be the property of the carrier or the carrier must be able to use it under a rental or leasing contract;

(4) “Scheduled transport of persons” means transport of persons by bus at a certain frequency and on the basis of an itinerary, a timetable, fares and stopping points for loading and unloading persons, agreed upon in advance between the competent authorities of the States of the Contracting Parties;

(5) “Occasional transport of persons” means transport of persons by bus, the definition of which does not correspond to that of “scheduled transport of persons”;

(6) “Sanitary inspection” means sanitary, veterinary and phytosanitary inspection;

(7) “Permit” means a document granting to vehicles registered in the State of one of the Contracting Parties the right to carry out transport services in the territory of the State of the other Contracting Party;

(8) “Special permit” means:

- An additional single-use permit authorizing a carrier domiciled in the State of one Contracting Party to carry out transport services in the territory of the State of the other Contracting Party in the cases envisaged in article 8 of this Agreement;

- A single-use permit authorizing a carrier domiciled in the State of one of the Contracting Parties to transport goods from the territory of the State of the other Contracting Party to the territory of a third country or from the territory of a third country to the territory of the State of the other Contracting Party.

II. TRANSPORT OF PERSONS

Article 3

1. The competent authorities of the States of the Contracting Parties agree, on a reciprocal basis, to the scheduled transport of persons on stretches of road located in their respective territories.

2. On stretches of road located in Swiss territory, scheduled transport of persons shall be performed by carriers of the States of the Contracting Parties on the basis of a permit issued by the competent authority of Switzerland.

On stretches of road located in the territory of the Russian Federation, scheduled transport of persons shall be performed by carriers of the States of the Contracting Parties on the basis of a written consent from the competent authority of the Russian Federation.

3. Requests concerning the organization and carrying out of scheduled transport of persons shall be made by the competent authorities of the States of the Contracting Parties and shall contain information on the name of the carrier, the itinerary, the timetable, the fares and the stopping points at which the carrier will load and unload persons, as well as information on the period of operation and the frequency of the transport.

Article 4

1. The occasional transport of persons shall be carried out on the basis of permits issued in advance by the competent authorities of the States of the Contracting Parties for the stretches of a journey that are located in the territories of their respective countries.

2. For each occasional transport of persons, a single-use permit authorizing one round trip shall be issued, unless a different number of journeys is specified in the permit itself.

3. The permits referred to in paragraph 1 above shall not be required for the replacement of a damaged or broken-down bus.

Article 5

1. In the following cases, permits shall not be required for the occasional transport of persons by bus if the same group of passengers is transported on the same bus:

(1) On a closed-door circuit where the points of departure and return are located in the territory of the State of the Contracting Party in which the bus is registered;

(2) On a journey commencing in the territory of the State of the Contracting Party in which the bus is registered and ending in the territory of the State of the other Contracting Party, whence the bus leaves unladen;

(3) When the bus enters the territory of the State of the other Contracting Party unladen in order to retrieve the group of passengers previously transported by that carrier.

2. In the case of occasional transport as envisaged in paragraph 1 above, the driver must be in possession of a document containing the passenger list, the form of which is approved by the Joint Commission established in accordance with article 17 of this Agreement.

III. TRANSPORT OF GOODS

Article 6

1. The transport of goods between the States of the Contracting Parties or in transit through their territories shall be performed on the basis of permits issued by the competent authorities of the States of the Contracting Parties, with the exception of transport referred to in article 7 of this Agreement.

A single-use permit shall be issued for each transport of goods, authorizing one round trip, unless the permit provides otherwise. A permit shall also be required for the vehicle entering the territory of the State of the other Contracting Party unladen.

2. A carrier domiciled in the State of one of the Contracting Parties may transport goods from the territory of the State of the other Contracting Party to the territory of a third State and from the territory of a third State to the territory of the State of the other Contracting Party provided that the carrier possesses a special permit as specified in the second subparagraph of article 2 (8) of this Agreement, issued by the competent authorities of the State of the other Contracting Party.

3. The competent authorities of the States of the Contracting Parties shall transmit to each other on an annual basis, free of charge, an agreed upon quantity of blank permits issued for the transport of goods. The permits must bear the signature of the person responsible and the seal of the competent authority. Permits issued during the calendar year are valid until 31 January of the following year.

4. The competent authorities of the States of the Contracting Parties shall coordinate among themselves the procedure for the exchange of blank permits.

Article 7

1. The following shall be exempt from the permits referred to in article 6 of this Agreement:

(1) The transport of goods by vehicles, the total permissible laden weight of which, including a trailer, does not exceed 3.5 tonnes;

(2) The transport of medicines, medical equipment and instruments and other goods needed in the event of a natural disaster, as well as the transport of humanitarian aid;

(3) The transport of animals, means of transport, material and equipment for sport events;

(4) The transport of exhibition objects, equipment and material intended for fairs and exhibitions;

(5) The transport of scenery and stage properties, musical instruments, equipment and accessories for filming or recording radio or television programmes;

(6) The transport for funerals;

(7) Postal deliveries as part of a public service;

(8) Household removals;

(9) The removal of damaged vehicles or vehicles involved in accidents.

2. The permits referred to in article 6 of this Agreement shall also not be required for the entry of technical assistance vehicles for towing or for repairing or recovering damaged vehicles or vehicles involved in accidents.

3. The exceptions provided for in paragraph 1, subparagraphs 3, 4 and 5, of this article shall apply only if the goods are to be returned to the territory of the State of the Contracting Party where the vehicle is registered or if the goods are to be transported to the territory of a third country.

Article 8

1. When the size and weight of the vehicle (laden or unladen) belonging to the carrier from the State of one Contracting Party exceed the standards established by the legislation of the State of the other Contracting Party, the carrier must obtain a special permit in advance, issued by the competent authority of the State of the other Contracting Party on the basis of the conditions specified by the laws of that Contracting Party.

2. The carriage of dangerous goods in the territories of the States of the Contracting Parties shall be performed in accordance with the European Agreement of 30 September 1957 concerning the International Carriage of Dangerous Goods by Road and the legislation of the States of the Contracting Parties governing such carriage.

3. For carriage referred to in paragraph 1 of this article, the competent authorities of the States of the Contracting Parties may specify a mandatory route for the vehicle.

IV. GENERAL PROVISIONS

Article 9

1. A vehicle which is registered in one of the States of the Contracting Parties and which carries out international transport under this Agreement must display license plates and distinguishing marks of the State in which it is registered.

2. Trailers and semi-trailers may display license plates and distinguishing marks of other States provided that trucks, motor tractors and buses display license plates and distinguishing marks of the States of the Contracting Parties.

Article 10

A carrier domiciled in the State of one Contracting Party shall not be authorized to transport persons or goods between two points located in the territory of the State of the other Contracting Party.

Article 11

1. The driver of the vehicle must hold a national or international driver's license (together with the corresponding national driver's license) and be in possession of the registration papers for the vehicle in accordance with the requirements of the Convention on Road Traffic of 8 November 1968.

2. The permit and other documents required under the provisions of this Agreement are to be kept in the vehicle in question and must be produced at the request of the competent authorities of the States of the Contracting Parties entitled to carry out road transport inspections.

Article 12

1. Carriers domiciled in the States of the Contracting Parties and transporting persons or goods under this Agreement shall be exempt, on a reciprocal basis, from taxes, emoluments and payments related to ownership and use of the vehicle.

2. Tolls and user charges prescribed by the national legislation of the States of the Contracting Parties for the use of road infrastructure, such as roads, highways, bridges and tunnels located in the territories of the States of the Contracting Parties, may be levied on a non-discriminatory basis on carriers of the States of the Contracting Parties.

Article 13

1. Carriers shall be exempt, on a reciprocal basis, from customs duties and taxes during transport carried out under this Agreement in the case of:

(1) Fuels contained in the tank of a vehicle and specified by the manufacturer of each model, linked by technology and the construction of the vehicle to the combustion system of the vehicle, as well as fuel located in the tanks of trailers and semi-trailers installed by the manufacturer and used for heating or cooling that means of transport;

(2) Lubricants in quantities necessary for operating the vehicle during the transport;

(3) Spare parts and tools intended for repairing the vehicle in the event of a breakdown or accident occurring during international transport.

2. Tools and spare parts mentioned in subparagraph 3 above that are unused shall be re-exported. Spare parts which have been replaced shall be re-exported or subject to destruction or any other procedure established by the customs legislation of the State of the Contracting Party in which the repair was effected.

Article 14

1. Border, customs, transport and health inspections shall be carried out in accordance with the international agreements to which Switzerland and the Russian Federation have acceded. Matters not covered by those agreements shall be governed by the legislation of the State in whose territory the inspections took place.

2. Border, customs, transport and health inspections shall be carried out on a priority basis for the transport of persons in need of urgent medical assistance, the scheduled transport of persons, animals and perishable foodstuffs, and carriage of dangerous goods.

Article 15

The transport of persons and goods under this Agreement shall be covered in advance by compulsory civil liability insurance.

Article 16

1. Carriers and drivers of vehicles registered in the States of the Contracting Parties shall observe road traffic rules and the legislation of the State in whose territory the vehicle is located.

2. In case of violation of the provisions of this Agreement by the carrier, the competent authorities of the State of one Contracting Party in whose territory the vehicle is registered may, at the request of the competent authorities of the State of the other Contracting Party in whose territory the violation was committed, take one of the following measures:

(1) Give the carrier a written warning indicating that, in the event of a repeat offence, the permit previously issued to that carrier will be temporarily suspended or permanently cancelled;

(2) Temporarily suspend or permanently cancel the permit previously issued;

(3) Stop issuing new permits allowing the carrier to perform transport services in the territory of the State of the other Contracting Party.

3. The measures taken must be notified to the competent authorities of the State of the other Contracting Party.

4. The provisions of this article shall not preclude the application, to the carrier and drivers of the vehicle of the State of the other Contracting Party, of the penalties stipulated by the legislation of the State in which the offence was committed.

V. FINAL PROVISIONS

Article 17

1. The Contracting Parties shall resolve through negotiations or through the diplomatic channel any disputes that may arise regarding the interpretation or application of this Agreement.

2. The competent authorities of the States of the Contracting Parties shall establish a Joint Commission to address issues of interpretation or application of this Agreement.

3. The Joint Commission shall meet at the request of the competent authority of the State of one Contracting Party, alternately in the territory of the State of each of the Contracting Parties.

Article 18

The Contracting Parties may, by mutual agreement, make amendments to this Agreement.

Article 19

Matters not regulated by this Agreement or by other international conventions to which the Contracting Parties have acceded shall be resolved in accordance with the legislation of the State of each of the Contracting Parties.

Article 20

This Agreement shall not affect the rights and obligations of either of the Contracting Parties arising from other international agreements to which Switzerland or the Russian Federation have acceded.

Article 21

As requested by the Government of the Principality of Liechtenstein, the provisions of this Agreement shall also apply to the Principality of Liechtenstein for as long as it remains bound by a customs union treaty with Switzerland.

Article 22

1. This Agreement shall enter into force 30 days after the Contracting Parties have notified each other through the diplomatic channel of the completion of the internal procedures necessary for its entry into force.

2. This Agreement is concluded for a period of indefinite duration.

3. Either Contracting Party may terminate this Agreement by notifying the other Contracting Party in writing through the diplomatic channel. The Agreement shall terminate six months prior to the date of receipt of such notification.

4. The Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics concerning international road transport, signed at Berne on 14 April 1989, shall terminate on the date of entry into force of this Agreement between Switzerland and the Russian Federation.

DONE at Moscow on 20 October 2014, in two copies, each in French and Russian, both texts being equally authentic.

For the Swiss Federal Council:

PIERRE HELG
Ambassador of Switzerland

For the Government of the Russian Federation:

NIKOLAY ASAUL
Deputy Minister of Transport

No. 52771

**Switzerland
and
China**

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the People's Republic of China relating to air transport (with annex). Beijing, 1 March 2011

Entry into force: *10 June 2011 by notification, in accordance with article 24*

Authentic texts: *Chinese, English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 July 2015*

**Suisse
et
Chine**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif aux services aériens (avec annexe). Beijing, 1^{er} mars 2011

Entrée en vigueur : *10 juin 2011 par notification, conformément à l'article 24*

Textes authentiques : *chinois, anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 6 juillet 2015*

[CHINESE TEXT – TEXTE CHINOIS]

瑞士联邦委员会和中华人民共和国政府 航空运输协定

瑞士联邦委员会和中华人民共和国政府（以下简称“缔约双方”）；

作为一九四四年十二月七日在芝加哥开放签字的《国际民用航空公约》的参加国；

愿致力于国际民用航空的发展；

愿缔结一项协定，以建立和经营两国领土之间及其以远地区的航班；

达成协议如下：

第一条 定 义

一、除非另有协议，本协定及其附件中：

（一）“公约”，指一九四四年十二月七日在芝加哥开放签字的《国际民用航空公约》，包括适用于缔约双方的、根

据该公约第九十条通过的附件及根据该公约第九十条和第九十四条对附件和公约的任何修改；

（二）“航空当局”，瑞士方面指民用航空联邦办公室；中华人民共和国方面指中国民用航空局，或者在上述两方面均指受权执行目前分配给所述当局的职能的任何个人或者机构；

（三）“指定空运企业”，指缔约一方根据本协定第五条指定的经营协议航班的一家或者多家空运企业；

（四）“协议航班”，指在规定航线上单独或者混合运输旅客、货物和邮件的航班；

（五）“航班”、“国际航班”、“空运企业”和“非运输业务性经停”，应具有公约第九十六条分别赋予它们的含义。

（六）一国“领土”，指处于该国主权管辖下的陆地领土及与其邻接的领水，以及这些陆地和领水之上的空域；

（七）“运价”，指运输旅客、行李和货物所采用的价格和价格条件，包括提供代理或者销售运输凭证的佣金收费和其他额外报酬，但不包括运输邮件的报酬和价格条件。

二、附件是本协定的一个组成部分。除非另有明确协议，提及本协定时应包括附件。

第二条 授 权

一、缔约一方给予缔约另一方以本协定规定的权利，以便在附件航线表规定的航线上经营国际航班。此种航班和航线以下分别称为“协议航班”和“规定航线”。

二、在不违反本协定规定的情况下，缔约一方指定空运企业经营国际航班时应享有：

（一）沿缔约另一方航空当局规定的公布航路不经停飞越缔约另一方领土的权利；

（二）经缔约另一方航空当局同意，在缔约另一方领土内作非运输业务性经停的权利；

（三）在缔约另一方领土内本协定附件规定的地点上下前往或者来自缔约一方领土的旅客、行李、货物和邮件的权利；

（四）在本协定附件规定的第三国领土内地点上下前往或者来自本协定附件规定的缔约另一方领土内地点的旅客、行李、货物和邮件的权利。

三、本条的规定不得被视为给予缔约一方指定空运企业，为了取酬或者出租，在缔约另一方领土内装载旅客、行李、货物和邮件前往该缔约另一方领土内另一地点的权利。

四、如果由于武装冲突、政治动乱或者事态发展、或者特殊及异常情况，缔约一方指定空运企业不能在其正常航线

上经营航班，缔约另一方应竭尽全力通过适当地重新安排此类航线便于继续经营此种航班，包括在此时授予必要权利便于进行可行的运营。

第三条 运力规定

一、缔约一方指定空运企业应享有公平均等的机会在规定航线上经营协议航班。

二、在经营协议航班方面，缔约一方指定空运企业应考虑到缔约另一方指定空运企业的利益，以免不适当地影响后者在相同航线或者航段上经营的航班。

三、缔约双方指定空运企业经营的协议航班应以合理的载运比率提供足够的运力，以便满足缔约双方领土之间的旅客、行李、货物和邮件的运输需要。

四、缔约一方指定空运企业在第三国领土内规定航线上的地点上下旅客、行李、货物和邮件，应根据运力须与下列各点相联系的总原则予以规定：

（一）前往和来自指定空运企业的缔约一方领土的运输需要；

（二）协议航班所经地区的运输需要，但应考虑本地和地区航班；

(三) 联程航班经营的需要。

五、缔约双方领土之间及其以远地区的协议航班所提供的班次和运力应由缔约双方航空当局商定。

第四条 法律和法规的适用

一、缔约一方关于从事国际飞行的航空器进出其领土或者在其领土内运行和航行的法律和法规，应适用于缔约另一方指定空运企业。

二、缔约一方关于旅客、机组、行李、货物或者邮件进出其领土或者在其领土内停留的法律和法规，例如关于入境、出境、移民出境和外来移民的正式手续，以及海关和卫生措施等，应适用于缔约另一方指定空运企业进出该领土或者在该领土内停留的航空器所载运的旅客、机组、行李、货物或者邮件。

第五条 指定和经营许可

一、中华人民共和国政府有权通过外交渠道根据其意愿指定多家空运企业，在本协定附件中规定的航线上经营协议

航班，并有权撤销或者更改上述指定。瑞士联邦政府有权通过外交渠道指定一家空运企业，在本协定附件中规定的航线上经营协议航班，并有权撤销或者更改上述指定。自 2012 年 1 月 1 日起，瑞士联邦政府应有权指定两家空运企业，在本协定附件中规定的航线上经营协议航班，并有权撤销或者更改上述指定。

二、缔约另一方在收到上述指定通知后，应以尽可能少的程序延迟给予适当的许可，条件是：

（一）对于瑞士指定的空运企业：

1. 该空运企业的主要营业地在为其颁发有效经营许可证的瑞士领土内；和
2. 瑞士实施并维持对该空运企业的有效监管；
3. 该空运企业持有瑞士颁发的本期航空经营人合格证。

（二）对于中华人民共和国指定的空运企业：

中华人民共和国指定的空运企业的主要所有权和有效管理权应属于中华人民共和国或者其国民。

三、缔约一方的航空当局可要求缔约另一方指定空运企业证明，其有资格履行该当局根据公约规定通常适用于国际航班经营的法律和法规中所规定的条件。

四、指定空运企业在收到本条第二款所规定的经营许可证后，可于任何时候经营协议航班。

第六条 经营许可的撤销和暂停

一、有下列情形之一时，缔约一方有权撤销或者暂停缔约另一方指定空运企业行使本协定第二条规定的权利的经营许可，或者对行使这些权利附加它认为必要的条件：

（一）对于瑞士指定的空运企业：

1. 该空运企业的主要营业地不在为其颁发有效经营许可证的瑞士领土内；和

2. 瑞士不对该空运企业实施并维持有效监管；

3. 该空运企业未持有瑞士颁发的本期航空经营人合格证；

4. 可以证明，通过在包括另外一国境内某一地点的航线上行使本协定所规定的航权，包括经营作为联程航班营销或者构成联程航班的航班，该空运企业实际上规避了中华人民共和国与该另一国之间达成的协定对航权施加的限制。

（二）对于中华人民共和国指定的空运企业：

对该空运企业的主要所有权和有效管理权不属于中华人民共和国或者其公民。

（三）该空运企业未能遵守或者已经严重违反给予这些权利的缔约方法律或者法规；或者

（四）该空运企业未能按照本协定规定的条件经营协议

航班。

二、上述权利只能在与缔约另一方协商后方可行使，除非本条第一款规定的撤销、暂停或者附加条件必须立即执行，以防止进一步违反法律和法规。

第七条 航空保安

一、根据国际法为其规定的权利和义务，缔约双方重申，为保护民用航空安全免遭非法干扰而相互承担的义务，构成本协定不可分割的组成部分。在不限制国际法为其规定的权利和义务的普遍适用性的情况下，缔约双方应特别遵守一九六三年九月十四日在东京签订的《关于在航空器内的犯罪和其他某些行为的公约》、一九七〇年十二月十六日在海牙签订的《关于制止非法劫持航空器的公约》、一九七一年九月二十三日在蒙特利尔签订的《关于制止危害民用航空安全的非法行为的公约》、一九八八年二月二十四日在蒙特利尔签订的《制止在用于国际民用航空机场发生的非法暴力行为的补充议定书》以及缔约双方均加入的任何其他与民用航空保安有关的公约和议定书。

二、缔约双方应根据请求相互提供一切必要的协助，防止非法劫持民用航空器和其他危及航空器及其旅客、机

组、机场和航行设施安全的非法行为，以及危及民用航空安全的任何其他威胁。

三、缔约双方在其相互关系中，应遵守国际民用航空组织制定的、作为公约附件并对缔约双方均适用的航空保安规定。缔约双方应要求在其领土内注册的航空器经营人和主要营业地或者永久居住地在其领土内的航空器经营人以及在其领土内的机场经营人遵守上述航空保安规定。

四、缔约一方同意，可要求上述航空器经营人在进出缔约另一方领土或者在缔约另一方领土内停留时遵守缔约另一方要求的本条第三款所述的航空保安规定。缔约一方保证在其领土内采取足够有效的措施，在登机或者装机前和在登机或者装机时，保护航空器，并对旅客、机组、随身携带物品、行李、货物和机上供应品进行检查。缔约一方对缔约另一方提出的为对付特定威胁而采取合理的特殊保安措施的要求，应给予同情的考虑。

五、当发生非法劫持民用航空器事件或者以劫持航空器事件相威胁，或者发生其他危及航空器及其旅客和机组、机场或者航行设施安全的非法行为时，缔约双方应相互协助，提供联系的方便并采取其他适当的措施，以便迅速、安全地结束上述事件或者威胁。

六、当缔约一方有合理理由相信，缔约另一方已经违反本条的航空保安规定时，该缔约方航空当局可请求与缔约另

一方航空当局立即进行协商。上述请求发出之日起三十 (30) 天内未能达成令人满意的协议，应构成对该缔约另一方空运企业的经营许可和技术许可予以暂停、撤销、限制或者附加条件的理由。如果情况紧急，缔约一方可在三十 (30) 天期限结束之前采取临时行动。

第八条 航空安全

一、为经营本协定所规定的协议航班，缔约一方应承认缔约另一方颁发或者核准且仍然有效的适航证、合格证和执照为有效，但是上述证件或者执照的要求，应至少相当于根据公约制定的最低标准。

二、但是，缔约一方可拒绝承认缔约另一方或者第三国向其本国国民颁发或者核准的，以在其本国领土上空飞行为目的的合格证与执照的有效性。

三、缔约一方可就缔约另一方在航行设施、飞行机组、航空器和航空器运行方面所维持的安全标准随时要求协商。上述协商应在收到要求之日起后三十 (30) 天内进行。

四、如果在协商之后，缔约一方发现缔约另一方未能有效地维持和执行本条第三款所述方面的安全标准，以满足当时根据公约所制定的标准，缔约一方应将调查结果以及为符

合国际民航组织标准所应采取的必要步骤告知缔约另一方。
缔约另一方应在商定的期限内采取适当的改正行动。

五、根据公约第十六条，缔约双方进一步同意，缔约一方指定空运企业经营或者代表其经营的进出缔约另一方领土的航班的航空器在缔约另一方领土内时，缔约另一方的授权代表可对其进行检查，但应避免对航空器运行造成不合理的延误。尽管有公约第三十三条规定的义务，检查的目的是查验相关文件和机组执照的有效性，以及航空器的设备和条件是否符合当时根据公约所制定的标准。

六、如必须采取紧急行动以确保空运企业的运营安全，缔约一方保留立即暂停或者修改缔约另一方一家或者多家指定空运企业的经营许可的权利。

七、一旦采取行动的依据不复存在，缔约一方根据本条第六款采取的任何行动应予停止。

第九条 税费免除

一、缔约一方指定空运企业飞行协议航班的航空器，以及该航空器上所载的正常设备、零备件（包括发动机）、燃料供给、油料（包括液压油、润滑油）和机上供应品，包括食品、饮料和烟草，在进入缔约另一方领土时，应在互惠的

基础上免纳一切关税、税收、检验费和其他类似费用，但这些设备、物品、供给和供应品应留置在该航空器上直至重新运出。

二、除了提供服务的费用外，下列设备和物品也应在互惠的基础上免纳同样的关税和税收：

（一）运入缔约另一方领土供指定空运企业在飞行协议航班的航空器上使用的正常设备、零备件（包括发动机）、燃料、油料（包括液压油、润滑油）和机上供应品（包括食品、饮料和烟草），即使这些设备和物品在缔约另一方领土内的部分航段上使用；

（二）运入缔约另一方领土的为维护或者检修指定空运企业飞行协议航班的航空器的零备件（包括发动机）；

（三）印有空运企业标志的用于旅客和货物直接运输目的的客票、货运单和任何打印材料，以及由指定空运企业免费发放的旅游广告材料；

（四）指定空运企业为商业和运营目的可在机场区域内使用的机动车辆（小轿车除外）、材料和设备，但此类设备和材料应服务于旅客和货物运输。

三、本条第一款和第二款所述设备和物品，只有经缔约另一方海关当局同意后，方可在该国领土内卸下。在此情形下，它们可被置于所述当局的监管之下直至重新运出，或者根据海关法规另作处理。

四、缔约一方指定空运企业和其他空运企业订有协议，在缔约另一方领土内向其租借或者转让本条第一款和第二款所述设备和物品的，在此类其他空运企业在缔约另一方享有同样税费免纳待遇的条件下，则也应适用本条的豁免规定。

第十条 税收

缔约一方指定空运企业在缔约另一方领土内取得的收入应在缔约另一方领土内免征所得税。

第十一条 直接过境

直接过境缔约一方所属地区并且不离开为直接过境而设的机场区域的旅客、行李和货物，只应采取非常简化的控制措施，除非因防止暴力行为、空中劫机、麻醉品走私和保护边境完整性而采取的保安措施以及移民管制措施提出不同要求。直接过境的行李和货物应免征关税和其他类似税收。

第十二条 用户费

一、缔约一方应全力确保，其主管当局向缔约另一方指定空运企业收取或者准许收取的用户费公平、合理。这些收费应以合理的经济原则为基础。

二、缔约一方对缔约另一方指定空运企业使用机场和航行设施及服务收取的费用不得高于其他国家经营定期国际航班的空运企业所支付的费用。

三、缔约一方应鼓励其领土内的收费主管当局或者机构与使用服务和设施的指定空运企业进行协商，并应鼓励收费主管当局或者机构和指定空运企业交换必要信息，以便能够按照本条第一款和第二款中的原则对收费的合理性进行准确审议。缔约一方应鼓励收费主管当局向用户提供关于用户费变更提案的合理通知，以便使用户能够在做出变更前表达其意见。

第十三条 商务活动

一、缔约一方指定空运企业应被允许在缔约另一方领土内维持适当办事处。根据缔约另一方法律和法规，这些办事

处可由本国派驻或者当地聘用的商务、运行和技术专业人员组成。

二、互惠原则应适用于商务活动。缔约一方主管当局将采取所有必要步骤，以确保缔约另一方指定空运企业的代表机构可有序地开展活动。

三、缔约一方授予缔约另一方指定空运企业在其领土内直接、以及由该指定空运企业自行决定通过经授权的代理机构销售航空运输的权利。根据缔约另一方法律和法规，该空运企业和任何人有权以该缔约方货币或者其他国家可自由兑换货币销售、购买上述航空运输。

四、缔约一方指定空运企业可与缔约任一方的空运企业达成市场营销协议，如包座、代码共享或者其他商务安排。

五、缔约一方指定空运企业协议航班上的机组人员应为该缔约方的国民。如果缔约一方指定空运企业欲在协议航班上聘用其他国籍的机组人员，应事先取得缔约另一方的同意。

第十四条 收入汇兑

指定空运企业有权将所得收入在扣除根据所运载的旅客、行李、货物和邮件在当地按适当比例支出的金额后的结

余部分按汇兑当日适用的官方汇率汇兑至其本国。如果缔约双方间的支付受特殊协定管制，则应适用该特殊协定。

第十五条 运价

一、缔约一方可要求通知其航空当局或者向其航空当局申报根据本协定所经营国际航班的运价。

二、缔约一方指定空运企业对本协定所涉及航班适用的运价，应在合理的水平上制定，适当照顾到一切有关因素，包括用户利益、经营成本、航班特点、佣金费率、合理利润、其他空运企业运价以及市场中的其他商业考虑。

三、航空当局应特别注意可能遭到反对的运价，遭到反对的原因在于这些运价似乎具有不合理的歧视性、由于滥用支配地位而定价太高或者太具限制性，由于享受直接或者间接补贴或者支助而人为地定价过低，或者具有掠夺性。

四、运价应在距计划采用之日六十 (60) 天前进行申报。航空当局应有权批准或者不批准为在缔约双方的领土之间以其各自领土为始发点进行单程或者往返运输而申报的运价。如果不批准，他们应尽早或者至少于收到申报后三十 (30) 天内向缔约另一方航空当局发出不批准通知。

五、缔约双方航空当局均不得采取单边行动，阻止为在

缔约双方的领土之间以缔约另一方领土为始发点的运输启用拟议运价或者继续采用有效运价。

六、尽管有上述第四款，如果缔约一方航空当局认为前往其领土的运输的运价归属于上面第三款中所描述的类型，他们应尽早或者至少于他们收到申报之日起三十 (30) 天内向缔约另一方的航空当局发出不批准的通知。

七、缔约一方航空当局可要求就未予批准的运价进行协商。此类磋、协商应于收到该要求后六十 (60) 天内进行。如果缔约双方达成协议，每一方均应竭尽全力使该协议生效。如果没有达成协议，则应以运输始发领土所属缔约方的决定为准。

第十六条 保障措施

一、 缔约双方同意，以下空运企业做法可视为不公平竞争，并可进行进一步审查：

（一）航线运价水平总体看来不足以抵补提供与运价相关的航班所花成本；

（二）增加过多的运力或者航班班次；

（三）所述做法为持续性的而非临时性的；

（四）所述做法对缔约另一方指定空运企业有严重负面

经济影响或者给其造成重大损害；

（五）所述做法反映出一种将缔约另一方指定空运企业击垮、或者将其从市场中逐出或者挤走的明显意图，或者具有此种可能效应；和

（六）表明在规定航线上滥用支配地位的行为。

二、缔约一方航空当局如认为，根据上述第一款中所列各指标，缔约另一方指定空运企业意图进行或者已进行的一次或者多次运营构成不公平竞争行为，可根据本协定第十九条要求进行协商以解决问题。任何此种要求应该附有一份关于要求协商理由的通知，并且协商应于发出要求后三十 (30) 天内开始。

三、如果缔约双方未能通过协商解决问题，缔约一方可采用本协定第二十条规定的争端解决机制解决争端。

第十七条 班期时刻表的提交

一、缔约一方要求缔约另一方指定空运企业至迟于协议航班经营之前六十 (60) 天将预计的班期时刻表通知其航空当局。同样的程序应适用于班期时刻表的任何重大修改。

二、对于缔约一方指定空运企业欲在批准的班期时刻表之外经营协议航班的加班飞行，该指定空运企业须请求缔约

另一方航空当局给予事先许可。此种请求通常应至少在进行上述飞行前五 (5) 个工作日提交。

第十八条 统计资料的提供

缔约双方航空当局应根据要求, 相互提供关于协议航班所载业务的定期统计资料或者其他类似资料。

第十九条 协 商

一、缔约一方可随时要求就本协定的实施、解释、适用或者修改进行协商。此种协商可在航空当局之间进行, 并应尽早开始, 但除非缔约双方另有协议, 协商至迟应在缔约另一方收到书面要求之日起六十 (60) 天内进行。缔约一方应准备并在此种协商期间提供支持其立场的相关证据, 以便于做出知情的、合理的和符合经济原则的决定。

第二十条 争端的解决

一、如缔约双方对本协定的解释或者实施发生争端，缔约双方航空当局首先应通过谈判解决。

二、如缔约双方航空当局不能就上述争端达成协议，缔约双方应通过外交途径予以解决。

第二十一条 修 改

一、如缔约一方认为需要修改本协定的任何规定，此种修改应于缔约双方相互通知对方已完成法律程序之后开始生效。

二、对本协定附件的修改可在缔约双方航空当局之间直接达成协议。修改应自达成协议之日起临时适用并于外交换文确认后生效。

三、如果缔约双方均缔结了对其有约束力的一般性航空运输多边公约，则本协定应进行修改，以符合此种公约的各项规定。

第二十二条 终 止

一、缔约一方可随时书面通知缔约另一方其终止本协定的决定。上述通知应同时通报国际民航组织。

二、本协定应自收到通知之日起十二 (12) 个月期限结束之后终止，除非在期满前经缔约双方协议撤回该通知。

三、如果缔约另一方未确认收到上述终止通知，在国际民航组织收到通知十四 (14) 天后可视为缔约另一方已收到通知。

第二十三条 登 记

本协定以及对本协定的任何修改应向国际民用航空组织登记。

第二十四条 生 效

缔约双方完成使协定生效的国内法律程序后应通过外交渠道互相通知，本协定自后一通知发出之日起生效。

本协定一经生效，一九七三年十一月十二日签订的《瑞士联邦委员会和中华人民共和国政府航空运输协定》随即失效。

下列代表，经其各自政府正式授权，在本协定上签字，以昭信守。

本协定于二〇一一年三月一日在北京签订，一式两份，每份均用中文、德文和英文写成，三种文本同等作准。如对文本的解释产生分歧，以英文文本为准。

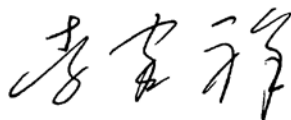
瑞士联邦委员会

中华人民共和国政府

代 表

代 表





附件

航 线 表

航线表一

中华人民共和国指定空运企业经营航班的往返航线：

始发点	中间点	瑞士国内点	瑞士以远点
中国国内点	任何点	任何点	任何点

航线表二

瑞士指定空运企业经营航班的往返航线：

始发点	中间点	中国国内点	中国以远点
瑞士国内点	1 个点	3 个点	1 个点

附注：

1、指定空运企业在任何或者所有飞行中，可以选择不经停任何规定航线上的中间点和以远点，但协议航班应在指定该空运企业的缔约一方领土内始发和终止。

2、第五业务权应由缔约双方的航空当局商定。

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT

BETWEEN

THE SWISS FEDERAL COUNCIL

AND

THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

RELATING TO AIR TRANSPORT

The Swiss Federal Council and the Government of the People's Republic of China (hereinafter, "the Contracting Parties");

Being Parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on December 7, 1944;

Desiring to contribute to the progress of international civil aviation;

Desiring to conclude an agreement for the purpose of establishing and operating air services between and beyond their respective territories;

Have agreed as follows:

Article 1 Definitions

1. For the purpose of the present Agreement and its Annex, unless otherwise agreed:
 - a. The term "the Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944, and includes any annex adopted under article 90 of that Convention and any amendment of the annexes or Convention under articles 90 and 94 thereof so far as those annexes and amendments are applicable for both Contracting Parties;
 - b. The term "aeronautical authorities" means, in the case of Switzerland, the Federal Office of Civil Aviation and, in the case of the People's Republic of China, the Civil Aviation Administration of China, or in both cases any person or body, authorised to exercise the functions presently assigned to the said authorities;
 - c. The term "designated airlines" means an airline or airlines which one Contracting Party has designated, in accordance with Article 5 of the present Agreement, for the operation of the agreed air services;
 - d. The term "agreed services" means air services on the specified routes for the carriage of passengers, cargo and mail, separately or in combination;
 - e. The terms "air service", "international air service", "airline" and "stop for non-traffic purposes" shall have the meaning respectively assigned to them in Article 96 of the Convention;
 - f. The term "territory" in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto and the airspace above them under the sovereignty of that State;
 - g. The term "tariff" means the prices to be paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which these prices apply, including commission charges and other additional remuneration for agency or sale of transportation documents but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail.
2. The Annex forms an integral part of the present Agreement. All references to the Agreement shall include the Annex unless explicitly agreed otherwise.

Article 2 Grant of Rights

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in the present Agreement for the purpose of operating international air services on the routes specified in the schedules of the Annex. Such services and routes are hereafter called "agreed services" and "specified routes" respectively.
2. Subject to the provisions of the present Agreement the airlines designated by each Contracting Party shall enjoy, while operating international air services:
 - a. the right to fly without landing across the territory of the other Contracting Party along the published air route(s) prescribed by the aeronautical authority of the other Contracting Party;
 - b. the right to make stops in the territory of the other Contracting Party for non-traffic purposes subject to the approval of the aeronautical authority of the other Contracting Party;
 - c. the right to embark and disembark in the territory of the other Contracting Party at the points specified in the Annex of the present Agreement passengers, baggage, cargo and mail destined for or coming from points in the territory of the first Contracting Party;
 - d. the right to embark and disembark in the territory of third countries at the points specified in the Annex of the present Agreement passengers, baggage, cargo and mail destined for or coming from points in the territory of the other Contracting Party, specified in the Annex of the present Agreement.
3. Nothing in this Article shall be deemed to confer on the designated airlines of one Contracting Party the privilege of embarking, in the territory of the other Contracting Party, passengers, baggage, cargo and mail carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that Contracting Party.
4. If because of armed conflict, political disturbances or developments, or special and unusual circumstances, the designated airlines of one Contracting Party are unable to operate a service on its normal routing, the other Contracting Party shall use its best efforts to facilitate the continued operation of such service through appropriate rearrangements of such routes, including the grant of rights for such time as may be necessary to facilitate viable operations.

Article 3 Capacity Provisions

1. The designated airlines of each Contracting Party shall have fair and equal opportunities to operate the agreed services on the specified routes.
2. In operating the agreed services, the designated airlines of each Contracting Party shall take into account the interests of the designated airlines of the other Contracting Party so as not to affect unduly the agreed services provided by the latter on the whole or part of the same route.
3. The agreed services operated by the designated airlines of the Contracting Parties shall provide at a reasonable load factor capacity adequate to meet the traffic requirements for the carriage of passengers, baggage, cargo and mail between the territories of the Contracting Parties.
4. Provision for embarking and disembarking passengers, baggage, cargo and mail by the designated airlines of one Contracting Party at points on the specified routes in the territory of a third country shall be made in accordance with the general principles that capacity shall be related to:
 - (a) the traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airlines;
 - (b) the traffic requirements of the area through which the agreed service passes, local and regional services being taken into account;
 - (c) the requirements of through airline operations.
5. The frequencies and capacity to be provided on the agreed services between and beyond their respective territories shall be agreed upon between the aeronautical authorities of both Contracting Parties.

Article 4 Application of Laws and Regulations

1. The laws and regulations of one Contracting Party governing entry into and departure from its territory of aircraft engaged in international air services, or the operation and navigation of such aircraft while within its territory, shall apply to the designated airlines of the other Contracting Party.

2. The laws and regulations of one Contracting Party governing entry into, sojourn in, and departure from its territory of passengers, crew, baggage, cargo or mail, such as formalities regarding entry, exit, emigration and immigration, as well as customs and sanitary measures shall apply to passengers, crew, baggage, cargo or mail carried by the aircraft of the designated airlines of the other Contracting Party while entering, staying in and departing from the said territory.

Article 5 Designation and Operating Authorisation

1. The Government of the People's Republic of China shall have the right to designate, through diplomatic channel, as many airlines as it wishes to operate the agreed services on the routes specified in the Annex to the present Agreement, and to withdraw or alter such designation. The Government of the Swiss Confederation shall have the right to designate, through diplomatic channel, one airline to operate the agreed services on the routes specified in the Annex to the present Agreement, and to withdraw or alter such designation. As from 1st January 2012, the Government of the Swiss Confederation shall have the right to designate two airlines to operate the agreed services on the routes specified in the Annex to the present Agreement, and to withdraw or alter such designation.
2. On receipt of such designation, the other Contracting Party shall grant the appropriate authorisations and permissions with minimum procedural delay, provided that:
 - a. In the case of airlines designated by Switzerland:
 - (1) the airline has its principal place of business in the territory of Switzerland from which it has received the valid Operating Licence; and
 - (2) the effective regulatory control of the airline is exercised and maintained by Switzerland;
 - (3) the airline holds current Air Operator's Certificates issued by Switzerland.
 - b. In the case of airlines designated by the People's Republic of China:

The substantial ownership and effective control of the airline designated by the People's Republic of China shall remain vested in the People's Republic of China or its citizens.

3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may require the airlines designated by the other Contracting Party to prove that they are qualified to fulfil the conditions prescribed under the laws and regulations normally applied to the operation of international air services by the said authorities in conformity with the provisions of the Convention.
4. Having received the operating authorisation, provided for under paragraph 2 of this Article, the designated airlines may at any time operate the agreed services.

Article 6 Revocation and Suspension of Operating Authorisation

1. Each Contracting Party shall have the right to revoke or suspend an operating authorisation for the exercise of the rights specified in Article 2 of the present Agreement by the designated airlines of the other Contracting Party or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of such rights, where:
 - a. In the case of airlines designated by Switzerland:
 - (1) the airline does not have its principal place of business in the territory of Switzerland from which it has received the valid Operating Licence; and
 - (2) the effective regulatory control of the airline is not exercised and maintained by Switzerland;
 - (3) the airline does not hold current Air Operator's Certificates issued by Switzerland;
 - (4) it can be demonstrated that, by exercising traffic rights under this Agreement on a route that includes a point in another State, including the operation of a service which is marketed as, or otherwise constitutes a through service, the airline could in effect be circumventing restrictions on the traffic rights imposed by an agreement between the People's Republic of China and that other State.
 - b. In the case of airlines designated by the People's Republic of China:

the substantial ownership and effective control of that airline are not vested in the People's Republic of China or its citizens.

- c. the said airlines fail to comply with or have seriously infringed the laws or regulations of the Contracting Party granting these rights, or
 - d. the said airlines fail to operate the agreed services in accordance with the conditions prescribed under the present Agreement.
2. Such a right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party, unless immediate revocation, suspension or imposition of the conditions provided for under paragraph 1 of this Article is essential to prevent further infringements of laws and regulations.

Article 7 Aviation Security

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of the present Agreement. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall in particular act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, signed at Tokyo on 14 September 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at The Hague on 16 December 1970, the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, signed at Montreal on 23 September 1971, its Supplementary Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, signed at Montreal on 24 February 1988 as well as with any other convention and protocol relating to the security of civil aviation which both Contracting Parties adhere to.
2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.
3. The Contracting Parties shall, in their mutual relations, act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organisation and designated as Annexes to the Convention to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and the operators of

airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.

4. Each Contracting Party agrees that such operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 3 of this Article required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within, the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.
5. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.
6. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the aviation security provisions of this Article, the aeronautical authorities of that Party may request immediate consultations with the aeronautical authorities of the other Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement within thirty (30) days from the date of such request shall constitute grounds to withhold, revoke, limit, or impose conditions on the operating authorisation and technical permissions of the airlines of that Contracting Party. When required by an emergency, a Contracting Party may take interim action prior to the expiry of thirty (30) days.

Article 8 Aviation Safety

1. Each Contracting Party shall recognise as valid, for the purpose of operating the agreed services provided for in the present Agreement, certificates of airworthiness, certificates of competency, and licenses issued or validated by the other Contracting Party and still in force, provided that the requirements for such certificates or licenses at least equal the minimum standards that may be established pursuant to the Convention.

2. Each Contracting Party may, however, refuse to recognise as valid for the purpose of flight above its own territory, certificates of competency and licenses granted to or validated for its own nationals by the other Contracting Party or by a third country.
3. Each Contracting Party may request consultations at any time concerning the safety standards maintained by the other Contracting Party in areas relating to aeronautical facilities, flight crew, aircraft and the operation of aircraft. Such consultations shall take place within thirty (30) days of the receipt of that request.
4. If, following such consultations, one Contracting Party finds that the other Contracting Party does not effectively maintain and administer safety standards in the areas referred to in paragraph 3 of this Article that meet the Standards established at that time pursuant to the Convention, the other Contracting Party shall be informed of such findings and of the steps considered necessary to conform with the Standards of the International Civil Aviation Organisation. The other Contracting Party shall then take appropriate corrective action within an agreed time period.
5. Pursuant to Article 16 of the Convention, it is further agreed that, any aircraft operated by, or on behalf of a designated airline of one Contracting Party, on service to or from the territory of another Contracting Party, may, while within the territory of the other Contracting Party be the subject of a search by the authorised representatives of the other Contracting Party, provided this does not cause unreasonable delay in the operation of the aircraft. Notwithstanding the obligations mentioned in Article 33 of the Convention, the purpose of this search is to verify the validity of the relevant documentation, the licensing of its crew, and that the aircraft equipment and the condition of the aircraft conform to the Standards established at that time pursuant to the Convention.
6. When urgent action is essential to ensure the safety of an airline operation, each Contracting Party reserves the right to immediately suspend or vary the operating authorisation of a designated airline or airlines of the other Contracting Party.
7. Any action by one Contracting Party in accordance with paragraph 6 of this article shall be discontinued once the basis for the taking of that action ceases to exist.

Article 9 Exemption of Duties and Taxes

1. Aircraft operated on the agreed services by the designated airlines of one Contracting Party, as well as their regular equipment, spare parts (including engines), supplies of fuel, oil (including hydraulic fluids, lubricants), aircraft stores including food, beverages and tobacco carried on board such aircraft, shall, on entering into the territory of the other Contracting Party, be exempt on the basis of reciprocity from all duties, taxes, inspection fees and other similar fees and charges provided such equipment and items, supplies and stores remain on board the aircraft until they are re-exported.
2. There shall also be exempt on the basis of reciprocity from the same duties and taxes, with exception of charges corresponding to the services rendered:
 - a. regular equipment, spare parts (including engines), fuels, oil (including hydraulic fluids, lubricants) and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) carried into the territory of the other Contracting Party and intended for use on board the aircraft operated on the agreed service by the designated airlines, even when such equipment and items are to be used on part of the journey performed over the territory of the other Contracting Party,
 - b. spare parts (including engines) imported into the territory of the other Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft operated on the agreed services by the designated airlines;
 - c. printed ticket stock, air waybills and any printed material which bears the insignia of the airlines for direct passenger and freight transportation purposes and touristical advertising material distributed without charge by the designated airlines;
 - d. motor vehicles (excluding cars), material and equipment which may be used by the designated airlines for commercial and operational purposes within the airport area provided such material and equipment serve the transportation of passengers and freight.
3. The equipment and items referred to in paragraphs 1 and 2 of this Article may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the customs authorities of that territory. In such a case, they may be placed under the supervision of the said authorities until they are re-exported or otherwise disposed of in accordance with customs regulations.

4. The exemptions provided for by this Article shall also be available in situations where the designated airlines of either Contracting Party have entered into arrangements with other airlines for the loan or transfer in the territory of the other Contracting Party of the items specified in paragraphs 1 and 2 of this Article provided such other airlines similarly enjoy such exemptions from such other Contracting Party.

Article 10 Taxation

The revenue earned by the designated airline of each Contracting Party in the territory of the other Contracting Party shall be exempt from income tax in the territory of the other Contracting Party.

Article 11 Direct Transit

Passengers, baggage and cargo in direct transit across the area of either Contracting Party and not leaving the area of the airport reserved for such purposes shall, unless security measures against violence, border integrity, air piracy and smuggling of narcotic drugs and immigration control measures require differently, be subject to no more than a very simplified control. Baggage and cargo in direct transit shall be exempt from customs duties and other similar taxes.

Article 12 User Charges

1. Each Contracting Party shall use its best efforts to ensure that user charges imposed or permitted to be imposed by its competent authorities on the designated airlines of the other Contracting Party are just and reasonable. They shall be based on sound economic principles.
2. Charges for the use of airport and air navigation facilities and services offered by one Contracting Party to the designated airlines of the other Contracting Party shall not be higher than those which have to be paid by any airline of other States operating on scheduled international services.

3. Each Contracting Party shall encourage consultations between the competent charging authorities or bodies in its territory and the designated airlines using the services and facilities, and shall encourage the competent charging authorities or bodies and the designated airlines to exchange such information as may be necessary to permit an accurate review of the reasonableness of the charges in accordance with the principles of paragraphs 1 and 2 of this Article. Each Contracting Party shall encourage the competent charging authorities to provide users with reasonable notice of any proposal for changes in user charges to enable users to express their views before changes are made.

Article 13 Commercial Activities

1. The designated airlines of one Contracting Party shall be permitted to maintain adequate offices in the territory of the other Contracting Party. These offices may include commercial, operational and technical specialist staff which may consist of transferred or locally engaged personnel subject to the laws and regulations of the other Contracting Party.
2. For the commercial activities the principle of reciprocity shall apply. The competent authorities of each Contracting Party will take all necessary steps to ensure that the representations of the airlines designated by the other Contracting Party may exercise their activities in an orderly manner.
3. Each Contracting Party grants to the designated airlines of the other Contracting Party the right to engage in the sale of air transportation in its territory directly and, at the airlines' discretion, through the authorized agents. The airlines shall have the right to sell such transportation, and any person shall be free to purchase such transportation, in the currency of that territory or in freely convertible currencies of other countries subject to the laws and regulations of the other Contracting Party.
4. The designated airlines of either Contracting Party may enter into marketing arrangements such as blocked space, code sharing or other commercial arrangements, with airlines of either Contracting Party.
5. The crew members of the designated airline(s) of either Contracting Party on the agreed services shall be nationals of the said Contracting Party. If a designated airline of either Contracting Party desires to employ crew members of any other nationality on the agreed services, prior approval shall be obtained from the other Contracting Party.

Article 14 Conversion and Transfer of Revenues

The designated airlines shall have the right to convert and remit to their country, at the official rate of exchange prevailing on the date of remittance, receipts in excess of sums locally disbursed in due proportion to the carriage of passengers, baggage, cargo and mail. If payments between the Contracting Parties are regulated by a special agreement, this special agreement shall apply.

Article 15 Tariffs

1. Each Contracting Party may require notification to or filing with its aeronautical authorities of tariffs for international air services operated pursuant to the present Agreement.
2. The tariffs to be applied by the designated airlines of a Contracting Party for services covered by the present Agreement shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors, including interests of users, cost of operation, characteristics of service, commission rates, reasonable profit, tariffs of other airlines, and other commercial considerations in the market-place.
3. The aeronautical authorities shall give particular attention to tariffs which may be objectionable because they appear unreasonably discriminatory, unduly high or restrictive because of the abuse of a dominant position, artificially low because of direct or indirect subsidy or support, or predatory.
4. The tariffs shall be filed sixty (60) days before the proposed date of their introduction. The aeronautical authorities shall have the right to approve or disapprove tariffs filed for one-way or round-trip carriage between the territories of the two Contracting Parties which commences in their own territory. In case of disapproval they shall give notice of disapproval to the aeronautical authorities of the other Contracting Party as soon as possible or at least within thirty (30) days of the filing being received

5. Neither of the aeronautical authorities shall take unilateral action to prevent the inauguration of proposed tariffs or the continuation of effective tariffs for carriage between the territories of the two Contracting Parties commencing in the territory of the other Party.
6. Notwithstanding paragraph 4 above, where the aeronautical authorities of either Contracting Party believe that a tariff for the carriage to its territory falls within the categories described in paragraph 3 above, they shall give notice of disapproval to the aeronautical authorities of the other Contracting Party as soon as possible or at least within thirty (30) days of the date of filing being received by them.
7. The aeronautical authorities of each Contracting Party may request consultations regarding any tariff which was subject of disapproval. Such consultations shall be held not later than sixty (60) days after receipt of the request. If the Contracting Parties reach agreement, each Party shall use its best efforts to put that agreement into effect. If no agreement is reached, the decision of the Contracting Party in whose territory the carriage originates shall prevail.

Article 16 Safeguards

1. The Contracting Parties agree that the following airline practices may be regarded as possible unfair competitive practices which may merit closer examination:
 - a) tariffs on routes at levels which are, in the aggregate, insufficient to cover the costs of providing the services to which they relate;
 - b) the addition of excessive capacity or frequency of service;
 - c) the practices in question are sustained rather than temporary;
 - d) the practices in question have a serious negative economic effect on, or cause significant damage to the designated airlines of the other Contracting Party;
 - e) the practices in question reflect an apparent intent or have the probable effect, of crippling, excluding or driving the designated airlines of the other Contracting Party from the market; and
 - f) behaviour indicating an abuse of dominant position on the specified route.

2. If the aeronautical authorities of one Contracting Party consider that an operation or operations intended or conducted by the designated airlines of the other Contracting Party may constitute unfair competitive behaviour in accordance with the indicators listed in paragraph 1 above, they may request consultation in accordance with Article 19 of the present Agreement with a view to resolving the problem. Any such request shall be accompanied by notice of the reasons for the request, and the consultation shall begin within thirty (30) days of the request.
3. If the Contracting Parties fail to reach a resolution of the problem through consultations, either Contracting Party may invoke the dispute resolution mechanism under Article 20 of the present Agreement to resolve the dispute.

Article 17 Time-table Submission

1. Each Contracting Party may require notification to its aeronautical authorities of the envisaged time-tables by the designated airlines of the other Contracting Party no less than sixty (60) days prior to the operation of the agreed services. The same procedure shall apply to any significant modification thereof.
2. For supplementary flights which the designated airlines of one Contracting Party wishes to operate on the agreed services outside the approved time-table it has to request prior permission from the aeronautical authorities of the other Contracting Party. Such request shall usually be submitted at least five (5) working-days before operating such flights.

Article 18 Provision of Statistics

The aeronautical authorities of both Contracting Parties shall supply each other, on request, with periodic statistics or other similar information relating to the traffic carried on the agreed services.

Article 19 Consultations

Either Contracting Party may at any time request consultations on the implementation, interpretation, application or amendment of the present Agreement. Such consultations, which may be between the aeronautical authorities, shall begin at the earliest possible

date but not later than sixty (60) days from the date the other Contracting Party receives the written request, unless otherwise agreed by the Contracting Parties. Each Contracting Party shall prepare and present during such consultations relevant evidence in support of its position in order to facilitate informed, rational and economic decisions.

Article 20 Settlement of Disputes

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or implementation of this Agreement, the aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall in the first place settle the dispute by negotiation.
2. If the aeronautical authorities of the Contracting Parties fail to reach a settlement of the said dispute, the Contracting Parties shall settle such dispute through diplomatic channels.

Article 21 Modifications

1. If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of the present Agreement, such modification shall enter into force when the Contracting Parties have notified to each other the fulfilment of their legal procedures.
2. Modifications to the Annex of the present Agreement may be agreed directly between the aeronautical authorities of the Contracting Parties. They shall be applied provisionally from the date they have been agreed upon and enter into force when confirmed by an exchange of diplomatic notes.
3. In the event of the conclusion of any general multilateral convention concerning air transport by which both Contracting Parties become bound, the present Agreement shall be modified so as to conform with the provisions of such convention.

Article 22 Termination

1. Each Contracting Party may at any time give notice in writing to the other Contracting Party of its decision to terminate the present Agreement. Such notice shall simultaneously be communicated to the International Civil Aviation Organisation.

2. The Agreement shall terminate at the end of a time-table period during which twelve (12) months after the date of receipt of the notice will have elapsed, unless the notice is withdrawn by mutual agreement before the expiry of this period.
3. In default of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, the notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the date on which the International Civil Aviation Organisation will have received communication thereof.

Article 23 Registration

The present Agreement and all amendments thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organisation.

Article 24 Entry into Force

The present Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last written notification through diplomatic channels in which the Contracting Parties inform each other that the internal legal procedures necessary for its entry into force have been fulfilled.

Upon the present Agreement's entry into force, the Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the People's Republic of China relating to Civil Air Transport signed on 12 November 1973 shall cease to be in force.

In witness thereof the undersigned being duly authorised by their respective Governments have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Beijing on this 1st day of March 2011, in the German, Chinese and English languages, all three texts being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

For the Swiss Federal Council:

For the Government of
the People's Republic of China



ANNEX

ROUTE SCHEDULES

Route Schedule I

Routes in both directions on which air services may be operated by the designated airlines of Switzerland:

Points of departure	Intermediate points	Points in China	Points beyond China
Points in Switzerland	1 point	3 points	1 point

Route Schedule II

Routes in both directions on which air services may be operated by the designated airlines of the People's Republic of China:

Points of departure	Intermediate points	Points in Switzerland	Points beyond Switzerland
Points in China	Any points	Any points	Any points

NOTES

- Intermediate points and points beyond on any of the specified routes may, at the option of the designated airlines, be omitted on any or all flights, provided that the agreed services begin and terminate in the territory of the Contracting Party designating the airline.
- The fifth freedom traffic rights shall be agreed upon between the aeronautical authorities of both Contracting Parties.

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

ABKOMMEN

ZWISCHEN

DEM SCHWEIZERISCHEN BUNDESRAT

UND

DER REGIERUNG DER VOLKSREPUBLIK CHINA

ÜBER

DEN LUFTVERKEHR

Der Schweizerische Bundesrat und die Regierung der Volksrepublik China
(nachfolgend die "Vertragsparteien"):

als Vertragsparteien des am 7. Dezember 1944 in Chicago zur Unterzeichnung
aufgelegten Übereinkommens über die internationale Zivilluftfahrt;

in dem Wunsch, zum Fortschritt der internationalen Zivilluftfahrt beizutragen;

in dem Wunsch, ein Abkommen zum Zweck der Errichtung und des Betriebes von
Luftverkehrslinien zwischen ihren Gebieten und darüber hinaus abzuschliessen;

haben folgendes vereinbart:

Artikel 1 Begriffe

1. Für die Anwendung dieses Abkommens und seines Anhangs, sofern nicht anders festgelegt, bedeutet der Ausdruck:
 - a. "Übereinkommen" das am 7. Dezember 1944 in Chicago zur Unterzeichnung aufgelegte Übereinkommen über die internationale Zivilluftfahrt, einschliesslich aller nach Artikel 90 des Übereinkommens angenommener Anhänge und aller nach den Artikeln 90 und 94 angenommener Änderungen der Anhänge oder des Übereinkommens, soweit diese Anhänge und Änderungen für beide Vertragsparteien anwendbar sind;
 - b. "Luftfahrtbehörden" im Fall der Schweiz, das Bundesamt für Zivilluftfahrt, und im Fall der Volksrepublik China, die Zivilluftfahrtverwaltung von China oder in beiden Fällen jede Person oder Stelle, die ermächtigt ist, die gegenwärtig diesen Behörden obliegenden Aufgaben auszuüben;
 - c. "Bezeichnetes Luftfahrtunternehmen" ein oder mehrere Luftfahrtunternehmen, die eine Vertragspartei in Übereinstimmung mit Artikel 5 dieses Abkommens für den Betrieb der vereinbarten Luftverkehrslinien bezeichnet hat;
 - d. "Vereinbarte Linien" Luftverkehrslinien auf den festgelegten Strecken für die Beförderung von Fluggästen, Fracht und Postsendungen, getrennt oder in Verbindung;
 - e. "Luftverkehrslinie", "internationale Luftverkehrslinie", "Luftverkehrsunternehmen" und "Landung zu nichtgewerblichen Zwecken" das, was in Artikel 96 des Übereinkommens festgelegt ist;
 - f. "Gebiet" in Bezug auf einen Staat die Landgebiete und die angrenzenden Hoheitsgewässer sowie der darüber liegende Luftraum, die unter der Staatshoheit dieses Staates stehen;
 - g. "Tarif" die Preise, die für die Beförderung von Fluggästen, Gepäck und Fracht bezahlt werden sowie die Bedingungen, welche für diese Preise gelten, einschliesslich Kommissionsgebühren und andere zusätzliche Entschädigungen für die Vermittlung oder den Verkauf von Beförderungsscheinen, jedoch ohne Entschädigung und Bedingungen für

die Beförderung von Postsendungen.

2. Der Anhang bildet Bestandteil dieses Abkommens. Jede Bezugnahme auf das Abkommen schliesst den Anhang mit ein, sofern nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist.

Artikel 2 . Erteilung von Rechten

1. Jede Vertragspartei gewährt der anderen Vertragspartei die in diesem Abkommen festgelegten Rechte für den Betrieb von internationalen Luftverkehrslinien auf den in den Linienplänen des Anhanges festgelegten Strecken. Diese Linien und Strecken werden nachstehend "vereinbarte Linien" und "festgelegte Strecken" genannt.
2. Unter Vorbehalt der Bestimmungen dieses Abkommens geniessen die von jeder Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen beim Betrieb internationaler Luftverkehrslinien:
 - a. das Recht, das Gebiet der anderen Vertragspartei entlang der von der Luftfahrtbehörde der anderen Vertragspartei veröffentlichten und von ihr vorgeschriebenen Luftstrasse(n) ohne Landung zu überfliegen;
 - b. das Recht, im Gebiet der anderen Vertragspartei unter Vorbehalt der Zustimmung der Luftfahrtbehörde der anderen Vertragspartei zu nichtgewerblichen Zwecken zu landen;
 - c. das Recht, auf dem Gebiet der anderen Vertragspartei an den im Anhang zu diesem Abkommen festgelegten Punkten Fluggäste, Gepäck, Fracht und Postsendungen aufzunehmen und abzusetzen, die für Punkte im Gebiet der ersten Vertragspartei bestimmt sind oder von solchen Punkten kommen;
 - d. das Recht, auf dem Gebiet von Drittstaaten an den im Anhang zu diesem Abkommen festgelegten Punkten Fluggäste, Gepäck, Fracht und Postsendungen aufzunehmen und abzusetzen, die für Punkte im Gebiet der anderen Vertragspartei bestimmt sind oder von solchen Punkten kommen und die im Anhang zu diesem Abkommen festgelegt sind.

3. Aus diesem Artikel kann kein Recht für die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei abgeleitet werden, im Gebiet der anderen Vertragspartei Fluggäste, Gepäck, Fracht und Postsendungen an Bord zu nehmen, die gegen Entgelt befördert werden und deren Ziel ein anderer Punkt im Gebiet dieser anderen Vertragspartei ist.
4. Wenn die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei aufgrund bewaffneter Konflikte, politischer Unruhen oder Entwicklungen oder besonderer und ungewöhnlicher Umstände nicht in der Lage sind, eine Linie auf der üblicherweise beflogenen Strecke zu betreiben, so bemüht sich die andere Vertragspartei, die Weiterführung einer solchen Linie durch entsprechende Anpassungen der Strecke zu erleichtern sowie während der als notwendig erachteten Zeit die Rechte zur Erleichterung eines lebensfähigen Betriebes zu gewähren.

Artikel 3 Beförderungsbestimmungen

1. Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei haben für den Betrieb der vereinbarten Linien auf den festgelegten Strecken angemessen und gleiche Möglichkeiten.
2. Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei nehmen beim Betrieb der vereinbarten Linien Rücksicht auf die Interessen der bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei, um die vereinbarten Linien dieser letztgenannten Luftfahrtunternehmen, welches ganz oder teilweise die gleichen Strecken bedienen, nicht ungerechtfertigt zu beeinträchtigen.
3. Die vereinbarten Linien, welche von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der Vertragsparteien betrieben werden, gewährleisten ein Beförderungsangebot mit einem vernünftigen Auslastungsgrad, um der Verkehrsnachfrage für die Beförderung von Passagieren, Gepäck, Fracht und Postsendungen zwischen den Gebieten der Vertragsparteien zu entsprechen.
4. Die Bestimmungen über die Fluggäste, das Gepäck, die Fracht und die Postsendungen, die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei an den Punkten auf den festgelegten Strecken im Gebiet von Drittstaaten aufgenommen und abgesetzt werden, müssen in Übereinstimmung mit den allgemeinen Grundsätzen gebracht werden, nach denen das Beförderungsangebot angepasst ist:

- a. an die Verkehrsnachfrage von und nach dem Gebiet der Vertragspartei, welche die Luftfahrtunternehmen bezeichnet hat;
 - b. an die Verkehrsnachfrage der Gebiete, durch welche die vereinbarten Linien führen, unter Berücksichtigung der örtlichen und regionalen Linien;
 - c. an die Erfordernisse von Langstreckendiensten von Luftfahrtunternehmen.
5. Die Zahl der Flüge und das Beförderungsangebot, welche auf den vereinbarten Linien zwischen ihren jeweiligen Gebieten und darüber hinaus angeboten werden, müssen zwischen den Luftfahrtbehörden beider Vertragsparteien vereinbart werden.

Artikel 4 Anwendung von Gesetzen und Verordnungen

1. Die Gesetze und Verordnungen einer Vertragspartei, die den Einflug in und den Ausflug aus ihrem Gebiet der Luftfahrzeuge, welche auf internationalen Luftverkehrslinien verwendet werden oder den Betrieb und die Navigation dieser Luftfahrzeuge regeln, während sie sich innerhalb ihres Gebietes befinden, gelten für die bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei.
2. Die Gesetze und Verordnungen einer Vertragspartei, die den Einflug in, den Aufenthalt und den Ausflug aus ihrem Gebiet von Fluggästen, Besatzungen, Gepäck, Fracht oder Postsendungen regeln wie namentlich die Formalitäten für die Einreise, Ausreise, Auswanderung und Einwanderung sowie Zoll- und Gesundheitsvorschriften sind von den Fluggästen, Besatzungen, Gepäck, Fracht oder Postsendungen, die von den Luftfahrzeugen der bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Partei befördert werden, während dem Einflug in, dem Aufenthalt und dem Ausflug aus dem besagten Gebiet einzuhalten.

Artikel 5 Bezeichnung und Betriebsbewilligung

1. Die Regierung der Volksrepublik China hat das Recht, auf diplomatischem Weg so viele Luftfahrtunternehmen für den Betrieb der vereinbarten Linien auf den im Anhang zu diesem Abkommen festgelegten Strecken zu bezeichnen, wie sie wünscht, und solche Bezeichnungen zurückzuziehen oder zu ändern. Die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft hat das Recht, auf diplomatischem Weg ein Luftfahrtunternehmen für den Betrieb der vereinbarten Linien auf den im Anhang zu diesem Abkommen festgelegten Strecken zu bezeichnen und diese Bezeichnung zurückzuziehen oder zu ändern. Vom 1. Januar 2012 an hat die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft das Recht, auf diplomatischem Weg zwei Luftfahrtunternehmen für den Betrieb der vereinbarten Linien auf den im Anhang zu diesem Abkommen festgelegten Strecken zu bezeichnen und solche Bezeichnungen zurückzuziehen oder zu ändern.
2. Bei Erhalt einer solchen Bezeichnung erteilt die andere Vertragspartei die notwendigen Bewilligungen und Genehmigungen mit möglichst geringer verfahrensbedingter Zeitverzögerung, vorausgesetzt, dass:
 - a. im Falle von Luftfahrtunternehmen, die von der Schweiz bezeichnet sind:
 1. das Luftfahrtunternehmen den Hauptsitz seiner geschäftlichen Tätigkeiten im Gebiet der Schweiz hat, von welcher es die gültige Betriebsbewilligung erhalten hat; und
 2. die tatsächliche behördliche Kontrolle über das Luftfahrtunternehmen von der Schweiz ausgeübt und aufrechterhalten wird;
 3. das Luftfahrtunternehmen ein gültiges, von der Schweiz ausgestelltes Luftverkehrsbetreiberzeugnis besitzt.
 - b. im Falle von Luftfahrtunternehmen, die von der Volksrepublik China bezeichnet sind:

die wesentlichen Eigentumsanteile und die tatsächliche Kontrolle des Luftfahrtunternehmens, welches von der Volksrepublik China bezeichnet wurde, bei der Volksrepublik China oder seinen Staatsangehörigen liegen.

3. Die Luftfahrtbehörden einer Vertragspartei können von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei den Nachweis verlangen, dass sie in der Lage sind, die von den Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen zu erfüllen, die von diesen Behörden üblicherweise für den Betrieb internationaler Luftverkehrslinien in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Übereinkommens angewandt werden.
4. Nach Empfang der in Absatz 2 dieses Artikels vorgesehenen Betriebsbewilligung können die bezeichneten Luftfahrtunternehmen jederzeit die vereinbarten Linien betreiben.

Artikel 6 Widerruf und Aussetzung der Betriebsbewilligung

1. Jede Vertragspartei hat das Recht, die Betriebsbewilligung für die Ausübung der in Artikel 2 dieses Abkommens aufgeführten Rechte durch die von der anderen Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen zu widerrufen oder auszusetzen oder Bedingungen aufzuerlegen, die sie für die Ausübung dieser Rechte als erforderlich erachtet, wenn:
 - a. im Falle von Luftfahrtunternehmen, die von der Schweiz bezeichnet sind:
 1. das Luftfahrtunternehmen den Hauptsitz seiner geschäftlichen Tätigkeiten nicht im Gebiet der Schweiz hat, von welcher es eine gültige Betriebsbewilligung erhalten hat; und
 2. die tatsächliche behördliche Kontrolle über das Luftfahrtunternehmen nicht von der Schweiz ausgeübt und aufrechterhalten wird;
 3. das Luftfahrtunternehmen nicht ein gültiges, von der Schweiz ausgestelltes Luftverkehrsbetreiberzeugnis besitzt;
 4. es nachgewiesen werden kann, dass bei der Ausübung der Verkehrsrechte nach diesem Abkommen auf einer Strecke, welche einen Punkt in einem anderen Staat einschliesst, unter Einschluss des Betriebs einer Linie, welche als Durchgangslinie vermarktet wird oder anderweitig eine solche darstellt, das Luftfahrtunternehmen

verkehrsrechtliche Beschränkungen, welche durch eine Vereinbarung zwischen der Volksrepublik China und diesem anderen Staat auferlegt sind, tatsächlich umgehen kann.

- b. im Falle von Luftfahrtunternehmen, die von der Volksrepublik China bezeichnet sind:

die wesentlichen Eigentumsanteile und die tatsächliche Kontrolle dieses Luftfahrtunternehmens, nicht bei der Volksrepublik China oder seinen Staatsangehörigen liegen.

- c. die besagten Luftfahrtunternehmen die Gesetze und Verordnungen der Vertragspartei, welche diese Rechte gewährt hat, nicht befolgen oder in schwerer Weise missachtet haben, oder
- d. die besagten Luftfahrtunternehmen die vereinbarten Linien nicht nach den in diesem Abkommen aufgestellten Bedingungen betreiben.

- 2. Dieses Recht wird erst nach Konsultationen mit der anderen Vertragspartei ausgeübt, sofern nicht der sofortige Widerruf, die Aussetzung oder die Auferlegung der in Absatz 1 dieses Artikels vorgesehenen Bedingungen erforderlich sind, um weitere Verstöße gegen Gesetze und Verordnungen zu verhindern.

Artikel 7 Sicherheit der Luftfahrt

- 1. In Übereinstimmung mit ihren Rechten und Pflichten nach internationalem Recht bekräftigen die Vertragsparteien, dass ihre gegenseitige Verpflichtung, die Sicherheit der Zivilluftfahrt gegen widerrechtliche Eingriffe zu schützen, Bestandteil dieses Abkommens bildet. Ohne den allgemeinen Charakter ihrer Rechte und Pflichten nach internationalem Recht einzuschränken, handeln die Vertragsparteien insbesondere in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des am 14. September 1963 in Tokio unterzeichneten Abkommens über strafbare und bestimmte andere an Bord von Luftfahrzeugen begangene Handlungen, des am 16. Dezember 1970 in Den Haag unterzeichneten Übereinkommens zur Bekämpfung der widerrechtlichen Inbesitznahme von Luftfahrzeugen, des am 23. September 1971 in Montreal unterzeichneten Übereinkommens zur Bekämpfung widerrechtlicher Handlungen gegen die

Sicherheit der Zivilluftfahrt, des am 24. Februar 1988 in Montreal unterzeichneten Zusatzprotokolls zur Bekämpfung gewalttätiger Handlungen auf Flughäfen, die der internationalen Zivilluftfahrt dienen sowie aller weiteren Übereinkommen und Protokolle über die Sicherheit der Zivilluftfahrt, welchen die beiden Vertragsparteien beitreten.

2. Die Vertragsparteien gewähren einander auf Verlangen jede erforderliche Unterstützung, um Handlungen zur widerrechtlichen Inbesitznahme ziviler Luftfahrzeuge und sonstiger widerrechtlicher Handlungen gegen die Sicherheit solcher Luftfahrzeuge, ihrer Fluggäste und Besatzungen, von Flughäfen und Flugnavigationseinrichtungen sowie jede andere Bedrohung der Sicherheit der Zivilluftfahrt zu verhindern.
3. Die Vertragsparteien handeln in ihren gegenseitigen Beziehungen entsprechend den von der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation aufgestellten und als Anhänge zum Übereinkommen bezeichneten Luftsicherheitsbestimmungen, soweit solche Sicherheitsbestimmungen für die Vertragsparteien anwendbar sind; sie verlangen, dass bei ihnen eingetragene Luftfahrzeughalter oder Luftfahrzeughalter, die den Hauptsitz ihrer geschäftlichen Tätigkeiten oder ihren dauernden Aufenthalt in ihrem Gebiet haben und Betreiber von Flughäfen in ihrem Gebiet entsprechend diesen Luftsicherheitsbestimmungen handeln.
4. Jede Vertragspartei erklärt sich damit einverstanden, dass solche Luftfahrzeughalter zur Einhaltung der in Absatz 3 dieses Artikels aufgeführten Luftsicherheitsbestimmungen aufgefordert werden, die von der anderen Vertragspartei für die Einreise, die Ausreise oder den Aufenthalt im Gebiet dieser anderen Vertragspartei verlangt werden. Jede Vertragspartei stellt sicher, dass in ihrem Gebiet zweckmässige Massnahmen wirkungsvoll angewandt werden, um Luftfahrzeuge zu schützen und Fluggäste, Besatzungen, Handgepäck, Gepäck, Fracht und Bordvorräte vor und während des Besteigens der Luftfahrzeuge oder der Beladung zu kontrollieren. Jede Vertragspartei sagt ausserdem eine wohlwollende Prüfung jedes Ersuchens der anderen Vertragspartei zu, besondere Sicherheitsmassnahmen zur Abwendung einer bestimmten Bedrohung zu ergreifen.

5. Im Falle einer tatsächlichen oder drohenden widerrechtlichen Inbesitznahme eines zivilen Luftfahrzeuges oder von sonstigen widerrechtlichen Handlungen gegen die Sicherheit von Luftfahrzeugen, Fluggästen und Besatzungen, Flughäfen oder Flugnavigationseinrichtungen unterstützen die Vertragsparteien einander durch Erleichterung der Kommunikation und sonstige geeignete Massnahmen, die der schnellen und sicheren Beendigung eines solchen Zwischenfalls oder der Bedrohung dienen.
6. Hat eine Vertragspartei berechtigte Gründe zu der Annahme, dass die andere Vertragspartei von den Luftsicherheitsbestimmungen dieses Artikels abweicht, können die Luftfahrtbehörden dieser Vertragspartei sofortige Konsultationen mit den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei verlangen. Wird innerhalb von dreissig (30) Tagen nach Eingang dieses Ersuchens keine zufrieden stellende Einigung erzielt, so stellt dies einen Grund dafür dar, die Betriebsbewilligung und die technischen Genehmigungen der Luftfahrtunternehmen dieser Vertragspartei zu verweigern, zu widerrufen, einzuschränken oder mit Auflagen zu versehen. Wenn eine Notlage dies erfordert, kann eine Vertragspartei vor Ablauf von dreissig (30) Tagen vorläufige Massnahmen ergreifen.

Artikel 8 Technische Sicherheit

1. Jede Vertragspartei erkennt für die Durchführung der in diesem Abkommen vorgesehenen vereinbarten Linien Lufttüchtigkeitszeugnisse, Fähigkeitszeugnisse und Ausweise, die von der anderen Vertragspartei erteilt oder als gültig anerkannt wurden und noch Gültigkeit besitzen, als gültig an, vorausgesetzt, dass die Bedingungen für solche Zeugnisse oder Ausweise mindestens den aufgrund des Übereinkommens festgelegten Mindestanforderungen entsprechen.
2. Jede Vertragspartei kann jedoch die Anerkennung von Fähigkeitszeugnissen und Ausweisen, die ihren eigenen Staatsangehörigen von der anderen Vertragspartei oder von einem Drittstaat erteilt oder für gültig erklärt worden sind, für Flüge über ihr eigenes Gebiet verweigern.

3. Jede Vertragspartei kann jederzeit Konsultationen über die von der anderen Vertragspartei eingehaltenen Sicherheitsnormen in den Bereichen betreffend Luftfahrteinrichtungen, Besatzungen, Luftfahrzeuge und den Betrieb der Luftfahrzeuge verlangen. Derartige Konsultationen finden innerhalb von dreissig (30) Tagen nach Erhalt des Gesuchs statt.
4. Stellt eine Vertragspartei nach solchen Konsultationen fest, dass die andere Vertragspartei in den in Absatz 3 dieses Artikels erwähnten Bereichen nicht tatsächlich die Sicherheitsstandards einhält und anwendet, die den Standards entsprechen, welche nach dem Übereinkommen festgelegt sind, so werden der anderen Vertragspartei diese Feststellung und Schritte, die zur Erfüllung dieser Standards der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation notwendig sind, bekannt gegeben. Die andere Vertragspartei ergreift innerhalb einer vereinbarten Zeitdauer die entsprechenden Abhilfemassnahmen.
5. Gestützt auf Artikel 16 des Übereinkommens wird zudem vereinbart, dass jedes Luftfahrzeug, welches von einem bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei oder in dessen Namen für Dienste von oder nach dem Gebiet einer anderen Vertragspartei betrieben wird, von den zuständigen Vertretern der anderen Vertragspartei überprüft werden kann, während es sich im Gebiet dieser anderen Vertragspartei aufhält, vorausgesetzt, dass dies den Betrieb des Luftfahrzeugs nicht ungebührlich verzögert. Ungeachtet der Verpflichtungen von Artikel 33 des Übereinkommens muss der Zweck der Überprüfung darin liegen, die Gültigkeit der erforderlichen Unterlagen, die Ausweise der Besatzung festzustellen sowie sicherzustellen, dass die Ausrüstung des Luftfahrzeuges und dessen Zustand den Standards entsprechen, die vom Übereinkommen festgelegt wurden.
6. Jede Vertragspartei behält sich das Recht vor, die Betriebsbewilligung eines bezeichneten Luftfahrtunternehmens oder von Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei sofort auszusetzen oder abzuändern, wenn dringende Massnahmen erforderlich sind, um die Sicherheit einer Flugoperation sicherzustellen.
7. Alle in Übereinstimmung mit Absatz 6 dieses Artikels von einer Vertragspartei ergriffenen Massnahmen werden aufgehoben, sobald die Gründe, welche die Massnahmen ausgelöst haben, nicht mehr gegeben sind.

Artikel 9 Befreiung von Abgaben und Gebühren

1. Die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei auf den vereinbarten Linien eingesetzten Luftfahrzeuge sowie ihre üblichen Ausrüstungsgegenstände, Ersatzteile (einschliesslich Triebwerken), Vorräte an Treibstoffen, Öle (einschliesslich hydraulische Flüssigkeiten, Schmieröle), Bordvorräte einschliesslich Lebensmittel, Getränke und Tabak, die an Bord solcher Luftfahrzeuge mitgeführt werden, sind beim Einflug in das Gebiet der anderen Vertragspartei auf der Grundlage des Gegenrechtes von allen Abgaben, Gebühren, Inspektionsgebühren und anderen ähnlichen Gebühren und Abgaben befreit, vorausgesetzt, dass diese Ausrüstungen und Gegenstände, Ersatzteile und Vorräte an Bord der Luftfahrzeuge bleiben, bis sie wieder ausgeführt werden.
2. Ausserdem werden auf der Grundlage der Gegenseitigkeit von den gleichen Abgaben und Gebühren, ausser den auf den Kosten für geleistete Dienste beruhenden Gebühren befreit:
 - a. übliche Ausrüstungsgegenstände, Ersatzteile (einschliesslich Triebwerken), Treibstoffe, Öle (einschliesslich hydraulische Flüssigkeiten, Schmieröle) und Bordvorräte (insbesondere Lebensmittel, Getränke und Tabak), die in das Gebiet der anderen Vertragspartei eingeführt werden und die zum Verbrauch an Bord der Luftfahrzeuge bestimmt sind, die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen auf den vereinbarten Linien eingesetzt werden, selbst wenn diese Ausrüstungen und Gegenstände auf dem Teil des Fluges über dem Gebiet der anderen Vertragspartei verbraucht werden;
 - b. Ersatzteile (einschliesslich Triebwerken), die in das Gebiet der anderen Vertragspartei zum Unterhalt oder Reparatur eines auf den vereinbarten Linien eingesetzten Luftfahrzeugs eines bezeichneten Luftfahrtunternehmens eingeführt werden;
 - c. der Bestand gedruckter Beförderungsscheine, die Luftfrachtbriefe und alles gedruckte Material, welches die Abzeichen der Luftfahrtunternehmen zum Zwecke direkter Fluggast- und Frachtbeförderungen trägt und touristisches Werbematerial, welches von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen kostenlos verteilt wird;

- d. Fahrzeuge (mit Ausnahme von Autos), Material und Ausrüstungen, die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen für geschäftliche und betriebliche Zwecke innerhalb des Flughafenbereichs gebraucht werden, vorausgesetzt, dass solches Material und solche Ausrüstungen der Beförderung von Fluggästen und Fracht dienen.
3. Die in den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels erwähnten Ausrüstungen und Gegenstände können im Gebiet der anderen Vertragspartei nur mit Zustimmung der Zollbehörden dieses Gebietes ausgeladen werden. In einem solchen Fall können sie unter die Aufsicht der genannten Behörden gestellt werden, bis sie wieder ausgeführt werden oder bis darüber in anderer Weise in Übereinstimmung mit den Zollvorschriften verfügt worden ist.
4. Die in diesem Artikel vorgesehene Befreiung kommt auch in denjenigen Fällen zur Anwendung, in denen die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei mit anderen Luftfahrtunternehmen Vereinbarungen über die Leihe oder die Überführung der in den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels aufgeführten Gegenstände ins Gebiet der anderen Vertragspartei abgeschlossen haben, vorausgesetzt, dass diesen anderen Luftfahrtunternehmen von dieser anderen Vertragspartei ebenfalls eine solche Befreiung gewährt wird.

Artikel 10 Besteuerung

Das vom bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei auf dem Gebiet der anderen Vertragspartei erworbene Einkommen ist von der Einkommenssteuer im Gebiet der anderen Vertragspartei befreit.

Artikel 11 Direkter Transit

Fluggäste, Gepäck und Fracht, die sich im direktem Durchgang durch das Gebiet einer der Vertragsparteien befinden und die ihnen vorbehaltene Zone des Flughafens nicht verlassen, werden nur einer sehr vereinfachten Kontrolle unterzogen, vorausgesetzt, dass nicht Sicherheitsmassnahmen gegen Gewalttätigkeiten, Grenzverletzungen, Luftpiraterie und Schmuggel von Betäubungsmitteln und Massnahmen für die Einwanderungskontrollen etwas anderes verlangen. Gepäck

und Fracht im direkten Durchgangsverkehr sind von Zollabgaben und anderen ähnlichen Gebühren befreit.

Artikel 12 Benutzungsgebühren

1. Jede Vertragspartei stellt nach besten Kräften sicher, dass Benutzungsgebühren, die den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei von ihren zuständigen Behörden auferlegt oder zur Belastung zugelassen werden, gerecht und vernünftig sind. Sie beruhen auf gesunden Wirtschaftlichkeitsgrundsätzen.
2. Gebühren für die Benutzung von Flughäfen und Flugnavigationseinrichtungen und -diensten, die eine Vertragspartei den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei zur Verfügung stellt, dürfen nicht höher als diejenigen, die von Luftfahrtunternehmen anderer Staaten zu entrichten sind, die internationale Luftverkehrslinien betreiben.
3. Jede Vertragspartei ermutigt zu Konsultationen zwischen den für die Gebührenerhebung zuständigen Behörden oder Stellen in ihrem Gebiet und den bezeichneten Luftfahrtunternehmen, welche die Dienste und Einrichtungen nutzen; sie ermutigt die für die Gebührenerhebung zuständigen Behörden oder Stellen und die bezeichneten Luftfahrtunternehmen, die Informationen auszutauschen, die zu einer genauen Überprüfung der Angemessenheit der Gebühren im Einklang mit den Grundsätzen nach den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels erforderlich sind. Jede Vertragspartei ermutigt die für die Gebührenerhebung zuständigen Behörden, die Benutzer innerhalb einer angemessenen Frist über Vorschläge zur Änderung der Benutzungsgebühren zu unterrichten, um ihnen die Möglichkeit zu geben, ihre Meinung zu äussern, bevor die Änderungen vorgenommen werden.

Artikel 13 Geschäftstätigkeit

1. Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei haben das Recht, im Gebiet der anderen Vertragspartei angemessene Niederlassungen aufrechtzuerhalten. Diese Niederlassungen können unter Vorbehalt der Gesetze und Verordnungen der anderen Vertragspartei Verwaltungs-,

Betriebs- und technisches Fachpersonal umfassen, das sich aus versetzten oder örtlich angestellten Beschäftigten zusammensetzt.

2. Für die Geschäftstätigkeit gilt der Grundsatz des Gegenrechts. Die zuständigen Behörden jeder Vertragspartei unternehmen alles, um sicherzustellen, dass die Vertretungen der von der anderen Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen ihre Tätigkeiten ordnungsgemäss ausüben können.
3. Jede Vertragspartei gewährt den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei das Recht, sich am Verkauf von Luftbeförderungsleistungen in ihrem Gebiet unmittelbar und, nach Ermessen der Luftfahrtunternehmen, durch die ermächtigten Agenten zu beteiligen. Die Luftfahrtunternehmen haben das Recht, derartige Beförderungsleistungen zu verkaufen, und jedermann steht es frei, unter Vorbehalt der Gesetze und Verordnungen der anderen Vertragspartei, solche Beförderungsleistungen in der Währung des betreffenden Gebietes oder in frei konvertierbarer Währung anderer Staaten zu erwerben.
4. Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei können mit Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei Vereinbarungen über die Zusammenarbeit bei der Vermarktung wie "blocked space", "code sharing" oder andere wirtschaftliche Vereinbarungen abschliessen.
5. Die auf den vereinbarten Linien eingesetzten Besatzungsmitglieder der bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei müssen Staatsangehörige dieser Vertragspartei sein. Falls ein bezeichnetes Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei wünscht, auf den vereinbarten Linien Besatzungsmitglieder irgend einer anderen Staatsangehörigkeit zu beschäftigen, ist vorgängig die Zustimmung der anderen Vertragspartei einzuholen.

Artikel 14 Umrechnung und Überweisung von Erträgen

Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen haben das Recht, Einnahmenüberschüsse, die in einem vernünftigen Verhältnis zur Beförderung von Fluggästen, Gepäck, Fracht und Postsendungen stehen, zu dem am Tag der Überweisung gültigen offiziellen Wechselkurs umzurechnen und in ihr Land zu überweisen. Ist der

Zahlungsverkehr zwischen den Vertragsparteien durch ein besonderes Abkommen geregelt, so ist dieses anwendbar.

Artikel 15 Tarife

1. Jede Vertragspartei kann verlangen, dass Tarife für internationale Luftverkehrslinien, die in Übereinstimmung mit diesem Abkommen betrieben werden, ihren Luftfahrtbehörden mitgeteilt oder unterbreitet werden.
2. Die Tarife, die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei für die von diesem Abkommen erfassten Dienste angewandt werden, sind in vernünftiger Höhe festzusetzen, wobei alle bestimmenden Einflüsse, einschliesslich der Interessen der Benutzer, der Betriebskosten, der Besonderheiten der Dienste, der Kommissionssätze, eines vernünftigen Gewinnes, der Tarife anderer Luftfahrtunternehmen und andere wirtschaftliche Überlegungen zum Marktgeschehen in Betracht zu ziehen sind.
3. Die Luftfahrtbehörden achten besonders auf Tarife, gegen die Einwände bestehen können aufgrund der Tatsache, dass sie als unvernünftiger Weise diskriminierend, übermässig hoch oder einschränkend zufolge Missbrauchs einer beherrschenden Stellung, künstlich tief als Folge direkter oder indirekter Hilfe oder Unterstützung oder als übermässig erscheinen.
4. Die Tarife sind sechzig (60) Tage vor dem für ihre Einführung vorgeschlagenen Zeitpunkt zu unterbreiten. Die Luftfahrtbehörden haben das Recht, die unterbreiteten Tarife für Einweg- oder Rundwegbeförderung zwischen den Gebieten der beiden Vertragsparteien, die in ihrem eigenen Gebiet beginnen, zu genehmigen oder abzulehnen. Im Fall einer Ablehnung geben sie die Nichtgenehmigung den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei so früh als möglich oder spätestens innerhalb von dreissig (30) Tagen nach Empfang der Eingabe bekannt.
5. Keine der Luftfahrtbehörden trifft einseitige Vorkehren, um die Einführung von vorgeschlagenen Tarifen oder die Aufrechterhaltung bestehender Tarife für die Beförderung zwischen den Gebieten der beiden Vertragsparteien, die im Gebiet der anderen Partei beginnt, zu verhindern.

6. Ungeachtet des vorstehenden Absatzes 4 müssen die Luftfahrtbehörden jeder Vertragspartei, falls sie glauben, dass ein Tarif für die Beförderung nach ihrem Gebiet unter die in Absatz 3 hiervor erwähnten Kategorien fällt, den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei so schnell als möglich oder spätestens innerhalb von dreissig (30) Tagen vom Zeitpunkt des Empfangs der Eingabe ihre Nichtgenehmigung bekanntgeben.
7. Die Luftfahrtbehörden jeder Vertragspartei können Konsultationen über jeden Tarif verlangen, der Gegenstand einer Nichtgenehmigung war. Solche Konsultationen müssen innerhalb von sechzig (60) Tagen nach Erhalt des entsprechenden Begehrens stattfinden. Erzielen die Vertragsparteien eine Einigung, bemüht sich jede Partei nach besten Kräften, diese Vereinbarung in Kraft zu setzen. Kommt keine Einigung zustande, geht die Entscheidung jener Vertragspartei vor, von deren Gebiet aus die Beförderung ihren Anfang nimmt.

Artikel 16 Schutzmassnahmen

1. Die Vertragsparteien vereinbaren, dass die folgenden Praktiken der Luftfahrtunternehmen möglicherweise als unlauteres, wettbewerbswidriges Verhalten erachtet werden können, welche genauere Betrachtung verdienen:
 - a) Tarife auf Strecken auf einem Niveau, welche im Ganzen nicht genügen, die Kosten für die angebotenen Dienste, auf welche sie sich beziehen, zu decken;
 - b) das Hinzufügen von übermässigen Kapazitäten oder Frequenzen der Dienste;
 - c) die fraglichen Praktiken sind eher fortwährend als zeitlich begrenzt;
 - d) die fraglichen Praktiken haben gewichtige negative wirtschaftliche Auswirkungen für die bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei oder verursachen diesen erhebliche Nachteile;
 - e) die fraglichen Praktiken widerspiegeln ein offensichtliches Ziel oder haben die voraussichtliche Wirkung, dass die bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei am Markt eingehen, davon ausgeschlossen oder vertrieben werden; und

- f) das Verhalten weist auf den Missbrauch einer beherrschenden Stellung auf einer festgelegten Strecke hin.
- 2. Wenn die Luftfahrtbehörden einer Vertragspartei der Ansicht sind, dass eine von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei beabsichtigte oder ausgeübte Tätigkeit oder Tätigkeiten ein nachteiliges wettbewerbswidriges Verhalten nach den im vorstehenden Absatz 1 aufgezählten Hinweisen darstellt, können sie in nach Artikel 19 dieses Abkommens Konsultationen verlangen mit dem Ziel, das Problem zu lösen. Jedes solche Begehren beinhaltet eine Mitteilung über die Gründe für das Begehren, und die Konsultationen müssen innerhalb von dreissig (30) Tagen vom Begehren an beginnen.
- 3. Wenn die Vertragsparteien auf dem Konsultationsweg keine Lösung des Problems finden, kann jede Vertragspartei den in Artikel 20 dieses Abkommens vorgesehenen Mechanismus zur Schlichtung von Meinungsverschiedenheiten anrufen, um die Meinungsverschiedenheit zu beheben.

Artikel 17 Unterbreitung der Flugpläne

- 1. Jede Vertragspartei kann verlangen, dass die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei vorgesehenen Flugpläne ihren Luftfahrtbehörden spätestens sechzig (60) Tage vor Aufnahme des Betriebes der vereinbarten Linien mitgeteilt werden. Die gleiche Regelung findet auch auf wesentliche Änderungen der Flugpläne Anwendung.
- 2. Für Verdichtungsflüge, welche die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei ausserhalb des genehmigten Flugplanes auf den vereinbarten Linien durchführen wollen, ist vorgängig die Genehmigung der Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei einzuholen. Ein solches Begehren ist in der Regel mindestens fünf (5) Arbeitstage vor dem Flug zu stellen.

Artikel 18 Statistische Angaben

Die Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien übermitteln einander auf Verlangen periodische Statistiken oder andere entsprechende Auskünfte über den auf den vereinbarten Linien beförderten Verkehr.

Artikel 19 Konsultationen

Jede Vertragspartei kann jederzeit Konsultationen über die Umsetzung, Auslegung, Anwendung oder die Änderung dieses Abkommens verlangen. Solche Konsultationen, welche zwischen den Luftfahrtbehörden stattfinden können, beginnen zum frühest möglichen Zeitpunkt, spätestens jedoch sechzig (60) Tage nach Erhalt des schriftlichen Begehrens der anderen Vertragspartei, es sei denn, die Vertragsparteien haben etwas anderes vereinbart. Jede Vertragspartei bereitet sich auf die Konsultationen vor und legt während diesen Verhandlungen sachdienliche Beweismittel zur Unterstützung ihrer Haltung vor, um in voller Kenntnis der Lage zweckmässige und wirtschaftlich nachvollziehbare Entscheidungen zu erleichtern.

Artikel 20 Beilegung von Streitigkeiten

1. Entsteht zwischen den Vertragsparteien irgendeine Streitigkeit in Bezug auf die Auslegung oder die Durchsetzung dieses Abkommen, schlichten die Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien an erster Stelle die Streitigkeit durch Verhandlungen.
2. Gelingt es den Luftfahrtbehörden der Vertragsparteien nicht, eine Schlichtung der besagten Streitigkeit zu erzielen, schlichten die Vertragsparteien eine solche Streitigkeit auf diplomatischem Weg.

Artikel 21 Änderungen

1. Erachtet es eine der Vertragsparteien als wünschenswert, irgendeine Bestimmung dieses Abkommens zu ändern, so tritt diese Änderung in Kraft, sobald sich die Vertragsparteien gegenseitig die Erfüllung ihrer rechtlichen Vorschriften angezeigt haben.

2. Änderungen des Anhangs dieses Abkommens können unmittelbar zwischen den Luftfahrtbehörden der Vertragsparteien vereinbart werden. Sie werden vom Zeitpunkt ihrer Vereinbarung an vorläufig angewandt und treten in Kraft, nachdem sie durch einen Austausch diplomatischer Noten bestätigt worden sind.
3. Falls irgendein allgemeines, mehrseitiges Übereinkommen über den Luftverkehr abgeschlossen wird, das beide Vertragsparteien bindet, wird dieses Abkommen derart geändert, dass es mit den Bestimmungen eines solchen Übereinkommens übereinstimmt.

Artikel 22 Kündigung

1. Jede Vertragspartei kann der anderen Vertragspartei jederzeit schriftlich ihren Entschluss zur Kündigung dieses Abkommens anzeigen. Eine solche Anzeige ist gleichzeitig der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation mitzuteilen.
2. Die Kündigung wird wirksam auf Ende einer Flugplanperiode, nachdem eine Frist von zwölf (12) Monaten seit Empfang der Anzeige abgelaufen ist. Sie kann aber in gegenseitigem Einvernehmen vor Ablauf dieser Frist zurückgezogen werden.
3. Liegt keine Empfangsanzeige der anderen Vertragspartei vor, wird angenommen, dass ihr die Kündigung vierzehn (14) Tage nach dem Zeitpunkt zugekommen ist, an dem die Internationale Zivilluftfahrt-Organisation davon Kenntnis erhalten hat.

Artikel 23 Hinterlegung

Dieses Abkommen und jede spätere Änderungen werden bei der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation hinterlegt.

Artikel 24 Inkrafttreten

Dieses Abkommen tritt zum Zeitpunkt der letzten schriftlichen Mitteilung auf diplomatischem Weg in Kraft, mit welcher sich die Vertragsparteien gegenseitig informieren, dass die notwendigen internen rechtlichen Verfahren für sein Inkrafttreten erfüllt sind.

Mit dem Inkrafttreten dieses Abkommen wird das Abkommen zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Regierung der Volksrepublik China über den zivilen Luftverkehr, unterzeichnet am 12. November 1973, aufgehoben.

Zu Urkund dessen haben die durch ihre Regierungen entsprechend bevollmächtigten Unterzeichnenden dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in doppelter Urschrift in Peking am 1. März 2011 in deutscher, chinesischer und englischer Sprache, wobei alle drei Wortlaute gleichermassen verbindlich sind. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten bei der Auslegung dieses Abkommens geht der englische Text vor.

Für den Schweizerischen Bundesrat:

Für die Regierung der Volksrepublik
China:



A N H A N G

Linienpläne

Linienplan I

Strecken, auf denen die von der Schweiz bezeichneten Luftfahrtunternehmen in beiden Richtungen Luftverkehrslinien betreiben können:

Abflugpunkte	Zwischenlande- punkte	Punkte in China	Punkte über China hinaus
Punkte in der Schweiz	1 Punkt	3 Punkte	1 Punkt

Linienplan II

Strecken, auf denen die von China bezeichneten Luftfahrtunternehmen in beiden Richtungen Luftverkehrslinien betreiben können:

Abflugpunkte	Zwischenlande- punkte	Punkte in der Schweiz	Punkte über die Schweiz hinaus
Punkte in China	Alle Punkte	Alle Punkte	Alle Punkte

A N M E R K U N G E N

1. Zwischenlandepunkte und die Punkte darüber hinaus können auf den festgelegten Strecken nach Belieben der bezeichneten Unternehmen auf allen oder einem Teil der Flüge ausgelassen werden, vorausgesetzt, dass die vereinbarten Linien im Gebiet der Vertragspartei, welche das Unternehmen bezeichnet, beginnen und enden.
2. Die Verkehrsrechte in 5. Freiheit werden zwischen den Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien vereinbart.

[TRANSLATION – TRADUCTION]¹

**Accord
entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement
de la République populaire de Chine
relatif aux services aériens**

Le Conseil fédéral suisse

et

le Gouvernement de la République populaire de Chine

(ci-après «les Parties contractantes»);

en tant que parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 ,

désireux de contribuer au progrès de l'aviation civile internationale,

désireux de conclure un Accord en vue d'établir et d'exploiter des services aériens réguliers entre les territoires de leurs pays respectifs et au-delà,

sont convenus de ce qui suit:

Art. 1 Définitions

1. Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, sauf lorsque le texte en dispose autrement:

- a. l'expression «Convention» signifie la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, et inclut toute annexe adoptée conformément à l'art. 90 de cette Convention et tout amendement aux annexes ou à la Convention, conformément aux art. 90 et 94, pour autant que ces annexes et amendements soient applicables pour les deux Parties contractantes;
- b. l'expression «autorités aéronautiques» signifie, en ce qui concerne la Suisse, l'Office fédéral de l'aviation civile, et en ce qui concerne la République populaire de Chine, l'Administration de l'aviation civile de Chine, ou dans les deux cas toute personne ou tout organisme autorisé à exercer les fonctions qui sont actuellement attribuées auxdites autorités;

¹ Translation provided by Government of the Swiss Confederation – Traduction fournie par le Gouvernement de la Confédération suisse.

- c. l'expression «entreprises désignées» signifie une ou plusieurs entreprises que l'une des Parties contractantes a désignées et autorisées, conformément à l'art. 5 du présent Accord, pour exploiter les services aériens convenus;
 - d. l'expression «services convenus» signifie des services aériens sur les routes spécifiées pour le transport de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier, séparément ou en combinaison;
 - e. les expressions «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont la signification que leur donne l'art. 96 de la Convention;
 - f. l'expression «territoire» en relation avec un Etat signifie les régions terrestres et les eaux territoriales y adjacentes ainsi que l'espace aérien situé au-dessus qui se trouvent sous la souveraineté de cet Etat;
 - g. l'expression «tarif» signifie les prix qui doivent être payés pour le transport des passagers, des bagages et des marchandises, et les conditions dans lesquelles ils s'appliquent, y compris les commissions et autres rémunérations supplémentaires pour les agences ou la vente de titres de transport, excepté les rémunérations et conditions relatives au transport du courrier.
2. L'Annexe du présent Accord fait partie intégrante de celui-ci. Toute référence à l'Accord concerne également l'Annexe, à moins qu'une disposition contraire ne le prévoie expressément.

Art. 2 Octroi de droits

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits spécifiés au présent Accord en vue d'exploiter des services aériens internationaux sur les routes spécifiées aux tableaux figurant à l'Annexe. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après «services convenus» et «routes spécifiées».
2. Sous réserve des dispositions du présent Accord, les entreprises désignées de chaque Partie contractante jouissent, dans l'exploitation de services aériens internationaux:
- a. du droit de survoler sans y atterrir le territoire de l'autre Partie contractante en suivant la ou les routes aériennes publiées prescrites par l'autorité aéronautique de l'autre Partie contractante;
 - b. du droit de faire des escales sur le territoire de l'autre Partie contractante à des fins non commerciales, sous réserve de l'approbation de l'autorité aéronautique de cette autre Partie contractante;
 - c. du droit d'embarquer et de débarquer sur le territoire de l'autre Partie contractante, aux points spécifiés à l'Annexe du présent Accord, des passagers, des bagages, des marchandises et du courrier à destination ou en provenance de points sur le territoire de la première Partie contractante.
 - d. du droit d'embarquer et de débarquer sur le territoire de pays tiers, aux points spécifiés à l'Annexe du présent Accord, des passagers, des bagages, des marchandises et du courrier à destination ou en provenance des points

sur le territoire de l'autre Partie contractante, spécifiés à l'Annexe du présent Accord.

3. Aucune disposition du présent article ne sera censée conférer aux entreprises désignées d'une Partie contractante le privilège d'embarquer contre rémunération sur le territoire de l'autre Partie contractante des passagers, des bagages, des marchandises ou du courrier à destination d'un autre point du territoire de l'autre Partie contractante.

4. Si, par suite d'un conflit armé, de troubles ou de développements politiques ou de circonstances spéciales et inhabituelles, les entreprises désignées d'une Partie contractante ne sont pas à même d'exploiter un service sur ses routes normales, l'autre Partie contractante s'efforcera de faciliter la poursuite de l'exploitation de ce service en réarrangeant provisoirement ces routes de façon appropriée, notamment en octroyant pour cette période les droits nécessaires pour faciliter une exploitation viable.

Art. 3 Dispositions relatives à la capacité

1. Les entreprises désignées de chaque Partie contractante jouissent, pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées, de possibilités égales et équitables.

2. Dans l'exploitation des services convenus, les entreprises désignées de chacune des Parties contractantes prendront en considération les intérêts des entreprises désignées de l'autre Partie contractante, afin de ne pas nuire indûment aux services convenus fournis par ces dernières sur tout ou partie de la même route.

3. Les services convenus qui seront exploités par les entreprises désignées par les Parties contractantes offriront, avec un coefficient de remplissage raisonnable, une capacité suffisante pour répondre aux besoins de trafic pour le transport de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier entre les territoires des deux Parties contractantes.

4. L'offre pour l'embarquement et le débarquement par les entreprises désignées d'une Partie contractante de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier à des points sur les routes spécifiées dans le territoire d'un Etat tiers sera soumise aux principes généraux selon lesquels la capacité doit être adaptée:

- a. aux besoins du trafic vers et du territoire de la Partie contractante qui a désigné les entreprises;
- b. aux besoins de trafic de la région traversée par le service convenu, compte tenu des services locaux et régionaux;
- c. aux exigences de l'exploitation d'un service long courrier.

5. La fréquence et la capacité qui doivent être offertes sur les services convenus entre leurs territoires respectifs et au-delà seront convenues entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

Art. 4 Application des lois et règlements

1. Les lois et règlements d'une Partie contractante régissant sur son territoire l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à des services aériens internationaux, ou l'exploitation et la navigation de ces aéronefs se trouvant dans son territoire, s'appliquent aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante.

2. Les lois et règlements d'une Partie contractante régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, des équipages, bagages, marchandises ou du courrier – tels que ceux qui concernent les formalités d'entrée, de sortie, d'émigration et d'immigration, la douane et les mesures sanitaires – s'appliquent aux passagers, équipages, bagages, marchandises ou au courrier transportés par les aéronefs des entreprises désignées de l'autre Partie contractante lorsqu'ils entrent, séjournent sur ledit territoire et en sortent.

Art. 5 Désignation et autorisation d'exploitation

1. Le Gouvernement de la République populaire de Chine a le droit de désigner par la voie diplomatique autant d'entreprises de transport aérien qu'elle le souhaite pour exploiter les services convenus sur les routes spécifiées en vertu de l'Annexe du présent Accord ainsi que de retirer ou de modifier cette désignation. Le Gouvernement de la Confédération suisse a le droit de désigner par la voie diplomatique une entreprise de transport aérien pour exploiter les services convenus sur les routes spécifiées en vertu de l'Annexe du présent Accord ainsi que de retirer ou de modifier cette désignation. A dater du 1^{er} janvier 2012, le Gouvernement de la Confédération suisse aura le droit de désigner par la voie diplomatique deux entreprises de transport aérien pour exploiter les services convenus sur les routes spécifiées en vertu de l'Annexe du présent Accord ainsi que de retirer ou de modifier cette désignation.

2. A la réception de cette désignation, l'autre Partie contractante accorde les autorisations et permis appropriés avec le minimum de délai de procédure, à condition que:

- a. Dans le cas d'entreprises désignées par la Suisse:
 - 1. l'entreprise ait le siège principal de son exploitation sur le territoire de la Suisse de laquelle elle a reçu une autorisation d'exploitation valide, et
 - 2. le contrôle réglementaire effectif sur l'entreprise est exercé et maintenu par la Suisse,
 - 3. l'entreprise soit titulaire d'une licence de transporteur aérien en cours de validité délivrés par la Suisse;
- b. Dans le cas d'entreprises désignées par la République populaire de Chine:

La propriété substantielle et le contrôle effectif de l'entreprise désignée par la République populaire de Chine restent détenus par la République populaire de Chine ou par ses citoyens.

3. Les autorités aéronautiques d'une Partie contractante peuvent exiger que les entreprises désignées par l'autre Partie contractante prouvent qu'elles sont à même

de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués à l'exploitation des services aériens internationaux par lesdites autorités conformément aux dispositions de la Convention.

4. Dès réception de l'autorisation d'exploitation prévue au ch. 2 du présent article, les entreprises désignées peuvent à tout moment exploiter les services convenus.

Art. 6 Révocation et suspension de l'autorisation d'exploitation

1. Chaque Partie contractante aura le droit de révoquer ou de suspendre une autorisation d'exploitation pour l'exercice des droits spécifiés à l'art. 2 du présent Accord, par les entreprises désignées de l'autre Partie contractante, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires, lorsque:

- a. dans le cas d'entreprises désignées par la Suisse:
 1. l'entreprise n'a pas le siège principal de son exploitation sur le territoire de la Suisse de laquelle elle a reçu une autorisation d'exploitation valide, et
 2. le contrôle réglementaire effectif sur l'entreprise n'est pas exercé ni maintenu par la Suisse,
 3. l'entreprise n'est pas titulaire d'une licence de transporteur aérien en cours de validité délivré par la Suisse,
 4. il peut être démontré, qu'en exerçant les droits de trafic conformément au présent Accord sur une route qui inclut un point dans un autre Etat, y compris l'exploitation d'un service qui est commercialisé en tant que service direct ou constitue d'une autre manière un tel service, l'entreprise pourrait en fait contourner les restrictions des droits de trafic imposées par un accord entre la République populaire de Chine et cet autre Etat;
- b. dans le cas d'entreprises désignées par la République populaire de Chine:

la propriété substantielle et le contrôle effectif de l'entreprise désignée par la République populaire de Chine ne sont pas détenus par la République populaire de Chine ou par ses citoyens;
- c. lesdites entreprises n'ont pas observé ou ont gravement enfreint les lois et règlements de la Partie contractante ayant accordé ces droits; ou si
- d. lesdites entreprises n'exploitent pas les services convenus dans les conditions prescrites par le présent Accord.

2. Un tel droit ne peut être exercé qu'après consultation de l'autre Partie contractante, à moins que la révocation immédiate, la suspension ou l'imposition des conditions prévues au ch. 1 du présent article ne soient nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et règlements.

Art. 7 Sûreté de l'aviation

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger l'aviation

civile contre les actes d'intervention illicite, pour en assurer la sûreté, fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter la généralité de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes agissent en particulier conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971, du Protocole additionnel pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, signé à Montréal le 24 février 1988 et de tout autre convention ou protocole relatif à la sûreté de l'aviation auxquels les Parties contractantes adhéreront.

2. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les détournements d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations et services de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.

3. Les Parties contractantes, dans leurs rapports mutuels, se conforment aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et désignées comme Annexes à la Convention, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent aux Parties contractantes; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, ou des exploitants d'aéronefs qui ont leur principal établissement ou leur résidence permanente sur leur territoire, et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation.

4. Chaque Partie contractante convient que ces exploitants d'aéronefs peuvent être tenus d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation dont il est question au chiffre 3 du présent article et que l'autre Partie contractante prescrit pour l'arrivée, le départ ou le séjour sur le territoire de cette autre Partie contractante. Chaque Partie contractante veille à ce que des mesures adéquates soient appliquées efficacement sur son territoire pour protéger les aéronefs et pour assurer l'inspection des passagers, des membres d'équipage, des bagages à main, des bagages, des marchandises et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement. Chaque Partie contractante examine aussi avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sûreté raisonnables soient prises pour faire face à une menace particulière.

5. En cas d'incident ou de menace de détournement d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité des passagers, des membres d'équipage, des aéronefs, des aéroports ou des installations et services de navigation aérienne, les Parties contractantes s'entraident en facilitant les communications et autres mesures

appropriées pour mettre fin avec rapidité et sécurité à cet incident ou à cette menace d'incident.

6. Lorsqu'une Partie contractante a des motifs raisonnables de croire que l'autre Partie contractante déroge aux dispositions du présent article, ses autorités aéronautiques peuvent demander l'engagement immédiat de négociations avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante. Si aucun arrangement satisfaisant ne peut être obtenu dans les trente (30) jours suivant la date d'une telle demande, il y aura un motif suffisant pour différer, révoquer ou limiter les autorisations d'exploitation et les autorisations techniques des entreprises de cette Partie contractante, ou pour leur imposer des conditions. En cas d'urgence, une Partie contractante peut prendre des mesures provisoires avant l'échéance de trente (30) jours.

Art. 8 Sécurité

1. Chaque Partie contractante reconnaît la validité des certificats de navigabilité, des brevets d'aptitude et des licences délivrés ou validés par l'autre Partie contractante pour l'exploitation des services aériens internationaux convenus dans le présent Accord et qui sont encore en vigueur, à condition que les exigences requises pour obtenir ces documents correspondent au moins aux exigences minimales qui pourraient être établies conformément à la Convention.

2. Chaque Partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître, pour le survol de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences accordés à ses propres ressortissants ou validés par l'autre Partie contractante ou par tout autre Etat.

3. Chaque Partie contractante peut en tout temps demander des consultations au sujet des normes de sécurité adoptées par l'autre Partie contractante dans des domaines qui se rapportent aux installations et services aéronautiques, aux équipages de conduite, aux aéronefs et à l'exploitation des aéronefs. Ces consultations auront lieu dans les trente (30) jours suivant la réception de cette demande.

4. Si, à la suite de ces consultations, une des Parties contractantes découvre que l'autre Partie contractante n'adopte ni n'assure effectivement le suivi de normes de sécurité dans les domaines visés au ch. 3 du présent article qui satisfassent aux normes en vigueur conformément à la Convention, l'autre Partie contractante sera informée de ces conclusions et des démarches qui sont estimées nécessaires afin de se conformer aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale. L'autre Partie contractante prendra alors les mesures correctives appropriées qui s'imposent dans un délai convenu.

5. Conformément à l'art. 16 de la Convention, il est convenu en outre que tout aéronef exploité par une entreprise désignée d'une Partie contractante ou en son nom, en provenance ou à destination du territoire de l'autre Partie contractante, peut, lorsqu'il se trouve sur le territoire de l'autre Partie contractante, faire l'objet d'une inspection par les représentants autorisés de cette autre Partie contractante, à condition que cela n'entraîne pas de retard déraisonnable dans l'exploitation de l'aéronef. Nonobstant les obligations mentionnées à l'art. 33 de la Convention, l'objet de cette visite est de vérifier la validité des documents pertinents de l'aéronef, les licences de

son équipage et que l'équipement de l'aéronef et son état sont conformes aux normes en vigueur conformément à la Convention.

6. Lorsqu'une action immédiate est indispensable pour assurer la sécurité de l'exploitation d'une entreprise, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de suspendre immédiatement ou de modifier l'autorisation d'exploitation d'une ou des entreprises désignées de l'autre Partie contractante.

7. Toute mesure prise par une Partie contractante en conformité avec le ch. 6 sera rapportée dès que les faits motivant cette mesure auront cessé d'exister.

Art. 9 Exonération des droits et taxes

1. Les aéronefs exploités dans les services convenus par les entreprises désignées d'une Partie contractante, ainsi que leurs équipements normaux, les pièces de rechange (y compris les moteurs), leurs réserves de carburants, les huiles (y compris les fluides hydrauliques et les lubrifiants) et leurs provisions de bord, y compris les denrées alimentaires, les boissons et les tabacs, transportés à bord de ces aéronefs sont, à l'entrée dans le territoire de l'autre Partie contractante, exonérés sur la base de la réciprocité, de tous droits, frais d'inspection et autres frais similaires, à condition que ces équipements et articles, réserves et provisions, demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.

2. Sont également exonérés sur la base de la réciprocité de ces mêmes droits et taxes, à l'exception des redevances perçues en raison de services rendus:

- a. les équipements normaux, les pièces de rechange (y compris les moteurs), les réserves de carburants, les huiles (y compris les fluides hydrauliques et les lubrifiants) et les provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et les tabacs) introduits dans le territoire de l'autre Partie contractante et destinés à être utilisés à bord des aéronefs exploités dans le service convenu par les entreprises désignées, même s'ils sont utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante;
- b. les pièces de rechange (y compris les moteurs) importés sur le territoire de l'autre Partie contractante pour l'entretien ou la réparation des aéronefs exploités dans les services convenus par les entreprises désignées;
- c. le stock de billets imprimés, les lettres de transport aérien et tout matériel imprimé sur lequel figure l'emblème des entreprises, destinés au transport direct de passagers et de fret ainsi que le matériel publicitaire touristique distribué gratuitement par les entreprises désignées;
- d. les véhicules à moteur (à l'exclusion des voitures), le matériel et l'équipement pouvant être utilisé par les entreprises de transport aérien désignées à des fins commerciales et opérationnelles dans le périmètre de la zone de l'aéroport, à condition que ce matériel et cet équipement servent au transport des passagers et du fret.

3. L'équipement et les articles dont il est question aux ch. 1 et 2 du présent article ne peuvent être déchargés sur le territoire de l'autre Partie contractante qu'avec

l'approbation des autorités douanières de ce territoire. En pareil cas, ils peuvent être placés sous la supervision desdites autorités jusqu'au moment où ils seront réexportés ou jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé en conformité avec la réglementation douanière.

4. Les exemptions prévues au présent article sont également applicables lorsque les entreprises désignées d'une Partie contractante ont conclu des arrangements avec d'autres entreprises sur la location ou le transfert, dans le territoire de l'autre Partie contractante, des articles spécifiés aux ch. 1 et 2 du présent article, à condition que ces autres entreprises bénéficient pareillement de telles exemptions de cette autre Partie contractante.

Art. 10 Imposition

Le revenu gagné par l'entreprise désignée de chaque Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante sera exempt d'impôt sur le revenu sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Art. 11 Transit direct

Les passagers, bagages et marchandises en transit direct par le territoire de l'une des Parties contractantes qui ne quittent pas la zone de l'aéroport réservée à cette fin ne seront soumis qu'à un contrôle simplifié, sauf s'il s'agit de mesures de sûreté en relation avec des actes de violences, avec la défense de l'intégrité des frontières, avec des actes de piraterie aérienne et de contrebande de drogue narcotique et s'il s'agit de mesures de contrôle de l'immigration. Les bagages et marchandises en transit direct seront exonérés des droits de douane et autres taxes similaires.

Art. 12 Redevances d'utilisation

1. Chaque Partie contractante s'efforce de veiller à ce que les redevances d'usage qui sont imposées ou qui peuvent être imposées par ses autorités compétentes aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante soient équitables et raisonnables. Ces redevances sont fondées sur des principes de saine économie.

2. Les redevances pour l'utilisation des aéroports, des installations de la navigation aérienne et des services offerts par une Partie contractante aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante ne sont pas supérieures à celles qui doivent être payées par toute entreprise d'autres Etats assurant des services internationaux réguliers.

3. Chaque Partie contractante encourage les consultations entre les autorités ou organes compétents en matière d'imputation dans son territoire et les entreprises désignées utilisant les installations et services, et encourage les autorités ou organes compétents et les entreprises désignées à échanger les renseignements qui peuvent être nécessaires pour permettre un examen précis du caractère raisonnable des redevances en accord avec les principes énoncés aux ch. 1 et 2 du présent article. Chaque Partie contractante encourage les autorités compétentes en matière d'imputation à donner aux usagers un préavis raisonnable de toute proposition de modification des redevances d'usage afin de leur permettre d'exprimer leurs vues avant que des changements soient apportés.

Art. 13 Activités commerciales

1. Les entreprises désignées d'une Partie contractante ont le droit de maintenir des bureaux adéquats sur le territoire de l'autre Partie contractante. Ces bureaux peuvent inclure du personnel commercial, opérationnel et technique, pouvant être composé de personnes transférées ou engagées sur place sous réserve des lois et règlements de l'autre Partie contractante.
2. Pour l'activité commerciale, le principe de la réciprocité est applicable. Les autorités compétentes de chaque Partie contractante accordent l'appui nécessaire à un bon fonctionnement des représentations des entreprises désignées de l'autre Partie contractante.
3. Chaque Partie contractante accorde aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante le droit de vendre directement et, à la discrétion des entreprises, par l'intermédiaire des agents autorisés, des titres de transport aérien sur son territoire. Les entreprises ont le droit de vendre de tels titres de transport, et toute personne sera libre d'acheter ces titres de transport, en devises de ce territoire ou, en devises librement convertibles d'autres pays, sous réserve des lois et règlements de l'autre Partie contractante.
4. Les entreprises désignées de l'une ou l'autre des Parties contractantes ont le droit de conclure des arrangements de commercialisation, notamment en matière de réservation de capacité et de partage de codes, ou d'autres arrangements commerciaux avec des entreprises désignées de l'une ou l'autre des Parties contractantes.
5. Les membres d'équipage de la ou des entreprises désignées de l'une ou de l'autre Partie contractante dans les services convenus doivent être des ressortissants de ladite Partie contractante. Si une entreprise désignée de l'une ou de l'autre Partie contractante souhaite employer des membres d'équipage d'une autre nationalité dans les services convenus, l'accord de l'autre Partie contractante doit être obtenu au préalable.

Art. 14 Conversion et transfert des recettes

Les entreprises désignées ont le droit de convertir et de transférer dans leur pays, au taux officiel en vigueur à la date du transfert, les excédents de recettes sur les dépenses locales en raison du transport de passagers, bagages, marchandises et courrier. Si le service des paiements entre les Parties contractantes est réglé par un accord spécial, celui-ci est applicable.

Art. 15 Tarifs

1. Chaque Partie contractante peut exiger que les tarifs pour les services aériens internationaux qui sont exploités en conformité avec le présent Accord soient notifiés ou soumis à ses autorités aéronautiques.
2. Les tarifs à appliquer par les entreprises désignées d'une Partie contractante sur les services visés par le présent Accord sont établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation, notamment des intérêts des usagers, du coût d'exploitation, des caractéristiques du service, des taux de commission,

d'un bénéfice raisonnable, des tarifs appliqués par les autres entreprises, et d'autres considérations commerciales relatives au marché.

3. Les autorités aéronautiques accorderont une attention particulière aux tarifs qui pourraient être inadmissibles parce qu'ils paraissent excessivement discriminatoires, indûment élevés ou restrictifs en raison de l'abus d'une position dominante, artificiellement bas en raison de subventions ou d'un appui directs ou indirects, ou encore prédateurs.

4. Les tarifs devront être déposés pour approbation soixante (60) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Les autorités aéronautiques auront le droit d'approuver ou de désapprouver les tarifs applicables au transport aller simple ou aller retour entre les territoires des deux Parties contractantes qui commence dans leur propre territoire. En cas de désapprobation, elles notifieront leur décision à l'autorité aéronautique de l'autre Partie contractante le plus tôt possible ou au plus tard dans les trente (30) jours suivant la réception du dépôt du tarif.

5. Aucune des autorités aéronautiques ne prend de dispositions unilatérales pour empêcher la mise en application de tarifs proposés ou le maintien de tarifs déjà en vigueur applicables au transport entre les territoires des deux Parties contractantes, qui commence sur le territoire de l'autre Partie.

6. Nonobstant le ch. 4 ci-dessus, lorsque les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre Partie contractante estiment qu'un tarif pour le transport vers son territoire entre dans les catégories décrites au ch. 3 ci-dessus, elles donnent un avis de désapprobation aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante le plus tôt possible ou au moins dans les trente (30) jours de la date de réception du tarif déposé.

7. Les autorités aéronautiques de chaque Partie contractante peuvent demander des consultations concernant tout tarif qui a fait l'objet d'un avis de désapprobation. De telles négociations ont lieu au plus tard soixante (60) jours après réception de la requête. Si les Parties contractantes parviennent à un accord, chaque Partie fait de son mieux pour le mettre en application. Si aucun accord n'est conclu, la décision de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le transport commence l'emporte.

Art. 16 Sauvegardes

1. Les Parties contractantes conviennent que les pratiques suivantes de la part d'entreprises de transport aérien peuvent être considérées comme des pratiques concurrentielles éventuellement déloyales qui peuvent mériter d'être examinées de plus près:

- a. l'imposition de tarifs sur des routes à des niveaux qui sont globalement insuffisants pour couvrir les coûts associés à la prestation des services auxquels ils se rapportent;
- b. l'ajout d'une capacité ou d'une fréquence de service excessives;
- c. les pratiques en question sont appliquées durablement et pas seulement de manière temporaire;

- d. les pratiques en question ont une incidence économique négative importante sur les entreprises désignées de l'autre Partie contractante ou leur causent de graves préjudices;
 - e. les pratiques en question traduisent une intention apparente, ou ont comme effet probable, de paralyser les entreprises désignées de l'autre Partie contractante, de les exclure ou de les évincer du marché; et
 - f. un comportement dénotant un abus de position dominante sur une route considérée.
2. Si les autorités aéronautiques d'une des Parties contractantes considèrent qu'une opération ou des opérations envisagées ou menées par les entreprises désignées par l'autre Partie contractante peuvent constituer un comportement concurrentiel déloyal selon les indicateurs cités au ch. 1, elles peuvent demander une consultation conformément à l'art. 19 du présent Accord en vue de résoudre le problème. Une telle demande sera accompagnée d'un avis sur les raisons de la demande, et la consultation commencera dans les trente (30) jours suivant la demande.
3. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à résoudre le problème par voie de consultations, l'une ou l'autre Partie contractante peut invoquer le mécanisme de règlement des différends prévu à l'art. 20 du présent Accord pour régler le différend.

Art. 17 Approbation des horaires

1. Chaque Partie contractante peut demander aux entreprises désignées par l'autre Partie contractante, qu'elles notifient aux autorités aéronautiques de la première Partie contractante les horaires envisagés au moins soixante (60) jours avant la mise en exploitation des services convenus. Elles feront de même pour toute modification significative de cet horaire.
2. Dans le cas de vols supplémentaires que les entreprises désignées d'une Partie contractante souhaitent assurer sur les services convenus en dehors de l'horaire approuvé, ces entreprises demanderont la permission préalable des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante. Cette demande sera normalement soumise au moins cinq (5) jours ouvrables avant l'exécution des vols.

Art. 18 Statistiques

Les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes se communiquent, sur demande, des statistiques périodiques ou d'autres renseignements analogues relatifs au trafic sur les services convenus.

Art. 19 Consultations

L'une ou l'autre Partie contractante peut, à tout moment, demander des consultations concernant la réalisation, l'interprétation, l'application ou la modification du présent Accord. De telles consultations, qui pourront avoir lieu entre les autorités aéronautiques, doivent toutefois commencer au plus tard dans un délai de soixante (60) jours à partir de la date à laquelle l'autre Partie contractante aura reçu la demande écrite, à moins que les Parties contractantes n'en soient convenues autrement. Chaque Partie

contractante doit préparer et présenter au cours de ces consultations des arguments pertinents à l'appui de sa position afin de faciliter des prises de décision fondées, rationnelles et économiques.

Art. 20 Règlement des différends

1. Si un différend survient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de la mise en oeuvre du présent Accord, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes chercheront tout d'abord à résoudre ce différend par voie de négociations.
2. Si les autorités aéronautiques des Parties contractantes ne parviennent pas à un règlement par négociation, le différend sera réglé par les voies diplomatiques.

Art. 21 Modifications

1. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes juge souhaitable de modifier une quelconque disposition du présent Accord, une telle modification entrera en vigueur dès que les Parties contractantes se seront notifiées l'accomplissement de leurs formalités légales.
2. Des modifications de l'Annexe du présent Accord peuvent être convenues directement entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes. Elles sont appliquées provisoirement dès le jour où elles auront été convenues et entrent en vigueur lorsqu'elles auront été confirmées par un échange de notes diplomatiques.
3. Dans le cas de la conclusion d'une convention générale multilatérale relative au transport aérien, à laquelle chacune des Parties contractantes deviendrait liée, le présent Accord serait amendé afin d'être rendu conforme aux dispositions de cette convention.

Art. 22 Dénonciation

1. Chaque Partie contractante peut à tout moment notifier par écrit à l'autre Partie contractante sa décision de mettre un terme au présent Accord. Cette notification est communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale.
2. L'Accord prend fin au terme d'une période d'horaire, étant entendu qu'un délai de douze (12) mois doit s'être écoulé après réception de la notification, à moins que la dénonciation ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période.
3. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre Partie contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date à laquelle l'Organisation de l'aviation civile internationale en aura reçu communication.

Art. 23 Enregistrement

Le présent Accord et tout amendement ultérieur sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Art. 24 Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification écrite par les voies diplomatiques, par laquelle les Parties contractantes se seront notifié l'accomplissement des exigences légales internes requises pour son entrée en vigueur.

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord du 12 novembre 1973 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif aux transports aériens civils sera abrogé.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Pékin, en double exemplaire le 1^{er} mars 2011 en langues allemande, chinoise et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence le texte anglais prévaut.

Pour le
Conseil fédéral suisse:

Blaise Godet

Pour le Gouvernement de la
République populaire de Chine:

Li Jiaxiang

Tableaux de routes

Tableau I

Routes sur lesquelles les entreprises désignées par la Suisse peuvent exploiter des services aériens dans l'une ou l'autre des directions:

Points de départ	Points intermédiaires	Points en Chine	Points au-delà de la Chine
Points en Suisse	1 point	3 points	1 point

Tableau II

Routes sur lesquelles les entreprises désignées par la République populaire de Chine peuvent exploiter des services aériens dans l'une ou l'autre des directions:

Points de départ	Points intermédiaires	Points en Suisse	Points au-delà de la Suisse
Points en Chine	Tous points	Tous points	Tous points

Notes

1. Les points intermédiaires et les points au-delà sur n'importe laquelle des routes spécifiées, peuvent, à la discrétion des entreprises désignées, être omis lors d'un ou de tous les vols, pourvu que les services convenus aient comme point d'origine ou de destination le territoire de la Partie contractante désignant l'entreprise de transport aérien.
2. Les droits de trafic de cinquième liberté seront convenus entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

No. 52772

**Switzerland
and
Lao People's Democratic Republic**

Agreement Between The Swiss Federal Council And The Government of the Lao People's Democratic Republic On Mutual Visa Exemption For Holders of Diplomatic, Official or Service Passports. Vientiane, 14 January 2015

Entry into force: *20 March 2015, in accordance with article 9*

Authentic texts: *English, French and Lao*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 July 2015*

**Suisse
et
République démocratique populaire lao**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République démocratique populaire lao sur la suppression réciproque de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou d'un passeport de service. Vientiane, 14 janvier 2015

Entrée en vigueur : *20 mars 2015, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *anglais, français et lao*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 6 juillet 2015*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT
Between
The Swiss Federal Council
And
The Government of the Lao People's Democratic Republic
On
Mutual Visa Exemption
For Holders of Diplomatic, Official or Service Passports

The Swiss Federal Council and The Government of the Lao People's Democratic Republic (hereinafter referred to as "the Parties"),

Guided by the common desire to facilitate travel between Switzerland and Laos for holders of diplomatic, official or service passports,

Desiring to strengthen mutual cooperation based on trust and solidarity,

Have agreed as follows;

Article 1

DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF

1. Nationals of either Party holding a national diplomatic, official or service passport, valid for at least 6 (six) months after the intended date of departure from the territory of the other Party and issued within the last 10 (ten) years, who are members of a diplomatic mission, a consular post or a permanent mission of their respective

Party to an organisation, with which a Headquarters Agreement has been concluded, may enter the territory of the other Party and stay there for the duration of their assignment without a visa. The sending Party shall notify the receiving Party in advance through diplomatic channels on the posting and function of the aforementioned persons.

2. Family members of the persons specified in paragraph 1 who are nationals of the sending Party and hold a valid national diplomatic, official or service passport shall benefit from the same facilities insofar as they live in the same household and are recognized by the receiving Party as family members entitled to stay with the person specified in paragraph 1.

Article 2

OTHER REASONS FOR TRAVELING

1. Nationals of either Party holding a national diplomatic, official or service passport valid for at least 6 (six) months after the intended date of departure from the territory of the other Party and issued within the last 10 (ten) years, who are not referred to in Article 1 paragraph 1, may enter and stay for a period not exceeding 90 (ninety) days per period of 180 (one hundred eighty) days or leave the territory of the other Party without a visa, providing they do not take up any employment, be it self-employment or otherwise, in the other Party.

2. The duration of stay on the territory of other Schengen Member States is included in the period of 90 (ninety) days specified in paragraph 1 of this article.

Article 3

COMPLIANCE WITH NATIONAL LEGISLATION

Nationals of either Party shall comply with the entry and stay regulations and the national legislation in force in the territory of the other Party throughout the duration of their stay.

Article 4

REFUSAL OF ENTRY

The competent authorities of either Party reserve the right to deny entry into or stay in the territory of their State to nationals of the other Party as specified in the Article 1 and 2 for reasons of protection of state security, public order, public health or other serious reasons.

Article 5

NOTIFICATION OF RELEVANT DOCUMENTS

1. The competent authorities of either Party shall exchange through diplomatic channels specimens of their respective passports within 30 (thirty) days from the date of the signing of this Agreement.

2. In the event of changes to their respective passports, the concerned Party shall send the other Party the new specimen, together with the information on their applicability, at least 30 (thirty) days before their introduction date.

Article 6

SETTLEMENT OF DISPUTES

1. The competent authorities of the Parties shall consult each other on any difficulties arising from the application or interpretation of this Agreement.

2. The Parties shall resolve through diplomatic channels any disputes arising from the application or interpretation of this Agreement.

Article 7

AMENDMENTS

Any amendment which has been agreed upon between the Parties shall be notified through diplomatic channels. They shall come into effect on the date of receipt of the second notification by which the Parties inform each other of the fulfillment of their relevant internal procedures.

Article 8

NON-AFFECTION CLAUSE

This Agreement shall not affect other obligations of the Parties arising under international agreements, in particular obligations arising from the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961 and the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963.

Article 9

DURATION OF VALIDITY AND ENTRY INTO FORCE

This Agreement is concluded for an indefinite period of time. It shall enter into force 30 (thirty) days after receipt of the last written notification, by which the Parties inform each other on the fulfillment of the relevant internal procedures.

Article 10

SUSPENSION

Each Party reserves the right to suspend the provisions of this Agreement, in whole or in part, for reasons of protection of state security, public order, public health or other serious reasons. The decision on suspension shall be notified to the other Party through diplomatic channels not later than 48 (forty-eight) hours before it takes effect. The Party that has suspended the application of this Agreement shall immediately inform the other Party once the reasons for suspension no longer exist.

Article 11

TERMINATION

Each Party may, at any time, notify the other Party through diplomatic channels of its decision to terminate this Agreement. The validity of this Agreement shall terminate 30 (thirty) days after receipt of the notification by the other Party.

Done in Vientiane, on 14 January 2015, in duplicate in the Lao, French and English languages, all texts being equally authentic. In case of differences in interpretation, the English text shall be used.

For the

Swiss Federal Council

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Burger', with a stylized, cursive script.

Christoph BURGNER

Ambassador

For the Government of the

Lao People's Democratic Republic

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Saleumxay', with a stylized, cursive script.

Saleumxay KOMMASITH

Vice-Minister

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

entre

le Conseil Fédéral Suisse

et

Le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao

sur

la suppression réciproque de l'obligation de visa

**pour les titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou
d'un passeport de service**

Le Conseil Fédéral Suisse le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao et (ci-après dénommés « Parties »),

dans l'intention de faciliter la circulation entre la Suisse et le Laos des titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou d'un passeport de service,

désireux de renforcer de manière réciproque une collaboration fondée sur la confiance et la solidarité,

conviennent des dispositions suivantes :

Article 1

PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

1. Les ressortissants de chaque Partie titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou d'un passeport de service national valable émis au cours des 10 (dix) dernières années et dont la durée de validité s'étend au moins 6 (six) mois au-delà de la date souhaitée de départ du territoire de l'autre Partie, qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une mission permanente de leur Partie respective auprès d'une organisation avec laquelle un accord de siège a été conclu, peuvent entrer sur le territoire de l'autre Partie ou y séjourner pendant la durée de leurs fonctions sans visa. La Partie accréditante notifie préalablement, par la voie diplomatique, à la Partie accréditaire le poste et la fonction des personnes susmentionnées.

2. Les membres de la famille des personnes spécifiées au paragraphe 1 bénéficient des mêmes facilités, pour autant qu'ils soient ressortissants de la Partie accréditante et titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou d'un passeport de service national valable, qu'ils fassent ménage commun avec elles et que la Partie accréditaire leur reconnaisse le statut de membres de la famille autorisés à séjourner avec les personnes visées au paragraphe 1.

Article 2

AUTRES RAISONS DE VOYAGER

1. Les ressortissants de chaque Partie titulaires d'un passeport diplomatique, d'un passeport officiel ou d'un passeport de service national valable émis au cours des 10 (dix) dernières années et dont la durée de validité s'étend au moins 6 (six) mois au-delà de la date souhaitée de départ du territoire de l'autre Partie, qui ne sont pas visés par le paragraphe 1 de l'article 1, n'ont pas besoin de visa pour entrer sur le territoire de l'autre Partie, y séjourner jusqu'à 90 (nonante) jours par période de 180 (cent quatre-vingts) jours ou en sortir, dans la mesure où ils n'y exercent pas d'activité lucrative indépendante ou salariée.

2. La durée de séjour sur le territoire d'autres Etats membres de Schengen est comprise dans la période de 90 (nonante) jours spécifiée au paragraphe 1 du présent article.

Article 3

CONFORMITE A LA LEGISLATION NATIONALE

Les ressortissants de chaque Partie sont tenus de se conformer aux prescriptions légales concernant l'entrée et le séjour, ainsi qu'à la législation nationale en vigueur sur le territoire de l'autre Partie pendant leur séjour.

Article 4

REFUS D'ENTREE

Les autorités compétentes de chaque Partie se réservent le droit de refuser l'entrée ou le séjour sur le territoire de leur Etat respectif aux ressortissants de l'autre Partie visés aux articles 1 et 2 du présent Accord pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre public, de santé publique ou pour d'autres raisons graves.

Article 5

NOTIFICATION DES DOCUMENTS PERTINENTS

1. Les autorités compétentes de chaque Partie se transmettent mutuellement, par voie diplomatique, des spécimens de leurs passeports dans les 30 (trente) jours suivant la signature du présent Accord.

2. En cas de changement fait par l'une des Parties dans les passeports émis, cette Partie transmet à l'autre Partie les nouveaux spécimens, ainsi que toutes les informations pertinentes relatives à leur utilisation, au moins 30 (trente) jours avant leur mise en circulation.

Article 6

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Les autorités compétentes des Parties se consultent sur les difficultés pouvant découler de l'application ou de l'interprétation du présent Accord.

2. Les Parties règlent par la voie diplomatique tout différend découlant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord.

Article 7

MODIFICATIONS

Toute modification convenue entre les deux Parties est notifiée par voie diplomatique. Les modifications entrent en vigueur à la date de réception de la seconde notification par laquelle les Parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures internes requises à cette fin.

Article 8

CLAUSE DE NON-INCIDENCE

Le présent Accord n'affecte pas les obligations des Parties découlant des conventions internationales auxquelles elles sont parties, en particulier la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires.

Article 9

DUREE DE VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur 30 (trente) jours après la date de réception de la dernière notification écrite par laquelle les Parties s'informent de l'accomplissement des procédures internes requises à cette fin.

Article 10

SUSPENSION

Chaque Partie se réserve le droit de suspendre l'application de tout ou partie des dispositions du présent Accord pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre public, de santé publique ou pour d'autres raisons graves. Une telle décision doit être notifiée, par voie diplomatique, à l'autre Partie au moins 48 (quarante-huit) heures avant de prendre effet. La Partie qui a suspendu l'application du présent Accord informe immédiatement l'autre Partie dès que les raisons ayant motivé la suspension n'existent plus.

Article 11

DENONCIATION

Chaque Partie peut, à tout moment, notifier à l'autre Partie, par la voie diplomatique, sa décision de dénoncer le présent Accord. L'Accord prend fin 30 (trente) jours après réception de la notification par l'autre Partie.

Fait à Vientiane , le 14 Janvier 2015 , en deux exemplaires, en lao, en français et en anglais, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour

le Conseil Fédéral Suisse

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'BURGENER', with a stylized, flowing script.

Christoph BURGENER

Ambassadeur

Pour le Gouvernement de

la République Démocratique Populaire Lao

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'KOMMASITH', with a stylized, flowing script.

Saleumxay KOMMASITH

Vice-Ministre

[LAO TEXT – TEXTE LAO]

ສັນຍາ

ລະຫວ່າງ

ລັດຖະບານ ແຫ່ງ ສະມາພັນທະລັດ ສະວິດ

ແລະ

ລັດຖະບານ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ

ວ່າດ້ວຍ

ການຍົກເວັ້ນວິຊາສໍາລັບຜູ້ທີ່ຖືຫຼັງສືຜ່ານແດນການທູດ ຫຼື ຫຼັງສືຜ່ານແດນລັດຖະການ

ລັດຖະບານ ແຫ່ງ ສະມາພັນທະລັດ ສະວິດ ແລະ ລັດຖະບານ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ ຕໍ່ຈາກນີ້ເອີ້ນວ່າ “ ຄູ່ສັນຍາ ”,

ດ້ວຍຄວາມປາຖະໜາຮ່ວມກັນເພື່ອອໍານວຍຄວາມສະດວກໃຫ້ແກ່ການເດີນທາງ ລະຫວ່າງ ສະວິດເຊີແລນ ແລະ ສປປ ລາວ ຂອງຜູ້ຖືຫຼັງສືຜ່ານແດນການທູດ ຫຼື ຫຼັງສືຜ່ານແດນລັດຖະການ,

ເພື່ອຜັນປະໂຫຍດໃນການເສີມຂະຫຍາຍການຮ່ວມມືນຳກັນ ບົນພື້ນຖານແຫ່ງຄວາມໄວ້ວາງໃຈ ແລະ ຄວາມສາມັກຄີ,

ໄດ້ຕົກລົງກັນດັ່ງຕໍ່ໄປນີ້:

ມາດຕາ 1

ພະນັກງານຂອງສໍານັກງານການທູດ ແລະ ພະນັກງານຂອງສະຖານກົງສຸນ

1. ຄົນສັນຊາດຂອງຄູ່ສັນຍາຝ່າຍໜຶ່ງ ທີ່ຖືຫຼັງສືຜ່ານແດນການທູດ ຫຼື ຫຼັງສືຜ່ານແດນລັດຖະການ ທີ່ມີອາຍຸການນໍາໃຊ້ໄດ້ຢ່າງໜ້ອຍ 6 (ຫົກ) ເດືອນ ທີ່ອອກໃຫ້ໂດຍມີອາຍຸບໍ່ເກີນ 10 (ສິບ) ປີ ນັບແຕ່ມີອອກເອກະສານເຖິງມື້ອອກເດີນທາງ ສໍາລັບພະນັກງານຂອງສໍານັກງານການທູດ, ສະຖານກົງສຸນ ຫລື ສໍານັກງານຜູ້ຕາງໜ້າຖາວອນຂອງຄູ່ສັນຍາໜຶ່ງ ທີ່ມີສັນຍາໃນການສ້າງຕັ້ງສໍານັກງານປະຈຳດິນແດນຂອງແຕ່ລະຄູ່ສັນຍາ ສາມາດເດີນທາງ

ເຂົ້າດິນແດນຂອງກັນ ແລະ ກັນ ໂດຍບໍ່ຈຳເປັນຕ້ອງມີວີຊາໃນໄລຍະເວລາທີ່ປະຈຳການ. ຄູ່ສັນຍາຝ່າຍທີ່ສົ່ງຕ້ອງໄດ້ແຈ້ງໃຫ້ຄູ່ສັນຍາຝ່າຍທີ່ຮັບ ຊາບລ່ວງໜ້າຜ່ານທາງການທຸດ ກ່ຽວກັບການ ໄປປະຈຳການ ແລະ ໜ້າທີ່ຮັບຜິດຊອບຂອງບຸກຄົນທີ່ກ່າວມາຂ້າງເທິງ.

2. ສະມາຊິກຄອບຄົວທີ່ເປັນຄົນສັນຊາດຂອງຄູ່ສັນຍາຝ່າຍທີ່ສົ່ງຕາມທີ່ລະບຸໄວ້ໃນວັກໜຶ່ງ ທີ່ຖືກສົ່ງສື່ຜ່ານແດນການທຸດ ຫຼື ຫຼັກສື່ຜ່ານແດນລັດຖະການ ທີ່ອາໄສຢູ່ໃນຄອບຄົວດຽວກັນ ແລະ ຄູ່ສັນຍາຝ່າຍທີ່ຮັບກໍຮັບຮູ້ວ່າ ແມ່ນສະມາຊິກຂອງບຸກຄົນທີ່ລະບຸໄວ້ໃນວັກໜຶ່ງ ກໍຈະໄດ້ຮັບຄວາມສະດວກເຊັ່ນກັນ.

ມາດຕາ 2

ເຫດຜົນອື່ນໃນການເດີນທາງ

1. ຄົນສັນຊາດຂອງຄູ່ສັນຍາຝ່າຍໜຶ່ງ ທີ່ຖືກສົ່ງສື່ຜ່ານແດນການທຸດ ຫຼື ຫຼັກສື່ຜ່ານແດນລັດຖະການ ທີ່ມີອາຍຸນຳໃຊ້ໄດ້ຢ່າງໜ້ອຍ 6 (ຫົກ) ເດືອນ ທີ່ອອກໃຫ້ໂດຍມີອາຍຸບໍ່ເກີນ 10 (ສິບ) ປີ ນັບແຕ່ມີອອກເອກະສານເຖິງມີອອກເດີນທາງ ຊຶ່ງແມ່ນບຸກຄົນທີ່ບໍ່ໄດ້ລະບຸໄວ້ໃນມາດຕາ 1 ວັກ 1 ສາມາດເດີນທາງເຂົ້າ-ອອກ ແລະ ພັກເຊົາຢູ່ໃນດິນແດນຂອງຄູ່ສັນຍາໄດ້ໃນໄລຍະເວລາບໍ່ເກີນ 90 (ເກົ້າສິບ) ວັນ ຂອງໄລຍະເວລາ 180 (ຮ້ອຍແປດ ສິບ) ວັນ ໂດຍບໍ່ຈຳເປັນຕ້ອງມີວີຊາ ແຕ່ບຸກຄົນດັ່ງກ່າວຈະບໍ່ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໃຫ້ໄປເຮັດວຽກຫາລາຍໄດ້ ຫລື ການດຳເນີນທຸລະກິດໃດໜຶ່ງໃນປະເທດຂອງຄູ່ສັນຍາ.

2. ໄລຍະເວລາການພັກເຊົາໃນດິນແດນຂອງບັນດາສະມາຊິກລັດເຊິງເກີນ (Schengen Member States) ກໍ່ແມ່ນລວມຢູ່ໃນກຳນົດ 90 (ເກົ້າສິບ) ວັນ ຕາມທີ່ໄດ້ກຳນົດໄວ້ໃນວັກ 1 ຂອງມາດຕານີ້.

ມາດຕາ 3

ການປະຕິບັດຕາມກົດລະບຽບພາຍໃນ

ຄົນສັນຊາດຄູ່ສັນຍາຝ່າຍໜຶ່ງ ຈະຕ້ອງປະຕິບັດຕາມກົດລະບຽບ ກ່ຽວກັບການເດີນທາງເຂົ້າປະເທດ, ການພັກເຊົາ ແລະ ກົດໝາຍພາຍໃນຕ່າງໆ ທີ່ມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ ໃນໄລຍະທີ່ພັກເຊົາຢູ່ໃນປະເທດຂອງຄູ່ສັນຍາ.

ມາດຕາ 4

ການປະຕິເສດໃນການເດີນທາງເຂົ້າ

ເຈົ້າໜ້າທີ່ ທີ່ມີອຳນາດຂອງຄູສັນຍາຝ່າຍໜຶ່ງ ສະຫງວນສິດໃນການປະຕິເສດການເດີນທາງເຂົ້າ ຫລື ການອະນຸຍາດຝັກເຊົາ ຕໍ່ຄົນສັນຊາດຂອງອົກຄູສັນຍາໜຶ່ງທີ່ກຳນົດໄວ້ໃນມາດຕາ 1 ແລະ ມາດຕາ 2 ດ້ວຍເຫດຜົນທາງດ້ານການປົກປ້ອງຄວາມໝັ້ນຄົງແຫ່ງລັດ, ຄວາມເປັນລະບຽບຮຽບຮ້ອຍທາງດ້ານສັງຄົມ, ເຫດຜົນທາງດ້ານສາທາລະນະສຸກ ແລະ ເຫດຜົນທີ່ຈຳເປັນອື່ນໆ.

ມາດຕາ 5

ການແຈ້ງໃຫ້ກັນຊາບກ່ຽວກັບເອກະສານທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ

1. ເຈົ້າໜ້າທີ່ ທີ່ມີອຳນາດຂອງຄູສັນຍາຈະຕ້ອງແລກປ່ຽນແບບຢ່າງໜັງສືຜ່ານແດນຊຶ່ງກັນ ແລະ ກັນ ໂດຍຜ່ານທາງການທຸດ ພາຍໃນ 30 (ສາມສິບ) ວັນ ເລີ່ມແຕ່ວັນທີ່ສັນຍາສະບັບນີ້ມີຜົນບັງຄັບໃຊ້.
2. ໃນກໍລະນີທີ່ມີການປ່ຽນແປງຮູບແບບໜັງສືຜ່ານແດນ, ຄູສັນຍາແຕ່ລະຝ່າຍຈະຕ້ອງສົ່ງຕົວຢ່າງໜັງສືຜ່ານແດນແບບໃໝ່ ພ້ອມດ້ວຍຂໍ້ມູນກ່ຽວກັບການນຳໃຊ້ຕ່າງໆ ໃຫ້ອົກຝ່າຍຊາບລ່ວງໜ້າ 30 (ສາມສິບ) ວັນ ກ່ອນໜັງສືຜ່ານແດນດັ່ງກ່າວຈະຖືກນຳໃຊ້.

ມາດຕາ 6

ການແກ້ໄຂຂໍ້ຂັດແຍ່ງ

1. ເຈົ້າໜ້າທີ່ ທີ່ມີອຳນາດຂອງຄູສັນຍາ ຈະຕ້ອງປຶກສາຫາລືກັນໃນກໍລະນີທີ່ມີຄວາມຫຍຸ້ງຍາກ ກ່ຽວກັບການນຳໃຊ້ ແລະ ການຕີຄວາມໝາຍສັນຍາສະບັບນີ້.
2. ຄູສັນຍາຈະຕ້ອງແກ້ໄຂຂໍ້ຂັດແຍ່ງຕ່າງໆທີ່ເກີດຂຶ້ນ ຈາກການນຳໃຊ້ ຫລື ການຕີຄວາມໝາຍສັນຍາສະບັບນີ້ ໂດຍຜ່ານທາງການທຸດ.

ມາດຕາ 7

ການດັດແກ້ສັນຍາ

ທຸກໆກໍລະນີ ໃນການດັດແກ້ສັນຍາທີ່ຄູ່ສັນຍາເຫັນດີນຳກັນ ຈະແຈ້ງໃຫ້ກັນຊາບ ໂດຍຜ່ານທາງການທຸດ ແລະ ຈະມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ນັບແຕ່ວັນທີທີ່ໄດ້ຮັບຈົດໝາຍສະບັບທີ 2 ທີ່ຄູ່ສັນຍາຝ່າຍໜຶ່ງໄດ້ແຈ້ງໃຫ້ກັນຊາບ ກ່ຽວກັບການສຳເລັດຂັ້ນຕອນພາຍໃນທີ່ຈຳເປັນຂອງແຕ່ລະຄູ່ສັນຍາ.

ມາດຕາ 8

ຂໍ້ຍົກເວັ້ນ

ສັນຍາສະບັບນີ້, ຈະບໍ່ມີຜົນກະທົບຕໍ່ຜົນທະຕ່າງໆຂອງຄູ່ສັນຍາພາຍໃຕ້ກົດໝາຍສາກົນ ໂດຍສະເພາະແມ່ນຜົນທະພາຍໃຕ້ສົນທິສັນຍາກຸງວຽນ ວ່າດ້ວຍ ການພົວພັນການທຸດ 18 ເມສາ 1961 ແລະ ສົນທິສັນຍາກຸງວຽນ ວ່າດ້ວຍ ການພົວພັນທາງກົງສຸນ 24 ເມສາ 1963.

ມາດຕາ 9

ໄລຍະເວລາ ແລະ ການມີຜົນບັງຄັບໃຊ້

ສັນຍາສະບັບນີ້, ມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ໂດຍບໍ່ມີກຳນົດ ແລະ ຈະມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ 30 (ສາມສິບ) ວັນ ນັບຈາກວັນທີທີ່ໄດ້ຮັບຈົດໝາຍແຈ້ງຕອບສະບັບສຸດທ້າຍ ທີ່ຄູ່ສັນຍາໄດ້ແຈ້ງໃຫ້ກັນຊາບເປັນລາຍລັກອັກສອນ ກ່ຽວກັບການສຳເລັດຂັ້ນຕອນທາງກົດໝາຍທີ່ຈຳເປັນພາຍໃນປະເທດຕົນ.

ມາດຕາ 10

ການໃຈ

ຄູ່ສັນຍາແຕ່ລະຝ່າຍ ສະຫງວນສິດໃນການໃຈຂໍ້ກຳນົດບາງສ່ວນ ຫລື ທັງໝົດຂອງສັນຍາສະບັບນີ້ ດ້ວຍເຫດຜົນໃນການປົກປ້ອງຄວາມໝັ້ນຄົງແຫ່ງລັດ, ຄວາມເປັນລະບຽບຮຽບຮ້ອຍທາງສັງຄົມ, ເຫດຜົນທາງດ້ານສາທາລະນະສຸກ ແລະ ເຫດຜົນທີ່ຈຳເປັນອື່ນໆ. ການໃຈດັ່ງກ່າວຈະຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ຄູ່ສັນຍາອີກຝ່າຍໜຶ່ງຊາບ ໂດຍຜ່ານທາງການທຸດ ບໍ່ໃຫ້ເກີນ 48 (ສີ່ສິບແປດ) ຊົ່ວໂມງ ກ່ອນຈະມີຜົນບັງຄັບໃຊ້. ຄູ່ສັນຍາທີ່ໃຈການນຳໃຊ້ສັນຍາສະບັບນີ້ ຈະຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ຄູ່ສັນຍາຝ່າຍໜຶ່ງຊາບທັນທີ ໃນເມື່ອເງື່ອນໄຂໃນການໃຈສັນຍາໝົດໄປ.

ມາດຕາ 11

ການຍົກເລີກ

ຄູ່ສັນຍາສາມາດຍົກເລີກສັນຍາສະບັບນີ້ໄດ້ທຸກເວລາ ໂດຍແຈ້ງໃຫ້ກັນຊາບຜ່ານທາງການທຸດ ແລະ ການຍົກເລີກສັນຍາສະບັບນີ້ຈະມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ພາຍໃນ 30 (ສາມສິບ) ວັນ ພາຍຫລັງທີ່ໄດ້ຮັບການແຈ້ງຈາກຄູ່ສັນຍາຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງ.

ເຮັດທີ່ນະຄອນຫລວງວຽງຈັນ, ວັນທີ 14 ມັງກອນ 2015, ເປັນສອງສະບັບຕົ້ນ, ພາສາລາວ, ພາສາຝະລັ່ງ ແລະ ພາສາອັງກິດ, ທຸກສະບັບມີຄຸນຄ່າເທົ່າທຽມກັນ, ໃນກໍລະນີທີ່ມີການຕີຄວາມໝາຍທີ່ແຕກຕ່າງກັນ ສະບັບພາສາອັງກິດຈະໃຊ້ເປັນບ່ອນອີງ.

ຕາງໜ້າລັດຖະບານ ແຫ່ງ

ສະມາພັນທະລັດ ສະວິດ.



ຄຼີສຕົບ ເບີເກີເນີ

ເອກອັກຄະລັດຖະທູດ

ຕາງໜ້າລັດຖະບານ ແຫ່ງ

ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ.



ສະເຫລີມໄຊ ກົມມະສິດ

ລັດຖະມົນຕີຊ່ວຍວ່າການ

No. 52773

**Switzerland
and
Saudi Arabia**

Agreement between the Swiss Federal Council and the Kingdom of Saudi Arabia relating to scheduled air services (with annex). Jeddah, 4 July 2009

Entry into force: *5 February 2015 by notification, in accordance with article 24*

Authentic texts: *Arabic, English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 July 2015*

**Suisse
et
Arabie saoudite**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Royaume d'Arabie saoudite relatif aux services aériens réguliers (avec annexe). Djeddah, 4 juillet 2009

Entrée en vigueur : *5 février 2015 par notification, conformément à l'article 24*

Textes authentiques : *arabe, anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 6 juillet 2015*

ملحق *

جدول الطرق

القسم الأول :

للناقلة التي يعينها (المجلس الفيدرالي السويسري)

نقاط فيما وراء	نقاط في المملكة العربية السعودية	نقاط متوسطة	نقاط في سويسرا
نقطتان	الدمام، جدة، الرياض	نقطتان	

القسم الثاني :

للناقلة التي تعينها حكومة المملكة العربية السعودية :

نقاط فيما وراء	نقاط في المملكة العربية السعودية	نقاط متوسطة	نقاط في المملكة العربية السعودية
نقطتان	بازل، جنيف، زيورخ	نقطتان	

القسم الثالث :

ملحوظات على جدول الطرق التي ستشغل بموجبها خدمات النقل الجوي بوساطة الخطوط التي عينها كل طرف متعاقد:

1- لا يجوز ممارسة الحرية الخامسة لحقوق الحركة الجوية بين النقاط المتوسطة أو فيما وراءها ، ما لم يتوصل إلى اتفاق في هذا الشأن بين الطرفين المتعاقدين .

2- يجوز للخطوط الجوية المعينة بوساطة أي من الطرفين المتعاقدين أن تحذف أي نقطة محددة في جدول الطرق ، سواء أكانت هذه النقطة متوسطة أو فيما وراء أي من رحلاتها أو فيما وراء جميع رحلاتها، بشرط أن تبدأ الخدمة أو تنتهي في إقليم الطرف المتعاقد المعين لخطوط الطيران.

* Published as submitted -- Publié tel que soumis.

المادة الرابعة والعشرون أحكام ختامية

- 1- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ من تاريخ آخر إشعار عبر القنوات الدبلوماسية من أحد الطرفين المتعاقدين للطرف المتعاقد الآخر بأنه قد استكمل الإجراءات الدستورية اللازمة طبقاً للأنظمة والقوانين المعمول بها في هذا الشأن.
 - 2- تلغي هذه الاتفاقية من تاريخ نفاذها اتفاقية الطيران الثنائي بين المملكة العربية السعودية وحكومة سويسرا المتعلقة بالخدمات الجوية الموقعة في 9 يونيو 1965م.
 - 3- يعد ملحق جدول الطرق جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.
وبناءً عليه قام الموقعان أدناه بتفويض من حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.
حررت هذه الاتفاقية في مدينة جدة في يوم السبت 11 / 7 / 1430 هجري الموافق 4 / 7 / 2009 ميلادي ، من نسختين أصليتين باللغات العربية والإنجليزية والألمانية وتعد جميع النصوص متساوية في الحجية وفي حالة الاختلاف في التفسير يرجح النص الذي باللغة الإنجليزية .
- عن المجلس الفيدرالي السويسري
السعودية
- عن حكومة المملكة العربية


Mrs. Damer

السيد/ مورييس دارير

رحيمي

سفير سويسرا لدى المملكة العربية السعودية
المدني

المهندس/ عبدالله بن محمد نور


رئيس الهيئة العامة للطيران

مجلس منظمة الطيران المدني الدولي أن يختار محكم الطرف الثاني أو المحكم المرجح (الثالث) ليرأس هيئة التحكيم ، بشرط أن يكون المحكم المرجح المختار من دولة تربطها علاقات دبلوماسية بكلا الطرفين المتعاقدين وقت التعيين.

4 – إن امتنع رئيس مجلس منظمة الطيران المدني الدولي عن اختيار المحكم الآخر أو المحكم المرجح (الثالث) أو كان يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو أنه اختار شخصاً لا تنطبق عليه الشروط السابقة - يوكل أمر الاختيار إلى نائب رئيس مجلس منظمة الطيران المدني الدولي. فإن امتنع عن القيام بذلك ، أو كان يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين ، فيتم التعيين عندئذ بواسطة أحد كبار الأعضاء في المجلس على ألا يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين.

5 – وفقاً لشروط التحكيم التي يتفق عليها الطرفان المتعاقدان ، تحدد هيئة التحكيم الإجراءات التي ستتبع أثناء عملية التحكيم ، ومكان التحكيم.

6 – تعد قرارات هيئة التحكيم ملزمة للطرفين المتعاقدين.

7 – يتحمل الطرفان المتعاقدان رسوم التحكيم ومصاريفه بالتساوي ، وغير ذلك من النفقات المترتبة نتيجة اللجوء إلى مجلس منظمة الطيران المدني الدولي أو بسببه. بحسب ما أشير إليه في الفقرة (3) من هذه المادة.

المادة الثالثة والعشرون التسجيل لدى منظمة الطيران المدني

تسجل هذه الاتفاقية وأي تعديل يطرأ عليها مستقبلاً لدى منظمة الطيران المدني الدولي.

المادة الثانية والعشرون تسوية النزاعات

- 1 - عند نشوء نزاع بين الطرفين المتعاقدين يتعلق بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية وملحقها ، يلتزم الطرفان المتعاقدان بتسويته أولاً عن طريق التفاوض.
- 2 - إذا فشل الطرفان المتعاقدان في الوصول إلى تسوية بينهما عن طريق التفاوض ، يتفق الطرفان على عرض النزاع على شخص أو هيئة لتقديم رأي استشاري من أجل التوفيق بينهما.
- 3 - إن لم يتم التوصل إلى تسوية من خلال الفقرتين (1) و (2) ، يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين، وفقاً لأنظمتهم ولوائحه ذات العلاقة، أن يطلب إحالة الموضوع محل النزاع إلى التحكيم بوساطة هيئة تتكون من ثلاثة محكمين يختار كل طرف محكماً عنه خلال مدة أقصاها (60) ستون يوماً من تاريخ تسلم أي من الطرفين المتعاقدين إشعاراً - عن طريق القنوات الدبلوماسية من الطرف المتعاقد الآخر بطلب عرض النزاع والفصل فيه عن طريق التحكيم. وعلى المحكمين اللذين اختارهما الطرفان أن يتفقا على اختيار محكم مرجح يرأس هيئة التحكيم خلال مدة أقصاها (60) ستون يوماً من تاريخ آخر تعيين لمحكمي الطرفين، فإن لم يعين أي من الطرفين المتعاقدين محكماً عنه خلال المدة المحددة أعلاه ، أو إن لم يتفق المحكمان اللذان اختارهما الطرفان على تعيين المحكم المرجح (الثالث) - بحسب ما يقتضيه الحال - ليرأس هيئة التحكيم ، خلال المدة المحددة يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب من رئيس

المادة الحادية والعشرون إنهاء الاتفاقية

1 - يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين إنهاء هذه الاتفاقية في أي وقت بموجب إشعار مكتوب يسلم إلى الطرف المتعاقد الآخر عبر القنوات الدبلوماسية على أن يبلغ الإشعار في الوقت نفسه إلى منظمة الطيران المدني الدولي.

2 - وفي هذه الحالة تنتهي الاتفاقية خلال (12) اثني عشر شهراً من تاريخ تسلم الطرف المتعاقد الآخر للإشعار، ما لم يُسحب - باتفاق مشترك - قبل انتهاء هذه المدة. وإن لم يقر الطرف المتعاقد الآخر بتسلمه الإشعار فإنه يعد متسلماً بعد أربعة عشر (14) يوماً من تسلم منظمة الطيران المدني الدولي له.

المادة التاسعة عشرة التشاور والتعديل

- 1 - تعزيزاً للتعاون يقوم الطرفان المتعاقدان أو سلطات الطيران التابعة لهما بالتشاور فيما بينهما من وقت إلى آخر ؛ للتأكد من تطبيق أحكام هذه الاتفاقية وملحقها والالتزام بها. على أن يبدأ التشاور خلال (60) ستين يوماً من تاريخ الطلب .
- 2 - التعديلات المتعلقة بأحكام هذه الاتفاقية ، يتفق عليها بين الطرفين المتعاقدين. وأي تعديل يتفق عليه يصبح ساري المفعول عند تأكيده عن طريق تبادل المذكرات الدبلوماسية بعد إكمال الإجراءات القانونية أو غير ذلك من الإجراءات المطلوبة.
- 3 - التعديلات المتعلقة بأحكام جدول الطرق الملحق بهذه الاتفاقية يتفق عليها بين سلطات الطيران المدني لدى كل من الطرفين المتعاقدين وتصبح هذه التعديلات سارية المفعول بمجرد موافقة سلطات الطيران المدني لدى كل من الطرفين المتعاقدين.

المادة العشرون التطابق مع الاتفاقيات الدولية

يتم تعديل هذه الاتفاقية وملحقها بحيث تتماشى مع أي معاهدات أو اتفاقيات متعددة الأطراف تكون ملزمة للطرفين المتعاقدين.

ج- حماية الخطوط الجوية من التعريف المنخفضة بصورة مصطنعة نتيجة للمساعدة أو الدعم الحكومي المباشر أو غير المباشر.

5 - إذا نشأ أي خلاف بين الناقلتين اللتين عينهما الطرفان المتعاقدان من جراء أي ممارسة تنافسية غير عادلة في السوق تتعلق بتطبيق التعريف ، فعندها يخضع هذا الخلاف للتسوية وفقاً لأحكام المادة (الثانية والعشرين) من هذه الاتفاقية.

المادة الثامنة عشرة التأجير

1- يجوز لأي طرف متعاقد منع استخدام أي طائرة مستأجرة لتقديم الخدمة بموجب هذه الاتفاقية إن لم تلتزم بما تنص عليه هذه الاتفاقية بالنسبة لسلامة الطيران بموجب المادة (الثانية عشرة) وبالنسبة لأمن الطيران بموجب المادة (الرابعة عشرة) .

2- وفقاً للفقرة (1) أعلاه يجوز لأي خطوط جوية معينة من أي من الطرفين المتعاقدين استخدام أي طائرة (أو طائرة وطاقمها) مستأجرة من أي شركة، بما في ذلك الخطوط الجوية الأخرى، بشرط ألا ينتج عن ذلك ممارسة الخطوط الجوية المؤجرة لحقوق لا تملكها .

المادة السابعة عشرة التعريف

- 1 - تكون التعريف المقررّة التي ستستوفى من أي خطوط طيران من أحد الطرفين المتعاقدين على الخدمات المتفق عليها - ضمن الحدود المعقولة ، مع مراعاة جميع العناصر ذات العلاقة ، بما فيها تكلفة التشغيل ، والربح المعقول ، ومميزات الخدمة ، وتعريف خطوط الطيران الأخرى التي تشغل خدمات منتظمة على كل الخط المعني أو جزء منه.
- 2 - تتفق خطوط الطيران التي عينها الطرفان المتعاقدان (إذا أمكن) على التعريف - المشار إليها في الفقرة (1) من هذه المادة - على أساس قوى العرض والطلب في السوق.
- 3 - تقدم التعريف المطبقة إلى سلطات الطيران المدني المختصة لدى الطرفين المتعاقدين لأغراض التسجيل ولتدخل السلطات في حالة نشوء أي ممارسة تنافسية غير عادلة في السوق.
- 4 - دون تقييد لتطبيق أنظمة حماية المستهلك والمنافسات العامة ، يجب أن يقتصر تدخل الطرف المتعاقد فقط على الحالات التالية:
 - أ- منع التعريف أو الممارسات التمييزية غير المعقولة.
 - ب- حماية المستهلكين والعملاء من التعريف المرتفعة بصورة غير معقولة أو المقيدة نظراً لاستغلال وضع مسيطر أو نتيجة لممارسات متفق عليها بين شركات النقل الجوي.

المادة السادسة عشرة
المسافرون المرفوض دخولهم والمسافرون
بلا وثائق والمبعدون

- 1- يوافق الطرفان المتعاقدان على اتخاذ ضوابط رقابية فعالة عند الحدود.
- 2- يوافق الطرفان المتعاقدان على تطبيق المعايير والممارسات الموصى بها في الملحق التاسع (التسهيلات) من المعاهدة، الخاص بالمسافرين المرفوض دخولهم وغير الحاملين لوثائق والمبعدين، لتعزيز التعاون في مكافحة الهجرة غير الشرعية.
- 3- بموجب الأهداف أعلاه يوافق الطرفان المتعاقدان على إصدار أو قبول - بحسب ما يقتضيه الحال - الرسالة الخاصة بوثائق السفر المزيفة أو المزورة أو وثائق السفر الأصلية التي يبرزها المحتالون، الواردة في الملحق التاسع (ب) من المعاهدة، وذلك عند قيامه باتخاذ إجراء بموجب الفقرات الواردة في الفصل الثالث من الملحق الخاصة بمصادرة وثائق السفر المزورة.

المادة الخامسة عشرة أمن وثائق السفر

- 1 - يوافق كل من الطرفين المتعاقدين على اعتماد إجراءات لضمان أمن الجوازات ووثائق السفر الأخرى.
- 2 - يوافق كل من الطرفين المتعاقدين على اتخاذ الإجراءات الرقابية على الإصدار والتحقق من الاستخدام الشرعي للجوازات ووثائق السفر الأخرى ووثائق إثبات الهوية التي يصدرها أو تصدر بالنيابة عن ذلك الطرف المتعاقد.
- 3 - يوافق كل من الطرفين المتعاقدين أيضاً على اتخاذ أو تحسين الإجراءات اللازمة لضمان أن وثائق السفر وإثبات الهوية التي يصدرها تكون على درجة من الجودة بحيث لا يمكن إساءة استخدامها بسهولة وكذلك لا يمكن استبدالها أو تقليدها أو إصدارها بشكل غير شرعي.
- 4 - بموجب الأهداف المشار إليها أعلاه يقوم كل طرف متعاقد بإصدار جوازات السفر ووثائق السفر الأخرى الخاصة به وفقاً للوثائق ذات العلاقة التابعة لمنظمة الطيران المدني الدولي.
- 5 - يوافق كل من الطرفين المتعاقدين على تبادل المعلومات التشغيلية بخصوص وثائق السفر المزورة ، والتعاون مع بعضهما لمقاومة كل أنواع الغش في وثائق السفر بما في ذلك تزوير الوثائق أو استخدام وثائق السفر الشرعية بواسطة المحتالين، وسوء استخدام وثائق السفر بواسطة حاملها الشرعي في دعم ارتكاب الجرائم ، واستخدام وثائق السفر المنتهية الصلاحية أو الملغاة، واستخدام الوثائق التي تم الحصول عليها بواسطة الاحتيال.

الاتصالات فيما بينهما أو غير ذلك من الإجراءات المناسبة اللازمة لإنهاء هذه الواقعة أو هذا التهديد بسرعة وسلامة.

6- عند وجود أسباب معقولة يعتقد بموجبها أحد الطرفين المتعاقدين بأن الطرف المتعاقد الآخر قد حاد عن أحكام أمن الطيران بموجب هذه المادة، فإنه يمكن لسلطة الطيران لذلك الطرف أن تطلب إجراء مشاورات فورية مع سلطة طيران الطرف المتعاقد الآخر، وإذا لم يتوصل إلى اتفاق مرض في وقت ملائم، فإن ذلك يشكل دافعاً لسحب أو تعليق أو تقييد ترخيص التشغيل والتصريح الفني للخطوط الجوية لذلك الطرف المتعاقد أو فرض ما يراه من شروط.

3- يعمل الطرفان المتعاقدان انطلاقاً من العلاقة المشتركة بينهما ، بموجب أحكام أمن الطيران التي حددتها منظمة الطيران المدني الدولي ، المبينة في ملاحق المعاهدة، إلى المدى الذي تنطبق معه هذه الأحكام الأمنية على الطرفين المتعاقدين. ويجب على كل طرف أن يتأكد من أن مشغلي الطائرات - المسجلين لديه أو المشغلين الذين تقع أعمالهم الأساسية أو الدائمة داخل إقليمه ، وكذلك مشغلي المطارات في إقليمه - يعملون وفقاً لشروط وأحكام أمن الطيران.

4- يوافق كل طرف من الطرفين المتعاقدين على مطالبة مشغلي الطائرات بتطبيق أحكام أمن الطيران - المشار إليها في الفقرة (3) من هذه المادة - التي يطلب الطرف المتعاقد الآخر تطبيقها عند دخول الطائرة أو أثناء وجودها أو مغادرتها لأراضيه أو أجوائه. وعلى كل طرف من الطرفين المتعاقدين التأكد من اتخاذ التدابير الفعالة في أراضيه لحماية الطائرة وتفتيش الركاب وأطقم الملاحين والأمتعة التي يحملها الركاب معهم والعفش والشحن ومستودعات الطائرة قبل الصعود إلى الطائرة أو تحميلها أو أثناء ذلك. وعلى كل من الطرفين المتعاقدين الاستجابة لكل طلب يقدمه الطرف المتعاقد الآخر لاتخاذ تدابير أمنية معقولة خاصة لمواجهة تهديد معين.

5- عند حدوث واقعة اختطاف طائرة مدنية أو التهديد به ، أو غير ذلك من الأعمال غير المشروعة التي ترتكب ضد سلامة الطائرة وركابها وطاقم ملاحيتها أو المطارات أو أجهزة الملاحة الجوية يجب على الطرفين المتعاقدين مساعدة بعضهما عن طريق تسهيل

المادة الرابعة عشرة أمن الطيران

1- يؤكد الطرفان المتعاقدان التزامهما تجاه بعضهما بحماية أمن الطيران المدني من كل أشكال التدخل غير المشروع ، ويعد هذا الالتزام جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية . ويلتزم الطرفان المتعاقدان - بشكل خاص - بالعمل وفقاً لشروط اتفاقية الجرح والأفعال الأخرى المرتكبة على متن الطائرات ، الموقعة في (طوكيو) في 14 سبتمبر 1963م ، واتفاقية قمع الاستيلاء غير المشروع على الطائرات ، الموقعة في (لاهاي) في 16 ديسمبر 1970م ، واتفاقية قمع جرائم الاعتداء على سلامة الطيران المدني ، الموقعة في (مونتريال) في 23 سبتمبر 1971م، وبروتوكول لقمع أفعال العنف في المطارات التي تخدم الطيران المدني الدولي ، المكمل لاتفاقية قمع الأفعال غير المشروعة الموجهة ضد سلامة الطيران المدني، الموقع في مونتريال في 24 فبراير 1988م، وكذلك أي معاهدة أو بروتوكول ذو صلة بأمن الطيران المدني ويعد ملزماً للطرفين المتعاقدين.

2- يقدم كل طرف من الطرفين المتعاقدين - عند الطلب - المساعدة اللازمة للطرف الآخر ؛ لمنع الأعمال غير المشروعة للاستيلاء على الطائرات المدنية والأعمال غير المشروعة الأخرى التي ترتكب ضد سلامة الطائرات وركابها وأطقم ملاحيتها والمطارات ومرافق الملاحة الجوية وأي شكل من أشكال التهديد الأخرى لأمن الطيران المدني.

المادة الثالثة عشرة التمثيل التجاري للخطوط الجوية

- 1 - يحق للخطوط الجوية التي عينها أحد الطرفين المتعاقدين وبموجب أنظمة الطرف المتعاقد الآخر ولوائحه، الخاصة بالدخول والإقامة والتوظيف - أن تجلب الموظفين التابعين لها وتحتفظ بهم في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، من إداريين ، وفنيين ، ومشغلين ، وغيرهم من الموظفين المختصين الذين تحتاج إليهم لتقديم خدماتها.
- 2 - تنفذ عمليات المناولة الأرضية لأي شركة من شركات الخطوط الجوية المعنية بموجب الأنظمة واللوائح المعمول بها لدى الطرف المتعاقد الآخر، وعلى أساس المعاملة بالمثل.
- 3 - يمنح كل طرف متعاقد شركة الخطوط التي عينها الطرف الآخر حق ممارسة عمليات بيع خدمات النقل الجوي في أراضيه مباشرة أو عن طريق الوكلاء بحسب رغبة تلك الخطوط.

في حالة عدم قيامه باتخاذ الإجراءات المناسبة خلال الوقت المناسب.

5- عملاً بالمادة (16) من معاهدة الطيران المدني الدولي (الموقعة في شيكاغو عام 1944م) يجوز أن تخضع للفحص أي طائرة مشغلة أو طائرة لا تؤول ملكيتها إلى الناقلة المعنية لأي من الطرفين المتعاقدين بموجب أحكام التعيين في هذه الاتفاقية، وتقوم بتغطية تشغيل خدمات النقل الجوي وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية من إقليم الطرف المتعاقد الآخر وإليه، وبموجب ترتيبات تأجير من شركات طيران أخرى تابعة لدولة أي من الطرفين المتعاقدين أو دولة طرف ثالث، وذلك من مفتشي السلامة الجوية الذي فوضهم الطرف المتعاقد الآخر، أثناء وجود الطائرة في إقليم ذلك الطرف الآخر، ودون الإخلال بالالتزامات المنصوص عليها في المادة (33) من معاهدة شيكاغو الدولية، فإن الغرض من هذا التفويض هو التحقق من صحة الوثائق ذات الصلة الخاصة بالطائرة وإجازات (رخص) طاقمها والتزام معدات الطائرة وحالة الطائرة بالقواعد القياسية السارية في ذلك الوقت، عملاً بمعاهدة الطيران المدني الدولي، بشرط ألا يتسبب هذا الفحص في تأخير غير معقول في تشغيل الطائرة.

6- عندما يتعين اتخاذ إجراءات عاجلة لضمان سلامة تشغيل شركة الطيران، يحتفظ كل طرف بحق القيام - فوراً - بتعليق ترخيص التشغيل الممنوح لناقلة جوية واحدة أو أكثر تابعة للطرف الآخر.

7- يجب التوقف عن اتخاذ أي من الإجراءات من جانب أحد الطرفين عملاً بالفقرتين (4،6) أعلاه، حال زوال الأسباب التي دعت إلى اتخاذ مثل ذلك الإجراء.

المادة الثانية عشرة السلامة الجوية

- 1- شهادات صلاحية الطيران ، وشهادات الأهلية ، والرخص، الصادرة - أو التي تعد صالحة - من أحد الطرفين، التي لا تزال سارية المفعول - سوف تعد صالحة وسارية المفعول من الطرف المتعاقد الآخر لأجل تشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة ، بشرط أن تكون هذه الشهادات أو الرخص قد صدرت وما زالت صالحة بموجب المعايير المحددة في المعاهدة.
- 2- يحتفظ كل طرف من الطرفين المتعاقدين بالحق فيما يختص بالطيران فوق إقليمه، بأن يرفض الاعتراف بشرعية شهادات الأهلية والرخص الممنوحة لمواطنيه من الطرف المتعاقد الآخر.
- 3- يجوز لكل طرف متعاقد أن يطلب رأياً استشارياً بخصوص مقاييس السلامة المعمول بها لدى الطرف المتعاقد الآخر ، المتعلقة بالتسهيلات الملاحية والملاحين والطائرات وعمليات الخطوط المعينة، وإذا تبين لأحد الطرفين المتعاقدين نتيجة هذه الاستشارة أن الطرف المتعاقد الآخر ليس لديه مقاييس ومتطلبات فعالة للسلامة متمشية مع الحد الأدنى للمستويات المحددة في المعاهدة ؛ فيشعر الطرف المتعاقد الآخر بذلك وبالإجراءات التي تعد ضرورية للالتزام بمقاييس السلامة، على أن يقوم الطرف المتعاقد الآخر باتخاذ الإجراءات التصحيحية المناسبة.
- 4- يحق لكل طرف أن يحتفظ بالحق في تعليق ترخيص التشغيل، أو إلغائه أو تقييده، للخطوط الجوية التي عينها الطرف المتعاقد الآخر

المادة الحادية عشرة تحويل الدخل "العوائد"

- 1- يمنح كل طرف متعاقد خطوط طيران الطرف المتعاقد الآخر - الحق في تحويل العوائد المكتسبة في أراضيه - وفقاً للوائح تغيير النقد الأجنبي للطرف المتعاقد - بوساطة تلك الخطوط ، المتحققة من نقل الركاب ، والبريد ، والعفش ، والشحن ، ولا يقتطع أي رسم على هذه التحويلات عدا الرسوم البنكية العادية.
- 2 - إذا فرض أحد الطرفين المتعاقدين قيوداً على تحويل العوائد المتحققة بوساطة خطوط طيران الطرف المتعاقد الآخر، فإنه يحق للطرف الآخر فرض قيود مماثلة على خطوط طيران ذلك الطرف المتعاقد، وينبغي على الطرفين المتعاقدين بذل ما في وسعهما لتسهيل تحويل مثل هذه العوائد.
- 3 - مع مراعاة الأنظمة واللوائح المطبقة في الإقليم يتعين على الناقلات التي عينها كل من الطرفين المتعاقدين دفع ضرائب على الدخل الناتج من العوائد أو الأرباح المستحقة لقاء تشغيل الخدمات الجوية المتفق عليها في إقليم الطرف المتعاقد الآخر. وفي حالة وجود اتفاقية خاصة لتجنب الازدواج الضريبي بين الطرفين المتعاقدين تكون السيادة لأحكام اتفاقية تجنب الازدواج الضريبي.

المادة العاشرة القوانين والنظم المطبقة

- 1 - تطبق أنظمة الطرف المتعاقد ولوائحه على ملاحه وتشغيل طائرات خطوط طيران الطرف المتعاقد الآخر عند دخولها أجوائه، وأثناء بقائها في أراضيه، ومغادرتها.
- 2 - يجب مراعاة الأنظمة واللوائح والإجراءات المطبقة في إقليم أي من الطرفين المتعاقدين بخصوص وصول الركاب أو بقائهم أو مغادرتهم ، أو العفش أو أطقم الملاحين أو الشحن أو البريد ، وكذلك الأنظمة الخاصة بالدخول والخروج والهجرة والإقامة والجمارك والنقد والصحة والحجر الصحي ، وذلك عند عبور طائرات أي من الطرفين المتعاقدين، أو طائرات خطوط الطيران المعينة، إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو وصولها إليه أو مغادرتها إياه أو أثناء وجودها فيه.
- 3 - يزود كل طرف من الطرفين المتعاقدين - عند الطلب - الطرف المتعاقد الآخر بالأنظمة واللوائح المتعلقة بذلك ، المشار إليها في هذه المادة.
- 4 - لا يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين منح معاملة تفضيلية لناقلته المعينة على المعاملة الممنوحة للناقلة المعينة للطرف المتعاقد الآخر فيما يتعلق بالأنظمة واللوائح المطبقة الموضحة في هذه المادة.

المادة التاسعة توفير الإحصاءات والمعلومات

تزود سلطات طيران كل من الطرفين المتعاقدين سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر - بناءً على طلبها - بالمعلومات والإحصاءات المتعلقة بتشغيل الخدمات المتفق عليها بواسطة خطوط الطيران التي عينتها من إقليم الطرف المتعاقد الآخر وإليه ، على أن تقدم بالطريقة نفسها التي أعدتها خطوط الطيران المعنية. وتشتمل هذه البيانات على تفاصيل عن حجم الحركة ، وتوزيعها ، وأصلها ، واتجاهها ، وأي معلومة إحصائية إضافية عن الحركة تطلبها سلطات أي من الطرفين المتعاقدين من سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر ، وسوف تخضع - عند الطلب - لمناقشة مشتركة واتفاق بين الطرفين المتعاقدين.

التي تقوم بها خطوط طيران الدول التي تقع ضمن هذه المنطقة.

ج - متطلبات حركة العبور للخطوط الجوية.

- 4 - يخضع معدل الخدمات وحجمها وكذلك جداول الرحلات لموافقة سلطات الطيران المدني في الطرفين المتعاقدين ، ويجب استيفاء هذه الشروط عند حدوث أي تغيير في الخدمات المتفق عليها ؛ ضماناً للحصول على فرص عادلة ومتكافئة لخطوط الطيران المعنية.
- 5 - تسعى سلطات طيران الطرفين المتعاقدين (إذا تطلب الأمر) إلى الوصول إلى ترتيب مرض بخصوص جداول الرحلات وسعتها وعددها.

المادة الثامنة

اعتماد جداول الرحلات

تقدم خطوط الطيران التي عينها كل من الطرفين المتعاقدين جداول الرحلات المقترحة إلى سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر للموافقة عليها في مدة أقصاها (60) ستون يوماً قبل تاريخ بدء تشغيل الخدمات المتفق عليها ، على أن تشمل هذه الجداول على نوع الخدمات والطائرات المستخدمة وجداول الرحلات وأي معلومة أخرى ذات علاقة ، وينطبق هذا على أي تغيير يطرأ. ويجوز في بعض الحالات الخاصة تخفيض هذه المدة بموافقة السلطات المذكورة.

المادة السابعة

الضوابط التي تحكم تشغيل الخدمات المتفق عليها

- 1 - يمنح كل طرف متعاقد فرصاً متساوية وعادلة للخطوط الجوية التي عينها الطرف المتعاقد الآخر لتشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة.
- 2 - على الخطوط الجوية التي عينها كل طرف من الطرفين المتعاقدين - أن تضع في اعتبارها - عند تشغيل الخدمات المتفق عليها مصالح الخطوط الجوية للطرف المتعاقد الآخر، بحيث لا تؤثر بطريقة غير ملائمة على الخدمات التي تقدمها الخطوط الجوية الأخرى على الخط الجوي نفسه أو جزء منه.
- 3 - تهدف الخدمات المتفق عليها التي تقدمها الخطوط الجوية المعينة من كلا الطرفين المتعاقدين بشكل رئيس إلى توفير السعة بحمولة مناسبة لمقابلة المتطلبات الحالية والمستقبلية لنقل الركاب والعفش والشحن والبريد بين إقليمي الطرفين المتعاقدين. ويكون توفير خدمة نقل الركاب والعفش والشحن والبريد الذي يحمل على متن الطائرة وينزل في نقاط على الخط المحدد، في أقاليم دول غير تلك التي حددت خطوط الطيران ؛ باتفاق الطرفين المتعاقدين ووفقاً للضوابط العامة ما دام أن السعة تتعلق بما يأتي:
 - أ - متطلبات الحركة الجوية من إقليم الطرف المتعاقد المعين لخطوط الطيران وإليه.
 - ب - متطلبات الحركة الجوية للمنطقة التي تمر عبرها الخدمات المتفق عليها، بعد الأخذ بعين الاعتبار خدمات النقل الأخرى

ج - الوقود والزيوت المستخدمة لإمداد الطائرات المغادرة، العاملة في خدمات دولية بوساطة الخطوط الجوية التي عينها الطرف المتعاقد الآخر ، وإن كانت هذه المواد ستستخدم في أي جزء من الرحلة التي تتم فوق إقليم الطرف المتعاقد الآخر الذي حُمِلت منه هذه المواد على متن الطائرة.

3 - يجوز وضع المواد المشار إليها في الفقرة (2) من هذه المادة تحت رقابة سلطات الجمارك أو إشرافها إلى أن يعاد تصديرها ، أو يتخلص منها وفقاً لنظم الجمارك.

4 - يخضع الركاب العابرون والمواصلون لنقاط أخرى (الترانزيت) ، - وكذلك العفش ، والشحن - عبر إقليم أحد الطرفين المتعاقدين ، غير المغادرين للجزء المخصص من المطار لهذه المهمة - لإجراءات مبسطة . ويعفى العفش والشحن خلال مدة التوقف (الترانزيت) من إجراءات الجمارك والضرائب.

5 - تعفى من الضرائب والرسوم - على أساس المعاملة بالمثل - الوثائق الرسمية التي تحمل علامة الناقلة المميزة ، مثل (بطاقات الحقايب وتذاكر السفر وبوليصات الشحن وبطاقات الإقلاع وجداول الإقلاع وجداول الرحلات) المنقولة إلى إقليم أحد الطرفين المتعاقدين لأجل الاستخدام بوساطة الناقلة المعينة للطرف المتعاقد الآخر.

المادة السادسة

الإعفاء من الرسوم الجمركية والرسوم الأخرى

1 - يُعفي كل طرف متعاقد - على أساس المعاملة بالمثل - طائرات الخطوط الجوية التي عينها الطرف المتعاقد الآخر التي تعمل على الخدمات الدولية عند وصولها أو مغادرتها إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، من الرسوم الجمركية والضرائب ورسوم التفتيش وغيرها من الرسوم والضرائب المشابهة على الإمدادات والوقود والزيوت والإمدادات الفنية المستهلكة الأخرى وقطع الغيار والمعدات والأجهزة العادية ، بشرط أن تبقى هذه المعدات والأجهزة والإمدادات داخل الطائرة حتى إعادة تصديرها ، أو استخدامها ، أو استهلاكها بوساطة هذه الطائرة أثناء طيرانها فوق ذلك الإقليم.

2 - باستثناء الرسوم التي تحصل مقابل الخدمات المقدمة ، تعفى من الرسوم المواد التالية :

أ - مخزون الطائرة الذي يتم إدخاله إلى إقليم أحد الطرفين المتعاقدين في حدود الكميات التي تعينها سلطات الطرف المتعاقد الآخر ، للاستخدام على متن الطائرة المغادرة المرتبطة بالخدمات الجوية الدولية الخاصة بالطرف المتعاقد الآخر.

ب - قطع الغيار التي يتم إدخالها إلى إقليم أي من الطرفين المتعاقدين لصيانة أو تصليح الطائرات المستخدمة في تشغيل الخدمات الجوية الدولية بوساطة شركة الخطوط الجوية التي عينها الطرف المتعاقد الآخر.

المادة الخامسة

رسوم استخدام المطارات ومرافقها

- 1 - يلتزم كل من الطرفين المتعاقدين بتحديد المطار ، أو المطارات الواقعة في إقليمه، لاستخدام الناقلات التي عينها الطرف المتعاقد الآخر، وفقاً لجدول الطرق ، وتيسير وسائل الاتصالات الملاحية والأرصاء والخدمات الأخرى اللازمة لتشغيل الخدمات المتفق عليها.
- 2 - لا يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين فرض رسوم (أو السماح بفرضها) على الخطوط الجوية التي عينها الطرف المتعاقد الآخر أعلى من تلك المفروضة على الخطوط الجوية التي عينها التي تقوم بتشغيل الخدمات الجوية الدولية نفسها باستخدام طائرات مماثلة والخدمات والمرافق نفسها .
- 3- على كل طرف متعاقد تشجيع الهيئات أو الأجهزة المختصة بفرض الرسوم في إقليمه والخطوط الجوية المعينة المستخدمة للخدمات والمرافق، على تبادل المعلومات اللازمة لإجراء المراجعة الدقيقة للتأكد من صحة ومعقولية الرسوم وذلك وفقاً للمبادئ الواردة في الفقرة (2) من هذه المادة. وإشعار المستخدمين بأي مقترح لتغيير الرسوم في وقت مناسب لتمكينهم من الإدلاء بأرائهم قبل تطبيق هذه الرسوم .

المادة الرابعة

رفض ترخيص التشغيل أو إلغاؤه أو تعليقه

1- يحق لأي من الطرفين المتعاقدين رفض منح ترخيص تشغيل لشركة طيران عينها الطرف المتعاقد الآخر أو إلغاؤه، أو تعليق ممارسة الحقوق المحددة في الفقرة (2) من المادة (الثانية) من هذه الاتفاقية، أو فرض ما يراه ضرورياً من الشروط على ممارسة هذه الحقوق في الحالات الآتية :

- أ - إذا لم يكن مقر العمل الرئيس لأعمال الخطوط واقعاً في إقليم الطرف القائم بالتعيين الذي تحصلت فيه على رخصة تشغيل سارية المفعول.
- ب - إذا لم تخضع ممارسة السيطرة التنظيمية الفعالة على الخطوط ومراقبتها للطرف القائم بالتعيين.

- ج - إذا لم تحصل الخطوط على شهادة مشغل جوي سارية وصادرة من الطرف القائم بالتعيين.
- د - إذا لم تلتزم الخطوط بأنظمة ولوائح الطرف المتعاقد المانح للحقوق.

هـ - إذا أخفقت خطوط الطيران المعنية في تشغيل الخدمات المتفق عليها وفقاً للشروط المبينة في هذه الاتفاقية أو بموجبها.

2- فيما عدا الحالات الضرورية التي تحتم اتخاذ إجراء فوري بسبب مخالفة أي من الحالات المشار إليها أعلاه، فإن ممارسة الحقوق الواردة في الفقرة (1) من هذه المادة يجب أن تكون بالتشاور مع الطرف المتعاقد الآخر.

3- إن اتخاذ أي إجراء بوساطة أحد الطرفين المتعاقدين بموجب هذه المادة، لا يمس حقوق الطرف المتعاقد الآخر، الواردة في المادة (الحادية والعشرين) من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة تعيين الخطوط الجوية

- 1 - يحق لأي من الطرفين المتعاقدين أن يعين - كتابة- للطرف المتعاقد الآخر ناقلة جوية واحدة أو أكثر لأجل تشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة، ويسري التعيين بموجب إشعار كتابي بين سلطتي الطيران المدني لدى الطرفين المتعاقدين.
- 2 - عند تسلم هذا التعيين ، يقوم الطرف المتعاقد الآخر - ودون أي تأخير- بمنح الترخيص والتصريح اللازمين بالشروط التالية :
 - (أ) أن يكون مقر العمل الرئيس لأعمال الخطوط واقعاً في إقليم الطرف القائم بالتعيين الذي تحصلت فيه على رخصة تشغيل سارية المفعول .
 - (ب) أن تخضع ممارسة ومراقبة السيطرة التنظيمية الفعالة للخطوط لإقليم الطرف القائم بالتعيين.
 - (ج) أن تحمل الخطوط شهادة مشغل جوي سارية وصادرة من الطرف القائم بالتعيين.
- 3 - يجوز لسلطات الطيران التابعة لأي من الطرفين المتعاقدين أن تطلب من خطوط الطيران التي عينها الطرف المتعاقد الآخر إثبات أهليتها للوفاء بالشروط المحددة في الأنظمة والقوانين واللوائح المطبقة عادة بوساطة هذه السلطات في تشغيل الخدمات الجوية الدولية وفقاً لأحكام المعاهدة.
- 4 - عند تعيين خطوط جوية والتصريح لها ، فإنه يجوز لها أن تبدأ في تشغيل الخدمات المتفق عليها في أي وقت ، بشرط أن تكون تعريفه النقل مطبقة ومحكومة بموجب أحكام المادة (السابعة عشرة) من هذه الاتفاقية.

5- إذا لم تتمكن الخطوط الجوية التي عينها أحد الطرفين المتعاقدين من تشغيل الخدمة في طرقها العادية - بسبب نزاعات مسلحة أو اضطرابات سياسية أو تطورات أو ظروف خاصة أو غير عادية - فإن على الطرف المتعاقد الآخر بذل كل جهوده لتسهيل تشغيل هذه الخدمة واستمرارها عن طريق إعادة ترتيب هذه الطرق بالشكل المناسب، بما في ذلك الحقوق الممنوحة للطرق العادية المتفق عليها خلال تلك المدة بحسب الاقتضاء من أجل تسهيل التشغيل الحيوي.

المادة الثانية الحقوق الممنوحة

1 - يمنح كل طرف متعاقد الطرف الآخر الحقوق المحددة في هذه الاتفاقية ؛ لتأسيس الخدمات الجوية الدولية المنتظمة وتشغيلها، على الطرق المحددة في الجدول الملحق بهذه الاتفاقية. ويشار إلى هذه الخدمات والطرق فيما بعد بـ(الخدمات المتفق عليها) و(الطرق المحددة) على التوالي.

2 - تتمتع الخطوط الجوية المعينة لكل طرف متعاقد - عند تشغيلها الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة - بالحقوق الآتية:

أ - الطيران دون هبوط عبر إقليم الطرف المتعاقد الآخر.

ب - التوقف في إقليم الطرف الآخر لأغراض غير النقل.

ج - التوقف في إقليم الطرف الآخر في النقاط المحددة في الجدول الملحق بهذه الاتفاقية لإنزال وتحميل الركاب والشحن والبريد.

3 - لا يقوم أي من الطرفين المتعاقدين بتقييد حق أي من الخطوط الجوية المعينة في النقل الدولي بين إقليمي الطرفين المتعاقدين أو بين إقليم طرف متعاقد وأقاليم دول ثالثة.

4 - ليس في الفقرتين (1) و(2) من هذه المادة ما يخول الخطوط الجوية المعينة لأحد الطرفين المتعاقدين - حق امتياز تحميل الركاب أو الشحن أو البريد من إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلى نقطة أخرى في إقليم ذلك الطرف من أجل التعويض المادي أو مقابل أجر.

- 5 - الإقليم : يعني - وفقاً لما ورد في المادة (الثانية) من المعاهدة - أراضي الدولة البرية والمياه الإقليمية المتاخمة لها الخاضعة لسيادة تلك الدولة أو سلطاتها أو حمايتها أو وصايتها.
- 6 - (خدمات جوية) و(خدمات جوية دولية) و(خطوط جوية) و(التوقف لأغراض غير حركة النقل) : لها المعاني نفسها المحددة لكل منها في المادة (96) من المعاهدة.
- 7 - اتفاقية: تعني هذه الاتفاقية وملحقها وأي تعديل عليهما.
- 8 - جدول: تعني جدول الطرق لتشغيل خدمات النقل الجوي الملحق بهذه الاتفاقية وأي تعديل يطرأ نتيجة الالتزام بأحكام المادة (التاسعة عشرة) من هذه الاتفاقية.
- 9 - السعة: تعني الحمولة المتاحة للطائرة على الطرق المحددة في الجدول المرافق أو جزء منها.
- 10 - كلمة (قطع الغيار) : تعني المواد أو الأدوات التي يدخل في طبيعتها التصليح والاستبدال والتي تدمج في الطائرة أو تشتمل عليها الطائرة ، بما في ذلك المحركات.
- 11 - كلمة (المعدات العادية) : تعني المواد أو الأدوات - غير المستودعات - وقطع الغيار القابلة للنقل التي تستخدم على متن الطائرة أثناء الطيران، بما في ذلك معدات الإسعافات الأولية والنجاة.
- 12 - عبارة (رسوم استخدام المطارات ومرافقها) : تعني أي مقابل مالي يستوفى من الخطوط الجوية لقاء تقديم التسهيلات للطائرة والملاحين والركاب في المطار والمرافق الملاحية ، بما في ذلك الخدمات والمرافق ذات العلاقة.

المادة الأولى تعريفات

لأجل تطبيق هذه الاتفاقية يقصد بالكلمات والعبارات الآتية المعاني المدونة أمام كل منها ما لم يدل سياق النص على غير ذلك:

1 - المعاهدة: تعني المعاهدة الدولية للطيران المدني المفتوحة للتوقيع في مدينة شيكاغو في السابع من شهر ديسمبر (1944م) ، وأي ملحق لها أو تعديل عليها أو على ملاحقها ، بموجب المادتين (90) و(94) ، وافق عليه الطرفان المتعاقدان .

2 - سلطات الطيران المدني: تعني بالنسبة إلى حكومة المملكة العربية السعودية الهيئة العامة للطيران المدني ، وتعني بالنسبة إلى المجلس الفيدرالي السويسري المكتب الفيدرالي للطيران المدني. ويقوم مقامهما أي شخص آخر أو هيئة مفوضة بممارسة وظائف تؤدي حالياً بوساطة السلطات المذكورة.

3 - خطوط الطيران المعينة: تعني شركة الطيران التي يعينها أحد الطرفين المتعاقدين ويرخص لها الطرف الآخر المتعاقد بموجب المادة (الثالثة) من هذه الاتفاقية.

4 - تعريف: تعني الأسعار التي تدفع مقابل نقل الركاب ، أو العفش أو الشحن ، والشروط التي تنطبق على هذه الأسعار ، بما في ذلك أسعار الوكالة وشروطها وأي خدمة إضافية أخرى ، باستثناء التعويضات الخاصة بنقل البريد.

اتفاقية
بين المجلس الفيدرالي السويسري و حكومة المملكة العربية
السعودية
في مجال خدمات النقل الجوي المنتظم

مقدمة:

إن المجلس الفيدرالي السويسري و حكومة المملكة العربية السعودية (المشار إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين) بوصفهما طرفين في المعاهدة الدولية للطيران المدني ، المفتوحة للتوقيع في شيكاغو في السابع من شهر ديسمبر (1944م) ، ورغبة منهما في عقد اتفاقية بينهما (يشار إليها فيما بعد بـ "الاتفاقية") لأجل إقامة خدمات جوية بين إقليميهما وفيما وراءهما - قد اتفقتا على ما يلي:

[ARABIC TEXT – TEXTE ARABE]

اتفاقية بين حكومة المجلس
الفيدرالي السويسري والمملكة العربية
السعودية في مجال خدمات النقل
الجوي المنتظم

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT

BETWEEN

THE SWISS FEDERAL COUNCIL

AND

THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA

RELATING TO SCHEDULED AIR SERVICES

PREAMBLE

The Swiss Federal Council and the Kingdom of Saudi Arabia (hereinafter referred to in this Agreement as the Contracting Parties) being parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December 1944;

Desiring to conclude the Air Services Agreement between the Swiss Federal Council and the Kingdom of Saudi Arabia hereinafter referred to as the "Agreement" for the purpose of establishing air services between and beyond their respective territories;

Have agreed on the following provisions:

Article 1 Definitions

1. For the purpose of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 1. The term "Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944 and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or Convention under Articles 90 and 94 thereof so far as those Annexes and amendments have become effective for or been ratified by both Contracting Parties;
 2. The term "aeronautical authorities" means in the case of the Kingdom of Saudi Arabia, the General Authority of Civil Aviation and in the case of Switzerland, the Federal Office of Civil Aviation, or in both cases, any other person or body authorized to perform any functions presently exercised by the said Aeronautical Authorities;
 3. The term "designated airline" means an airline, which has been designated and authorized in accordance with Article 3 of this Agreement;
 4. The term "tariff" means the prices to be paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for agency and other auxiliary services but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail;
 5. The term "territory" in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of such State as defined in Article 2 of the Convention;
 6. The terms "air service", "International air service", "airline" and "stop for non-traffic purposes" have the meaning respectively assigned to them in Article 96 of the Convention;
 7. The term "Agreement" means this Agreement, its Annexes and any amendments thereto.
 8. The term "schedule" means the schedules of the routes to operate air transportation services annexed to this Agreement and any amendments thereto as agreed in accordance with the provisions of Article 19 of this Agreement.
 9. The term "capacity" in relation to "an aircraft" means the payload of that aircraft available on a route or section of a route;
 10. The term "spare parts" means articles of a repair or replacement nature for incorporation in an aircraft, including engines;

11. The term "regular equipment " means articles, other than stores and spare parts of a removable nature, for use on board an aircraft during flight, including first aid and survival equipment;
12. The term " facilities and airport charges " means charges made to airlines for the provision of aircraft, their crews and passengers of airport and air navigation facilities, including related services and facilities.

Article 2 Granting of Rights

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in this Agreement for the purpose of establishing and operating scheduled international air services on the routes specified in the schedule annexed to this Agreement. Such services and routes are hereinafter called "the agreed services" and "the specified routes" respectively.
2. An airline designated by each Contracting Party shall enjoy exercising, whilst operating an agreed service on a specified route, the following rights:
 - a. To fly, without landing, across the territory of the other Contracting Party;
 - b. To make stops in the said territory for non-traffic purposes; and
 - c. To make stops in the said territory at the points specified for that route in the schedule annexed to this Agreement, for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail.
3. Neither Contracting Party shall restrict the right of each of the designated airlines to carry international traffic between the respective territories of the Contracting Parties or between the territory of one Contracting Party and the territories of third countries.
4. Nothing in paragraphs 1 and 2 of this Article shall be deemed to confer on the designated airlines of one Contracting Party the privilege of taking on, in the territory of the other Contracting Party, passengers, baggage, cargo or mail carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that Contracting Party.
5. If because of armed conflict, political disturbances or developments, or special and unusual circumstances, the designated airlines of one Contracting Party are unable to operate a service on its normal routing, the other Contracting Party shall use its best efforts to facilitate the continued operation of such service through appropriate rearrangements of such routes, including the grant of rights for such time as may be necessary to facilitate viable operations.

Article 3 Designation of Airlines

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one airline or more for the purpose of operating the agreed services on the specified routes. Such designation shall be effected by virtue of a written notification between the aeronautical authorities of both Contracting Parties.
2. On receipt of such designation, the other Contracting Party shall grant the appropriate authorizations and permissions with minimum procedural delay, provided that:
 - a. the airline has its principal place of business in the territory of the Contracting Party designating the airline from which it has received the valid Operating Licence; and
 - b. the effective regulatory control of the airline is vested in the Contracting Party designating the airline; and
 - c. the airline holds a current Air Operator's Certificate (AOC) issued by the Contracting Party designating the airline.
3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may require the airlines designated by the other Contracting Party to satisfy them that they are qualified to fulfil the conditions prescribed under the laws and regulations normally applied to the operation of international air services by such authorities in conformity with the provisions of the Convention.
4. When an airline has been so designated and authorized, it may begin at any time to operate the agreed services, provided that a tariff established in accordance with the provisions of Article 17 of this Agreement is in force.

Article 4 Refusal, Revocation or suspension of Operating Authorisation

1. Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant or to revoke an operating authorization or to suspend the exercise of the rights specified in paragraph 2 of Article 2 of this Agreement by airlines designated by the other Contracting Party, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of those rights, if:
 - a. the airline does not have its principal place of business in the territory of the Contracting Party designating the airline from which it has received the valid Operating Licence; or
 - b. the effective regulatory control of the airline is not vested in the Contracting Party designating the airline; or
 - c. the airline does not hold a current Air Operator's Certificate (AOC) issued by the Contracting Party designating the airline; or
 - d. the said airlines fail to comply with or have seriously infringed the laws or regulations of the Contracting Party granting these rights, or
 - e. the said airlines fail to operate the agreed services in accordance with the conditions prescribed under this Agreement.
2. Unless immediate revocation, suspension or imposition of the conditions mentioned in paragraph 1 of this Article is essential to prevent further infringements of laws and/or regulations, such right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.
3. In the event of action by one Contracting Party under the provisions of this Article, the rights of the other Contracting Party under Article 21 of this Agreement shall not be prejudiced.

Article 5 Facilities and Airport Charges

1. Each Contracting Party shall designate an airport or airports in its territory for the use of the designated airlines of the other Contracting Party on specified routes and provide the designated airlines of the other Contracting Party with communicative, aviation and meteorological facilities and other services necessary for the operation of the agreed services.
2. Neither Contracting Party shall impose or permit to be imposed on the designated airlines of the other Contracting Party user charges higher than those imposed on its own designated airlines operating similar international air services using similar aircraft and associated facilities and services.
3. Each Contracting Party shall encourage consultations between the competent charging authorities or bodies in its territory and the designated airlines using the services and facilities, and shall encourage the competent charging authorities or bodies and the designated airlines to exchange such information as may be necessary to permit an accurate review of the reasonableness of the charges in accordance with the principles of paragraphs 1 and 2 of this Article. Each Contracting Party shall encourage the competent charging authorities to provide users with reasonable notice of any proposal for changes in user charges to enable users to express their views before charges are made.

Article 6 Exemption from Customs and other Duties

1. Aircraft of the designated airlines of one Contracting Party operating international services as well as supplies of fuel, lubricating oils, other consumable technical supplies, spare parts, regular equipment and stores retained on board shall, upon arriving in or leaving the territory of the other Contracting Party, be exempted on the basis of reciprocity from customs duties, taxes, inspection fees and other similar duties or charges, provided such equipment and supplies remain on board the aircraft up to such time as they re-exported or are used or consumed by such aircraft on flights over that territory.
2. There shall also be exemption from the same duties, fees and charges, with the exception of charges corresponding to the service performed:
 - a. Aircraft stores taken on board in the territory of a Contracting Party, within the limits fixed by the authorities of the said Contracting Party, and intended for use on board of an outbound aircraft operated on international air services by the designated airlines of the other Contracting Party;
 - b. Spare parts entered into the territory of either Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft used on international air services by the designated airlines of the other Contracting Party;
 - c. Fuel and lubricants to supply outbound aircraft operated on international services by the airlines designated by the other Contracting Party, even when these supplies are to be used on the part of the journey performed over the territory of the Contracting Party in which they are taken on board.
3. Materials referred to in paragraph 2 above may be placed under the supervision or control of the customs authorities up to such time as they may be re-exported or otherwise disposed of in accordance with customs regulations.
4. Passengers, baggage and cargo in direct transit across the territory of one Contracting Party and not leaving the area of the airport reserved for such purpose, shall only be subject to a simplified control. Baggage and cargo shall, up to such time that they are on direct transit, be exempted from customs duties and any taxes.
5. There shall also be exemption from all customs duties and taxes on a reciprocal basis for official documents bearing the badge of the airline such as luggage tags, air tickets, airway bills, boarding cards, and timetables imported into the territory of either Contracting Party for the exclusive use by the designated airline of the other Contracting Party.

Article 7 Principles Governing Operation of the Agreed Services

1. The designated airlines of the two Contracting Parties shall be afforded fair and equal opportunity in the operation of the agreed services on the specified routes.
2. In operating the agreed services, the designated airlines of each Contracting Party shall take into account the interests of the designated airlines of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services, which the latter provide on the whole or part of the same routes.
3. The agreed services provided by the designated airlines of the Contracting Parties shall have as their primary objective the provision, at a reasonable load factor of capacity adequate to carry the current and reasonably anticipated requirements for the carriage of passengers, cargo and mail between the territory of the Contracting Party designating the airline and the territory of the other Contracting Party. Provision for the carriage of passengers, baggage and cargo including mail both taken on board and discharged at points on the specified routes in the territories of states other than that designating the airlines shall be agreed between the two Contracting Parties since capacity is related to:
 - a. Traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party, which has designated the airlines;
 - b. Traffic requirements of the region through which the agreed service passes, taking account of other air services established by airlines of the states comprising that region;
 - c. The requirements of through airline operation.
4. In order that the designated airlines will be afforded fair and equal treatment, the frequency of the services and their capacity, as well as the flight schedules shall be subject to the approval by the aeronautical authorities of the two Contracting Parties. This requirement should also be met in case of any change concerning the agreed services.
5. The aeronautical authorities of the two Contracting Parties should, if necessary, endeavour to reach a satisfactory arrangement regarding flight schedules, capacity and frequencies.

Article 8 Approval of Time-Tables

The designated airlines of either Contracting Party shall, not later than sixty (60) days prior to the date of operation of any agreed service(s), submit its proposed time-tables to the aeronautical authorities of the other Contracting Party for approval. Such timetables shall include the type of service and aircraft to be used, the flight schedule and any other relevant information. This shall, likewise, apply to any subsequent changes. In special cases this time limit may be reduced subject to the approval of the said authorities.

Article 9 Supply of Statistics

The aeronautical authorities of either Contracting Party shall supply to the aeronautical authorities of the other Contracting Party, at their request, such information and statistics relating to the traffic carried on the agreed services by their designated airlines to and from the territory of the other Contracting Party as may normally be prepared and submitted by the designated airlines to their aeronautical authorities. Such data shall include details on volume, distribution, origin and destination of the traffic. Any additional statistical traffic data which the aeronautical authorities of the Contracting Party may desire from the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, upon request, be a subject of mutual discussion and agreement between the two Contracting Parties.

Article 10 Applicability of Laws and Regulations

1. The laws and regulations of one Contracting Party shall apply to the navigation and operation of the aircraft of the airlines designated by the other Contracting Party during entry into, stay in and departure from the territory of the other Contracting Party.
2. The laws and regulations of one Contracting Party governing entry into, stay in and departure from its territory of passengers, crew, baggage, cargo or mail such as formalities regarding entry, exit, emigration, immigration, customs, currency, health and quarantine shall apply to passengers, crew, baggage, cargo and mail carried by the aircraft of the designated airlines of the other Contracting Party while they are within the said territory.
3. Each Contracting Party shall, upon request, supply to the other Contracting Party copies of the relevant laws and regulations referred to in this Article.
4. Neither Contracting Party may grant any preference to its own airline with regard to the designated airline of the other Contracting Party in the application of the laws and regulations provided for in this Article.

Article 11 Transfer of Earning

1. Each Contracting Party grants to the designated airlines of the other Contracting Party the right of flexible transfer, in accordance with the foreign exchange regulations of the Contracting Party in the territory of which the revenue accrued, in connection with the carriage of passengers, baggage, mail and cargo. No charges other than normal bank charges shall be applicable to such transfers.
2. If a Contracting Party imposes restrictions on the transfer of revenue accrued by the designated airlines of the other Contracting Party, the latter has the right to impose reciprocal restrictions on the designated airlines of that Contracting Party. The Contracting Parties shall do everything in their power to facilitate the transfer of such revenues.
3. Subject to the laws and regulations applicable in the territory, the designated airline of each Contracting Party is required to pay taxes from any income generated in the territory of the other Contracting Party in respect of the gains or profits accruing to it from the operation of the agreed services. Where a special agreement for avoidance of double taxation exists between the Contracting Parties, the provisions of the latter shall prevail.

Article 12 Air Safety

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services on the specified routes provided that such certificates or licences were issued or rendered valid in conformity to the standards established under the Convention.
2. Each Contracting Party, however, reserves the right to refuse to recognize, for flights above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.
3. Each Contracting Party may request consultations concerning the safety standards maintained by the other Contracting Party relating to aeronautical facilities, aircrew, aircraft and operation of the aircraft by the designated airlines. If, following such consultations, one Contracting Party finds that the other Contracting Party does not effectively maintain and administer safety standards and requirements in these areas that at least equal the minimum standards which may be established pursuant to the Convention, the other Contracting Party shall be notified of such findings and the steps considered necessary to conform to these minimum standards, and the other Contracting Party shall take appropriate corrective action.
4. Each Contracting Party reserves the right to suspend, refuse or revoke the operating authorization of the airlines designated by the other Contracting Party in case no appropriate action has been taken during the appropriate time.
5. Pursuant to Article 16 of the Convention any aircraft operated, or any aircraft whose ownership does not belong to the designated airlines of either of the Contracting Party in accordance with the designation provision of this Agreement and which is utilized to conduct air services operation in accordance with the provision of this Agreement to and from the territory of the other Contracting Party through leasing arrangements from another air carrier belonging to the state of either Contracting Party or third party state, may be the subject of a search by the authorized representatives of the other Contracting Party. Notwithstanding the obligations mentioned in Article 33 of the Convention, the purpose of this search is to verify the validity of the relevant aircraft documentation, the licensing of its crew and that the aircraft equipment and the condition of the aircraft conform to the standards established at that time pursuant to the Convention, provided this does not cause unreasonable delay in the operation of the aircraft.

6. When an urgent action is essential to ensure the safety of an airline operation, each Contracting Party reserves the right to immediately suspend the operating authorization of an airline or airlines of the other Contracting Party.
7. Any action by one Contracting party in accordance with paragraphs (4) and (6) above shall be discontinued once the basis of the taking of that action ceases to exist.

Article 13 Airline Commercial Representation

1. The designated airlines of one Contracting Party shall be entitled, in accordance with the laws and regulations relating to entry, residence and employment of the other Contracting Party, to bring in and maintain in the territory of the other Contracting Party those of its own managerial, technical, operational and other specialist staff, who are required for the provision of the present air services.
2. The ground handling operations of either designated airline shall be undertaken in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party and based on reciprocal treatment.
3. Each Contracting Party shall grant the designated airlines of the other Contracting Party the right to engage in the sale of air transportation in its territory directly and, at the airline's discretion, through agents.

Article 14 Aviation Security

1. The Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall in particular act in conformity to the provisions of the Convention of Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft signed at Tokyo on 14 September 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft signed at the Hague on 16 December 1970 and the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation signed at Montreal on 23 September 1971, its Supplementary Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, signed at Montreal on 24 February 1988 as well as with any other convention or protocol relating to the security of civil aviation which both Contracting Parties adhere to.
2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.
3. The Contracting Parties shall, in their mutual relations, act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and the operators of airports in their territory act in conformity to such aviation security provisions.
4. Each Contracting Party agrees that such operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 3 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.

5. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airport or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.
6. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the aviation security provisions of this Article, the aeronautical authorities of that Party may request immediate consultations with the aeronautical authorities of the other Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement within due time shall constitute grounds to withhold, revoke, limit, or impose conditions on the operating authorization and technical permissions of the airlines of that Contracting Party.

Article 15 Security of Travel Documents

1. Each Contracting Party agrees to adopt measures to ensure the security of their passports and other travel documents.
2. In this regard, each Contracting Party agrees to establish controls on the lawful creation, issuance, verification and use of passports and other travel documents and identity documents issued by, or on behalf of, that Contracting Party.
3. Each Contracting Party also agrees to establish or improve procedures to ensure that travel and identity documents issued by it are of such quality that they cannot easily be misused and cannot readily be unlawfully altered, replicated or issued.
4. Pursuant to the objectives above, each Contracting Party shall issue their passports and other travel documents in accordance with the respective documents of the International Civil Aviation Organization.
5. Each Contracting Party further agrees to exchange operational information regarding forged or counterfeit travel documents and to cooperate with the other to strengthen resistance to travel document fraud, including the forgery or counterfeiting of travel documents, the use of forged or counterfeit travel documents, the use of valid travel documents by imposters, the misuse of authentic travel documents by rightful holders in furtherance of the commission of an offence, the use of expired or revoked travel documents and the use of fraudulently obtained travel documents.

Article 16 Inadmissible and Undocumented Passengers and Deportees

1. Each Contracting Party agrees to establish effective border controls.
2. In this regard, each Contracting Party agrees to implement the Standards and Recommended Practices of Annex 9 (Facilitation) to the Convention concerning inadmissible and undocumented passengers and deportees in order to enhance cooperation to combat illegal migration.
3. Pursuant to the objectives above, each Contracting Party agrees to issue, or to accept, as the case may be, the letter relating to "fraudulent, falsified or counterfeit travel documents or genuine documents presented by imposters" set out in Appendix 9 b) to Annex 9, when taking action under relevant paragraphs of Chapter 3 of the Annex regarding the seizure of fraudulent, falsified or counterfeit travel documents.

Article 17 Tariffs

1. The tariffs to be charged by the designated airlines of the Contracting Parties for the agreed services shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service and the tariffs of the other airlines operating scheduled services over the whole or part of the same routes.
2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article shall, if possible, be determined on the basis of the forces of supply and demand in the market.
3. The tariffs implemented shall be filed to the aeronautical authorities of both Contracting Parties for record keeping purposes and proper reaction against any unfair competitive behaviour in the market.
4. Without limiting the application of general competition and consumer law in each Contracting Party, intervention by the Contracting Party shall be limited to:
 - a. the prevention of unreasonably discriminatory tariffs or practices;
 - b. the protection of consumers from tariffs that are unreasonably high or unreasonably restrictive due either to the abuse of a dominant position or to concerted practices among air carriers; and
 - c. the protection of airlines from tariffs that are artificially low because of direct or indirect governmental subsidy or support.
5. If any dispute arises between the designated airlines of either Contracting Parties due to unfair competitive practice in the market related to tariff implications, it should be settled in accordance with the provisions of Article 22 of this Agreement.

Article 18 Leasing

1. Either Contracting Party may prevent the use of leased aircraft for services under this Agreement which does not comply with Articles 12 (Air Safety) and 14 (Aviation Security).
2. Subject to paragraph 1 above, the designated airlines of each Contracting Party may use aircraft (or aircraft and crew) leased from any company, including other airlines, provided that this would not result in a lessor airline exercising traffic rights it does not have.

Article 19 Consultations and Amendments

1. In a spirit of close co-operation, the two Contracting Parties or their aeronautical authorities shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of and satisfactory compliance with the provisions of this Agreement and its Annexes. Such consultation shall begin within a period of sixty (60) days from the date of the request.
2. Amendments relating only to the provisions of this Agreement shall be agreed upon between the Contracting Parties. Any amendment so agreed shall enter into force when they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes following completion of the constitutional or otherwise required procedures.
3. Amendments relating only to the provisions of the route schedules annexed to this Agreement may be agreed upon between the aeronautical authorities of both Contracting Parties. Such amendments will become effective as soon as they are approved by both aeronautical authorities.

Article 20 Conformity to multilateral Conventions or Agreements

This Agreement and its Annexes will be amended so as to conform to any multilateral conventions or Agreements which may become binding upon the Contracting Parties.

Article 21 Termination

1. Either Contracting Party may, at any time, give notice in writing to the other Contracting Party of its decision to terminate this Agreement. Such notice shall simultaneously be communicated to the International Civil Aviation Organization.
2. In such a case, the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by mutual agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, the notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

Article 22 Settlement of Disputes

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement and its Annex(es) the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation.
2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation, they may agree to refer the dispute for an advisory opinion to some person or body.
3. If the Contracting Parties fail to reach a settlement pursuant to paragraphs (1) and (2) above, either Contracting Party may, in accordance with its relevant laws and regulations, refer the dispute to an arbitral tribunal of three arbitrators, two of whom to be nominated by the Contracting Parties and one umpire. In case the dispute is referred to arbitration, each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt a notice in respect of reference of the dispute to arbitration and the umpire shall be appointed within a further period of sixty (60) days from the last appointment by the two so nominated. If either Contracting Party fails to nominate its arbitrator within the specified period, or nominated arbitrators fail to agree on the umpire within the said period, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint the arbitrator of failing party or the umpire as the case may require. However, the umpire shall be a national of a state having diplomatic relations with both Contracting Parties at the time of the appointment.
4. In the case of the appointment of the umpire by the President of the Council of International Civil Aviation Organization, if the President of the Council of International Civil Aviation Organization is prevented from carrying out the said function or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the Vice-president and if the Vice-president is also prevented from carrying out the said function or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the senior member of the Council who is not a national of either Contracting Party.
5. Subject to other provisions agreed by the Contracting Parties, the arbitral tribunal shall determine its procedure and the place of arbitration.
6. The decisions of the arbitral tribunal shall be binding for the Contracting Parties.

7. The expenses of the arbitral tribunal, including the fees and expenses of the arbitrators shall be shared equally by the Contracting Parties. Any expenses incurred by the Council in connection with the appointment of the umpire and/or the arbitrator of the failing party as referred to in paragraph (3) of this Article shall be considered to be part of the expenses of the arbitral tribunal.

Article 23 Registration with ICAO

This Agreement and any amendments thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

Article 24 Final Provisions

1. This Agreement shall enter into force on the date of the last notification through diplomatic notes by either Contracting Party to the other Contracting Party that it has fulfilled the necessary measures in accordance with its laws and regulations for the entry into force of this Agreement.
2. Upon entry into force, the present Agreement shall supersede the Agreement between Switzerland and Saudi Arabia relating to Air Services, dated 9 June 1965.
3. The Route Schedule in the Annex is an integral part of this Agreement.

In witness thereof the undersigned plenipotentiaries, being duly authorized by their respective governments, have signed this Agreement.

Done in Jeddah on Saturday 4th July 2009 G corresponding to 11th Rajab 1430 H in three original copies, in the Arabic, English and German languages, all texts being equally authentic. In case of divergence in the interpretations, the English text shall prevail.

For the Swiss Federal Council :

For the Kingdom of Saudi Arabia :



Maurice Darier

Ambassador
of Switzerland
to the Kingdom of Saudi Arabia



Eng. Abdullah M. N. Rehaime

President
General Authority of Civil Aviation
of the Kingdom of Saudi Arabia

ANNEX *

ROUTE SCHEDULE

Section (1): Routes on which air services may be operated by the designated airlines of Switzerland.

Points of origin	Intermediate points	Points in the Kingdom of Saudi Arabia	Points beyond
Points in Switzerland	Two Points	Damman, Jeddah, Riyadh	Two Points

Section (2): Routes on which air services may be operated by the designated airlines of the Kingdom of Saudi Arabia.

Points of origin	Intermediate points	Points in Switzerland	Points beyond
Points in the Kingdom of Saudi Arabia	Two Points	Basel, Geneva, Zurich	Two Points

Section (3): Notes on the routes to be operated by the designated airlines of both Contracting Parties.

1. The exercise of 5th freedom traffic rights to intermediate points and points beyond is subject to the agreement between the Contracting Parties.
2. Intermediate points and points beyond on any of the specified routes may, at the option of the designated airlines, be omitted on any or all flights, provided that any service either begins or terminates in the territory of the Contracting Party designating the airline.

* Published as submitted -- Publié tel que soumis.

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

ABKOMMEN

ZWISCHEN

DEM SCHWEIZERISCHEN BUNDESRAT

UND

DEM KÖNIGREICH SAUDI ARABIEN

ÜBER

DEN LUFTLINIENVERKEHR

PREAMBEL

Der Schweizerische Bundesrat und das Königreich Saudi-Arabien (nachfolgend in diesem Abkommen als die Vertragsparteien bezeichnet) als Parteien des am 7. Dezember 1944 in Chicago zur Unterzeichnung aufgelegten Übereinkommens über die internationale Zivilluftfahrt;

vom Wunsche geleitet, ein Luftverkehrsabkommen zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und dem Königreich Saudi Arabien abzuschliessen, nachfolgend als das „Abkommen“ bezeichnet, zum Zweck, Luftverkehrslinien zwischen ihren entsprechenden Gebieten und darüber hinaus zu errichten;

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 Begriffe

1. Für die Anwendung dieses Abkommens, sofern sich aus dem Zusammenhang nichts anderes ergibt, bedeutet der Ausdruck:
 1. "Übereinkommen" das am 7. Dezember 1944 in Chicago zur Unterzeichnung aufgelegte Übereinkommen über die internationale Zivilluftfahrt, einschliesslich aller nach Artikel 90 des Übereinkommens angenommener Anhänge und aller nach Artikel 90 und 94 angenommener Änderungen der Anhänge oder des Übereinkommens, soweit diese Anhänge und Änderungen für beide Vertragsparteien anwendbar geworden oder von ihnen ratifiziert worden sind;
 2. "Luftfahrtbehörden" im Fall der Schweiz, das Bundesamt für Zivilluftfahrt und im Fall des Königreiches Saudi Arabien, die Generalbehörde für Zivilluftfahrt, oder in beiden Fällen jede andere Person oder Organisation, die ermächtigt ist, die gegenwärtig von diesen Luftfahrtbehörden ausgeübten Aufgaben wahrzunehmen;
 3. "Bezeichnetes Luftfahrtunternehmen" ein Luftfahrtunternehmen, welches in Übereinstimmung mit Artikel 3 dieses Abkommens bezeichnet und berechtigt wurde;
 4. "Tarif" die Preise, die für die Beförderung von Fluggästen, Gepäck und Fracht bezahlt werden sowie die für diese Preise anwendbaren Bedingungen, einschliesslich Preise und Bedingungen für Agenten und andere Hilfsdienste, jedoch ohne Entschädigung und Bedingungen für die Beförderung von Postsendungen;
 5. "Gebiet" in Bezug auf einen Staat die Landzonen und die dazugehörenden territorialen Gewässer, die unter der Souveränität, der Oberhoheit, der Protektion oder dem Mandat dieses Staates stehen, wie es in Artikel 2 des Übereinkommens festgelegt ist;
 6. "Luftverkehrslinie", "internationale Luftverkehrslinie", "Luftfahrtunternehmen" und "nicht gewerbsmässige Landungen" das, was in Artikel 96 des Übereinkommens festgelegt ist;
 7. "Abkommen" dieses Abkommen, seine Anhänge und alle Änderungen hierzu;

8. "Flugplan" die Linienpläne für die Strecken, auf welchen die Luftverkehrslinien betrieben werden, die diesem Abkommen angefügt sind, und jegliche Änderungen hierzu, so wie sie in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 19 dieses Abkommens vereinbart wurden;
9. "Kapazität" in Bezug auf „ein Luftfahrzeug“ die Zuladung dieses Luftfahrzeuges, die auf der Strecke oder einem Abschnitt dieser Strecke verfügbar ist;
10. "Ersatzteile" die Unterhalts- oder Ersatzartikel, welche naturgemäss zum Einbau in ein Luftfahrzeug dienen, einschliesslich Motoren;
11. "Ordentliche Bordausrüstung" die Artikel, andere als die Vorräte und Ersatzteile, welche naturgemäss austauschbar sind, die für den Verbrauch an Bord während des Fluges bestimmt sind, einschliesslich der Erste-Hilfe- und Überlebensausrüstung;
12. "Einrichtungs- und Flughafengebühren" die Gebühren, die den Luftfahrtunternehmen für die Bereitstellung von Flughafen- und Flugsicherungseinrichtungen für Luftfahrzeuge, ihre Besatzungen und Passagiere belastet werden, einschliesslich der dazugehörenden Dienste und Einrichtungen.

Artikel 2 Erteilung von Rechten

1. Jede Vertragspartei gewährt der anderen Vertragspartei die in diesem Abkommen festgelegten Rechte für die Errichtung und den Betrieb von regelmässigen internationalen Luftverkehrslinien auf den im Anhang festgelegten Strecken, welcher diesem Abkommen angehängt ist. Diese Linien und Strecken werden nachstehend "vereinbarte Linien" und "festgelegte Strecken" genannt.
2. Das von einer Vertragspartei bezeichnete Luftfahrtunternehmen geniesst beim Betrieb der vereinbarten Linien auf der festgelegten Strecke folgende Rechte:
 - a. das Gebiet der anderen Vertragspartei ohne Landung zu überfliegen;
 - b. im genannten Gebiet zu nichtgewerblichen Zwecken zu landen; und
 - c. im genannten Gebiet an den festgelegten Punkten für diese Strecke im Linienplan, welcher diesem Abkommen angehängt ist, im internationalen Verkehr Fluggäste, Fracht und Postsendungen abzusetzen oder aufzunehmen.
3. Keine Vertragspartei beschränkt das Recht jeder der bezeichneten Luftfahrtunternehmen, internationalen Verkehr zwischen den jeweiligen Gebieten der Vertragsparteien oder zwischen dem Gebiet einer Vertragspartei und den Gebieten von Drittstaaten zu befördern.
4. Keine Bestimmung in Absatz 1 und 2 dieses Artikels berechtigt die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei, auf dem Gebiet der anderen Vertragspartei gegen Entgelt Fluggäste, Gepäck, Fracht oder Postsendungen aufzunehmen, die nach einem anderen Punkt im Gebiet dieser anderen Vertragspartei bestimmt sind.
5. Wenn die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei aufgrund eines bewaffneten Konfliktes, politischer Unruhen oder Entwicklungen oder besonderer und ungewöhnlicher Umstände nicht in der Lage sind, eine Linie auf der üblicherweise beflogenen Strecke zu betreiben, so bemüht sich die andere Vertragspartei, die Weiterführung einer solchen Linie durch entsprechende Anpassungen der Strecken zu erleichtern sowie während der als notwendig erachteten Zeit die Rechte zur Erleichterung eines lebensfähigen Betriebes zu gewähren.

Artikel 3 Bezeichnung von Luftfahrtunternehmen

1. Jede Vertragspartei hat das Recht, der anderen Vertragspartei schriftlich ein oder mehrere Luftfahrtunternehmen für den Betrieb der vereinbarten Linien auf den festgelegten Strecken zu bezeichnen. Solche Bezeichnungen sind Gegenstand einer schriftlichen Anzeige zwischen den Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien.
2. Nach Erhalt einer solchen Bezeichnung erteilt die andere Vertragspartei mit einer minimalen Verfahrensfrist die erforderlichen Bewilligungen und Genehmigungen, vorausgesetzt dass:
 - a. das Luftfahrtunternehmen seinen Hauptgeschäftssitz im Gebiet der Vertragspartei hat, welche es bezeichnet und von welcher es eine gültige Betriebsbewilligung erhalten hat; und
 - b. die tatsächliche behördliche Kontrolle über das Luftfahrtunternehmen bei der Vertragspartei liegt, welche das Luftfahrtunternehmen bezeichnet hat; und
 - c. das Luftfahrtunternehmen über ein gültiges Luftverkehrsbetreiberzeugnis (AOC) verfügt, das von der Vertragspartei, welche es bezeichnet hat, ausgestellt wurde.
3. Die Luftfahrtbehörden einer Vertragspartei können von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei den Nachweis verlangen, dass sie in der Lage sind, die von den Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen zu erfüllen, die von diesen Behörden üblicherweise für den Betrieb internationaler Luftverkehrslinien in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Übereinkommens angewandt werden.
4. Sobald ein Luftfahrtunternehmen so bezeichnet und berechtigt wurde, kann es jederzeit mit dem Betrieb der vereinbarten Linien beginnen, vorausgesetzt, dass ein Tarif in Kraft ist, welcher in Übereinstimmung mit Artikel 17 dieses Abkommens festgelegt wurde.

Artikel 4 Verweigerung, Widerruf oder Aussetzung der Betriebsbewilligung

1. Jede Vertragspartei hat das Recht, die Gewährung der Betriebsbewilligung zu verweigern oder sie zu widerrufen oder die Ausübung der in Absatz 2 von Artikel 2 dieses Abkommens aufgeführten Rechte durch die von der anderen Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen auszusetzen oder Bedingungen aufzuerlegen, die sie für die Ausübung dieser Rechte als erforderlich erachtet, wenn:
 - a. das Luftfahrtunternehmen seinen Hauptgeschäftssitz nicht im Gebiet der Vertragspartei hat, welche es bezeichnet und von welcher es eine gültige Betriebsbewilligung erhalten hat; oder
 - b. die tatsächliche behördliche Kontrolle über das Luftfahrtunternehmen nicht bei der Vertragspartei liegt, welche es bezeichnet hat; oder
 - c. das Luftfahrtunternehmen nicht über ein gültiges Luftverkehrsbesitzerzeugnis (AOC) verfügt, das von der Vertragspartei, welche es bezeichnet hat, ausgestellt wurde; oder
 - d. die besagten Luftfahrtunternehmen die Gesetze und Verordnungen der Vertragspartei, welche diese Rechte gewährt hat, nicht befolgen oder in schwerer Weise missachtet haben, oder
 - e. die besagten Luftfahrtunternehmen die vereinbarten Linien nicht in Übereinstimmung mit den in diesem Abkommen aufgestellten Bedingungen betreiben.
2. Soweit nicht der sofortige Widerruf, die vorübergehende Aussetzung oder die Auferlegung der in Absatz 1 dieses Artikels erwähnten Bedingungen erforderlich sind, um weitere Verstösse gegen Gesetze und/oder Verordnungen zu verhindern, dürfen solche Rechte nur nach Beratungen mit der anderen Vertragspartei ausgeübt werden.
3. Falls eine Vertragspartei in Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels Massnahmen trifft, werden die Rechte der anderen Vertragspartei gemäss Artikel 21 dieses Abkommens nicht beeinträchtigt.

Artikel 5 Einrichtungen und Flughafengebühren

1. Jede Vertragspartei bezeichnet einen Flughafen oder Flughäfen in seinem Gebiet für die Benutzung durch die bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei auf den festgelegten Strecken und bietet den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei kommunikative, luftfahrtspezifische und meteorologische Einrichtungen und andere Dienstleistungen an, welche für den Betrieb der vereinbarten Linien notwendig sind.
2. Keine der Vertragsparteien soll den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei Benutzungsgebühren auferlegen oder zur Belastung zulassen, die höher sind als diejenigen, welche seinen eigenen bezeichneten Luftfahrtunternehmen auferlegt werden, die ähnliche internationale Luftverkehrslinien mit gleichartigen Luftfahrzeugen und den dazugehörigen Einrichtungen und Dienste betreiben.
3. Jede Vertragspartei fördert Beratungen zwischen den für die Gebühren zuständigen Behörden oder Organen in ihrem Gebiet und den bezeichneten Luftfahrtunternehmen, welche die Dienstleistungen und Einrichtungen in Anspruch nehmen und ermutigt die für die Gebühren zuständigen Behörden oder Organe und die bezeichneten Luftfahrtunternehmen, die erforderlichen Informationen auszutauschen, die eine genaue Überprüfung der Angemessenheit der Gebühren in Übereinstimmung mit den in den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels enthaltenen Grundsätzen ermöglichen. Jede Vertragspartei ermutigt die für die Gebühren zuständigen Behörden, die Benutzer innerhalb eines vernünftigen Zeitrahmens über Änderungsvorschläge betreffend Benutzungsgebühren ins Bild zu setzen, um diesen zu ermöglichen, ihre Ansichten kundzutun, bevor die Änderungen vorgenommen werden.

Artikel 6 Befreiung von Zoll- und anderen Gebühren

1. Die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei auf den internationalen Linien eingesetzten Luftfahrzeuge sowie ihre Vorräte an Treibstoff, Schmierstoffen, anderen verbrauchbaren technischen Vorräten, Ersatzteile, normale Ausrüstung und Materialien, die an Bord mitgeführt werden, sind beim Eintritt in oder beim Wegflug aus dem Gebiet der anderen Vertragspartei gestützt auf Reziprozität, von den Zollabgaben, Gebühren, Inspektionsgebühren und anderen ähnlichen Gebühren oder Abgaben befreit, vorausgesetzt, dass diese Ausrüstung und diese Vorräte solange an Bord der Luftfahrzeuge bleiben, bis sie wieder ausgeführt werden oder von diesen Luftfahrzeugen auf Flügen über diesem Gebiet benutzt oder verbraucht werden.
2. Von den gleichen Abgaben, Gebühren und Kosten, ausgenommen vom Entgelt für erbrachte Dienstleistungen, sind ebenfalls befreit:
 - a. die Bordvorräte, die im Gebiet einer Vertragspartei innerhalb der von den Behörden dieser Vertragspartei festgesetzten Grenzen an Bord genommen werden und die zum Verbrauch an Bord der abfliegenden Luftfahrzeuge bestimmt sind, die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei auf internationalen Linien eingesetzt werden;
 - b. die Ersatzteile, die in das Gebiet einer Vertragspartei eingeführt werden, für den Unterhalt oder die Instandsetzung der von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei auf den internationalen Linien eingesetzten Luftfahrzeuge;
 - c. die Treib- und Schmierstoffe, die für die Versorgung der abfliegenden Luftfahrzeuge bestimmt sind, welche durch die von der anderen Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen auf internationalen Linien eingesetzt werden, selbst wenn diese Vorräte auf demjenigen Teil der Reise verbraucht werden, der über dem Gebiet der Vertragspartei ausgeführt wird, in dem sie an Bord genommen werden.
3. Die in Absatz 2 vorstehend erwähnten Stoffe können unter die Aufsicht oder die Kontrolle der Zollbehörden gestellt werden, bis sie wieder ausgeführt werden oder bis darüber in Übereinstimmung mit den Zollvorschriften in anderer Weise verfügt worden ist.

4. Fluggäste, Gepäck und Fracht, die sich im direkten Durchgang durch das Gebiet einer der Vertragsparteien befinden und die ihnen vorbehaltene Zone des Flughafens nicht verlassen, werden nur einer sehr vereinfachten Kontrolle unterzogen. Gepäck und Fracht, solange sie sich im direkten Durchgangsverkehr befinden, sind von Zollabgaben und anderen ähnlichen Gebühren befreit.
5. Ebenfalls von allen Zollabgaben und Gebühren befreit sind, basierend auf Reziprozität, die offiziellen Dokumente, welche das Abzeichen des Luftfahrtunternehmens tragen, wie Gepäckanhänger, Beförderungsscheine, Luftfrachtbriefe, Einsteigekarten und Flugpläne, die in das Gebiet einer Vertragspartei eingeführt werden und die für den ausschliesslichen Gebrauch durch die bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei bestimmt sind.

Artikel 7 Anwendbare Grundsätze für den Betrieb der vereinbarten Linien

1. Den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der beiden Vertragsparteien sollen angemessene und gleiche Möglichkeiten beim Betrieb der vereinbarten Linien auf den festgelegten Strecken ermöglicht werden.
2. Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei nehmen beim Betrieb der vereinbarten Linien Rücksicht auf die Interessen der bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei, um die Linien, welche diese letztgenannten Luftfahrtunternehmen auf den ganzen oder teilweise gleichen Strecken bedienen, nicht ungerechtfertigt zu beeinträchtigen.
3. Die vereinbarten Linien, die von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der Vertragsparteien angeboten werden, haben als wesentliches Ziel, ein angemessenes Beförderungsangebot mit einem vernünftigen Auslastungsgrad zur Verfügung zu gewährleisten, das den gegenwärtigen und vernünftigerweise zu erwartenden Erfordernissen für die Beförderung von Fluggästen, Fracht und Postsendungen zwischen dem Gebiet der Vertragspartei, welche das Luftfahrtunternehmen bezeichnet hat, und dem Gebiet der anderen Vertragspartei abzudecken. Das Beförderungsangebot für Fluggäste, Gepäck und Fracht einschliesslich von Postsendungen, die an Punkten auf den festgelegten Strecken in den Gebieten von anderen Staaten als denjenigen, welche die Luftfahrtunternehmen bezeichnet haben, aufgenommen und abgesetzt werden, muss zwischen den beiden Vertragsparteien vereinbart werden, da das Angebot angepasst sein muss an:
 - a. die Verkehrsnachfrage von und nach dem Gebiet der Vertragspartei, welche die Luftfahrtunternehmen bezeichnet hat;
 - b. die Verkehrsnachfrage des Gebietes, durch welches die vereinbarten Linien führen, unter Berücksichtigung anderer Luftverkehrslinien, die von den Luftfahrtunternehmen der in diesem Gebiet gelegenen Staaten erbracht werden;
 - c. die Erfordernisse des Betriebs von Langstreckendiensten.
4. Um den bezeichneten Luftfahrtunternehmen eine angemessene und gleiche Behandlung zu ermöglichen, unterliegen die Frequenzen der Linien und deren Beförderungsangebot sowie auch die Flugpläne der Genehmigung durch die Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien. Dieses Erfordernis muss auch bei jeder Änderung der vereinbarten Linien erfüllt werden.

5. Im Bedarfsfall bemühen sich die Luftfahrtbehörden beider Vertragsparteien eine befriedigende Vereinbarung in Bezug auf die Flugpläne, das Beförderungsangebot und die Frequenzen zu erreichen.

Artikel 8 Genehmigung der Flugpläne

Die Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei haben den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei nicht später als sechzig (60) Tage vor dem Zeitpunkt des Betriebs der vereinbarten Linien ihre vorgesehenen Flugpläne zur Genehmigung zu unterbreiten. Diese Flugpläne müssen die Art der Dienstleistung sowie das verwendete Luftfahrzeug, die Flugpläne und alle anderen massgeblichen Informationen enthalten. Dies ist gleichermassen auf alle nachfolgenden Änderungen anwendbar. In besonderen Fällen kann die Frist verkürzt werden, vorbehaltlich der Zustimmung der besagten Behörden.

Artikel 9 Bereitstellung von Statistiken

Die Luftfahrtbehörden der Vertragsparteien stellen den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei auf deren Verlangen Informationen und Statistiken in Bezug auf den von ihren bezeichneten Luftfahrtunternehmen auf den vereinbarten Linien beförderten Verkehr in das Gebiet und vom Gebiet der anderen Vertragspartei bereit, so wie es normalerweise von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen für ihre Luftfahrtbehörden bereit gestellt und ihnen unterbreitet wird. Diese Daten beinhalten Angaben über das Volumen, die Verteilung, die Herkunft und den Bestimmungsort des Verkehrs. Alle zusätzlichen statistischen Verkehrsangaben, welche die Luftfahrtbehörden einer Vertragspartei von den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei wünscht, ist, auf Verlangen, Gegenstand von gegenseitigen Gesprächen und Vereinbarungen zwischen den beiden Vertragsparteien.

Artikel 10 Anwendung von Gesetzen und Verordnungen

1. Die Gesetze und Verordnungen einer Vertragspartei sind auf die Navigation und den Betrieb von Luftfahrzeugen der von der anderen Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen während dem Einflug, dem Aufenthalt und dem Abflug vom Gebiet der anderen Vertragspartei anwendbar.
2. Die Gesetze und Verordnungen einer Vertragspartei, welche die Einreise, den Aufenthalt und die Ausreise von ihrem Gebiet von Fluggästen, Besatzungen, Gepäck, Fracht oder Postsendungen regeln wie namentlich die Formalitäten für die Einreise, Ausreise, Auswanderung, Einwanderung, Zoll, Währungen, Gesundheit und Quarantäne sind auf Fluggäste, Besatzungen, Gepäck, Fracht und Postsendungen anwendbar, die von Luftfahrzeugen der bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei befördert werden, während sie sich im genannten Gebiet befinden.
3. Jede Vertragspartei stellt der anderen Vertragspartei auf Verlangen die Kopien der in diesem Artikel erwähnten massgeblichen Gesetze und Verordnungen bereit.
4. Keine Vertragspartei darf ihren eigenen Luftfahrtunternehmen im Vergleich mit den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei bei der Anwendung der in diesem Artikel erwähnten Gesetze und Verordnungen eine Vorzugsstellung einräumen.

Artikel 11 Überweisung von Erträgen

1. Jede Vertragspartei gewährt den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei das Recht, in Übereinstimmung mit den Devisenverordnungen der Vertragspartei, in deren Gebiet die Einnahmen in Verbindung mit der Beförderung von Fluggästen, Gepäck, Postsendungen und Fracht, angefallen sind, diese flexibel zu überweisen. Es sind keine anderen Gebühren als die normalen Bankgebühren auf diese Überweisungen anwendbar.
2. Sofern eine Vertragspartei in Bezug auf die Überweisung des bei den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei angefallenen Einnahmen Beschränkungen auferlegt, hat die letztgenannte das Recht, den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei ebenfalls reziproke Beschränkungen aufzuerlegen. Die Vertragsparteien unternehmen alles in ihrer Macht stehende, um die Überweisung solcher Einnahmen zu erleichtern.
3. Unter Vorbehalt der im Gebiet anwendbaren Gesetze und Verordnungen, wird vom bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei verlangt, Steuern auf die Einnahmen zu bezahlen, die im Gebiet der anderen Vertragspartei in Bezug auf den Gewinn oder Profit aus dem Betrieb der vereinbarten Linien angefallen sind. Besteht ein besonderes Abkommen über die Vermeidung der Doppelbesteuerung zwischen den Vertragsparteien, so ist dieses letztgenannte anwendbar.

Artikel 12 Technische Sicherheit

1. Die Lufttüchtigkeitszeugnisse, die Fähigkeitszeugnisse und Ausweise, die von einer Vertragspartei ausgestellt oder für gültig anerkannt wurden und die noch in Kraft sind, sind von der anderen Vertragspartei für den Betrieb der vereinbarten Linien auf den festgelegten Strecken als gültig anzuerkennen, vorausgesetzt, dass diese Zeugnisse oder Ausweise in Übereinstimmung mit den aufgrund des Übereinkommens festgelegten Anforderungen ausgestellt oder für gültig anerkannt worden sind.
2. Jede Vertragspartei kann jedoch für Flüge über ihr eigenes Gebiet die Anerkennung von Fähigkeitszeugnissen und Ausweisen verweigern, die ihren eigenen Staatsangehörigen von der anderen Vertragspartei ausgestellt worden sind.
3. Jede Vertragspartei kann Beratungen über die von der anderen Vertragspartei aufrechterhaltenen Sicherheitsnormen bezüglich Luftfahrteinrichtungen, Besatzungen, Luftfahrzeuge und Betrieb der Luftfahrzeuge durch die bezeichneten Luftfahrtunternehmen verlangen. Ist eine Vertragspartei nach solchen Beratungen der Ansicht, dass die andere Vertragspartei in diesen Bereichen die Sicherheitsstandards und Erfordernisse, die zumindest den Mindeststandards entsprechen, die aufgrund des Übereinkommens festgelegt werden können, nicht wirksam aufrechterhält und vollzieht, werden der anderen Vertragspartei diese Feststellung und die notwendigen Schritte zur Erfüllung dieser Mindeststandards bekannt gegeben, und die andere Vertragspartei hat geeignete Massnahmen zur Abhilfe zu ergreifen.
4. Jede Vertragspartei behält sich vor, für den Fall, dass innerhalb vernünftiger Zeit keine solche geeignete Massnahmen zur Abhilfe ergriffen wurde, die Betriebsbewilligung für die von der anderen Vertragspartei bezeichneten Luftfahrtunternehmen auszusetzen, zu verweigern oder zu widerrufen.
5. Gestützt auf Artikel 16 des Übereinkommens kann jedes betriebene Luftfahrzeug, oder jedes Luftfahrzeug, dessen Eigentum nicht den bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei in Übereinstimmung mit der Bestimmung über die Bezeichnung in diesem Abkommen gehört, und welches benutzt wird, um den Betrieb der vereinbarten Linien in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Abkommens in das Gebiet und vom Gebiet der anderen Vertragspartei mittels Leasingvereinbarungen mit einem anderen Luftfahrtunternehmen durchzuführen, welches einem Staat jeder Vertragspartei oder einem dritten Staat gehört, Gegenstand einer

Überprüfung durch die zuständigen Vertreter der anderen Vertragspartei sein. Ungeachtet der Verpflichtungen von Artikel 33 des Übereinkommens muss der Zweck der Überprüfung darin liegen, die Gültigkeit der erforderlichen Luftfahrzeugunterlagen, der Ausweise ihrer Besatzungen und der Ausrüstung des Luftfahrzeuges festzustellen sowie sicherzustellen, dass der Zustand des Luftfahrzeuges den zu diesem Zeitpunkt vom Übereinkommen aufgestellten Standards entspricht, vorausgesetzt, dass dies den Betrieb des Luftfahrzeuges nicht ungebührlich verzögert.

6. Jede Vertragspartei behält sich vor, die Betriebsbewilligung eines Luftfahrtunternehmens oder von Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei sofort vorübergehend aufzuheben, für den Fall, dass dringliche Massnahmen zur Sicherheit des Betriebes eines Luftfahrtunternehmens erforderlich sind.
7. Alle von einer Vertragspartei in Übereinstimmung mit den Absätzen 4 und 6 vorstehend ergriffenen Massnahmen werden aufgehoben, sobald die Gründe, welche die Massnahmen ausgelöst haben, nicht mehr gegeben sind.

Artikel 13 Geschäftsvertretung der Luftfahrtunternehmen

1. Die bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei haben das Recht, in Übereinstimmung mit den Gesetzen und Verordnungen der anderen Vertragspartei betreffend Einreise, Aufenthalt und Arbeitsverhältnis, ihr eigenes Verwaltungs-, technisches, betriebliches oder anders spezialisiertes Personal in das Gebiet der anderen Vertragspartei zu bringen und beizubehalten, welches für die Vorkehrungen dieser vereinbarten Linien notwendig ist.
2. Der Betrieb der Bodenabfertigung jedes bezeichneten Luftfahrtunternehmens wird in Übereinstimmung mit den Gesetzen und Verordnungen der anderen Vertragspartei und auf der Grundlage gegenseitiger Behandlung durchgeführt.
3. Jede Vertragspartei räumt den bezeichneten Luftfahrtunternehmen der anderen Vertragspartei das Recht ein, sich am Verkauf von Beförderungen in ihrem Gebiet unmittelbar und, nach Belieben der Luftfahrtunternehmen, mittels Agenten zu beteiligen.

Artikel 14 Sicherheit der Luftfahrt

1. Die Vertragsparteien bekräftigen, dass ihre gegenseitige Verpflichtung, die Sicherheit der Zivilluftfahrt gegen widerrechtliche Eingriffe zu schützen, Bestandteil dieses Abkommens bildet. Ohne die Gesamtheit ihrer Rechte und Pflichten nach internationalem Recht zu beschränken, handeln die Vertragsparteien insbesondere in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Abkommens über strafbare und bestimmte andere an Bord von Luftfahrzeugen begangene Handlungen, unterzeichnet am 14. September 1963 in Tokio, des Übereinkommens zur Bekämpfung der widerrechtlichen Inbesitznahme von Luftfahrzeugen, unterzeichnet am 16. Dezember 1970 in Den Haag, des Übereinkommens zur Bekämpfung widerrechtlicher Handlungen gegen die Sicherheit der Zivilluftfahrt, unterzeichnet am 23. September 1971 in Montreal, des Zusatzprotokolls zur Bekämpfung gewalttätiger Handlungen auf Flughäfen, die der internationalen Zivilluftfahrt dienen, unterzeichnet am 24. Februar 1988 in Montreal sowie aller weiteren Übereinkommen und Protokolle über die Sicherheit der Zivilluftfahrt, welchen die beiden Vertragsparteien beitreten.
2. Die Vertragsparteien gewähren sich gegenseitig auf Ersuchen hin jede erforderliche Unterstützung, um Handlungen zur widerrechtlichen Inbesitznahme von Luftfahrzeugen und andere widerrechtliche Handlungen gegen die Sicherheit solcher Luftfahrzeuge, ihrer Fluggäste und Besatzungen, gegen Flughäfen und Einrichtungen der Flugsicherung sowie jede andere Bedrohung der Sicherheit der Zivilluftfahrt zu verhindern.
3. Die Vertragsparteien handeln in ihren gegenseitigen Beziehungen in Übereinstimmung mit den von der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation aufgestellten und als Anhänge zum Übereinkommen bezeichneten Sicherheitsbestimmungen, soweit solche Sicherheitsbestimmungen für die Vertragsparteien anwendbar sind; sie verlangen, dass bei ihnen eingetragene Luftfahrzeughalter oder Luftfahrzeughalter, die den Hauptsitz ihrer geschäftlichen Tätigkeiten oder ihren dauernden Aufenthalt in ihrem Gebiet haben und Flughafenhalter in ihrem Gebiet in Übereinstimmung mit solchen Bestimmungen über die Sicherheit der Luftfahrt handeln.

4. Jede Vertragspartei erklärt sich damit einverstanden, dass solche Luftfahrzeughalter zur Einhaltung der in Absatz 3 dieses Artikels aufgeführten Bestimmungen über die Sicherheit der Luftfahrt aufgefordert werden, die von der anderen Vertragspartei für die Einreise, die Ausreise oder den Aufenthalt im Gebiet dieser anderen Vertragspartei verlangt werden. Jede Vertragspartei stellt sicher, dass in ihrem Gebiet zweckmässige Massnahmen wirkungsvoll angewandt werden, um Luftfahrzeuge zu schützen und Fluggäste, Besatzungen, Handgepäck, Gepäck, Fracht und Bordvorräte vor und während des Besteigens der Luftfahrzeuge oder der Beladung zu kontrollieren. Jede Vertragspartei überprüft des weitern wohlwollend jedes Begehren der anderen Vertragspartei für vernünftige Sondersicherheitsmassnahmen, um eine bestimmte Gefahr abzuwenden.
5. Bei einem Zwischenfall oder der Gefahr eines Zwischenfalls für eine widerrechtliche Inbesitznahme eines zivilen Luftfahrzeuges oder bei anderen widerrechtlichen Handlungen gegen die Sicherheit solcher Luftfahrzeuge, ihrer Fluggäste und Besatzungen, der Flughäfen oder Flugsicherungsanlagen unterstützen sich die beiden Vertragsparteien gegenseitig, indem sie die Kommunikation und andere zweckmässige Massnahmen erleichtern, die geeignet sind, einen solchen Zwischenfall oder eine solche Bedrohung schnell und sicher zu beenden.
6. Wenn eine Vertragspartei vernünftige Gründe zur Annahme hat, dass die andere Vertragspartei von den Sicherheitsbestimmungen dieses Artikels abweicht, können die Luftfahrtbehörden jener Partei um sofortige Beratung mit den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei nachsuchen. Kommt keine zufrieden stellende Einigung innerhalb einer gegebenen Zeit zustande, stellt dies einen Grund dafür dar, die Betriebsbewilligung und die technischen Genehmigungen der Luftfahrtunternehmen dieser Vertragspartei zurückzubehalten, zu widerrufen, zu beschränken oder Bedingungen zu unterwerfen.

Artikel 15 Sicherheit von Reisedokumenten

1. Jede Vertragspartei erklärt sich bereit, Massnahmen zu ergreifen, um die Sicherheit ihrer Reisepässe und anderer Reisedokumente zu gewährleisten.
2. Zu diesem Zweck erklärt sich jede Vertragspartei bereit, Kontrollen über die rechtmässige Herstellung, die Ausstellung, die Überprüfung und den Gebrauch von Reisepässen und anderen Reisedokumenten und Identitätsdokumenten einzuführen, die von dieser Vertragspartei, oder in deren Auftrag ausgestellt worden sind.
3. Jede Vertragspartei erklärt sich ebenfalls bereit, Verfahren aufzustellen oder zu verbessern, um sicherzustellen, dass Reisedokumente und Identitätsdokumente, welche von ihr ausgestellt wurden, von solcher Beschaffenheit sind, dass sie nicht leicht missbraucht und schnell unrechtmässig geändert, nachgebildet oder ausgestellt werden können.
4. Gemäss den vorgängig erwähnten Zielen stellt jede Vertragspartei ihre Reisepässe und andere Reisedokumente in Übereinstimmung mit den einschlägigen Dokumenten der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation aus.
5. Jede Vertragspartei erklärt sich ferner bereit, betriebliche Informationen über gefälschte oder nachgemachte Reisedokumente auszutauschen und mit der anderen Vertragspartei zusammenzuarbeiten, um den Widerstand zu verstärken gegen den Betrug mit Reisedokumenten, einschliesslich die Fälschung und Nachahmung von Reisedokumenten, den Gebrauch von gefälschten oder nachgeahmten Reisedokumenten, den Gebrauch gültiger Reisedokumente durch Betrüger, den Missbrauch von echten Reisedokumenten durch die rechtmässigen Besitzer, um die Verübung von Vergehen zu unterstützen, den Gebrauch von verfallenen oder widerrufenen Reisedokumenten und den Gebrauch von arglistig erworbenen Reisedokumenten.

Artikel 16 Nicht zugelassene und ohne Dokumente reisende Fluggäste und Ausgewiesene

1. Jede Vertragspartei erklärt sich bereit, wirkungsvolle Grenzkontrollen einzurichten.
2. Zu diesem Zweck erklärt sich jede Vertragspartei bereit, die Standards und Empfehlungen von Annex 9 (Facilitation) des Übereinkommens über nicht zugelassene und ohne Dokumente reisende Fluggäste und Ausgewiesene umzusetzen, um die Zusammenarbeit bei der Bekämpfung der rechtswidrigen Migration zu verstärken.
3. Gemäss den vorgängig erwähnten Zielen erklärt sich jede Vertragspartei bereit, den Brief über „betrügerische, gefälschte oder nachgeahmte Reisedokumente oder unverfälschte, von Betrügern vorgewiesene Dokumente“, wie in Appendix 9 b) zum Anhang 9 festgehalten, je nach Fall auszustellen oder anzunehmen, wenn sie Handlungen gemäss den entsprechenden Absätzen des Kapitels 3 des Anhangs über die Beschlagnahme von unrechtmässigen, gefälschten oder nachgeahmten Reisedokumenten unternimmt.

Artikel 17 Tarife

1. Die Tarife, die durch die bezeichneten Luftfahrtunternehmen der Vertragsparteien für die vereinbarten Linien angewendet werden, sind in vernünftiger Höhe festzusetzen, wobei alle mitbestimmenden Einflüsse, einschliesslich der Betriebskosten, eines vernünftigen Gewinnes, der Eigenheiten der Dienstleistung und der Tarife anderer Luftfahrtunternehmen, die Linienverkehr über den ganzen oder einen Teil der gleichen Strecken betreiben, gebührend zu berücksichtigen sind.
2. Die in Absatz 1 dieses Artikels genannten Tarife werden, wenn möglich, aufgrund der Marktgegebenheiten betreffend Angebot und Nachfrage festgesetzt.
3. Die eingeführten Tarife werden den Luftfahrtbehörden beider Vertragsparteien zum Zweck der Aufzeichnung und geeigneten Reaktion gegen unfaires Wettbewerbsverhalten im Markt eingereicht.
4. Ohne die Anwendung des allgemeinen Wettbewerbs- und Konsumentenrechts jeder Vertragspartei zu beschränken, sind Eingriffe durch die Vertragsparteien beschränkt auf:
 - a. die Verhinderung von unbilligen Diskriminierungstarifen oder -praktiken;
 - b. den Schutz der Konsumenten vor unangemessen hohen oder restriktiven Tarifen infolge Missbrauchs einer marktbeherrschenden Stellung oder Preisabsprachen unter den Luftfahrtunternehmen; und
 - c. den Schutz der Luftfahrtunternehmen vor Tarifen, die aufgrund direkter oder indirekter staatlicher Subventionen oder Unterstützung künstlich niedrig gehalten werden.
5. Wenn zwischen den bezeichneten Luftfahrtunternehmen einer Vertragspartei in Bezug auf die Einführung von Tarifen Meinungsverschiedenheiten aufgrund von unfairer Wettbewerbsverhalten im Markt auftreten, so sind diese in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 22 dieses Abkommens zu bereinigen.

Artikel 18 Leasing

1. Jede Vertragspartei kann den Gebrauch von geleasteten Luftfahrzeugen für die Dienste gemäss diesem Abkommen verhindern, welche nicht mit den Artikeln 12 (Technische Sicherheit) und 14 (Sicherheit der Luftfahrt) übereinstimmen.
2. Unter Vorbehalt von Absatz 1 vorstehend können die bezeichneten Luftfahrtunternehmen jeder Vertragspartei Luftfahrzeuge (oder Luftfahrzeuge und Besatzungen) von jedem Unternehmen, einschliesslich von anderen Luftfahrtunternehmen, leasen, vorausgesetzt, dass dies nicht dazu führt, dass das Luftfahrtunternehmen, welches das Luftfahrzeug verleast, Verkehrsrechte ausübt, welche ihm nicht zustehen.

Artikel 19 Beratungen und Änderungen

1. Im Sinne einer engen Zusammenarbeit beraten sich die Luftfahrtbehörden der Vertragsparteien von Zeit zu Zeit gegenseitig, um sich der Einführung und der zufriedenstellenden Einhaltung der Bestimmungen dieses Abkommens und seiner Anhänge zu vergewissern. Diese Beratungen beginnen innerhalb eines Zeitraumes von sechzig (60) Tagen ab dem Datum des Begehrens.
2. Änderungen, welche einzig die Bestimmungen dieses Abkommens betreffen, werden zwischen den Vertragsparteien vereinbart. Jede so vereinbarte Änderung tritt in Kraft, sobald sie durch den Austausch von diplomatischen Noten nach Erfüllung ihrer verfassungsrechtlichen oder anderen verlangten Verfahren bestätigt wurden.
3. Änderungen, welche einzig die Bestimmungen der diesem Abkommen angehängten Linienpläne betreffen, können zwischen den Luftfahrtbehörden beider Vertragsparteien vereinbart werden. Diese Änderungen treten in Kraft sobald sie von den beiden Luftfahrtbehörden genehmigt wurden.

Artikel 20 Übereinstimmung mit multilateralen Übereinkommen oder Abkommen

Dieses Abkommen und seine Anhänge werden geändert, um mit den mehrseitigen Abkommen oder Vereinbarungen überein zu stimmen, welche für die Vertragsparteien bindend sind.

Artikel 21 Kündigung

1. Jede Vertragspartei kann der anderen Vertragspartei jederzeit schriftlich ihren Entschluss zur Kündigung dieses Abkommens anzeigen. Eine solche Anzeige ist gleichzeitig der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation mitzuteilen.
2. In diesem Falle endet das Abkommen zwölf (12) Monate nach Empfang der Anzeige durch die andere Vertragspartei, sofern die Kündigungsanzeige nicht in gegenseitigem Einvernehmen vor Ablauf dieser Frist zurückgezogen wird. Liegt keine Empfangsanzeige der anderen Vertragspartei vor, wird angenommen, dass ihr die Mitteilung vierzehn (14) Tage nach dem Zeitpunkt zugekommen ist, an dem die Internationale Zivilluftfahrt-Organisation davon Kenntnis erhalten hat.

Artikel 22 Beilegung von Meinungsverschiedenheiten

1. Wenn zwischen den Vertragsparteien Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder die Anwendung dieses Abkommens und seiner Anhänge entstehen, bemühen sich die Vertragsparteien an erster Stelle, diese durch Verhandlungen zu bereinigen.
2. Gelingt es den Vertragsparteien nicht, eine Einigung durch Verhandlungen zu erzielen, können sie vereinbaren, die Meinungsverschiedenheit einer Person oder Organisation zur beratenden Stellungnahme weiterzuleiten.
3. Wenn die Vertragsparteien keine Einigung gemäss den vorstehenden Absätzen 1 und 2 erreichen, kann jede Vertragspartei, in Übereinstimmung mit seinen entsprechenden Gesetzen und Verordnungen, die Meinungsverschiedenheit einem Schiedsgericht aus drei Schiedsrichtern weiterleiten, wovon zwei von den Vertragsparteien ernannt werden und einer ein unparteiischer Dritter ist. Wenn die Meinungsverschiedenheit einem Schiedsgericht weitergeleitet wird, bezeichnet jede Vertragspartei innerhalb einer Frist von sechzig (60) Tagen vom Datum des Erhalts der Mitteilung, wonach die Meinungsverschiedenheit einem Schiedsgericht unterbreitet wird, einen Schiedsrichter, und der unparteiische Dritte wird innerhalb von weiteren sechzig (60) Tagen seit der letzterfolgten Ernennung von den zwei so benannten Schiedsrichter ernannt. Wenn eine der Vertragsparteien es versäumt, ihren Schiedsrichter innerhalb der festgelegten Frist zu bezeichnen oder wenn die ernannten Schiedsrichter es versäumen, sich innerhalb der erwähnten Frist auf den unparteiischen Dritten zu einigen, kann der Präsident des Rates der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation von jeder Vertragspartei ersucht werden, den Schiedsrichter der säumigen Partei oder den unparteiischen Dritten zu ernennen, wie immer der Fall es erfordert. Der unparteiische Dritte muss jedoch Angehöriger eines Staates sein, mit dem beide Vertragsparteien zum Zeitpunkt der Ernennung diplomatische Beziehungen unterhalten.
4. Wenn der unparteiische Dritte vom Präsidenten der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation ernannt wird, der Präsidenten der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation jedoch an der Ausübung der besagten Aufgabe verhindert ist, oder wenn er ein Staatsangehöriger einer der Vertragsparteien ist, so wird die Ernennung vom Vize-Präsidenten vorgenommen und falls der Vize-Präsident ebenfalls verhindert ist, die besagte Aufgabe auszuführen, oder wenn er ein Staatsangehöriger einer der Vertragsparteien ist, so wird die

Ernennung vom amtsältesten Ratsmitglied, welches nicht Staatsangehöriger einer der Vertragsparteien ist, vorgenommen.

5. Unter Vorbehalt anderweitiger Bestimmungen, die zwischen den Vertragsparteien vereinbart worden sind, bestimmt das Schiedsgericht sein Verfahren und den Ort des Schiedsgerichtes.
6. Die Entscheide des Schiedsgerichts sind für die Vertragsparteien bindend.
7. Die Kosten des Schiedsgerichts, einschliesslich der Gebühren und Kosten der Schiedsrichter, werden zu gleichen Teilen von den Vertragsparteien getragen. Alle Aufwendungen, die beim Rat in Verbindung mit der Ernennung des unparteiischen Dritten und/oder des Schiedsrichters der säumigen Partei, wie in Absatz 3 dieses Artikels erwähnt, angefallen sind, werden als Teil der Kosten des Schiedsgerichts betrachtet.

Artikel 23 Hinterlegung bei der ICAO

Dieses Abkommen und alle Änderungen hierzu werden bei der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation hinterlegt.

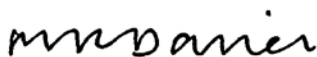
Artikel 24 Schlussbestimmungen

1. Dieses Abkommen tritt am Tag der letzten, durch Austausch diplomatischer Noten der einen Vertragspartei an die andere Vertragspartei erfolgten Mitteilung in Kraft, dass sie die notwendigen Massnahmen in Übereinstimmung mit ihren Gesetzen und Verordnungen für das Inkrafttreten dieses Abkommens erfüllt hat.
2. Mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens wird das Abkommen über den Luftverkehr zwischen der Schweiz und Saudi Arabien vom 9. Juni 1965 aufgehoben.
3. Der Linienplan im Anhang ist integrierender Bestandteil dieses Abkommens.

Zu Urkund dessen haben die durch ihre Regierungen entsprechend bevollmächtigten Unterzeichnenden dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in Djeddah am 4. Juli 2009 G, entspricht dem 11. Rajab 1430 H, in drei Originalkopien, in deutscher, arabischer und englischer Sprache, wobei alle drei Wortlaute gleichermassen verbindlich sind. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten bei Auslegung geht der englische Text vor.

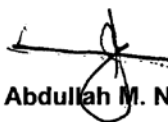
Für den Schweizerischen
Bundesrat



Maurice Darier

Schweizerischer Botschafter
im Königreich Saudi Arabien

Für die Regierung
des Königreiches Saudi Arabien :



Ing. Abdullah M. N. Rehaimi

Präsident
Generalbehörde für Zivilluftfahrt
des Königreiches Saudi Arabien

A N H A N G

Linienplan

Sektion 1: Strecken, auf denen die von der Schweiz bezeichneten Luftfahrtunternehmen Luftverkehrslinien betreiben können:

Abflugpunkte	Zwischenlandepunkte	Punkte im Königreich Saudi Arabien	Punkte darüber hinaus
Punkte in der Schweiz	2 Punkte	Damman, Jeddah, Riyadh	2 Punkte

Sektion 2: Strecken, auf denen die vom Königreich Saudi Arabien bezeichneten Luftfahrtunternehmen Luftverkehrslinien betreiben können:

Abflugpunkte	Zwischenlandepunkte	Punkte in der Schweiz	Punkte darüber hinaus
Punkte im Königreich Saudi Arabien	2 Punkte	Basel, Genf, Zürich	2 Punkte

Sektion 3: Anmerkungen zu den Strecken, welche von den bezeichneten Luftfahrtunternehmen beider Vertragsparteien betrieben werden können.

1. Die Ausübung von Verkehrsrechten in 5. Freiheit zu Zwischenlandepunkten und Punkten darüber hinaus ist Gegenstand einer Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien.
2. Zwischenlandepunkte und Punkte darüber hinaus auf jeder der festgelegten Strecken können, nach Belieben der bezeichneten Luftfahrtunternehmen, auf jedem oder auf allen Flügen ausgelassen werden, vorausgesetzt, dass jede Linie entweder im Gebiet der Vertragspartei, welche das Luftfahrtunternehmen bezeichnet hat, beginnt oder endet.

[TRANSLATION – TRADUCTION]¹

**Accord
entre le Conseil fédéral suisse et le Royaume
d'Arabie Saoudite relatif aux services aériens réguliers**

Préambule

Le Conseil fédéral suisse

et

le Royaume d'Arabie Saoudite

(ci-après dénommés «les Parties contractantes»)

étant tous deux parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944;

désireux de conclure un accord relatif aux services aériens entre le Conseil fédéral suisse et le Royaume d'Arabie Saoudite, ci-après dénommé «Accord», dans le but d'établir et d'exploiter des services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà;

sont convenus des dispositions qui suivent:

Art. 1 Définitions

Aux fins du présent Accord, et sauf interprétation contraire dictée par le contexte:

1. l'expression «Convention» signifie la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, et inclut toute annexe adoptée conformément à l'art. 90 de cette Convention et tout amendement aux annexes ou à la Convention, conformément aux art. 90 et 94, pour autant que ces annexes et amendements soient devenus effectifs pour les deux Parties contractantes ou aient été ratifiés par elles;
2. l'expression «autorités aéronautiques» signifie, en ce qui concerne la Suisse, l'Office fédéral de l'aviation civile, et en ce qui concerne le Royaume d'Arabie Saoudite, l'Autorité générale de l'aviation civile, ou dans les deux cas, toute autre personne ou organisme autorisé à assumer les fonctions qui sont actuellement exercées par lesdites autorités aéronautiques;

¹ Translation provided by the Government of the Swiss Confederation – Traduction fournie par le Gouvernement de la Confédération suisse.

3. l'expression «entreprise de transport aérien désignée» signifie une entreprise de transport aérien qui a été désignée et autorisée conformément à l'art. 3 du présent Accord;
4. l'expression «tarif» signifie les prix qui doivent être payés pour le transport des passagers, des bagages et des marchandises, et les conditions dans lesquelles ils s'appliquent, y compris les prix et conditions pour les agences et d'autres services auxiliaires, excepté les rémunérations et conditions relatives au transport du courrier;
5. l'expression «territoire» d'un Etat signifie les régions terrestres et les eaux territoriales y adjacentes qui se trouvent sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de cet Etat conformément à la définition de l'art. 2 de la Convention;
6. les expressions «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont la signification que leur donne l'art. 96 de la Convention;
7. l'expression «Accord» signifie le présent Accord, ses annexes et leurs amendements éventuels;
8. l'expression «tableaux» signifie les tableaux de routes pour l'exploitation de services de transport aérien, annexés au présent Accord, ainsi que tout amendement ultérieur convenu conformément aux dispositions de l'art. 19 du présent Accord;
9. l'expression «capacité» appliquée à «un aéronef», signifie la charge marchande disponible de cet aéronef sur une route ou partie de route;
10. l'expression «pièces de rechange» signifie des articles de réparation ou de remplacement destinés à être incorporés à un aéronef, y compris les moteurs;
11. l'expression «équipement ordinaire» signifie les articles destinés à être utilisés à bord d'un aéronef pendant le vol, y compris le matériel de soins médicaux et de secours et à l'exclusion des provisions de bord et des pièces de rechange qui peuvent être enlevées;
12. l'expression «redevances d'aéroport et d'installations» signifie les redevances imposées aux entreprises de transport aérien pour la fourniture d'installations pour les aéronefs, leurs équipages, les passagers, d'installations aéroportuaires ou de navigation aérienne, y compris les services et installations connexes.

Art. 2 Octroi de droits

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits spécifiés dans le présent Accord dans le but d'établir et d'exploiter des services aériens internationaux réguliers sur les routes spécifiées aux tableaux annexés au présent Accord. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après «services convenus» et «routes spécifiées».

2. Une entreprise de transport aérien désignée par chacune des Parties contractantes jouit dans l'exploitation d'un service convenu sur une route spécifiée des droits suivants:

- a. survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre Partie contractante;
- b. faire des escales sur ledit territoire à des fins non commerciales; et
- c. faire des escales sur ledit territoire aux points spécifiés pour cette route dans les tableaux annexés au présent Accord afin d'embarquer et de débarquer des passagers, des marchandises ou du courrier en trafic international.

3. Aucune Partie contractante ne restreint le droit de chacune des entreprises désignées d'effectuer des transports en trafic international entre les territoires respectifs des Parties contractantes ou entre le territoire de l'une des Parties contractantes et les territoires de pays tiers.

4. Aucune disposition des par. 1 et 2 du présent article ne sera censée conférer aux entreprises désignées d'une Partie contractante le privilège d'embarquer contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location sur le territoire de l'autre Partie contractante des passagers, des bagages, des marchandises ou du courrier à destination d'un autre point du territoire de l'autre Partie contractante.

5. Si, par suite d'un conflit armé, de troubles ou de développements politiques ou de circonstances spéciales et inhabituelles, les entreprises désignées d'une Partie contractante ne sont pas à même d'exploiter un service sur ses routes normales, l'autre Partie contractante s'efforcera de faciliter la poursuite de l'exploitation de ce service en réarrangeant ces routes de façon appropriée, notamment en octroyant pour cette période les droits nécessaires pour faciliter une exploitation viable.

Art. 3 Désignation des entreprises de transport aérien

1. Chaque Partie contractante a le droit de désigner par écrit à l'autre Partie contractante une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour exploiter les services convenus sur les routes spécifiées. Cette désignation fait l'objet d'une notification écrite entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

2. A la réception de cette désignation, l'autre Partie contractante accorde les autorisations et permis appropriés avec le minimum de délai de procédure, à condition que:

- a. l'entreprise ait son principal établissement sur le territoire de la Partie contractante de laquelle elle a reçu un permis d'exploitation valide; et
- b. le contrôle réglementaire effectif de l'entreprise de transport aérien soit détenu par la Partie contractante désignatrice; et
- c. l'entreprise de transport aérien détienne un Air Operators Certificate (AOC) en cours de validité délivré par la Partie contractante qui a désigné l'entreprise.

3. Les autorités aéronautiques d'une Partie contractante peuvent exiger que les entreprises désignées par l'autre Partie contractante prouvent qu'elles sont à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appli-

qués à l'exploitation des services aériens internationaux par ces autorités conformément aux dispositions de la Convention.

4. Dès qu'une entreprise de transport aérien a été désignée et autorisée, elle peut commencer les services convenus à tout moment à condition qu'un tarif établi conformément à l'art. 17 du présent Accord soit en vigueur.

Art. 4 Refus de délivrance, révocation ou suspension d'une autorisation d'exploitation

1. Chaque Partie contractante aura le droit de refuser de délivrer, de révoquer ou de suspendre une autorisation d'exploitation pour l'exercice des droits spécifiés à l'art. 2, par. 2 du présent Accord, par les entreprises désignées par l'autre Partie contractante, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires, si:

- a. l'entreprise n'a pas son principal établissement sur le territoire de la Partie contractante de laquelle elle a reçu un permis d'exploitation valide; ou si
- b. le contrôle réglementaire effectif de l'entreprise de transport aérien n'est pas détenu par la Partie contractante désignatrice; ou si
- c. l'entreprise de transport aérien ne détient pas d'Air Operators Certificate (AOC) en cours de validité délivré par la Partie contractante qui a désigné l'entreprise; ou si
- d. lesdites entreprises n'ont pas observé ou ont gravement enfreint les lois et règlements de la Partie contractante ayant accordé ces droits; ou si
- e. lesdites entreprises n'exploitent pas les services convenus dans les conditions prescrites par le présent Accord.

2. A moins que la révocation immédiate, la suspension ou l'imposition des conditions prévues au par. 1 du présent article ne soient nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et/ou règlements, un tel droit ne peut être exercé qu'après consultation de l'autre Partie contractante.

3. Si l'une des Parties contractantes agissait conformément aux dispositions du présent article, ce devrait être sans préjudice des droits que l'art. 21 accorde à l'autre Partie contractante.

Art. 5 Redevances d'aéroport et d'installations

1. Chaque Partie contractante désigne un ou plusieurs aéroports sur son territoire à disposition de l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante sur les routes spécifiées et met à la disposition de l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante les installations de communication, les installations de navigation aérienne, les installations météorologiques et les autres services nécessaires pour l'exploitation des services convenus.

2. Aucune des deux Parties contractantes n'imposera ou ne permettra que soient imposées aux entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie contractante des redevances d'usage plus élevées que celles qui sont imposées à ses propres

entreprises désignées exploitant des services internationaux similaires et utilisant des aéronefs ainsi que des installations et services connexes similaires.

3. Chaque Partie contractante encourage les consultations entre les autorités ou organes compétents en matière d'imputation dans son territoire et les entreprises désignées utilisant les installations et services, et encourage les autorités ou organes compétents et les entreprises désignées à échanger les renseignements qui peuvent être nécessaires pour permettre un examen précis du caractère raisonnable des redevances en accord avec les principes énoncés aux par. 1 et 2 du présent article. Chaque Partie contractante encourage les autorités compétentes en matière d'imputation à donner aux usagers un préavis raisonnable de toute proposition de modification des redevances d'usage afin de leur permettre d'exprimer leurs vues avant que des changements soient apportés.

Art. 6 Exemption des droits de douane et autres

1. Les aéronefs des entreprises désignées d'une Partie contractante utilisés en service international, ainsi que les réserves de carburant, les lubrifiants, les fournitures à usage technique consommables, les pièces de rechange, l'équipement ordinaire et les provisions se trouvant à bord desdits aéronefs seront exemptés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits ou redevances à l'arrivée sur le territoire de l'autre Partie contractante, étant entendu que cet équipement et ces approvisionnements demeureront à bord jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou consommés au-dessus dudit territoire.

2. Seront également exonérés de ces mêmes droits, frais et redevances, à l'exception des redevances correspondant au service rendu:

- a. les provisions de bord embarquées sur le territoire d'une Partie contractante dans les limites fixées par les autorités de ladite Partie contractante et destinées à la consommation à bord des aéronefs sortant du territoire et employés en service aérien international par les entreprises désignées de l'autre Partie contractante;
- b. les pièces de rechange introduites sur le territoire de l'une des Parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés en service aérien international par l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante;
- c. les carburants et lubrifiants destinés au ravitaillement des aéronefs sortant du territoire employés en service international par les entreprises désignées de l'autre Partie contractante, même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie contractante sur lequel ils sont embarqués.

3. Les matériaux dont il est question au par. 2 peuvent être placés sous surveillance et contrôle des autorités douanières jusqu'au moment où ils seront réexportés ou écoulés d'une autre manière conformément aux règlements douaniers.

4. Les passagers, les bagages et les marchandises en transit direct à travers le territoire d'une Partie contractante et qui ne quittent pas la zone de l'aéroport réservée à cet effet ne sont soumis qu'à un contrôle simplifié. Tant qu'ils sont en transit direct à

travers le territoire d'une Partie contractante, les marchandises et les bagages sont exemptés de tous droits de douane et de toute taxe.

5. Sont également exonérés de tous droits de douane et taxes sur une base de réciprocité les documents officiels portant l'emblème de l'entreprise de transport aérien comme les étiquettes à bagages, les billets, les lettres de transport aérien, les cartes d'embarquement et les horaires importés dans le territoire d'une Partie contractante et destinés à l'usage exclusif de l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante.

Art. 7 Principes régissant l'exploitation des services convenus

1. Les entreprises désignées auront une possibilité équitable et égale d'exploiter les services convenus sur les routes spécifiées.

2. Dans l'exploitation des services convenus, les entreprises désignées de chacune des Parties contractantes prendront en considération les intérêts des entreprises désignées de l'autre Partie contractante, afin de ne pas nuire indûment aux services fournis par ces dernières sur tout ou partie des mêmes routes.

3. Les services convenus fournis par les entreprises désignées par les Parties contractantes auront comme objectif premier d'offrir, avec des coefficients de remplissage raisonnables, une capacité suffisante pour répondre aux besoins courants et raisonnablement prévisibles pour le transport de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier entre le territoire de la Partie contractante qui désigne l'entreprise de transport aérien et le territoire de l'autre Partie contractante. L'offre pour le transport de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier tant embarqués que débarqués à des points sur les routes spécifiées dans le territoire de pays autres que ceux qui désignent les entreprises de transport aérien sera convenue entre les deux Parties contractantes, étant entendu que la capacité est en rapport:

- a. aux besoins du trafic vers et du territoire de la Partie contractante qui a désigné les entreprises;
- b. aux besoins du trafic de la région que traversent les services convenus après avoir tenu compte des autres services aériens exploités par les entreprises de transport aérien des autres Etats situés dans cette région;
- c. aux exigences de l'exploitation d'un service long courrier.

4. Pour assurer un traitement juste et équitable des entreprises désignées, la fréquence des services et leur capacité, ainsi que les horaires de vol seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties contractantes. Il en sera de même en cas de modification des services convenus.

5. Les autorités aéronautiques des Parties contractantes devraient, si nécessaire, s'efforcer de parvenir à un arrangement satisfaisant concernant les horaires de vol, la capacité de transport et la fréquence des vols.

Art. 8 Approbation des horaires

Les entreprises désignées de chacune des Parties contractantes soumettront leurs horaires à l'approbation des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante au moins soixante (60) jours avant la mise en exploitation de tout service convenu. Ces

horaires indiqueront le type de service, les appareils utilisés, l'horaire des vols et toutes informations pertinentes. Il en sera de même pour tout changement ultérieur. Dans des cas spéciaux, ce délai peut être réduit avec le consentement desdites autorités.

Art. 9 Statistiques

Les autorités aéronautiques de l'une ou de l'autre des Parties contractantes fourniront, sur demande, à celles de l'autre Partie contractante les renseignements et statistiques se rapportant au trafic réalisés sur les services convenus par leurs entreprises désignées à destination et en provenance du territoire de l'autre Partie contractante, qui peuvent être normalement préparés et soumis par les entreprises de transport aérien désignées à leurs autorités aéronautiques. Ces données comprendront des détails sur le volume, la distribution, l'origine et la destination du trafic. Toutes données statistiques supplémentaires relatives au trafic que peuvent demander les autorités aéronautiques d'une Partie contractante aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante font, sur demande, l'objet de discussions et d'un accord entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

Art. 10 Applicabilité des lois et règlements

1. Les lois et règlements d'une Partie contractante s'appliquent à la navigation et à l'exploitation des aéronefs des entreprises désignées par l'autre Partie contractante lors de l'entrée et du séjour sur le territoire de l'autre Partie contractante ainsi que lors du départ du territoire de cette dernière.
2. Les lois et règlements d'une Partie contractante régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, des équipages, bagages, marchandises ou du courrier – tels que ceux qui concernent les formalités d'entrée, de sortie, d'émigration et d'immigration, de même que la douane, les devises, la santé et la quarantaine – s'appliquent aux passagers, aux équipages, aux bagages, aux marchandises ou au courrier transportés par les aéronefs des entreprises désignées de l'autre Partie contractante lorsqu'ils se trouvent sur ledit territoire.
3. Chaque Partie contractante fournira sur demande à l'autre Partie contractante des copies des lois et règlements applicables mentionnés dans le présent article.
4. Aucune Partie contractante n'a le droit d'accorder de préférence à sa propre entreprise par rapport à l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante dans l'application des lois et règlements mentionnés au présent article.

Art. 11 Transfert de recettes

1. Chaque Partie contractante accorde aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante le droit de transfert flexible, conformément aux exigences de la réglementation sur les changes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les recettes du fait du transport de passagers, de bagages, de courrier et de marchandises ont été réalisées. Il n'est pas perçu de redevances autres que les frais bancaires normaux sur ces transferts.

2. Si une Partie contractante impose des restrictions au transfert des revenus réalisés par les entreprises désignées de l'autre Partie contractante, cette dernière aura le droit d'imposer à son tour des restrictions aux entreprises désignées de la première Partie contractante. Les Parties contractantes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter le transfert de ces revenus.

3. Sous réserve des lois et règlements applicables sur le territoire, l'entreprise désignée de chaque Partie contractante est tenu d'acquitter les impôts sur tout revenu réalisé sur le territoire de l'autre Partie contractante en proportion des gains ou profits qu'elle tire de l'exploitation des services convenus. Lorsqu'il existe une entente particulière entre les Parties contractantes à l'effet d'éviter une double imposition, les dispositions de cette entente l'emportent.

Art. 12 Sécurité

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou validés par une Partie contractante et toujours en vigueur sont reconnus valables par l'autre Partie contractante aux fins de l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées si ces certificats ont été délivrés et validés en conformité avec les normes minimales établies conformément à la Convention.

2. Chaque Partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître, pour le survol de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

3. Chaque Partie contractante peut demander des consultations au sujet des normes de sécurité adoptées par l'autre Partie contractante dans des domaines qui se rapportent aux installations et services aéronautiques, aux équipages de conduite, aux aéronefs et à l'exploitation des aéronefs par les entreprises désignées. Si, à la suite de telles consultations, une des Parties contractantes découvre que l'autre Partie contractante n'adopte ni n'assure effectivement le suivi de normes et exigences de sécurité dans ces domaines, qui soient au moins égales aux normes minimales qui pourraient être établies conformément à la Convention, l'autre Partie contractante sera avisée de ces conclusions et des démarches qui sont estimées nécessaires afin de se conformer à ces normes minimales, et l'autre Partie contractante prendra les mesures correctives qui s'imposent.

4. Chaque Partie contractante se réserve le droit de suspendre ou de modifier la licence d'exploitation des entreprises désignées de l'autre Partie contractante si cette dernière n'adopte pas lesdites mesures correctives dans un délai approprié.

5. Conformément à l'art. 16 de la Convention, tout aéronef exploité ou tout aéronef qui n'est pas la propriété des entreprises désignées de l'une ou de l'autre des Parties contractantes conformément aux dispositions du présent Accord en matière de désignation et qui est utilisé pour exploiter, conformément aux dispositions du présent Accord, des services aériens en provenance ou à destination du territoire de l'autre Partie contractante par le biais d'accords de location avec un autre transporteur aérien appartenant à l'Etat de l'une ou de l'autre Partie contractante ou à un Etat tiers, peut faire l'objet d'une visite par les représentants autorisés de l'autre Partie contractante. Nonobstant les obligations mentionnées à l'art. 33 de la Convention, l'objet de cette visite est de vérifier la validité des documents pertinents de l'aéronef,

les licences de son équipage et que l'équipement de l'aéronef et son état sont conformes aux normes en vigueur conformément à la Convention, à condition que cela n'entraîne pas de retard déraisonnable dans l'exploitation de l'aéronef.

6. Lorsqu'une action immédiate est indispensable pour assurer la sécurité de l'exploitation d'une entreprise, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de suspendre immédiatement l'autorisation d'exploitation d'une ou des entreprises de l'autre Partie contractante.

7. Toute mesure appliquée par une Partie contractante en conformité avec les par. 4 et 6 ci-dessus sera rapportée dès que les faits motivant cette mesure auront cessé d'exister.

Art. 13 Représentation commerciale des entreprises de transport aérien

1. Les entreprises désignées d'une Partie contractante sont autorisées, conformément aux lois et règlements de l'autre Partie contractante en matière d'entrée, de séjour et d'emploi, à faire entrer et séjourner sur le territoire de l'autre Partie contractante du personnel de gestion, technique et d'exploitation, ou tout autre personnel spécialisé nécessaire pour fournir les présents services aériens.

2. Les activités d'assistance en escale de l'une ou de l'autre des entreprises désignées seront assurées en conformité avec les lois et règlements de l'autre Partie contractante et sur la base de la réciprocité.

3. Chaque Partie contractante accordera aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante le droit de vendre directement et, à la discrétion des entreprises, par l'intermédiaire d'agents, des titres de transport aérien sur son territoire.

Art. 14 Sûreté de l'aviation

1. Les Parties contractantes réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite, pour en assurer la sûreté, fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter la généralité de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes agissent en particulier conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971, du Protocole additionnel pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, signé à Montréal le 24 février 1988 et de tout autre convention ou protocole relatif à la sûreté de l'aviation auxquels les Parties contractantes adhéreront.

2. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations et services de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.

3. Les Parties contractantes, dans leurs rapports mutuels, se conforment aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et désignées comme Annexes à la Convention, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent aux Parties contractantes; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, ou des exploitants d'aéronefs qui ont leur principal établissement ou leur résidence permanente sur leur territoire, et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation.

4. Chaque Partie contractante convient que ces exploitants d'aéronefs peuvent être tenus d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation dont il est question au par. 3 ci-dessus et que l'autre Partie contractante prescrit pour l'arrivée, le départ ou le séjour sur le territoire de cette autre Partie contractante. Chaque Partie contractante veille à ce que des mesures adéquates soient appliquées efficacement sur son territoire pour protéger les aéronefs et pour assurer l'inspection des passagers, des membres d'équipage, des bagages à main, des bagages, des marchandises et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement. Chaque Partie contractante examine aussi avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sûreté raisonnables soient prises pour faire face à une menace particulière.

5. En cas d'incident ou de menace d'incident de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations et services de navigation aérienne, les Parties contractantes s'entraident en facilitant les communications et autres mesures appropriées, destinées à mettre fin avec rapidité et sécurité à cet incident ou à cette menace d'incident.

6. Lorsqu'une Partie contractante a des motifs raisonnables de croire que l'autre Partie contractante déroge aux dispositions du présent article, ses autorités aéronautiques peuvent demander l'engagement immédiat de négociations avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante. Si aucun arrangement satisfaisant ne peut être obtenu dans le délai imparti, il y aura un motif suffisant pour différer, révoquer ou limiter les autorisations d'exploitation et les autorisations techniques des entreprises de cette Partie contractante, ou pour leur imposer des conditions.

Art. 15 Sécurité des documents de voyage

1. Chaque Partie contractante convient d'adopter des mesures pour garantir la sûreté de ses passeports et autres documents de voyage.

2. A cet égard, chaque Partie contractante convient d'établir des contrôles sur la création légitime, la délivrance, la vérification et l'utilisation des passeports et autres documents de voyage et des documents d'identité délivrés par elle ou en son nom.

3. Chaque Partie contractante convient aussi d'établir ou d'améliorer des procédures pour que les documents de voyage et les documents d'identité qu'elle délivre soient d'une qualité telle qu'ils ne puissent pas être facilement utilisés de façon abusive ni être facilement altérés, reproduits ou émis de façon illégale.

4. Dans le cadre des objectifs énoncés ci-dessus, chaque Partie contractante délivre ses passeports et autres documents de voyage conformément aux documents pertinents de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

5. Les Parties contractantes conviennent en outre d'échanger des renseignements pratiques sur les documents de voyage faux ou contrefaits et de coopérer entre elles pour renforcer la lutte contre la fraude en matière de documents de voyage, notamment la falsification et la contrefaçon de documents, l'utilisation de documents falsifiés ou contrefaits, l'utilisation de documents valides par des imposteurs, l'usage indu de documents authentiques par leurs titulaires légitimes afin de faciliter la commission d'un délit et l'utilisation de documents expirés, annulés ou obtenus frauduleusement.

Art. 16 Passagers non admissibles ou sans documents et déportés

1. Chaque Partie contractante convient d'établir des contrôles frontaliers efficaces.

2. A cet égard, chaque Partie contractante convient d'appliquer les normes et pratiques recommandées de l'Annexe 9 (Facilitation) à la Convention relatives aux passagers non admissibles ou sans documents et aux déportés, afin de renforcer la coopération dans la lutte contre la migration illégale.

3. Dans le cadre des objectifs ci-dessus, chaque Partie contractante convient de délivrer ou d'accepter, selon le cas, la lettre relative à des «documents de voyage frauduleux, falsifiés ou faux ou à des documents authentiques présentés par des imposteurs» dont l'énoncé figure à l'al. b) de l'Appendice 9 de l'Annexe 9, lorsqu'elle agit en vertu des paragraphes pertinents du Chapitre 3 de l'Annexe concernant la saisie des documents de voyage frauduleux, falsifiés ou faux.

Art. 17 Tarifs

1. Les tarifs à appliquer par les compagnies aériennes désignées des Parties contractantes sur les services convenus visés par le présent Accord sont établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation, notamment du coût d'exploitation, d'un bénéfice raisonnable, des caractéristiques du service et des tarifs appliqués par les autres entreprises de transport aérien assurant des services réguliers sur tout ou partie des mêmes routes.

2. Les tarifs visés au par. 1 du présent article seront, si possible, déterminés en fonction de l'importance de l'offre et de la demande sur le marché.

3. Les tarifs appliqués seront déposés auprès des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes aux fins de l'archivage et pour permettre de réagir de manière appropriée à tout comportement concurrentiel déloyal sur le marché.

4. Sans limiter l'application des lois concernant la compétition générale et la protection des consommateurs, l'intervention des Parties contractantes se limite:

- a. à faire obstacle à des tarifs ou à des pratiques exagérément discriminatoires;
- b. à protéger les consommateurs contre des tarifs exagérément élevés ou restrictifs obtenus grâce à l'abus d'une position dominante ou à des pratiques concertées entre des entreprises de transport aérien; et
- c. à protéger les entreprises de tarifs maintenus artificiellement bas en raison de subventions ou d'un appui gouvernemental directs ou indirects.

5. Tout différend qui pourrait survenir entre les entreprises désignées de l'une ou de l'autre des Parties contractantes en raison de pratiques concurrentielles déloyales sur le marché liées à l'introduction des tarifs devrait être réglé conformément aux dispositions de l'art. 22 du présent Accord.

Art. 18 Location

1. L'une ou l'autre Partie contractante peut empêcher l'utilisation d'aéronefs loués qui ne satisfont pas aux dispositions des art. 12 (Sécurité) et 14 (Sûreté de l'aviation).

2. Sous réserve du par. 1 ci-dessus, les entreprises désignées de chaque Partie contractante peuvent utiliser des aéronefs (ou des aéronefs avec équipage) loués auprès de n'importe quelle société, y compris d'autres compagnies aériennes, à condition qu'il n'en résulte pas qu'une compagnie qui donne les aéronefs en location exerce des droits de trafic qu'elle n'a pas.

Art. 19 Consultation et amendement

1. Dans un esprit d'étroite coopération, les deux des Parties contractantes ou leurs autorités aéronautiques se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application et de l'exécution satisfaisante des dispositions du présent Accord et de ses annexes. Ces consultations commenceront dans les soixante (60) jours à compter de la date de la demande.

2. Les amendements se rapportant uniquement aux dispositions du présent Accord seront convenus entre les Parties contractantes. Tout amendement du présent Accord ainsi convenu entre les Parties contractantes prendra effet lorsqu'il aura été confirmé par un échange de notes diplomatiques résultant de l'accomplissement des formalités, constitutionnelles ou autres, requises.

3. Les amendements se rapportant uniquement aux dispositions des tableaux de routes annexés au présent Accord peuvent être convenus entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes. Ces amendements prendront effet aussitôt qu'ils auront été approuvés par les deux autorités aéronautiques.

Art. 20 Conformité avec les conventions ou accords multilatéraux

Le présent Accord et ses annexes seront amendés pour être conformes à toute convention ou accord de caractère multilatéral qui viendrait à lier les Parties contractantes.

Art. 21 Dénonciation

1. L'une ou l'autre des Parties contractantes peut à tout moment notifier par écrit à l'autre Partie contractante sa décision de dénoncer le présent Accord. Cette notification est communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale.

2. Dans ce cas, l'Accord prend fin au terme d'un délai de douze (12) mois suivant la date de réception de la notification par l'autre Partie contractante, à moins que la dénonciation ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre Partie contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de sa réception par l'OACI.

Art. 22 Règlement des différends

1. Si un différend survient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et de ses annexes, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforceront en premier lieu de le régler par voie de négociation.

2. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à un règlement par négociation, elles peuvent convenir de soumettre le différend pour avis consultatif à une personne ou à un organisme.

3. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à trouver un accord conformément aux par. 1 et 2 ci-dessus, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut, en conformité avec ses lois et règlements pertinents, porter le différend devant un tribunal arbitral composé de trois arbitres, à savoir de deux arbitres nommés par les Parties contractantes et d'un tiers arbitre. Si le différend est porté devant un tribunal arbitral, chacune des Parties contractantes désigne son arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception d'un avis selon lequel le différend est porté devant un tribunal arbitral, et le tiers arbitre sera désigné par les deux arbitres ainsi désignés dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date à laquelle le deuxième arbitre aura été désigné. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes ne désigne pas son arbitre dans le délai spécifié, ou que les arbitres désignés ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le choix d'un tiers arbitre dans le délai prévu, chacune des Parties contractantes peut demander au président du Conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile de désigner l'arbitre manquant ou le cas échéant le tiers arbitre. Le tiers arbitre doit toutefois être un ressortissant d'un Etat disposant de relations diplomatiques avec les deux Parties contractantes au moment de la désignation.

4. En cas de nomination du tiers arbitre par le président du Conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile, si le président du Conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile est empêché d'exercer ladite fonction ou s'il est un ressortissant de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, la désignation est effectuée par le vice-président et si ce dernier est également empêché d'exercer ladite fonction ou s'il est un ressortissant de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, la désignation est effectuée par le doyen du Conseil qui n'est pas un ressortissant de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

5. Sous réserve d'autres dispositions dont les Parties contractantes sont convenues, le tribunal arbitral détermine sa propre procédure et son siège.
6. Les décisions du tribunal arbitral sont contraignantes pour les deux Parties contractantes.
7. Les frais du tribunal, y compris les honoraires et les dépenses des arbitres, sont répartis à parts égales entre les Parties contractantes. Y sont incluses toutes les dépenses occasionnées par le Conseil en relation avec la procédure de désignation du tiers arbitre et/ou de l'arbitre manquant décrite au par. 3 du présent article.

Art. 23 Enregistrement auprès de l'OACI

Le présent Accord et tout amendement ultérieur sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Art. 24 Dispositions finales

1. Le présent Accord entre en vigueur dès que les Parties contractantes se seront notifié l'accomplissement des mesures nécessaires conformément à leurs lois et règlements pour l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. A son entrée en vigueur, le présent Accord se substitue à l'Accord du 9 juin 1965 relatif aux services aériens entre la Suisse et l'Arabie Saoudite .
3. Les tableaux de routes annexés font partie intégrante du présent Accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Djeddah le 4 juillet 2009 G, correspondant au 11 Rajab 1430 H, en triple exemplaire original, en langues allemande, arabe et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de différend dans l'interprétation du présent Accord, le texte anglais prévaudra.

Pour
le Conseil fédéral suisse:
Maurice Darier

Pour
le Royaume d'Arabie Saoudite:
Abdullah M.N. Rehaimi

Tableaux de routes

Section I:

Routes sur lesquelles les entreprises désignées par la Suisse peuvent exploiter des services aériens:

Points d'origine	Points intermédiaires	Points dans le Royaume d'Arabie Saoudite	Points au-delà
Points en Suisse	Des points quelconques*	Des points quelconques	Des points quelconques*

Section II:

Routes sur lesquelles les entreprises désignées par le Royaume d'Arabie Saoudite peuvent exploiter des services aériens:

Points d'origine	Points intermédiaires	Points en Suisse	Points au-delà
Points dans le Royaume d'Arabie Saoudite	Des points quelconques*	Des points quelconques	Des points quelconques*

** Pour les sections I et II:*

L'exercice de la cinquième liberté de l'air à destination de points intermédiaires et de points au-delà doit faire l'objet d'un accord entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes. Les entreprises désignées de chaque Partie contractante peuvent exercer leurs propres droits de faire des arrêts intermédiaires (stop-over) à n'importe quel point de l'autre Partie contractante.

Notes:

1. Les points intermédiaires et les points au-delà sur n'importe laquelle des routes spécifiées pourra, au gré des entreprises désignées être omis sur un vol ou sur tous les vols, à condition que le point de départ ou le point d'arrivée de tous les services soit situé sur le territoire de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien.
2. Les entreprises désignées des deux Parties contractantes sont autorisées à relier et à faire terminer n'importe lesquels de leurs services convenus vers des points quelconques dans le territoire de l'autre Partie contractante (co-terminalization), conformément aux règles et réglementations de cette autre Partie contractante et à condition qu'aucun droit de trafic (cabotage) ne soit exercé entre ces points.

No. 52774

**Switzerland
and
Australia**

Convention between the Swiss Confederation and Australia for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income (with protocol). Sydney, 30 July 2013

Entry into force: *14 October 2014, in accordance with article 27*

Authentic texts: *English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 July 2015*

**Suisse
et
Australie**

Convention entre la Confédération suisse et l'Australie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (avec protocole). Sydney, 30 juillet 2013

Entrée en vigueur : *14 octobre 2014, conformément à l'article 27*

Textes authentiques : *anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 6 juillet 2015*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

CONVENTION

BETWEEN

THE SWISS CONFEDERATION

AND

AUSTRALIA

**FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME**

THE SWISS FEDERAL COUNCIL

AND

THE GOVERNMENT OF AUSTRALIA

**DESIRING to conclude a Convention for the avoidance of double taxation with respect to
taxes on income**

HAVE AGREED as follows:

CHAPTER I
SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

Persons covered

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on behalf of a Contracting State and, in the case of Switzerland, on behalf of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which this Convention shall apply are in particular:

a) in Australia:

the income tax, the fringe benefits tax and resource rent taxes imposed under the federal law of Australia;

(hereinafter referred to as "Australian tax");

b) in Switzerland:

the federal, cantonal and communal taxes on income (total income, earned income, income from capital, industrial and commercial profits, capital gains, and other items of income)

(hereinafter referred to as "Swiss tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed under the federal laws of Australia or the laws of Switzerland after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

5. The Convention shall not apply to taxes withheld at source on prizes in a lottery.

CHAPTER II

DEFINITIONS

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

a) the term "Australia", when used in a geographical sense, excludes all external territories other than:

- (i) the Territory of Norfolk Island;
- (ii) the Territory of Christmas Island;
- (iii) the Territory of Cocos (Keeling) Islands;
- (iv) the Territory of Ashmore and Cartier Islands;
- (v) the Territory of Heard Island and McDonald Islands; and
- (vi) the Coral Sea Islands Territory,

and includes any area adjacent to the territorial limits of Australia (including the Territories specified in this subparagraph) in respect of which there is for the time being in force, consistently with international law, a law of Australia dealing with the exploration for or exploitation of any of the natural resources of the exclusive economic zone or the seabed and subsoil of the continental shelf;

- b) the term "Switzerland" means the Swiss Confederation;
- c) the term "person" includes an individual, a company, a trust and any other body of persons;
- d) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a company or body corporate for tax purposes;
- e) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- f) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
- g) the term "competent authority" means:

- (i) in the case of Australia, the Commissioner of Taxation or an authorised representative of the Commissioner;
 - (ii) in the case of Switzerland, the Head of the Federal Department of Finance or his or her authorised representative;
 - h) the term "national", in relation to a Contracting State, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State;
 - (ii) any legal person, company, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
 - i) the term "pension scheme" means any plan, scheme, fund, foundation, trust or other arrangement established in a Contracting State or, in the case of Australia, that is an Australian superannuation fund for the purposes of Australian tax, which is:
 - (i) regulated by that State; and
 - (ii) operated principally to administer or provide pension or retirement benefits or to earn income for the benefit of one or more such schemes.
 - j) the term "tax" means Australian tax or Swiss tax as the context requires, but does not include any penalty or interest imposed under the law of either Contracting State relating to its tax;
 - k) the term "recognised stock exchange" means:
 - (i) the Australian Securities Exchange and any other Australian stock exchange recognised as such under Australian law;
 - (ii) the SIX Swiss Exchange and any other Swiss stock exchange recognised as such under Swiss law;
 - (iii) the London Stock Exchange, the Irish Stock Exchange and the stock exchanges of Amsterdam, Brussels, Dusseldorf, Frankfurt, Hamburg, Hong Kong, Johannesburg, Lisbon, Luxembourg, Madrid, Mexico, Milan, New York, Paris, Sao Paulo, Seoul, Singapore, Stockholm, Toronto and Vienna, and the NASDAQ System; and
 - (iv) any other stock exchange agreed upon by the competent authorities.
2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax as a resident of that State, and also includes the Government of that State and any political subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then that individual's status shall be determined as follows:

- a) the individual shall be deemed to be a resident only of the State in which a permanent home is available to that individual; if a permanent home is available in both States, that individual shall be deemed to be a resident only of the State with which the individual's personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the State in which the centre of vital interests is situated cannot be determined, or if a permanent home is not available to the individual in either State, the individual shall be deemed to be a resident only of the State in which that individual has an habitual abode;
- c) if the individual has an habitual abode in both States or in neither of them, the individual shall be deemed to be a resident only of the State of which the individual is a national;
- d) if the individual is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;

- d) a factory;
- e) a workshop;
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and
- g) an agricultural, pastoral or forestry property.

3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1, 2 and 3, where an enterprise of a Contracting State:

- a) carries on supervisory or consultancy activities in the other State for a period exceeding 12 months in connection with a building site or construction or installation project which is being undertaken in that other State;
- b) carries on activities (including the operation of substantial equipment) in the other State in the exploration for or exploitation of natural resources situated in that other State for an aggregate period of at least 6 months in any 24 month period; or
- c) operates substantial equipment in the other State (including as provided in subparagraph b)) for a period exceeding 12 months,

such activities shall be deemed to be carried on through a permanent establishment of the enterprise situated in that other State, unless the activities are limited to those mentioned in paragraph 5 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

5. An enterprise shall not be deemed to have permanent establishment merely by reason of:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of activities which have a preparatory or auxiliary character for the enterprise, such as advertising or scientific research.

6. A person acting in one of the Contracting States on behalf of an enterprise of the other Contracting State - other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies -

shall be deemed to be a permanent establishment of that enterprise in the first-mentioned State if:

- a) the person has, and habitually exercises in that State, an authority to conclude contracts on behalf of the enterprise, unless that person's activities are limited to the purchase of goods or merchandise for the enterprise; or
- b) in so acting, the person manufactures or processes in that State for the enterprise goods or merchandise belonging to the enterprise, provided that this provision shall apply only in relation to the goods or merchandise so manufactured or processed.

7. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

8. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

9. The principles set forth in paragraphs 1 to 8 inclusive shall be applied in determining for the purposes of this Agreement whether an enterprise, not being an enterprise of one of the Contracting States, has a permanent establishment in one of the Contracting States.

CHAPTER III

TAXATION OF INCOME

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include:

- a) a lease of land or any other interest in or over land;
- b) property accessory to immovable property;
- c) livestock and equipment used in agriculture and forestry;
- d) rights to which the provisions of general law respecting landed property apply;

- e) usufruct of immovable property;
- f) a right to explore for mineral, oil or gas deposits or other natural resources, and a right to mine those deposits or resources; and
- g) a right to receive variable or fixed payments either as consideration for or in respect of the exploitation of, or the right to explore or exploit, mineral, oil or gas deposits, quarries or other places of extraction or exploitation of natural resources.

Ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. Any interest or right referred to in paragraph 2 shall be regarded as situated where the land, mineral, oil or gas deposits, quarries or natural resources, as the case may be, are situated or where the exploration may take place.
4. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
5. The provisions of paragraphs 1, 3 and 4 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of one of the Contracting States shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State, but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of one of the Contracting States carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment or with other enterprises with which it deals.
3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses of the enterprise, being expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment (including executive and general administrative expenses so incurred) and which would be deductible if the permanent establishment were an independent entity which paid those expenses, whether incurred in the Contracting State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.
4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, profits of an enterprise of a Contracting State derived from the carriage by ships or aircraft of passengers, livestock, mail, goods or merchandise which are shipped in the other Contracting State and are discharged at a place in that other State, or from leasing on a full basis of a ship or aircraft for purposes of such carriage, may be taxed in that other State.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

1. Where
 - a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions operate between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which might be expected to operate between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which might have been expected to have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions operative between the enterprises had been those which might have been expected to have operated between independent enterprises dealing wholly independently with one another, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the taxes charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which, in the case of Australia, holds directly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends, or in the case of Switzerland, holds directly at least 10 per cent of the capital in the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this Article, dividends shall not be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident if the beneficial owner of the dividends is a company that is a resident of the other Contracting State that has held directly or indirectly through one or more residents of either Contracting State, shares representing 80 per cent or more, in the case of Australia, of the voting power, or in the case of Switzerland, of the capital of the company paying the dividends for a 12 month period ending on the date the dividend is declared and the company that is the beneficial owner of the dividends:

- a) has its principal class of shares listed on a recognised stock exchange specified in subsubparagraph (1)k(i) or (ii) of Article 3 and regularly traded on one or more recognised stock exchanges;
- b) is owned directly or indirectly by one or more companies:
 - (i) whose principal class of shares is listed on a recognised stock exchange specified in subsubparagraph (1)k(i) or (ii) of Article 3 and regularly traded on one or more recognised stock exchanges; or
 - (ii) each of which, if it directly held the shares in respect of which the dividends are paid, would be entitled to equivalent benefits in respect of such dividends under a tax treaty between the State of which that company is a resident and the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident; or
- c) does not meet the requirements of subparagraphs a) or b) of this paragraph but the competent authority of the first-mentioned Contracting State determines that paragraph 1 of the Protocol to this Convention does not apply. The competent authority of the first-mentioned Contracting State shall consult the competent authority of the other Contracting State before refusing to grant benefits of this Convention under this subparagraph.

4. Notwithstanding the provisions of subparagraph 2b), dividends shall not be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident if the beneficial owner of the dividends holds, in the case of Australia, directly no more than 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends, or in the case of Switzerland, directly no more than 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, and the beneficial owner is:

- a) a Contracting State, or political subdivision or a local authority thereof (including a government investment fund);
- b) a central bank of a Contracting State;
- c) in the case of Australia, a resident of Australia deriving such dividends from the carrying on of complying superannuation activities; or
- d) in the case of Switzerland, a pension scheme whose investment income is exempt from Swiss tax.

5. Paragraphs 2, 3 and 4 shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

6. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as other amounts which are subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident for the purposes of its tax.

7. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

8. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company—being dividends beneficially owned by a person who is not a resident of the other Contracting State—except insofar as the holding in respect of which such dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

9. Notwithstanding paragraph 8, dividends paid by a company that is deemed to be a resident only of one Contracting State pursuant to paragraph 3 of Article 4 may be taxed in the other Contracting State, but only to the extent that the dividends are paid out of profits arising in that State. Where such dividends are beneficially owned by a resident of the first-mentioned State, paragraph 2 of this Article shall apply as if the company paying the dividends were a resident only of the other State.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding paragraph 2, interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall not be taxed in the first-mentioned State if the interest is derived by:
 - a) a Contracting State or by a political or administrative sub-division or a local authority thereof (including a government investment fund), or by any other body exercising governmental functions in a Contracting State, or by a bank performing central banking functions in a Contracting State;
 - b) a financial institution which is unrelated to and dealing wholly independently with the payer. For the purposes of this Article, the term "financial institution" means a bank or other enterprise substantially deriving its profits by raising debt finance in the financial markets or by taking deposits at interest and using those funds in carrying on a business of providing finance;
 - c) in the case of Australia, a resident of Australia deriving such interest from the carrying on of complying superannuation activities; or
 - d) in the case of Switzerland, a pension scheme whose investment income is exempt from Swiss tax.
4. Notwithstanding paragraph 3,
 - a) interest referred to in subparagraph b) of that paragraph may be taxed in the State in which it arises at a rate not exceeding 10 per cent of the gross amount of the interest if the interest is paid as part of an arrangement involving back-to-back loans or other arrangement that is economically equivalent and intended to have a similar effect to back-to-back loans; and
 - b) interest referred to in subparagraphs a), c) or d) of that paragraph may be taxed in the State in which it arises at a rate not exceeding 10 per cent of the gross amount of the interest if the beneficial owner of the interest participates directly or indirectly in the management, control or capital, or has an existing or contingent right to participate in the financial, operating or policy decisions, of the issuer of the debt-claim.
5. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, interest from government securities and income from bonds or debentures, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the law of the Contracting State in which the income arises.

6. The provisions of paragraphs 1 and 2, subparagraph b) of paragraph 3 and paragraph 4 of this Article shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

7. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State for the purposes of its tax. Where, however, the person paying the interest, whether the person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State or outside both Contracting States a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

8. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner of the interest, or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which might have been expected to have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid or credited to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments or credits, whether periodical or not, and however described or computed, to the extent to which they are made as consideration for:

- a) the use of, or the right to use, any copyright, patent, design or model, plan, secret formula or process, trademark or other like property or right;
- b) the supply of scientific, technical, industrial or commercial knowledge or information;
- c) the supply of any assistance that is ancillary and subsidiary to, and is furnished as a means of enabling the application or enjoyment of, any such property or right as

is mentioned in subparagraph a) or any such knowledge or information as is mentioned in subparagraph b);

- d) the use of, or the right to use:
 - (i) motion picture films;
 - (ii) films or audio or video tapes or disks, or any other means of image or sound reproduction or transmission for use in connection with television, radio or other broadcasting; or
- e) total or partial forbearance in respect of the use or supply of any property or right referred to in this paragraph.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid or credited is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State for the purposes of its tax. Where, however, the person paying the royalties, whether the person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State or outside both Contracting States a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and the royalties are borne by the permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner of the royalties, or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid or credited, having regard to what they are paid or credited for, exceeds the amount which might have been expected to have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments or credits shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

Alienation of property

1. Income, profits or gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Income, profits or gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent

personal services, including such income, profits or gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Income, profits or gains of an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

4. Income, profits or gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of any shares or comparable interests deriving more than 50 per cent of their value directly or indirectly from immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

5. Gains of a capital nature from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14

Independent personal services

1. Income derived by an individual, who is a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless a fixed base is regularly available to that individual in the other Contracting State for the purpose of performing the individual's activities. If such a fixed base is available to the individual, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned, and

- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State of which the enterprise operating the ship or aircraft is a resident.
4. Where, except for the application of this paragraph, a fringe benefit is taxable in both Contracting States, the benefit will be taxable only in the Contracting State that has the sole or primary taxing right in accordance with the Convention in respect of salary or wages from the employment to which the benefit relates. A Contracting State has a "primary taxing right" to the extent that a taxing right in respect of salary or wages from the relevant employment is allocated to that State in accordance with this Convention and the other Contracting State is required to provide relief for the tax imposed in respect of such remuneration by the first-mentioned State.

Article 16

Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in that person's capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17

Entertainers and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that person's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in that person's capacity as such accrues not to that person but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised. The provisions of the preceding sentence shall not apply if it is established that neither the entertainer or the sportsperson, nor persons related to the entertainer or the sportsperson, participate directly or indirectly in the profits of such person.
3. Paragraphs 1 and 2 shall not apply to income from activities performed in a Contracting State by entertainers or sportspersons if such income is derived, directly or indirectly, wholly or mainly from public funds of the other Contracting State, a political

subdivision or a local authority thereof. In such a case, the income shall be taxable only in the Contracting State of which the entertainer or sportsperson is a resident.

Article 18

Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions, social security payments and annuities paid to a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State. However, where such income arises in the other Contracting State and the recipient is not liable to tax in the first-mentioned State in respect of that income, the income may be taxed in that other Contracting State.
2. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, lump sums arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State under a pension scheme, or in consequence of retirement, invalidity, disability or death, or by way of compensation for injuries, may be taxed in the first-mentioned State.
3. The term "annuity" means a stated sum payable periodically at stated times during life or during a specified or ascertainable period of time under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money's worth.

Article 19

Government service

1.
 - a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
 - b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2.
 - a) Pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
 - b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State and is not also a national of the first-mentioned State.

3. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 20

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is temporarily present in the first-mentioned State solely for the purpose of their education or training receives for the purpose of their maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21

Source of income

Income, profits or gains derived by a resident of a Contracting State which, under any one or more of Articles 6 to 8 and 10 to 19, may be taxed in the other Contracting State shall for the purposes of the law of that other Contracting State relating to its tax be deemed to arise from sources in that other Contracting State.

CHAPTER IV

RELIEF FROM DOUBLE TAXATION

Article 22

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of the laws of Australia which relate to the allowance of a credit against Australian tax of tax paid in a country outside Australia (which shall not affect the general principle of this Article), Swiss tax paid under the laws of Switzerland and in accordance with this Convention, in respect of income derived by a resident of Australia shall be allowed as a credit against Australian tax payable in respect of that income.
2. In the case of Switzerland, double taxation shall be avoided as follows:
 - a) Where a resident of Switzerland derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Australia, Switzerland shall, subject to the provisions of subparagraph b), exempt such income from tax but may, in calculating tax on the remaining income of that resident, apply the rate of tax which would have been applicable if the exempted income had not been so

exempted. However, such exemption shall apply to gains referred to in paragraph 4 of Article 13 only if actual taxation of such gains in Australia is demonstrated.

- b) Where a resident of Switzerland derives dividends, interest or royalties which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11 or 12, may be taxed in Australia, Switzerland shall allow, upon request, a relief to such resident. The relief may consist of:
- (i) a deduction from the tax on the income of that resident of an amount equal to the tax levied in Australia in accordance with the provisions of Articles 10, 11 or 12; such deduction shall not, however, exceed that part of the Swiss tax, as computed before the deduction is given, which is appropriate to the income which may be taxed in Australia; or
 - (ii) a lump sum reduction of the Swiss tax; or
 - (iii) a partial exemption of such dividends, interest or royalties from Swiss tax, in any case consisting at least of the deduction of the tax levied in Australia from the gross amount of the dividends, interest or royalties.

Switzerland shall determine the applicable relief and regulate the procedure in accordance with the Swiss provisions relating to the carrying out of international conventions of the Swiss Confederation for the avoidance of double taxation.

3. A company which is a resident of Switzerland and which derives dividends from a company which is a resident of Australia shall be entitled, for the purposes of taxation in Switzerland with respect to such dividends, to the same relief which would be granted to the company if the company paying the dividends were a resident of Switzerland.

CHAPTER V

SPECIAL PROVISIONS

Article 23

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the

other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 8 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for the person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, the person may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present a case to the competent authority of the Contracting State of which the person is a resident or, if the case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting State of which the person is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Where,

- a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and

- b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within three years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting State,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either State. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision or the competent authorities and the persons directly affected by the case agree on a different solution within six months after the decision has been communicated to them, the arbitration decision shall be binding on both States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

6. The Contracting States may release to the arbitration board, established under the provisions of paragraph 5, such information as is necessary for carrying out the arbitration procedure. The members of the arbitration board shall be subject to the limitations of disclosure described in paragraph 2 of Article 25 with respect to the information so released.

7. For the purposes of paragraph 3 of Article XXII (Consultation) of the General Agreement on Trade in Services, the Contracting States agree that, notwithstanding that paragraph, any dispute between them as to whether a measure falls within the scope of this Convention may be brought before the Council for Trade in Services, as provided by that paragraph, only with the consent of both Contracting States. Any doubt as to the interpretation of this paragraph shall be resolved under paragraph 3 of this Article or, failing agreement under that procedure, pursuant to any other procedure agreed to by both Contracting States.

Article 25

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person. In order to obtain such information, the tax authorities of the requested Contracting State, if necessary to comply with its obligations under this paragraph, shall have the power to enforce the disclosure of information covered by this paragraph, notwithstanding paragraph 3 or any contrary provisions in its domestic laws.

Article 26

Members of diplomatic missions and consular posts

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of Article 4, an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed, for the purposes of this Convention, to be a resident of the sending State if:

- a) in accordance with international law the individual is not liable to tax in the receiving Contracting State in respect of income from sources outside that State and
- b) the individual is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on the total income as are residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organisations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent

mission of a third State, being present in a Contracting State and not treated in either Contracting State as residents in respect of taxes on income.

CHAPTER VI

FINAL PROVISIONS

Article 27

Entry into force

1. Each Contracting State shall notify to the other, through diplomatic channels, the completion of the procedures required by its law for the bringing into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the date on which the later of those notifications has been received.
2. The provisions of the Convention shall have effect:
 - a) in the case of Australia:
 - (i) in respect of fringe benefits tax, in relation to fringe benefits provided on or after 1 April next following the date on which this Convention enters into force;
 - (ii) in respect of withholding tax on income that is derived by a resident of Switzerland, in relation to income derived on or after the first day of January of the calendar year next following the date on which the Convention enters into force;
 - (iii) in respect of other Australian tax, in relation to income, profits or gains of any income year beginning on or after 1 July next following the date on which the Convention enters into force;
 - b) in the case of Switzerland:
 - i) in respect of taxes withheld at source on amounts paid or credited on or after the first day of January of the calendar year next following the entry into force of the Convention;
 - ii) in respect of other taxes for taxation years beginning on or after the first day of January of the calendar year next following the entry into force of the Convention;
 - c) in respect to Article 25, to information that relates to taxation years or business years in course on, or beginning on or after, the first day of January of the calendar year next following the entry into force of the Convention.
3. The Agreement between Australia and Switzerland for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income, with Protocol, signed at Canberra on 28 February,

1980 shall terminate upon the entry into force of this Convention. However, the provisions of the first-mentioned Agreement shall continue to have effect for taxable years and periods which expired before the time at which the provisions of this Convention shall be effective.

Article 28

Termination

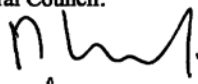
This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year. In such event, the Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source on amounts paid or credited on or after the first day of January of the calendar year next following that in which the notice was given;
- b) in respect of other taxes for taxation years beginning on or after the first day of January of the calendar year next following that in which the notice was given.


IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at ^{Sydney}~~Canberra~~ this 30th July 2013, in the German and English languages, both texts being equally authentic.

For the Swiss
Federal Council:


Ambassador

For the Government of
Australia:


HON. DAVID BRADBURY MP
ASSISTANT TREASURER

PROTOCOL

THE SWISS FEDERAL COUNCIL

AND

THE GOVERNMENT OF AUSTRALIA

Have agreed at the signing at Sydney on the 30th of July, 2013, of the Convention between the two States for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income upon the following provisions which shall form an integral part of the said Convention.

1. *In general*

The benefits of this Convention shall not apply if it was one of the principal purposes of any person concerned with the creation or assignment of the property or right in respect of which the income is paid, or if a person has become a resident of a Contracting State, to take advantage of the provisions of the Convention by means of such creation, assignment or residence.

2. *ad Article 3*

It is understood that the term "pension scheme" in subparagraph i) of paragraph 1 includes the following and any identical or substantially similar schemes which are established pursuant to legislation introduced after the date of signature of this Convention:

- a) in Australia, a fund that is
 - (i) an approved deposit fund as defined in the *Income Tax Assessment Act 1997*;
 - (ii) a pooled superannuation trust as defined in the *Income Tax Assessment Act 1997*;
- b) in Switzerland, any pension schemes covered by
 - (i) the Federal Act on old age and survivors' insurance, of 20 December 1946;
 - (ii) the Federal Act on disabled persons' insurance of 19 June 1959;
 - (iii) the Federal Act on supplementary pensions in respect of old age, survivors' and disabled persons' insurance of 6 October 2006;
 - (iv) the Federal Act on old age, survivors' and disabled persons' insurance payable in respect of employment or self-employment of 25 June 1982, including the non-registered pension schemes which offer occupational

pension plans and the forms of individual recognised pension schemes comparable with the occupational pension plans.

3. *ad Article 4*

- a) In respect of paragraph 1 of Article 4, it is understood that the term "resident of a Contracting State" includes, in particular, a person that is:
 - (i) a pension scheme established in that State; and
 - (ii) an organization that is established and is operated exclusively for religious, charitable, scientific, cultural, sporting, or educational purposes (or for more than one of those purposes) and that is a resident of that State according to its laws, notwithstanding that all or part of its income, profits or gains may be exempt from tax under the domestic law of that State.
- b) Where under this Convention any income, profits or gains are relieved from tax in Switzerland and, under the law in force in Australia, an individual in respect of that income or those profits or gains is exempt from tax by virtue of being a temporary resident of Australia within the meaning of the applicable tax laws of Australia, then the relief to be allowed under this Convention in Switzerland shall not apply to the extent that that income or those profits or gains are exempt from tax in Australia.

4. *ad Articles 5 and 7*

For the purposes of preventing misuse of Articles 5 and 7, in determining the duration of activities under paragraphs 3 and 4 of Article 5, the period during which activities are carried on in a Contracting State by an enterprise associated with another enterprise (other than enterprises of that Contracting State) may be aggregated with the period during which activities are carried on by the enterprise with which it is associated if the first-mentioned activities are connected with the activities carried on in that State by the last-mentioned enterprise, provided that any period during which two or more associated enterprises are carrying on concurrent activities is counted only once. An enterprise shall be deemed to be associated with another enterprise if one is controlled directly or indirectly by the other, or if both are controlled directly or indirectly by a third person or persons.

5. *ad Article 7*

- a) This Article shall not apply to profits of an enterprise from carrying on a business of any form of insurance, other than life insurance.
- b) Where:
 - (i) a resident of a Contracting State is beneficially entitled, whether directly or through one or more interposed trust estates, to a share of the business profits of an enterprise carried on in the other Contracting State by the trustee of a trust estate other than a trust estate which is treated as a company for tax purposes; and
 - (ii) in relation to that enterprise, that trustee would, in accordance with the principles of Article 5, have a permanent establishment in that other State,

the enterprise carried on by the trustee shall be deemed to be a business carried on in the other State by that resident through a permanent establishment situated therein and that share of business profits shall be attributed to that permanent establishment.

6. *ad Articles 7 and 9*

Where the information available to the competent authority of one of the Contracting States is inadequate to determine the profits of an enterprise on which tax may be imposed in that State in accordance with Article 7 or Article 9 of the Convention, nothing in those Articles shall affect the application of any law of that State relating to the determination of the tax liability of an enterprise in special circumstances, provided that that law shall be applied, so far as the information available to the competent authority permits, in accordance with the principles of those Articles.

7. *ad Articles 7, 8, 12 and 14*

It is understood that payments received as a consideration for the use of, or the right to use industrial, commercial or scientific equipment constitute profits covered by Articles 7, 8 or 14.

8. *ad Articles 10, 11 and 12*

- a) It is understood that for dividends and interest arising in Switzerland and derived by an Australian pension scheme, that pension scheme shall be regarded as the beneficial owner of such income where that income is treated as the income of that pension scheme for the purposes of Australian tax.
- b) It is understood that for dividends, interest and royalties arising in Switzerland and derived by or through a discretionary trust, the trustee of that trust shall not be regarded as the beneficial owner of such income where the trustee subsequently distributes that income to a beneficiary that is not a resident of Australia, unless that income is subject to tax in Australia in the hands of the trustee and the Australian tax paid by the trustee is not subsequently refunded to that beneficiary.

9. *ad Article 11*

It is understood that subparagraph b) of paragraph 4 is intended to ensure that the exemptions prescribed in subparagraphs a), c) and d) of paragraph 3 apply only where the beneficial owner of the interest holds a portfolio-like interest in the issuer of the debt-claim and will not apply where the beneficial owner is associated with, or in a position to control or influence the key decision-making of, the issuer of the debt-claim.

10. *ad Article 13*

The provisions of Article 13 shall not affect the right of Australia to tax, in accordance with its laws, income, profits or gains from the alienation of any movable property derived by an individual who is a resident of Australia at any time during the year of income in which the property is alienated, or has been so resident at any time during the 4 years immediately preceding the year of alienation.

11. *ad Article 18*

With respect to paragraph 2, it is understood that in the case of payments arising in Australia, "a pension scheme" includes a retirement savings account, and a payment by the Commissioner under the *Superannuation (Unclaimed Money and Lost Members) Act 1999* shall be treated as a lump sum paid under a pension scheme.

12. *ad Article 19*

It is understood that the term "pensions and other similar remuneration" as used in Article 19 includes both periodic payments and lump sum payments.

13. *ad Article 23*

This Article shall not apply to any provision of the laws of a Contracting State which are intended to prevent tax abuse, address thin capitalisation or to ensure that taxes can be effectively collected or recovered.

14. *ad Article 25*

- a) It is understood that an exchange of information will only be requested once the requesting Contracting State has pursued all reasonable means available under its internal taxation procedure to obtain the information.
- b) It is understood that the tax authorities of the requesting State shall provide the following information to the tax authorities of the requested State when making a request for information under Article 25:
 - (i) the identity of the person under examination or investigation;
 - (ii) the period of time for which the information is requested;
 - (iii) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting State wishes to receive the information from the requested State;
 - (iv) the tax purpose for which the information is sought;
 - (v) to the extent known, the name and address of any person believed to be in possession of the requested information.

The purpose of referring to information that may be foreseeably relevant is intended to provide for exchange of information in tax matters to the widest possible extent without allowing the Contracting States to engage in "fishing expeditions" or to request information that is unlikely to be relevant to the tax affairs of a given taxpayer. While this subparagraph contains important procedural requirements that are intended to ensure that fishing expeditions do not occur, clauses (i) through (v) nevertheless need to be interpreted with a view not to frustrate effective exchange of information.

- c) Although Article 25 does not restrict the possible methods for exchanging information, it is understood that the Article does not require the Contracting States to exchange information on an automatic or a spontaneous basis.

- d) It is understood that in case of an exchange of information, the administrative procedural rules regarding taxpayers' rights provided for in the requested Contracting State remain applicable before the information is transmitted to the requesting Contracting State. It is further understood that these provisions aim at guaranteeing the taxpayer a fair procedure and not at preventing or unduly delaying the exchange of information process.


15. *ad Article 27*

It is understood that in the case of Australia, the references to "taxation years" in subparagraph c) of paragraph 2 and to "taxable years" in paragraph 3 refer to "income years" or "fringe benefits tax years" as required.


IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Canton de Vaud this 30th July 2013, in the German and English languages, both texts being equally authentic.

For the Swiss
Federal Council:


Ambassadeur

For the Government of
Australia:


HON. DAVID BRADBURY MP
ASSISTANT TREASURER.

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

Abkommen

zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und Australien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen

*Der Schweizerische Bundesrat
und
die Regierung von Australien,*

*vom Wunsch geleitet, ein Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen abzuschliessen,
haben Folgendes vereinbart:*

Abschnitt I Geltungsbereich des Abkommens

Art. 1 Persönlicher Geltungsbereich

Dieses Abkommen gilt für Personen, die in einem Vertragsstaat oder in beiden Vertragsstaaten ansässig sind.

Art. 2 Unter das Abkommen fallende Steuern

1. Dieses Abkommen gilt, ohne Rücksicht auf die Art der Erhebung, für Steuern vom Einkommen, die für Rechnung eines Vertragsstaats und, in der Schweiz, für Rechnung seiner politischen Unterabteilungen oder lokalen Körperschaften erhoben werden.

2. Als Steuern vom Einkommen gelten alle Steuern, die vom Gesamteinkommen oder von Teilen des Einkommens erhoben werden, einschliesslich der Steuern vom Gewinn aus der Veräusserung beweglichen oder unbeweglichen Vermögens, der Lohnsummensteuern sowie der Steuern vom Vermögenszuwachs.

3. Zu den bestehenden Steuern, für die das Abkommen gilt, gehören insbesondere:

a) in Australien:

die Einkommenssteuer, die Steuer auf Gehaltsnebenleistungen («fringe benefits tax») und Ressourcenpachtsteuern («resource rent taxes»), die nach dem Bundesrecht von Australien erhoben werden
(im Folgenden als «australische Steuer» bezeichnet);

b) in der Schweiz:

die von Bund, Kantonen und Gemeinden erhobenen Steuern vom Einkommen (Gesamteinkommen, Erwerbseinkommen, Vermögensertrag, Geschäftsertrag, Kapitalgewinne und andere Einkünfte)

(im Folgenden als «schweizerische Steuer» bezeichnet).

4. Das Abkommen gilt auch für alle Steuern gleicher oder im Wesentlichen ähnlicher Art, die nach der Unterzeichnung des Abkommens gemäss dem Bundesrecht von Australien oder dem Recht der Schweiz neben den bestehenden Steuern oder an deren Stelle erhoben werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten teilen einander die in ihren Steuergesetzen eingetretenen wesentlichen Änderungen mit.

5. Das Abkommen gilt nicht für an der Quelle erhobene Steuern auf Lotteriegewinnen.

Abschnitt II Begriffsbestimmungen

Art. 3 Allgemeine Begriffsbestimmungen

1. Im Sinne dieses Abkommens, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert,

a) schliesst der Ausdruck «Australien», wenn im geografischen Sinne verwendet, alle externen Territorien aus, nicht jedoch:

- (i) das Territorium Norfolk-Insel;
- (ii) das Territorium Weihnachtsinsel;
- (iii) das Territorium Kokos-(Keeling-)Inseln;
- (iv) das Territorium Ashmore- und Cartier-Inseln;
- (v) das Territorium Heard-Insel und McDonalds-Inseln; und
- (vi) das Territorium Korallen-See-Inseln

und umfasst das an die territorialen Grenzen Australiens (einschliesslich der in diesem Buchstaben genannten Territorien) angrenzende Gebiet, für das zurzeit, in Übereinstimmung mit dem Völkerrecht, Rechtsvorschriften Australiens gelten, die die Erforschung oder die Ausbeutung von Bodenschätzen der Sonderwirtschaftszone oder des Meeresgrundes und des Untergrundes des Festlandsockels regeln;

b) bedeutet der Ausdruck «Schweiz» das Gebiet der Schweizerischen Eidgenossenschaft;

c) umfasst der Ausdruck «Person» eine natürliche Person, eine Gesellschaft, einen Trust und jede andere Personenvereinigung;

d) bedeutet der Ausdruck «Gesellschaft» eine juristische Person oder ein Rechtsträger, der für die Besteuerung wie eine juristische Person behandelt wird;

e) bedeuten die Ausdrücke «Unternehmen eines Vertragsstaats» und «Unternehmen des anderen Vertragsstaats», je nachdem, ein Unternehmen, das von einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird, oder

ein Unternehmen, das von einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird;

- f) bedeutet der Ausdruck «internationaler Verkehr» jede Beförderung mit einem Schiff oder Luftfahrzeug, das von einem Unternehmen eines Vertragsstaats betrieben wird, es sei denn, das Seeschiff oder Luftfahrzeug wird ausschliesslich zwischen Orten im anderen Vertragsstaat betrieben;
- g) bedeutet der Ausdruck «zuständige Behörde»:
 - (i) in Australien: der «Commissioner of Taxation» oder ein bevollmächtigter Vertreter des «Commissioner»;
 - (ii) in der Schweiz: der Vorsteher oder die Vorsteherin des Eidgenössischen Finanzdepartements oder die zu seiner oder ihrer Vertretung bevollmächtigte Person;
- h) bedeutet der Ausdruck «Staatsangehörige» hinsichtlich eines Vertragsstaats:
 - (i) jede natürliche Person, die die Staatsangehörigkeit oder Staatsbürgerschaft dieses Vertragsstaats besitzt;
 - (ii) jede juristische Person, Gesellschaft, Personengesellschaft oder andere Personenvereinigung, die nach dem in einem Vertragsstaat geltenden Recht errichtet worden ist;
- i) bedeutet der Ausdruck «Vorsorgeeinrichtung» alle Pläne, Systeme, Fonds, Stiftungen, Trusts oder sonstigen Regelungen eines Vertragsstaats oder, im Fall von Australien, ein australischer «superannuation fund» im Sinn des australischen Steuerrechts, die:
 - (i) den Vorschriften dieses Staates unterstehen; und
 - (ii) hauptsächlich der Verwaltung oder Auszahlung von Vorsorgeleistungen oder der Erzielung von Einkünften zugunsten einer oder mehrerer solcher Einrichtungen dienen;
- j) bedeutet der Ausdruck «Steuer», je nach dem Zusammenhang, die australische Steuer oder die schweizerische Steuer, er umfasst aber nicht Bussen oder Zinsen, die nach dem Recht eines Vertragsstaats in Bezug auf seine Steuern erhoben werden;
- k) bedeutet der Ausdruck «anerkannte Börse»:
 - (i) die «Australian Securities Exchange» und jede andere nach australischem Recht anerkannte australische Börse;
 - (ii) die «SIX Swiss Exchange» und jede andere nach schweizerischem Recht anerkannte schweizerische Börse;
 - (iii) die «London Stock Exchange», die «Irish Stock Exchange» und die Börsen von Amsterdam, Brüssel, Düsseldorf, Frankfurt, Hamburg, Hongkong, Johannesburg, Lissabon, Luxemburg, Madrid, Mexiko, Mailand, New York, Paris, Sao Paulo, Seoul, Singapur, Stockholm, Toronto und Wien sowie das NASDAQ-System; und
 - (iv) jede sonstige Börse, auf die sich die zuständigen Behörden einigen.

2. Bei der Anwendung des Abkommens durch einen Vertragsstaat hat, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert, jeder im Abkommen nicht definierte Aus-

druck die Bedeutung, die ihm im Anwendungszeitpunkt nach dem Recht dieses Staates über die Steuern zukommt, für die das Abkommen gilt, wobei die in der Steuergesetzgebung geltende Bedeutung derjenigen nach anderen Gesetzen des gleichen Staates vorgeht.

Art. 4 Ansässige Person

1. Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck «eine in einem Vertragsstaat ansässige Person» eine Person, die nach dem Recht dieses Staates als eine ansässige Person dieses Staates steuerpflichtig ist, und umfasst auch die Regierung dieses Staates und seine politischen Unterabteilungen und seine lokalen Körperschaften. Der Ausdruck umfasst jedoch nicht eine Person, die in diesem Staat nur mit Einkünften aus Quellen in diesem Staat steuerpflichtig ist.

2. Ist nach Absatz 1 eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt Folgendes:

- a) Die Person gilt als nur in dem Staat ansässig, in dem sie über eine ständige Wohnstätte verfügt; verfügt sie in beiden Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, zu dem sie die engeren persönlichen und wirtschaftlichen Beziehungen hat (Mittelpunkt der Lebensinteressen).
- b) Kann nicht bestimmt werden, in welchem Staat die Person den Mittelpunkt ihrer Lebensinteressen hat, oder verfügt sie in keinem der Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, in dem sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat.
- c) Hat die Person ihren gewöhnlichen Aufenthalt in beiden Staaten oder in keinem der Staaten, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, dessen Staatsangehörige sie ist.
- d) Ist die Person Staatsangehörige beider Staaten oder keines der Staaten, so regeln die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten die Frage in gegenseitigem Einvernehmen.

3. Ist nach Absatz 1 eine andere als eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, in dem sich der Ort ihrer tatsächlichen Geschäftsleitung befindet.

Art. 5 Betriebsstätte

1. Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck «Betriebsstätte» eine feste Geschäftseinrichtung, durch die die Tätigkeit eines Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

2. Der Ausdruck «Betriebsstätte» umfasst insbesondere:

- a) einen Ort der Leitung,
- b) eine Zweigniederlassung,
- c) eine Geschäftsstelle,
- d) eine Fabrikationsstätte,

- e) eine Werkstätte,
- f) ein Bergwerk, ein Öl- oder Gasvorkommen, einen Steinbruch oder eine andere Stätte der Ausbeutung von Bodenschätzen, und
- g) ein land-, weide- oder forstwirtschaftlich genutztes Grundstück.

3. Eine Bauausführung oder Montage ist nur dann eine Betriebsstätte, wenn ihre Dauer zwölf Monate überschreitet.

4. Ungeachtet der Absätze 1-3, wenn ein Unternehmen eines Vertragsstaats:

- a) Überwachungs- oder Beratungstätigkeiten im anderen Staat während mehr als zwölf Monaten im Zusammenhang mit einer Bauausführung oder Montage in diesem anderen Staat ausübt;
- b) Tätigkeiten (einschliesslich des Einsatzes von beträchtlicher Ausrüstung) im anderen Staat zur Erforschung oder Ausbeutung von in diesem anderen Staat gelegenen Bodenschätzen während insgesamt mindestens sechs Monaten innerhalb eines Zeitraums von 24 Monaten ausübt; oder
- c) beträchtliche Ausrüstung im anderen Staat (einschliesslich wie in Buchstabe b vorgesehen) während mehr als zwölf Monaten einsetzt,

gelten solche Tätigkeiten als durch eine in diesem anderen Staat gelegene Betriebsstätte des Unternehmens ausgeübt, es sei denn, diese Tätigkeiten beschränken sich auf die in Absatz 5 genannten Tätigkeiten, die diese Einrichtung nach dem genannten Absatz nicht zu einer Betriebsstätte machen, falls die Tätigkeiten durch eine feste Geschäftseinrichtung ausgeübt würden.

5. Ein Unternehmen wird nicht schon deshalb so behandelt, als habe es eine Betriebsstätte, weil es:

- a) Einrichtungen ausschliesslich zum Zweck der Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung seiner Güter oder Waren benutzt;
- b) Bestände seiner Güter oder Waren ausschliesslich zum Zweck der Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung unterhält;
- c) Bestände seiner Güter oder Waren ausschliesslich zum Zweck der Bearbeitung oder Verarbeitung durch ein anderes Unternehmen unterhält;
- d) eine feste Geschäftseinrichtung ausschliesslich zum Zweck unterhält, für sich Güter oder Waren einzukaufen oder Informationen zu beschaffen;
- e) eine feste Geschäftseinrichtung ausschliesslich zum Zweck unterhält, Tätigkeiten auszuüben, die für das Unternehmen vorbereitender Art sind oder eine Hilfstätigkeit darstellen wie zum Beispiel Werbung oder wissenschaftliche Forschung.

6. Ist eine Person - mit Ausnahme eines unabhängigen Vertreters im Sinne von Absatz 7 - in einem Vertragsstaat für ein Unternehmen des anderen Vertragsstaats tätig, so liegt eine im erstgenannten Staat gelegene Betriebsstätte dieses Unternehmens vor, wenn:

- a) die Person eine Vollmacht besitzt, für das Unternehmen Verträge abzuschliessen, und die Vollmacht in diesem Staat gewöhnlich ausübt, es sei

denn, dass sich ihre Tätigkeit auf den Einkauf von Gütern oder Waren für das Unternehmen beschränkt; oder

- b) die Person in diesem Staat für das Unternehmen Güter oder Waren, die dem Unternehmen gehören, herstellt, bearbeitet oder verarbeitet, wobei diese Bestimmung nur bezüglich der so hergestellten, bearbeiteten oder verarbeiteten Güter oder Waren anzuwenden ist.

7. Ein Unternehmen wird nicht schon deshalb so behandelt, als habe es eine Betriebsstätte in einem Vertragsstaat, weil es dort seine Tätigkeit durch einen Makler, Kommissionär oder einen anderen unabhängigen Vertreter ausübt, sofern diese Personen im Rahmen ihrer ordentlichen Geschäftstätigkeit handeln.

8. Allein dadurch, dass eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft eine Gesellschaft beherrscht oder von einer Gesellschaft beherrscht wird, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort durch eine Betriebsstätte oder auf andere Weise ihre Tätigkeit ausübt, wird keine der beiden Gesellschaften zur Betriebsstätte der anderen.

9. Die in den Absätzen 1-8 festgelegten Grundsätze sind auch anzuwenden, wenn für die Anwendung des Abkommens festzustellen ist, ob ein Unternehmen, das nicht ein Unternehmen eines Vertragsstaats ist, in einem der Vertragsstaaten eine Betriebsstätte hat.

Abschnitt III Besteuerung des Einkommens

Art. 6 Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen

1. Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unbeweglichem Vermögen (einschliesslich der Einkünfte aus land- und forstwirtschaftlichen Betrieben) bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, können im anderen Staat besteuert werden.

2. Der Ausdruck «unbewegliches Vermögen» hat die Bedeutung, die ihm nach dem Recht des Vertragsstaats zukommt, in dem das Vermögen liegt. Der Ausdruck umfasst in jedem Fall:

- a) verpachtetes Land oder irgendein anderes Recht an einem Stück Land;
- b) die Zugehör zum unbeweglichen Vermögen;
- c) das lebende und tote Inventar land- und forstwirtschaftlicher Betriebe;
- d) die Rechte, für die die Vorschriften des Privatrechts über Grundstücke gelten;
- e) Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen;
- f) ein Recht auf Erforschung von Mineral-, Öl- oder Gasvorkommen oder anderen Bodenschätzen und ein Recht auf Abbau dieser Vorkommen oder Rohstoffe; und
- g) ein Recht auf veränderliche oder feste Vergütungen für oder im Hinblick auf die Ausbeutung oder das Recht auf Erforschung oder Ausbeutung von

Mineral-, Öl- oder Gasvorkommen, Steinbrüchen oder anderen Stätten des Abbaus oder der Ausbeutung von Bodenschätzen.

Schiffe und Luftfahrzeuge gelten nicht als unbewegliches Vermögen.

3. Ein in Absatz 2 genanntes Recht gilt als dort gelegen, wo das Land, die Mineral-, Öl- oder Gasvorkommen, Steinbrüche oder Bodenschätze, je nachdem, liegen oder wo die Erforschung gegebenenfalls stattfindet.

4. Absatz 1 gilt für Einkünfte aus der unmittelbaren Nutzung, der Vermietung oder Verpachtung sowie jeder anderen Art der Nutzung unbeweglichen Vermögens.

5. Die Absätze 1, 3 und 4 gelten auch für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen eines Unternehmens und für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen, das der Ausübung einer selbstständigen Arbeit dient.

Art. 7 Unternehmensgewinne

1. Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats können nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, das Unternehmen übt seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus. Übt das Unternehmen seine Tätigkeit auf diese Weise aus, so können die Gewinne des Unternehmens im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser Betriebsstätte zugerechnet werden können.

2. Übt ein Unternehmen eines Vertragsstaats seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus, so werden unter Vorbehalt von Absatz 3 in jedem Vertragsstaat dieser Betriebsstätte die Gewinne zugerechnet, die sie hätte erzielen können, wenn sie eine gleiche oder ähnliche Tätigkeit unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen als selbstständiges Unternehmen ausgeübt hätte und im Verkehr mit dem Unternehmen, dessen Betriebsstätte sie ist, oder anderen Unternehmen, mit denen sie geschäftlich tätig ist, völlig unabhängig gewesen wäre.

3. Bei der Ermittlung der Gewinne einer Betriebsstätte werden die Aufwendungen des Unternehmens (einschliesslich der Geschäftsführungs- und allgemeinen Verwaltungskosten) zum Abzug zugelassen, die für diese Betriebsstätte entstanden sind und abgezogen werden könnten, wenn die Betriebsstätte ein selbstständiger Rechtsträger wäre, der diese Aufwendungen getragen hat, gleichgültig, ob sie in dem Vertragsstaat, in dem die Betriebsstätte liegt, oder anderswo entstanden sind.

4. Aufgrund des blossen Einkaufs von Gütern oder Waren für das Unternehmen wird einer Betriebsstätte kein Gewinn zugerechnet.

5. Gehören zu den Gewinnen Einkünfte, die in anderen Artikeln dieses Abkommens behandelt werden, so werden die Bestimmungen jener Artikel durch die Bestimmungen dieses Artikels nicht berührt.

Art. 8 Schifffahrt und Luftfahrt

1. Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats aus dem Betrieb von Schiffen oder Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr können nur in diesem Staat besteuert werden.

2. Ungeachtet von Absatz 1 können Gewinne aus der Beförderung von Passagieren, Vieh, Post, Gütern oder Waren, die im anderen Vertragsstaat an Bord eines Schiffes oder Luftfahrzeuges genommen und an einen Ort in diesem anderen Staat befördert werden, oder aus der Vermietung eines voll ausgestatteten Schiffs oder Luftfahrzeugs mit Besatzung für Zwecke eines solchen Transports in diesem anderen Staat besteuert werden.

3. Absatz 1 gilt auch für Gewinne aus der Beteiligung an einem Pool, einer Betriebsgemeinschaft oder einer internationalen Betriebsstelle.

Art. 9 Verbundene Unternehmen

1. Wenn

- a) ein Unternehmen eines Vertragsstaats unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt ist oder
- b) dieselben Personen unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens eines Vertragsstaats und eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt sind

und in diesen Fällen beide Unternehmen in ihren kaufmännischen oder finanziellen Beziehungen an Bedingungen gebunden sind, die von denen abweichen, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, dann können die Gewinne, die eines der Unternehmen ohne diese Bedingungen erzielt hätte, wegen dieser Bedingungen aber nicht erzielt hat, den Gewinnen dieses Unternehmens zugerechnet und entsprechend besteuert werden.

2. Werden in einem Vertragsstaat den Gewinnen eines Unternehmens dieses Staates Gewinne zugerechnet und entsprechend besteuert, mit denen ein Unternehmen des anderen Vertragsstaats in diesem Staat besteuert worden ist, und handelt es sich bei den zugerechneten Gewinnen um solche, die das Unternehmen des erstgenannten Staates erzielt hätte, wenn die zwischen den beiden Unternehmen vereinbarten Bedingungen die gleichen gewesen wären, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, so nimmt der andere Staat eine entsprechende Änderung der dort von diesen Gewinnen erhobenen Steuer vor. Bei dieser Änderung sind die übrigen Bestimmungen dieses Abkommens zu berücksichtigen; soweit erforderlich, konsultieren sich die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten.

Art. 10 Dividenden

1. Dividenden, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, können im anderen Staat besteuert werden.

2. Diese Dividenden können jedoch auch in dem Vertragsstaat, in dem die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn die zur Nutzung der Dividenden berechtigte Person im anderen Vertragsstaat ansässig ist, nicht übersteigen:

- a) 5 Prozent des Bruttobetrags der Dividenden, wenn die nutzungsberechtigte Person eine Gesellschaft ist, die im Fall von Australien unmittelbar über

mindestens 10 Prozent der Stimmrechte oder im Fall der Schweiz unmittelbar über mindestens 10 Prozent des Kapitals der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt;

b) 15 Prozent des Bruttobetrags der Dividenden in allen anderen Fällen.

3. Ungeachtet von Absatz 2 nimmt der Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, die gezahlten Dividenden von der Besteuerung aus, wenn die nutzungsberechtigte Person eine Gesellschaft ist, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist und unmittelbar oder mittelbar durch eine oder mehrere in einem Vertragsstaat ansässige Personen über mindestens 80 Prozent der Stimmrechte, im Fall von Australien, oder des Kapitals, im Fall der Schweiz, der die Dividenden zahlenden Gesellschaft während eines Zeitraums von zwölf Monaten, der am Datum des Dividendenbeschlusses endet, verfügt und die Gesellschaft, die zur Nutzung der Dividende berechtigt ist:

- a) ihre Hauptgattung der Aktien an einer anerkannten Börse nach Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe k Unterabsatz (i) oder (ii) kotiert hat und diese regelmässig an einer oder mehreren anerkannten Börsen gehandelt wird;
- b) unmittelbar oder mittelbar von einer oder mehreren Gesellschaften gehalten wird:
 - (i) deren Hauptgattung der Aktien an einer anerkannten Börse nach Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe k Unterabsatz (i) oder (ii) kotiert ist und regelmässig an einer oder mehreren anerkannten Börsen gehandelt wird; oder
 - (ii) sofern jede dieser Gesellschaften, wenn sie über die Anteile, aufgrund derer die Dividenden gezahlt werden, unmittelbar verfügte, aufgrund eines Doppelbesteuerungsabkommens zwischen dem Staat, in dem diese Gesellschaft ansässig ist, und dem Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, zu gleichwertigen Vorteilen berechtigt wäre; oder
- c) die Bedingungen von Buchstabe a oder b dieses Absatzes nicht erfüllt, aber die zuständige Behörde des erstgenannten Vertragsstaats bestimmt, dass Absatz 1 des Protokolls zu diesem Abkommen nicht anwendbar ist. Die zuständige Behörde des erstgenannten Vertragsstaats konsultiert die zuständige Behörde des anderen Vertragsstaats, bevor sie Abkommensvorteile nach diesem Buchstaben verweigert.

4. Ungeachtet von Absatz 2 Buchstabe b nimmt der Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, die gezahlten Dividenden von der Besteuerung aus, wenn die nutzungsberechtigte Person unmittelbar über nicht mehr als 10 Prozent der Stimmrechte, im Fall von Australien, oder des Kapitals, im Fall der Schweiz, der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt und die zur Nutzung berechtigte Person:

- a) ein Vertragsstaat, eine seiner politischen Unterabteilungen oder lokalen Körperschaften (einschliesslich eines Anlagefonds der Regierung) ist;
- b) eine Nationalbank eines Vertragsstaats ist;

- c) im Fall von Australien eine in Australien ansässige Person ist, die solche Dividenden aus zulässigen Tätigkeiten für Zwecke der Altersvorsorge («superannuation») erzielt; oder
 - d) im Fall der Schweiz eine Vorsorgeeinrichtung ist, deren Anlageerträge in der Schweiz steuerbefreit sind.
5. Die Absätze 2-4 betreffen nicht die Besteuerung der Gesellschaft in Bezug auf die Gewinne, aus denen die Dividenden gezahlt werden.
6. Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck «Dividenden» bedeutet Einkünfte aus Aktien, Genussaktien oder Genussscheinen, Kuxen, Gründeranteilen oder anderen Rechten, ausgenommen Forderungen, mit Gewinnbeteiligung sowie aus sonstigen Gesellschaftsanteilen stammende Einkünfte, die nach dem Steuerrecht des Staates, in dem die ausschüttende Gesellschaft ansässig ist, den Einkünften aus Aktien gleichgestellt sind.
7. Die Absätze 1-4 sind nicht anwendbar, wenn die in einem Vertragsstaat ansässige nutzungsberechtigte Person im anderen Vertragsstaat, in dem die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und wenn die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört. In einem solchen Fall ist, je nachdem, Artikel 7 oder Artikel 14 anwendbar.
8. Bezieht eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft Gewinne oder Einkünfte aus dem anderen Vertragsstaat, so darf dieser andere Staat weder die von der Gesellschaft gezahlten Dividenden, deren nutzungsberechtigte Person nicht im anderen Staat ansässig ist, besteuern, es sei denn, dass die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu einer im anderen Staat gelegenen Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört, noch Gewinne der Gesellschaft einer Steuer für nicht ausgeschüttete Gewinne unterwerfen, selbst wenn die gezahlten Dividenden oder die nicht ausgeschütteten Gewinne ganz oder teilweise aus im anderen Staat erzielten Gewinnen oder Einkünften bestehen.
9. Ungeachtet von Absatz 8 können Dividenden, die eine Gesellschaft zahlt, die nach Artikel 4 Absatz 3 als nur in einem Vertragsstaat ansässig gilt, im anderen Vertragsstaat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als die Dividenden aus Gewinnen gezahlt werden, die aus diesem anderen Staat stammen. Wenn die nutzungsberechtigte Person im erstgenannten Staat ansässig ist, findet Absatz 2 Anwendung, als wäre die Gesellschaft, die die Dividende zahlt, nur im anderen Staat ansässig.

Art. 11 Zinsen

1. Zinsen, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, können im anderen Staat besteuert werden.
2. Diese Zinsen können jedoch auch in dem Vertragsstaat, aus dem sie stammen, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; ist aber die zur Nutzung der Zinsen berechtigte Person im anderen Vertragsstaat ansässig, so darf die Steuer 10 Prozent des Bruttobetrags der Zinsen nicht übersteigen.

3. Ungeachtet von Absatz 2 können Zinsen, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige nutzungsberechtigte Person gezahlt werden, nur im anderen Staat besteuert werden, wenn die Zinsen gezahlt werden:

- a) an einen Vertragsstaat, eine seiner politischen oder administrativen Unterabteilungen oder eine seiner lokalen Körperschaften (einschliesslich eines Anlagefonds der Regierung) oder an irgendeine andere Einrichtung, die Regierungsfunktionen in einem Vertragsstaat ausübt, oder an eine Bank, die Aufgaben einer Zentralbank in einem Vertragsstaat ausübt;
- b) an ein Finanzinstitut, das nicht mit dem Schuldner verbunden ist und gänzlich unabhängig von ihm handelt. Der Ausdruck „Finanzinstitut“ bedeutet für Zwecke dieses Artikels eine Bank oder ein anderes Unternehmen, das seine Gewinne im Wesentlichen erzielt, indem es sich auf dem Finanzmarkt fremdfinanziert oder verzinsliche Einlagen entgegennimmt und diese Mittel für Finanzierungsgeschäfte verwendet;
- c) im Fall von Australien an eine in Australien ansässige Person, die solche Zinsen aus zulässigen Tätigkeiten für Zwecke der Altersvorsorge («superannuation») erzielt; oder
- d) im Fall der Schweiz an eine Vorsorgeeinrichtung, deren Anlageerträge in der Schweiz steuerbefreit sind.

4. Ungeachtet von Absatz 3

- a) können Zinsen im Sinne von Buchstabe b jenes Absatzes in dem Staat, aus dem sie stammen, besteuert werden, wobei die Steuer 10 Prozent des Bruttobetrags der Zinsen nicht übersteigen darf, wenn die Zinsen gezahlt werden als Teil einer Struktur mit Gegendarlehen oder einer anderen Struktur, die wirtschaftlich gleichwertig ist und mit der eine ähnliche Wirkung wie mit Gegendarlehen beabsichtigt wird; und
- b) können Zinsen im Sinne von den Buchstabe a, c oder d jenes Absatzes in dem Staat, aus dem sie stammen, besteuert werden, wobei die Steuer 10 Prozent des Bruttobetrags der Zinsen nicht übersteigen darf, wenn die nutzungsberechtigte Person unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital des Schuldners beteiligt ist oder ein bestehendes oder bedingtes Recht hat, an finanziellen, betrieblichen oder richtunggebenden Entscheidungen des Schuldners teilzunehmen.

5. Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck «Zinsen» bedeutet Einkünfte aus Forderungen jeder Art, auch wenn die Forderungen durch Pfandrechte an Grundstücken gesichert oder mit einer Beteiligung am Gewinn des Schuldners ausgestattet sind, und insbesondere Einkünfte aus öffentlichen Anleihen und aus Obligationen, sowie Einkünfte, die nach dem Steuerrecht des Staates, aus dem die Einkünfte stammen, den Einkünften aus geliehenem Geld gleichgestellt sind.

6. Die Absätze 1 und 2, Absatz 3 Buchstabe b und Absatz 4 sind nicht anwendbar, wenn die in einem Vertragsstaat ansässige nutzungsberechtigte Person im anderen Vertragsstaat, aus dem die Zinsen stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und wenn die Forderung, für die die Zinsen gezahlt werden,

tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört. In einem solchen Fall ist, je nachdem, Artikel 7 oder Artikel 14 anwendbar.

7. Zinsen gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner eine in diesem Staat für Zwecke seiner Steuern ansässige Person ist. Hat aber der Schuldner der Zinsen, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat oder ausserhalb beider Vertragsstaaten eine Betriebsstätte oder eine feste Einrichtung und ist die Schuld, für die die Zinsen gezahlt werden, für Zwecke der Betriebsstätte oder der festen Einrichtung eingegangen worden und trägt die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung diese Zinsen, so gelten die Zinsen als aus dem Staat stammend, in dem die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung liegt.

8. Bestehen zwischen dem Schuldner und der nutzungsberechtigten Person oder zwischen beiden und einer Drittperson besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Zinsen, gemessen an der zugrunde liegenden Forderung, den Betrag, den Schuldner und nutzungsberechtigte Person ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letztgenannten Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Abkommens besteuert werden.

Art. 12 Lizenzgebühren

1. Lizenzgebühren, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, können im anderen Staat besteuert werden.

2. Diese Lizenzgebühren können jedoch auch im Vertragsstaat, aus dem sie stammen, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn die zur Nutzung der Lizenzgebühren berechtigte Person eine im andern Vertragsstaat ansässige Person ist, 5 Prozent des Bruttobetrags der Lizenzgebühren nicht übersteigen.

3. Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck «Lizenzgebühren» bedeutet Vergütungen oder Gutschriften, gleichgültig, ob sie regelmässig gezahlt werden oder nicht oder wie sie bezeichnet oder errechnet werden, soweit sie entrichtet werden für:

- a) die Benutzung oder für das Recht auf Benutzung von Urheberrechten, Patenten, Mustern oder Modellen, Plänen, geheimen Formeln oder Verfahren, Marken oder sonstigen ähnlichen Vermögenswerten oder Rechten;
- b) die Überlassung wissenschaftlicher, technischer, gewerblicher oder kaufmännischer Kenntnisse oder Informationen;
- c) die Unterstützung, die zusätzlich und ergänzend zu Vermögenswerten oder Rechten im Sinne von Buchstabe a oder zu Kenntnissen oder Informationen im Sinne von Buchstabe b geleistet wird und die deren Anwendung und Nutzung ermöglicht;
- d) die Benutzung oder das Recht auf Benutzung von:
 - (i) Kinofilmen;

- (ii) Filmen, Audio- oder Videoaufzeichnungen, Disketten oder anderen Trägern zur Wiedergabe oder Übertragung von Bildern oder Tönen zur Verwendung bei Fernseh-, Radio- oder anderen Rundfunksendungen; oder
 - e) für den gänzlichen oder teilweisen Verzicht auf die Benutzung oder die Bereitstellung von in diesem Absatz erwähnten Vermögenswerten oder Rechten.
4. Die Absätze 1 und 2 sind nicht anwendbar, wenn die in einem Vertragsstaat ansässige nutzungsberechtigte Person im anderen Vertragsstaat, aus dem die Lizenzgebühren stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und wenn die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Lizenzgebühren gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In einem solchen Fall ist, je nachdem, Artikel 7 oder Artikel 14 anwendbar.
5. Lizenzgebühren gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner eine in diesem Staat für Zwecke seiner Steuern ansässige Person ist. Hat aber der Schuldner der Lizenzgebühren, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat oder ausserhalb beider Vertragsstaaten eine Betriebsstätte oder eine feste Einrichtung, mit der die Verpflichtung zur Zahlung der Lizenzgebühren zusammenhängt, und trägt die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung die Lizenzgebühren, so gelten diese als aus dem Staat stammend, in dem die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung liegt.
6. Bestehen zwischen dem Schuldner und der nutzungsberechtigten Person oder zwischen beiden und einer Drittperson besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Lizenzgebühren, gemessen an der zugrunde liegenden Leistung, den Betrag, den Schuldner und nutzungsberechtigte Person ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letztgenannten Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Abkommens besteuert werden.

Art. 13 Veräusserung von Vermögen

1. Einkünfte oder Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräusserung unbeweglichen Vermögens im Sinne von Artikel 6 bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, können im anderen Staat besteuert werden.
2. Einkünfte oder Gewinne aus der Veräusserung beweglichen Vermögens, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbstständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, einschliesslich derartiger Einkünfte oder Gewinne, die bei der Veräusserung einer solchen Betriebsstätte (allein oder mit dem übrigen Unternehmen) oder einer solchen festen Einrichtung erzielt werden, können im anderen Staat besteuert werden.
3. Einkünfte oder Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats aus der Veräusserung von Schiffen oder Luftfahrzeugen, die im internationalen Verkehr betrie-

ben werden, oder von beweglichem Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, können nur in diesem Vertragsstaat besteuert werden.

4. Einkünfte oder Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräußerung von Aktien oder vergleichbaren Beteiligungen bezieht, deren Wert zu mehr als 50 Prozent unmittelbar oder mittelbar auf unbeweglichem Vermögen beruht, das im anderen Vertragsstaat liegt, können im anderen Vertragsstaat besteuert werden.

5. Kapitalgewinne aus der Veräußerung des in den Absätzen 1–4 nicht genannten Vermögens können nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem die veräußernde Person ansässig ist.

Art. 14 Selbstständige Arbeit

1. Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige natürliche Person aus einem freien Beruf oder aus sonstiger selbstständiger Tätigkeit bezieht, können nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, dass der Person im anderen Vertragsstaat für die Ausübung ihrer Tätigkeit gewöhnlich eine feste Einrichtung zur Verfügung steht. Steht ihr eine solche feste Einrichtung zur Verfügung, so können die Einkünfte im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser festen Einrichtung zugerechnet werden können.

2. Der Ausdruck «freier Beruf» umfasst insbesondere die selbstständig ausgeübte wissenschaftliche, literarische, künstlerische, erzieherische oder unterrichtende Tätigkeit sowie die selbstständige Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Ingenieure, Architekten, Zahnärzte und Buchsachverständigen.

Art. 15 Unselbstständige Arbeit

1. Unter Vorbehalt der Artikel 16, 18 und 19 können Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unselbstständiger Arbeit bezieht, nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, die Arbeit wird im anderen Vertragsstaat ausgeübt. Wird die Arbeit dort ausgeübt, so können die dafür bezogenen Vergütungen im anderen Staat besteuert werden.

2. Ungeachtet des Absatzes 1 können Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person für eine im anderen Vertragsstaat ausgeübte unselbstständige Arbeit bezieht, nur im erstgenannten Staat besteuert werden, wenn:

- a) die Person sich im anderen Staat insgesamt nicht länger als 183 Tage während des betreffenden Steuerjahres aufhält;
- b) die Vergütungen von einem Arbeitgeber oder für einen Arbeitgeber gezahlt werden, der nicht im anderen Staat ansässig ist; und
- c) die Vergütungen nicht von einer Betriebsstätte oder einer festen Einrichtung getragen werden, die der Arbeitgeber im anderen Staat hat.

3. Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels können Vergütungen für unselbstständige Arbeit, die an Bord eines Schiffs oder Luftfahrzeugs ausgeübt wird, das von einem Unternehmen eines Vertragsstaats im internationalen Verkehr betrieben wird, in diesem Vertragsstaat besteuert werden.

4. Unterliegt eine Gehaltsnebenleistung ohne die Anwendung dieses Absatzes in beiden Vertragsstaaten der Besteuerung, so kann nur jener Vertragsstaat eine Besteuerung dieser Leistung vornehmen, der nach diesem Abkommen über das ausschliessliche oder das primäre Besteuerungsrecht von Gehältern und Löhnen aus unselbstständiger Arbeit verfügt, auf die sich diese Leistung bezieht. Ein Vertragsstaat verfügt über das «primäre Besteuerungsrecht», soweit ein Besteuerungsrecht von Gehältern und Löhnen aus der massgeblichen unselbstständigen Arbeit diesem Staat zugewiesen wird und der andere Vertragsstaat verpflichtet ist, Entlastung für die auf solchen Entschädigungen durch den erstgenannten Staat erhobene Steuer zu leisten.

Art. 16 Aufsichtsrats- und Verwaltungsratsvergütungen

Aufsichtsrats- oder Verwaltungsratsvergütungen und ähnliche Zahlungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Aufsichts- oder Verwaltungsrats einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Gesellschaft bezieht, können im anderen Staat besteuert werden.

Art. 17 Künstler und Sportler

1. Ungeachtet der Artikel 14 und 15 können Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person als Künstler, wie Bühnen-, Film-, Rundfunk- oder Fernsehkünstler sowie Musiker, oder als Sportler aus ihrer im anderen Vertragsstaat persönlich ausgeübten Tätigkeit bezieht, im anderen Staat besteuert werden.

2. Fliessen Einkünfte aus einer von einem Künstler oder Sportler in dieser Eigenschaft persönlich ausgeübten Tätigkeit nicht dem Künstler oder Sportler selbst, sondern einer anderen Person zu, so können diese Einkünfte ungeachtet der Artikel 7, 14 und 15 im Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Künstler oder Sportler seine Tätigkeit ausübt. Dies gilt nicht, wenn nachgewiesen wird, dass weder der Künstler oder Sportler noch mit ihm verbundene Personen unmittelbar oder mittelbar an den Gewinnen dieser anderen Person beteiligt sind.

3. Die Absätze 1 und 2 gelten nicht für Einkünfte von Künstlern und Sportlern aus Tätigkeiten in einem Vertragsstaat, wenn diese Einkünfte unmittelbar oder mittelbar, vollständig oder hauptsächlich aus öffentlichen Mitteln des anderen Vertragsstaats, einer seiner politischen Unterabteilungen oder einer seiner lokalen Körperschaften stammen. In diesen Fällen können die Einkünfte nur im Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Künstler oder Sportler ansässig ist.

Art. 18 Ruhegehälter

1. Unter Vorbehalt von Artikel 19 Absatz 2 können Ruhegehälter, Sozialversicherungsleistungen und Renten, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person gezahlt werden, nur in diesem Staat besteuert werden. Wenn jedoch solche Einkünfte aus dem anderen Vertragsstaat stammen und die empfangende Person im erstgenannten Staat in Bezug auf diese Einkünfte nicht der Besteuerung unterliegt, können die Einkünfte im anderen Vertragsstaat besteuert werden.

2. Unter Vorbehalt von Artikel 19 Absatz 2 können aus einem Vertragsstaat stammende und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlte Kapitalleistungen, die von einer Vorsorgeeinrichtung stammen oder infolge Alters, Invalidität, Erwerbsunfähigkeit oder Todes oder als Entschädigung für Verletzungen geleistet werden, im erstgenannten Staat besteuert werden.

3. Der Ausdruck «Rente» bedeutet eine bestimmte, periodisch an festen Terminen auf Lebenszeit oder während einer bestimmten oder bestimmbaren Zeitspanne verbindlich zahlbare Summe, die unter voller und angemessener Anrechnung der Beiträge oder des Einmalbeitrages in Geld oder in Geldeswert ausbezahlt wird.

Art. 19 Öffentlicher Dienst

1. a) Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, die von einem Vertragsstaat, einer seiner politischen Unterabteilungen oder einer seiner lokalen Körperschaften an eine natürliche Person für die diesem Staat, der politischen Unterabteilung oder lokalen Körperschaft geleisteten Dienste gezahlt werden, können nur in diesem Staat besteuert werden.

b) Diese Gehälter, Löhne und ähnlichen Vergütungen können jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die Dienste in diesem Staat geleistet werden und die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und:

- (i) Staatsangehörige dieses Staates ist, oder
- (ii) nicht ausschliesslich in diesem Staat ansässig geworden ist, um die Dienste zu leisten.

2. a) Ruhegehälter und ähnliche Vergütungen, die von einem Vertragsstaat, einer seiner politischen Unterabteilungen oder einer seiner lokalen Körperschaften oder aus einem von diesem Staat, der politischen Unterabteilung oder lokalen Körperschaft errichteten Sondervermögen an eine natürliche Person für Dienste gezahlt werden, die sie diesem Staat, der politischen Unterabteilung oder der lokalen Körperschaft geleistet hat, können nur in diesem Staat besteuert werden.

b) Diese Ruhegehälter können jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und Staatsangehörige dieses Staates ist und nicht auch Staatsangehörige des erstgenannten Staates ist.

3. Auf Gehälter, Löhne, Ruhegehälter und ähnliche Vergütungen für Dienste, die im Zusammenhang mit einer gewerblichen Tätigkeit eines Vertragsstaats, einer seiner politischen Unterabteilungen oder einer seiner lokalen Körperschaften geleistet werden, ist Artikel 15, 16, 17 oder 18 anwendbar.

Art. 20 Studenten

Zahlungen, die ein Student, Praktikant oder Lehrling, der sich in einem Vertragsstaat ausschliesslich zum Studium oder zur Ausbildung vorübergehend aufhält und der im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort unmittelbar vor der Einreise in den erstgenannten Staat ansässig war, für seinen Unterhalt, sein Studium oder seine

Ausbildung erhält, dürfen im erstgenannten Staat nicht besteuert werden, sofern diese Zahlungen aus Quellen ausserhalb dieses Staates stammen.

Art. 21 Quelle der Einkünfte

Einkünfte oder Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person bezieht und die nach einem oder mehreren der Artikel 6-8 und 10-19 im anderen Vertragsstaat besteuert werden können, gelten für Zwecke des Rechts des anderen Vertragsstaats in Bezug auf seine Steuern als aus Quellen im anderen Vertragsstaat stammend.

Abschnitt IV Entlastung von Doppelbesteuerung

Art. 22 Vermeidung der Doppelbesteuerung

1. Nach Massgabe der Gesetzgebung Australiens über die Anrechnung der in einem Land ausserhalb Australiens gezahlten Steuer auf die australische Steuer (die den allgemeinen Grundsatz dieses Artikels nicht beeinträchtigen soll) wird die nach schweizerischem Recht und in Übereinstimmung mit diesem Abkommen bezahlte schweizerische Steuer auf Einkünfte, die eine in Australien ansässige Person bezieht, auf die zu zahlende Steuer Australiens in Bezug auf diese Einkünfte angerechnet.

2. In der Schweiz wird die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

- a) Bezieht eine in der Schweiz ansässige Person Einkünfte und können diese Einkünfte nach diesem Abkommen in Australien besteuert werden, so nimmt die Schweiz, unter Vorbehalt von Buchstabe b, diese Einkünfte von der Besteuerung aus; sie kann aber bei der Festsetzung der Steuer für das übrige Einkommen dieser Person den Steuersatz anwenden, der anzuwenden wäre, wenn die betreffenden Einkünfte nicht von der Besteuerung ausgenommen wären. Gewinne nach Artikel 13 Absatz 4 werden indessen nur von der Besteuerung ausgenommen, wenn ihre tatsächliche Besteuerung in Australien nachgewiesen wird.
- b) Bezieht eine in der Schweiz ansässige Person Dividenden, Zinsen oder Lizenzgebühren, die nach Artikel 10, 11 oder 12 in Australien besteuert werden können, so gewährt die Schweiz dieser Person auf Antrag eine Entlastung. Die Entlastung besteht:
 - (i) in der Anrechnung der nach den Artikeln 10, 11 und 12 in Australien erhobenen Steuer auf die vom Einkommen dieser Person geschuldete schweizerische Steuer; der anzurechnende Betrag darf jedoch den Teil der vor der Anrechnung ermittelten schweizerischen Steuer nicht übersteigen, der auf die Einkünfte entfällt, die in Australien besteuert werden können,
 - (ii) in einer pauschalen Ermässigung der schweizerischen Steuer, oder
 - (iii) in einer teilweisen Befreiung der Dividenden, Zinsen oder Lizenzgebühren von der schweizerischen Steuer, mindestens aber im Abzug

der in Australien erhobenen Steuer vom Bruttobetrag der Dividenden, Zinsen oder Lizenzgebühren.

Die Schweiz bestimmt die Art der Entlastung nach den schweizerischen Vorschriften über die Durchführung von zwischenstaatlichen Abkommen des Bundes zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und ordnet das Verfahren.

3. Bezieht eine in der Schweiz ansässige Gesellschaft Dividenden einer in Australien ansässigen Gesellschaft, so genießt sie bei der Erhebung der schweizerischen Steuer auf diesen Dividenden die gleichen Vergünstigungen, wie wenn die Dividenden zahlende Gesellschaft in der Schweiz ansässig wäre.

Abschnitt V Besondere Bestimmungen

Art. 23 Gleichbehandlung

1. Staatsangehörige eines Vertragsstaats dürfen im anderen Vertragsstaat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen Staatsangehörige des anderen Staates unter gleichen Verhältnissen, insbesondere hinsichtlich der Ansässigkeit, unterworfen sind oder unterworfen werden können. Diese Bestimmung gilt ungeachtet des Artikels 1 auch für Personen, die in keinem Vertragsstaat ansässig sind.

2. Die Besteuerung einer Betriebsstätte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, darf im anderen Staat nicht ungünstiger sein als die Besteuerung von Unternehmen des anderen Staates, die die gleiche Tätigkeit ausüben. Diese Bestimmung ist nicht so auszulegen, als verpflichte sie einen Vertragsstaat, den im anderen Vertragsstaat ansässigen Personen Steuerfreibeträge, -vergünstigungen und -ermässigungen aufgrund des Personenstandes oder der Familienlasten zu gewähren, die er seinen ansässigen Personen gewährt.

3. Sofern nicht Artikel 9 Absatz 1, Artikel 11 Absatz 8 oder Artikel 12 Absatz 6 anwendbar ist, sind Zinsen, Lizenzgebühren und andere Entgelte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, bei der Ermittlung der steuerpflichtigen Gewinne dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Zahlungen an eine im erstgenannten Staat ansässige Person zum Abzug zuzulassen.

4. Unternehmen eines Vertragsstaats, deren Kapital ganz oder teilweise unmittelbar oder mittelbar einer oder mehreren im anderen Vertragsstaat ansässigen Personen gehört oder deren Kontrolle unterliegt, dürfen im erstgenannten Staat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen andere ähnliche Unternehmen des erstgenannten Staates unterworfen sind oder unterworfen werden können.

5. Dieser Artikel gilt ungeachtet des Artikels 2 für Steuern jeder Art und Bezeichnung.

Art. 24 Verständigungsverfahren

1. Ist eine Person der Auffassung, dass Massnahmen eines Vertragsstaats oder beider Vertragsstaaten für sie zu einer Besteuerung führen oder führen werden, die diesem Abkommen nicht entspricht, so kann sie ungeachtet der nach dem innerstaatlichen Recht dieser Staaten vorgesehenen Rechtsmittel ihren Fall der zuständigen Behörde des Vertragsstaats, in dem sie ansässig ist, oder, sofern ihr Fall von Artikel 23 Absatz 1 erfasst wird, der zuständigen Behörde des Vertragsstaats unterbreiten, dessen Staatsangehörige sie ist. Der Fall muss innerhalb von drei Jahren nach der ersten Mitteilung der Massnahme unterbreitet werden, die zu einer dem Abkommen nicht entsprechenden Besteuerung führt.

2. Hält die zuständige Behörde die Einwendung für begründet und kann sie nicht selbst eine befriedigende Lösung herbeiführen, so bemüht sie sich, den Fall durch Verständigung mit der zuständigen Behörde des anderen Vertragsstaats so zu regeln, dass eine dem Abkommen nicht entsprechende Besteuerung vermieden wird.

3. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten bemühen sich, Schwierigkeiten oder Zweifel, die bei der Auslegung oder Anwendung des Abkommens entstehen, in gegenseitigem Einvernehmen zu beseitigen. Sie können sich auch darüber beraten, wie eine Doppelbesteuerung in Fällen vermieden werden kann, die im Abkommen nicht behandelt sind.

4. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten können zur Herbeiführung einer Einigung im Sinne der vorstehenden Absätze unmittelbar miteinander verkehren.

5. Wenn

- a) eine Person der zuständigen Behörde eines Vertragsstaats gemäss Absatz 1 einen Fall mit der Begründung unterbreitet hat, dass die Massnahmen eines Vertragsstaats oder beider Vertragsstaaten für sie zu einer Besteuerung geführt haben, die diesem Abkommen nicht entspricht, und
- b) die zuständigen Behörden nicht in der Lage sind, innerhalb von drei Jahren ab der Vorlage des Falls an die zuständige Behörde des anderen Vertragsstaats eine einvernehmliche Lösung im Sinne des Absatzes 2 herbeizuführen,

so sind alle ungelösten Streitpunkte des Falls auf Ersuchen der Person einem Schiedsverfahren zuzuleiten. Die ungelösten Streitpunkte dürfen jedoch dann nicht einem Schiedsverfahren zugeleitet werden, wenn in dieser Angelegenheit bereits eine Entscheidung durch ein Gericht oder ein Verwaltungsgericht eines der beiden Staaten ergangen ist. Sofern nicht eine vom Fall unmittelbar betroffene Person die Verständigungsregelung zur Umsetzung des Schiedsspruchs ablehnt oder sofern die zuständigen Behörden und die unmittelbar betroffenen Personen sich nicht innerhalb von sechs Monaten nach Bekanntgabe des Schiedsspruchs auf eine abweichende Lösung einigen, ist dieser Schiedsspruch für beide Vertragsstaaten bindend und ungeachtet der Fristen ihres innerstaatlichen Rechts umzusetzen. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten regeln in gegenseitigem Einvernehmen, wie das Verfahren nach diesem Absatz durchzuführen ist.

6. Die Vertragsstaaten können der nach Absatz 5 gebildeten Schiedsstelle die für die Durchführung des Schiedsverfahrens erforderlichen Informationen zugänglich

machen. Die Mitglieder der Schiedsstelle unterliegen hinsichtlich dieser Informationen den Geheimhaltungsvorschriften nach Artikel 25 Absatz 2.

7. Im Sinne von Artikel XXII Absatz 3 (Konsultationen) des Allgemeinen Abkommens über den Handel mit Dienstleistungen besteht Einigkeit zwischen den Vertragsstaaten, dass ungeachtet jener Bestimmung eine Meinungsverschiedenheit über die Frage, ob eine Massnahme unter den Anwendungsbereich dieses Abkommens fällt, nur mit Zustimmung beider Vertragsstaaten im Sinne jener Bestimmung vor den Rat für Dienstleistungshandel gebracht werden kann. Zweifel über die Auslegung dieses Absatzes sind in Anwendung von Absatz 3 dieses Artikels oder, wenn eine Einigung nicht zustande kommt, aufgrund eines anderen von den beiden Vertragsstaaten vereinbarten Verfahrens zu beseitigen.

Art. 25 Informationsaustausch

1. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten tauschen die Informationen aus, die zur Durchführung dieses Abkommens oder zur Anwendung oder Durchsetzung des innerstaatlichen Rechts betreffend Steuern jeder Art und Bezeichnung, die für Rechnung der Vertragsstaaten, ihrer politischen Unterabteilungen oder ihrer lokalen Körperschaften erhoben werden, voraussichtlich erheblich sind, soweit die diesem Recht entsprechende Besteuerung nicht dem Abkommen widerspricht. Der Informationsaustausch ist durch die Artikel 1 und 2 nicht eingeschränkt.

2. Alle Informationen, die ein Vertragsstaat nach Absatz 1 erhalten hat, sind ebenso geheim zu halten wie die aufgrund des innerstaatlichen Rechts dieses Staates beschafften Informationen; sie dürfen nur den Personen oder Behörden, einschliesslich der Gerichte und der Verwaltungsbehörden, zugänglich gemacht werden, die mit der Veranlagung oder der Erhebung, mit der Vollstreckung oder der Strafverfolgung oder mit der Entscheidung von Rechtsmitteln hinsichtlich der in Absatz 1 genannten Steuern oder mit der Aufsicht über die vorgenannten Personen oder Behörden befasst sind. Diese Personen oder Behörden dürfen die Informationen nur für diese Zwecke verwenden. Sie können die Informationen in einem öffentlichen Gerichtsverfahren oder in einer Gerichtsentscheidung offenlegen. Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann ein Vertragsstaat die erhaltenen Informationen für andere Zwecke verwenden, wenn solche Informationen nach dem Recht beider Staaten für solche andere Zwecke verwendet werden können und die zuständige Behörde des übermittelnden Staates dieser anderen Verwendung zustimmt.

3. Die Absätze 1 und 2 sind nicht so auszulegen, als verpflichteten sie einen Vertragsstaat:

- a) Verwaltungsmassnahmen durchzuführen, die von den Gesetzen und der Verwaltungspraxis dieses oder des anderen Vertragsstaats abweichen;
- b) Informationen zu erteilen, die nach den Gesetzen oder im üblichen Verwaltungsverfahren dieses oder des anderen Vertragsstaats nicht beschafft werden können;
- c) Informationen zu erteilen, die ein Handels-, Geschäfts-, Industrie-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnis oder ein Geschäftsverfahren preisgeben würden oder deren Erteilung dem Ordre public widerspräche.

4. Ersucht ein Vertragsstaat um Informationen nach diesem Artikel, so nutzt der andere Vertragsstaat die ihm zur Verfügung stehenden Möglichkeiten zur Beschaffung dieser Informationen, selbst wenn dieser andere Staat sie für seine eigenen steuerlichen Zwecke nicht benötigt. Die im vorhergehenden Satz enthaltene Verpflichtung unterliegt den Beschränkungen nach Absatz 3, die jedoch in keinem Fall so auszulegen sind, dass ein Vertragsstaat die Erteilung von Informationen nur deshalb ablehnen kann, weil er kein innerstaatliches Interesse an solchen Informationen hat.

5. Absatz 3 ist in keinem Fall so auszulegen, als könne ein Vertragsstaat die Erteilung von Informationen nur deshalb ablehnen, weil sich die Informationen bei einer Bank, einem sonstigen Finanzinstitut, einem Bevollmächtigten, Beauftragten oder Treuhänder befinden oder weil sie sich auf Eigentumsrechte an einer Person beziehen. Ungeachtet des Absatzes 3 oder entgegenstehender Bestimmungen des innerstaatlichen Rechts verfügen die Steuerbehörden des ersuchten Vertragsstaats über die Befugnis, die Offenlegung der in diesem Absatz genannten Informationen durchzusetzen, sofern dies für die Erfüllung der Verpflichtungen nach diesem Absatz erforderlich ist.

Art. 26 Mitglieder diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen

1. Dieses Abkommen berührt nicht die steuerlichen Vorrechte, die den Mitgliedern diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen nach den allgemeinen Regeln des Völkerrechts oder aufgrund besonderer Vereinbarungen zustehen.

2. Ungeachtet des Artikels 4 gilt eine natürliche Person, die Mitglied einer diplomatischen Mission, einer konsularischen Vertretung oder einer ständigen Vertretung eines Vertragsstaats ist, die im anderen Vertragsstaat oder in einem Drittstaat gelegen ist, im Sinne dieses Abkommens als im Entsendestaat ansässig, wenn sie:

- a) nach dem Völkerrecht im Empfangsstaat mit Einkünften aus Quellen ausserhalb dieses Staates nicht steuerpflichtig ist; und
- b) im Entsendestaat den gleichen Verpflichtungen bezüglich der Steuer von ihrem gesamten Einkommen unterworfen ist wie in diesem Staat ansässige Personen.

3. Das Abkommen gilt weder für internationale Organisationen, deren Organe oder Beamte noch für Mitglieder einer diplomatischen Mission, einer konsularischen Vertretung oder einer ständigen Vertretung eines Drittstaats, die sich in einem Vertragsstaat aufhalten und in keinem der Vertragsstaaten für die Zwecke der Steuern vom Einkommen als ansässig gelten.

Abschnitt VI Schlussbestimmungen

Art. 27 Inkrafttreten

1. Jeder Vertragsstaat notifiziert dem anderen Vertragsstaat auf diplomatischem Weg, dass die innerstaatlichen gesetzlichen Erfordernisse für das Inkrafttreten dieses

Abkommens erfüllt sind. Das Abkommen tritt am Tag des Eingangs der späteren dieser beiden Notifikationen in Kraft.

2. Das Abkommen findet Anwendung:

- a) in Australien:
 - (i) hinsichtlich der Steuer auf Gehaltsnebenleistungen auf Gehaltsnebenleistungen, die am oder nach dem 1. April des auf das Inkrafttreten des Abkommens folgenden Kalenderjahres entrichtet werden;
 - (ii) hinsichtlich der Quellensteuer auf Einkünften einer in der Schweiz ansässigen Person auf Einkünfte, die am oder nach dem 1. Januar des auf das Inkrafttreten des Abkommens folgenden Kalenderjahrs erzielt werden;
 - (iii) hinsichtlich der übrigen australischen Steuern auf Einkünfte oder Gewinne eines Einkommensjahres, das am oder nach dem 1. Juli des auf das Inkrafttreten des Abkommens folgenden Kalenderjahrs beginnt;
- b) in der Schweiz:
 - (i) hinsichtlich der an der Quelle erhobenen Steuern auf Einkünfte, die am oder nach dem 1. Januar des auf das Inkrafttreten des Abkommens folgenden Kalenderjahrs gezahlt oder gutgeschrieben werden;
 - (ii) hinsichtlich der übrigen Steuern auf Steuerjahre, die am oder nach dem 1. Januar des auf das Inkrafttreten des Abkommens folgenden Kalenderjahrs beginnen;
- c) hinsichtlich Artikel 25 auf Informationen, die sich auf Steuerjahre oder Geschäftsjahre beziehen, die am 1. Januar des auf das Inkrafttreten des Abkommens folgenden Kalenderjahrs laufen oder an oder nach diesem Datum beginnen.

3. Mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens wird das am 28. Februar 1980 in Canberra unterzeichnete Abkommen zwischen der Schweiz und Australien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen mit dem dazugehörigen Protokoll aufgehoben. Das letztgenannte Abkommen ist jedoch weiterhin auf Steuerjahre und Steuerperioden anwendbar, die vor dem Tag enden, ab dem dieses Abkommen Anwendung findet.

Art. 28 Kündigung


Dieses Abkommen bleibt in Kraft, solange es nicht von einem Vertragsstaat gekündigt wird. Jeder Vertragsstaat kann das Abkommen auf diplomatischem Weg unter Einhaltung einer Frist von mindestens sechs Monaten auf das Ende eines Kalenderjahres kündigen. In diesem Fall findet das Abkommen keine Anwendung mehr:

- a) hinsichtlich der an der Quelle erhobenen Steuern auf Einkünfte, die am oder nach dem 1. Januar des auf die Kündigung folgenden Kalenderjahres gezahlt oder gutgeschrieben werden;
- b) hinsichtlich der übrigen Steuern auf Steuerjahre, die am oder nach dem 1. Januar des auf die Kündigung folgenden Kalenderjahres beginnen.

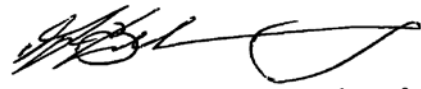
Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Abkommen unterschrieben.

Geschehen zu ^{Sydney}~~Sydney~~ am 30. Juli 2012 im Doppel in deutscher und englischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleicherweise verbindlich ist.

Für den
Schweizerischen Bundesrat:


Ambassador

Für die
Regierung von Australien:


HON. DAVID BRADBURY MP
ASSISTANT TREASURER

Protokoll

*Der Schweizerische Bundesrat
und
die Regierung von Australien,*

haben anlässlich der Unterzeichnung in Sydney am 30. Juli 2013 des Abkommens zwischen den beiden Staaten zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen folgende Bestimmungen vereinbart, die einen integrierenden Bestandteil dieses Abkommens bilden.

1. Im Allgemeinen

War eine Person mit der Schaffung oder Überlassung des Vermögenswerts oder Rechts befasst, wofür die Einkünfte bezahlt werden, oder wurde eine Person in einem Vertragsstaat ansässig und war die Inanspruchnahme des Abkommens einer der Hauptgründe für die Schaffung, die Überlassung oder den Zuzug, so werden die Vorteile des Abkommens nicht gewährt.

2. Zu Art. 3

Es besteht Einvernehmen darüber, dass der Ausdruck «Vorsorgeeinrichtung» in Absatz 1 Buchstabe i folgende Einrichtungen sowie alle gleichen oder im Wesentlichen vergleichbaren Einrichtungen umfasst, die aufgrund von nach der Unterzeichnung dieses Abkommens erlassenen Gesetzen errichtet werden:

- a) in Australien, ein Fonds, der:
 - (i) ein «approved deposit fund» gemäss Definition im «Income Tax Assessment Act 1997» ist,
 - (ii) ein «pooled superannuation trust» gemäss Definition im «Income Tax Assessment Act 1997» ist;
- b) in der Schweiz, sämtliche Pläne und Modelle nach:
 - (i) dem Bundesgesetz vom 20. Dezember 1946 über die Alters- und Hinterlassenenversicherung,
 - (ii) dem Bundesgesetz vom 19. Juni 1959 über die Invalidenversicherung,
 - (iii) dem Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung,
 - (iv) dem Bundesgesetz vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge, einschliesslich der nicht registrierten Vorsorgeeinrichtungen, die berufliche Vorsorgepläne anbieten, und der mit der beruflichen Vorsorge vergleichbaren anerkannten Formen der gebundenen Selbstvorsorge.

3. Zu Art. 4

- a) Hinsichtlich Artikel 4 Absatz 1 besteht Einvernehmen darüber, dass der Ausdruck «eine in einem Vertragsstaat ansässige Person» insbesondere Folgendes einschliesst:
 - (i) in diesem Staat errichtete Vorsorgeeinrichtungen; und
 - (ii) Organisationen, die ausschliesslich zu religiösen, wohltätigen, wissenschaftlichen, kulturellen, sportlichen oder Ausbildungszwecken (oder zu mehreren dieser Zwecke) gegründet und geführt werden und die in einem Vertragsstaat gemäss seinem Recht ansässig sind, ungeachtet der Tatsache, dass ein Teil oder die Gesamtheit ihrer Einkünfte oder ihres Gewinns gemäss dem innerstaatlichen Recht dieses Staates steuerbefreit sein kann.
- b) Wenn nach diesem Abkommen Einkünfte oder Gewinne von der Besteuerung in der Schweiz entlastet werden und eine natürliche Person nach dem in Australien geltenden Recht in Bezug auf diese Einkünfte oder Gewinne aufgrund ihrer Eigenschaft als in Australien vorübergehend ansässige Person im Sinne der anwendbaren Steuergesetze von Australien steuerbefreit ist, dann findet die Entlastung nach diesem Abkommen in der Schweiz keine Anwendung, soweit diese Einkünfte oder Gewinne in Australien steuerbefreit sind.

4. Zu den Art. 5 und 7

Zur Verhinderung von Missbräuchen der Artikel 5 und 7 kann bei der Bestimmung der Dauer von Tätigkeiten nach Artikel 5 Absätze 3 und 4 der Zeitraum, während dessen Tätigkeiten in einem Vertragsstaat durch ein Unternehmen ausgeübt werden, das mit einem anderen Unternehmen (ausser einem Unternehmen dieses Vertragsstaats) verbunden ist, mit dem Zeitraum, während dessen Tätigkeiten durch das Unternehmen ausgeübt werden, mit dem es verbunden ist, zusammengerechnet werden, falls die erstgenannten Tätigkeiten mit den Tätigkeiten zusammenhängen, die in jenem Staat durch das letztgenannte Unternehmen ausgeübt werden. Ein Zeitraum, während dessen zwei oder mehr verbundene Unternehmen gleichzeitig Tätigkeiten ausüben, wird nur einmal gezählt. Ein Unternehmen gilt als mit einem anderen Unternehmen verbunden, wenn das eine Unternehmen vom anderen Unternehmen unmittelbar oder mittelbar beherrscht wird oder wenn beide Unternehmen von einer oder mehreren Drittpersonen unmittelbar oder mittelbar beherrscht werden.

5. Zu Art. 7

- a) Dieser Artikel findet keine Anwendung auf Gewinne eines Unternehmens aus der Ausübung eines Geschäfts mit irgendeiner Art von Versicherungen, mit Ausnahme von Lebensversicherungen.
- b) Wenn
 - (i) eine in einem Vertragsstaat ansässige Person wirtschaftlich, ob unmittelbar oder über eine oder mehrere zwischengeschaltete Trustvermögen, an einem Anteil am Geschäftsgewinn eines Unternehmens berechtigt ist, das im anderen Vertragsstaat von einem Treuhänder oder einer Treuhänderin eines Trustvermögens betrieben wird, mit

Ausnahme von einem Trustvermögen, das für Steuerzwecke als Gesellschaft behandelt wird; und

- (ii) in Bezug auf dieses Unternehmen der Treuhänder oder die Treuhänderin in Einklang mit den Grundsätzen von Artikel 5 eine Betriebsstätte in diesem anderen Staat hätte,

gilt das vom Treuhänder oder von der Treuhänderin betriebene Unternehmen als eine von dieser ansässigen Person im anderen Staat durch eine dort gelegene Betriebsstätte ausgeübte Tätigkeit und wird dieser Anteil am Geschäftsgewinn dieser Betriebsstätte zugerechnet.

6. Zu den Art. 7 und 9

Reichen die der zuständigen Behörde eines Vertragsstaats zur Verfügung stehenden Angaben nicht aus, um die Gewinne eines Unternehmens zu ermitteln, die in Übereinstimmung mit Artikel 7 oder 9 des Abkommens in diesem Staat besteuert werden können, so stehen diese Artikel der Anwendung der Rechtsvorschriften dieses Staates über die Feststellung der Steuerpflicht eines Unternehmens unter besonderen Bedingungen nicht entgegen, vorausgesetzt, dass diese Vorschriften insoweit in Übereinstimmung mit den Grundsätzen dieser Artikel angewendet werden, als die der zuständigen Behörde zur Verfügung stehenden Informationen dies gestatten.

7. Zu den Art. 7, 8, 12 und 14

Es besteht Einvernehmen darüber, dass Vergütungen, die als Entgelt für die Benutzung oder das Recht auf Benutzung von gewerblichen, kaufmännischen oder wissenschaftlichen Ausrüstungen vereinnahmt werden, Unternehmensgewinne im Sinne von Artikel 7, 8 oder 14 darstellen.

8. Zu den Art. 10, 11 und 12

- a) Es besteht Einvernehmen darüber, dass in Bezug auf Dividenden und Zinsen, die aus der Schweiz stammen und die eine australische Vorsorgeeinrichtung bezieht, diese Vorsorgeeinrichtung als die zur Nutzung solcher Einkünfte berechnigte Person gilt, wenn diese Einkünfte für australische Steuerzwecke als Einkünfte dieser Vorsorgeeinrichtung behandelt werden.
- b) Es besteht Einvernehmen darüber, dass in Bezug auf Dividenden, Zinsen und Lizenzgebühren, die aus der Schweiz stammen und die ein Ermessens-trust («discretionary trust») bezieht oder durch diesen bezogen werden, der Treuhänder oder die Treuhänderin dieses Trusts nicht als die zur Nutzung solcher Einkünfte berechnigte Person gilt, wenn der Treuhänder oder die Treuhänderin anschliessend diese Einkünfte einer begünstigten Person zukommen lässt, die nicht in Australien ansässig ist; es sei denn, diese Einkünfte unterliegen in Australien beim Treuhänder oder bei der Treuhänderin der Besteuerung, und die vom Treuhänder oder von der Treuhänderin gezahlte Steuer wird der begünstigten Person nachträglich nicht rückerstattet.

9. Zu Art. 11

Es besteht Einvernehmen darüber, dass Absatz 4 Buchstabe b gewährleisten soll, dass die in Absatz 3 Buchstaben a, c und d vorgesehenen Befreiungen nur Anwendung finden, wenn die zur Nutzung der Zinsen berechnigte Person eine portfolioähn-

liche Beteiligung am Schuldner hat, und keine Anwendung finden, wenn die nutzungsberechtigte Person mit dem Schuldner verbunden oder in der Lage ist, die Hauptentscheidungsfindung des Schuldners zu kontrollieren oder zu beeinflussen.

10. Zu Art. 13

Artikel 13 schränkt die Befugnis von Australien nicht ein, nach Massgabe seiner Gesetzgebung Einkünfte oder Gewinne aus der Veräusserung beweglichen Vermögens zu besteuern, die eine natürliche Person bezieht, die zu irgendeinem Zeitpunkt innerhalb des Einkommensjahres, in dem das Vermögen veräussert wird, in Australien ansässig ist oder zu irgendeinem Zeitpunkt innerhalb der vier dem Jahr der Veräusserung unmittelbar vorangegangenen Jahre in Australien ansässig gewesen ist.

11. Zu Art. 18

In Bezug auf Absatz 2 besteht Einvernehmen darüber, dass im Fall von aus Australien stammenden Zahlungen der Begriff «Vorsorgeeinrichtung» Ruhestandssparkonten einschliesst und dass eine Zahlung vom «Commissioner» aufgrund des «Superannuation (Unclaimed Money and Lost Members) Act 1999» als eine Kapitalleistung aus einer Vorsorgeeinrichtung gilt.

12. Zu Art. 19

Es besteht Einvernehmen darüber, dass der in Artikel 19 verwendete Ausdruck «Ruhegehälter und ähnliche Vergütungen» nicht nur periodische Zahlungen, sondern auch Kapitalleistungen einschliesst.

13. Zu Art. 23

Dieser Artikel findet keine Anwendung auf Gesetzesbestimmungen eines Vertragsstaats, die der Verhinderung von steuerlichem Missbrauch dienen, die sich mit verdecktem Eigenkapital befassen oder die sicherstellen, dass Steuern wirksam erhoben oder eingetrieben werden können.

14. Zu Art. 25

- a) Es besteht Einvernehmen darüber, dass der ersuchende Vertragsstaat ein Begehren um Austausch von Informationen erst dann stellt, wenn er alle in seinem innerstaatlichen Steuerverfahren vorgesehenen üblichen Mittel zur Beschaffung der Informationen ausgeschöpft hat.
- b) Es besteht Einvernehmen darüber, dass die Steuerbehörden des ersuchenden Staates bei der Stellung eines Amtshilfebegehrens nach Artikel 25 den Steuerbehörden des ersuchten Staates die nachstehenden Angaben zu liefern haben:
 - (i) die Identität der in eine Überprüfung oder Untersuchung einbezogenen Person;
 - (ii) die Zeitperiode, für welche die Informationen verlangt werden;
 - (iii) eine Beschreibung der verlangten Informationen sowie Angaben hinsichtlich der Form, in der der ersuchende Staat diese Informationen vom ersuchten Staat zu erhalten wünscht;
 - (iv) den Steuerzweck, für den die Informationen verlangt werden;

- (v) soweit bekannt, den Namen und die Adresse des mutmasslichen Inhabers der verlangten Informationen.

Der Zweck der Verweisung auf Informationen, die voraussichtlich erheblich sind, besteht darin, einen möglichst weit gehenden Informationsaustausch in Steuerbelangen zu gewährleisten, ohne den Vertragsstaaten zu erlauben, «fishing expeditions» zu betreiben oder um Informationen zu ersuchen, deren Erheblichkeit hinsichtlich der Steuerbelange einer bestimmten steuerpflichtigen Person unwahrscheinlich ist. Während dieser Buchstabe wichtige verfahrenstechnische Anforderungen enthält, die «fishing expeditions» vermeiden sollen, sind seine Unterabsätze (i)–(v) so auszulegen, dass sie einen wirksamen Informationsaustausch nicht behindern.

- c) Obwohl Artikel 25 die möglichen Methoden des Informationsaustausches nicht einschränkt, besteht Einvernehmen darüber, dass dieser Artikel die Vertragsstaaten nicht dazu verpflichtet, Informationen auf automatischer oder spontaner Basis auszutauschen.
- d) Es besteht Einvernehmen darüber, dass im Fall des Austauschs von Informationen die im ersuchten Staat geltenden Bestimmungen des Verwaltungsverfahrensrechts über die Rechte der Steuerpflichtigen vorbehalten bleiben, bevor die Informationen an den ersuchenden Staat übermittelt werden. Es besteht im Weiteren Einvernehmen darüber, dass diese Bestimmungen dazu dienen, der steuerpflichtigen Person ein ordnungsgemässes Verfahren zu gewähren, und nicht bezwecken, den wirksamen Informationsaustausch zu verhindern oder übermässig zu verzögern.

15. Zu Art. 27

Es besteht Einvernehmen darüber, dass sich im Fall von Australien der Verweis auf «Steuerjahre» in Absatz 2 Buchstabe c und in Absatz 3, je nach dem Zusammenhang, auf «Einkommensjahre» oder auf «Gehaltsnebenleistungssteuerjahre» bezieht.


Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Protokoll unterschrieben.

Geschehen zu Geneve am 30. Juli 2013 im Doppel in deutscher und englischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleicherweise verbindlich ist.

Für den
Schweizerischen Bundesrat:


Ambassador

Für die
Regierung von Australien:


HON. DAVID BRADBURY MP
ASSISTANT TREASURER

[TRANSLATION – TRADUCTION]¹

Convention

entre la Confédération suisse et l'Australie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu

Le Conseil fédéral suisse

et

le Gouvernement de l'Australie,

désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu,

sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I

Champ d'application de la convention

Art. 1 Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Art. 2 Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant – et, en Suisse, de ses subdivisions politiques ou collectivités locales – quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont notamment:

a) en Australie:

l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les prestations salariales accessoires («fringe benefits tax») et les impôts sur le loyer des ressources («resource rent taxes») perçus selon la loi fédérale de l'Australie (ci-après désignés par «impôt australien»);

¹ Translation provided by the Government of the Swiss Confederation – Traduction fournie par le Gouvernement de la Confédération suisse.

- b) en Suisse:
les impôts fédéraux, cantonaux et communaux sur le revenu (revenu total, produit du travail, rendement de la fortune, bénéfices industriels et commerciaux, gains en capital et autres revenus)
(ci-après désignés par «impôt suisse»).
4. La convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la convention conformément au droit fédéral australien ou au droit suisse et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales.
5. La convention ne s'applique pas aux impôts perçus à la source sur les gains faits dans les loteries.

Chapitre II

Définitions

Art. 3 Définitions générales

1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme «Australie», quand il est utilisé au sens géographique, exclut tous les territoires extérieurs, à l'exception:
 - (i) du territoire de l'île Norfolk,
 - (ii) du territoire de l'île Christmas,
 - (iii) du territoire des îles Cocos (Keeling),
 - (iv) du territoire des îles Ashmore et Cartier,
 - (v) du territoire des îles Heard et Mc Donald, et
 - (vi) du territoire des îles de la mer de Corail,et inclut toute zone adjacente aux limites territoriales de l'Australie (y compris les territoires énumérés sous la présente lettre) à laquelle s'applique actuellement, en conformité avec le droit international, une loi de l'Australie en ce qui concerne la recherche ou l'extraction des ressources naturelles de la zone économique spéciale ou du fond de la mer et du sous-sol du plateau continental;
- b) le terme «Suisse» désigne le territoire de la Confédération suisse;
- c) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés, les trusts et tout autre groupement de personnes;
- d) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- e) les expressions «entreprise d'un Etat contractant» et «entreprise de l'autre Etat contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un

résident d'un Etat contractant ou une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

- f) l'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- g) l'expression «autorité compétente» désigne:
 - (i) dans le cas de l'Australie: le commissaire aux contributions («Commissioner of Taxation») ou son représentant autorisé,
 - (ii) dans le cas de la Suisse: le ou la chef du Département fédéral des finances ou son représentant autorisé ou sa représentante autorisée;
- h) le terme «national», en ce qui concerne un Etat contractant, désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté de cet Etat contractant,
 - (ii) toute personne morale, société, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant;
- i) l'expression «institution de prévoyance» désigne l'ensemble des plans, programmes, fonds, fondations, trusts et autres institutions d'un Etat contractant ou, dans le cas de l'Australie, les «superannuation funds» au sens du droit fiscal australien, qui:
 - (i) sont soumis aux prescriptions de cet Etat, et
 - (ii) servent principalement à la gestion ou au paiement de prestations de prévoyance ou à obtenir des revenus en faveur de telles institutions;
- j) le terme «impôt» désigne, suivant le contexte, l'impôt australien ou l'impôt suisse, mais ne comprend pas les amendes ou les intérêts perçus par un Etat contractant dans un contexte fiscal conformément à sa législation;
- k) l'expression «marché boursier reconnu» désigne:
 - (i) l'«Australian Securities Exchange» et tout autre marché boursier australien reconnu selon la législation australienne,
 - (ii) le «SIX Swiss Exchange» et tout autre marché boursier suisse reconnu selon la législation suisse,
 - (iii) le «London Stock Exchange», l'«Irish Stock Exchange» et les Bourses d'Amsterdam, de Bruxelles, de Düsseldorf, de Francfort, de Hambourg, de Hong Kong, de Johannesburg, de Lisbonne, de Luxembourg, de Madrid, de Mexico, de Milan, de New York, de Paris, de Sao Paolo, de Séoul, de Singapour, de Stockholm, de Toronto et de Vienne ainsi que le système NASDAQ, et
 - (iv) tout autre marché boursier sur lequel les autorités compétentes se mettent d'accord.

2. Pour l'application de la convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une inter-

prétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Art. 4 Résident

1. Au sens de la présente convention, l'expression «résident d'un Etat contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt en tant que résident de cet Etat, et s'applique aussi au gouvernement de cet Etat, à toutes ses subdivisions politiques et à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du par. 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) Cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux).
- b) Si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle.
- c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité.
- d) Si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du par. 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Art. 5 Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;

- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles; et
- g) une exploitation agricole, d'élevage ou forestière.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les par. 1, 2 et 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant:

- a) exerce, dans l'autre Etat, des activités de surveillance ou de conseil liées à un chantier de construction ou de montage situé dans cet autre Etat pendant plus de douze mois;
- b) exerce des activités (y compris l'utilisation d'équipements importants) dans l'autre Etat dans le but de rechercher ou d'extraire des ressources naturelles se trouvant dans cet autre Etat pendant au moins six mois au total sur une période de 24 mois; ou
- c) utilise des équipements importants dans l'autre Etat (y compris de la manière prévue à la let. b) pendant plus de douze mois;

de telles activités sont considérées comme exercées par un établissement stable de l'entreprise situé dans l'autre Etat, à moins que ces activités ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au par. 5 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable du seul fait que:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'activités qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire pour l'entreprise, telles que la publicité ou la recherche scientifique.

6. Une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au par. 7 – agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant est considérée comme établissement stable de l'entreprise dans le premier Etat:

- a) si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats pour le compte de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise; ou
- b) si, ce faisant, elle fabrique ou transforme dans cet Etat, pour l'entreprise, des marchandises appartenant à l'entreprise, à condition que la présente disposition ne s'applique qu'en relation avec des marchandises ainsi fabriquées ou transformées.

7. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

9. Les principes posés aux par. 1 à 8 sont appliqués lorsqu'il y a lieu de déterminer, au sens de la présente convention, si une entreprise qui n'est pas une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans un Etat contractant.

Chapitre III

Imposition des revenus

Art. 6 Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression «biens immobiliers» a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend dans tous les cas:

- a) la terre affermée ou tout autre droit sur la terre;
- b) les accessoires;
- c) le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières;
- d) les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière;
- e) l'usufruit des biens immobiliers;
- f) un droit à la recherche de gisements minéraux, pétroliers ou gaziers, ou d'autres ressources naturelles, et un droit à l'exploitation de ces gisements ou ressources; et

- g) un droit à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de la recherche ou de l'exploitation de gisements minéraux, pétroliers ou gaziers, de carrières ou d'autres sites d'exploitation ou d'extraction de ressources.

Les navires et les aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les droits énumérés au par. 2 sont considérés comme situés à l'endroit où se trouvent la terre, le gisement minéral, pétrolier ou gazier, la carrière ou les ressources naturelles, ou à l'endroit où la recherche peut avoir lieu.

4. Les dispositions du par. 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

5. Les dispositions des par. 1, 3 et 4 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Art. 7 Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du par. 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable ou avec d'autres entreprises avec lesquelles il fait affaire.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses de l'entreprise exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable (y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés) qui seraient déductibles si l'établissement stable était une entité indépendante supportant ces dépenses, qu'elles soient exposées soit dans l'Etat contractant où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Art. 8 Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international, que réalise une entreprise d'un Etat contractant, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Nonobstant les dispositions du par. 1, les bénéfices provenant du transport, par navires ou aéronefs, de passagers, de bétail, de courrier ou de marchandises embarqués dans l'autre Etat contractant pour être débarqués en un point de cet autre Etat, ou provenant de la location, aux fins d'un tel transport, d'un navire ou d'un aéronef entièrement équipé, y compris en personnel, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Le par. 1 s'applique aussi aux bénéfices provenant de la participation à un «pool», à une communauté d'exploitation ou à un organisme international d'exploitation.

Art. 9 Entreprises associées

1. Lorsque:

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant; ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant;

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat, et impose en conséquence, des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente convention; si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Art. 10 Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais

si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui dispose directement d'au moins 10 % des droits de vote dans le cas de l'Australie ou directement d'au moins 10 % du capital dans le cas de la Suisse de la société qui verse les dividendes;
- b) 15 % du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

3. Nonobstant les dispositions du par. 2, l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident exempté de l'impôt les dividendes payés, si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société qui est un résident de l'autre Etat contractant et qui dispose directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs résidents d'un Etat contractant, d'au moins 80 % des droits de vote (dans le cas de l'Australie) ou du capital (dans le cas de la Suisse) de la société qui verse les dividendes durant une période de douze mois se terminant à la date de la décision concernant les dividendes, et si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société:

- a) dont la principale catégorie d'actions est cotée sur un marché boursier reconnu au sens des sous-par. (i) ou (ii) de la let. k du par. 1 de l'art. 3 et fait régulièrement l'objet de transactions sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus;
- b) qui est détenue directement ou indirectement par une ou plusieurs sociétés:
 - (i) dont la principale catégorie d'actions est cotée sur un marché boursier reconnu au sens des sous-par. (i) ou (ii) de la let. k du par. 1 de l'art. 3 et fait régulièrement l'objet de transactions sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus, ou
 - (ii) dans la mesure où chacune de ces sociétés, si elle détenait directement les actions pour lesquelles les dividendes sont versés, pourrait prétendre à des avantages équivalents en vertu d'une convention en vue d'éviter les doubles impositions conclue entre l'Etat dont cette société est un résident et l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident; ou
- c) qui ne remplit pas les conditions des let. a ou b du présent paragraphe, mais que l'autorité compétente du premier Etat constate que le par. 1 du protocole à la présente convention ne s'applique pas. L'autorité compétente du premier Etat contractant consultera l'autorité compétente de l'autre Etat contractant avant de refuser les avantages de la convention conformément à la présente disposition.

4. Nonobstant la let. b du par. 2, l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident exempté de l'impôt les dividendes payés, si le bénéficiaire effectif des dividendes dispose directement de 10 % au plus des droits de vote (dans le cas de l'Australie) ou du capital (dans le cas de la Suisse) de la société qui paie les dividendes et si le bénéficiaire effectif des dividendes est:

- a) un Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales (y compris un fonds de placement du gouvernement);
- b) une banque nationale d'un Etat contractant;
- c) dans le cas de l'Australie, un résident de l'Australie qui reçoit des tels dividendes par des activités admissibles aux fins de prévoyance («superannuation»); ou
- d) dans le cas de la Suisse, une institution de prévoyance dont les revenus des placements sont exonérés d'impôt en Suisse.

5. Les dispositions des par. 2 à 4 n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

6. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, d'actions ou bons de jouissance, de parts de mine, de parts de fondateur ou d'autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

7. Les dispositions des par. 1 à 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

8. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société dont le bénéficiaire effectif n'est pas un résident de l'autre Etat, sauf dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

9. Nonobstant les dispositions du par. 8, les dividendes payés par une société considérée comme un résident d'un seul Etat contractant conformément au par. 3 de l'art. 4 sont imposables dans l'autre Etat contractant, mais seulement dans la mesure où les dividendes payés proviennent de bénéfices réalisés dans cet autre Etat. Si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident du premier Etat, le par. 2 s'applique comme si la société qui paie les dividendes était un résident de l'autre Etat seulement.

Art. 11 Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 % du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du par. 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre Etat si ces intérêts sont payés:

- a) à un Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (y compris un fonds de placement du gouvernement) ou à toute autre institution exerçant des fonctions gouvernementales dans un Etat contractant ou à une banque assumant les tâches d'une banque centrale dans un Etat contractant;
- b) à un établissement financier non associé au débiteur, qui agit en toute indépendance face à lui. L'expression «établissement financier» désigne, aux fins du présent article, une banque ou une autre entreprise qui réalise des bénéfices essentiellement en recourant au financement externe sur le marché des capitaux ou en détenant des dépôts portant intérêt et qui utilise ces fonds pour des opérations de financement;
- c) dans le cas de l'Australie, à un résident d'Australie qui reçoit des tels intérêts par des activités admissibles aux fins de prévoyance («superannuation»); ou
- d) dans le cas de la Suisse, à une institution de prévoyance dont les revenus des placements sont exonérés d'impôt en Suisse.

4. Nonobstant les dispositions du par. 3:

- a) les intérêts, au sens de la let. b de ce paragraphe, sont imposables dans l'Etat duquel ils proviennent, l'impôt ainsi établi ne pouvant excéder 10 % du montant brut des intérêts, lorsque les intérêts font partie d'une structure avec contre-prêts ou d'une autre structure équivalente sur le plan économique et visant à produire un effet analogue à celui des contre-prêts; et
- b) les intérêts, au sens des let. a, c et d de ce paragraphe, sont imposables dans l'Etat duquel ils proviennent, l'impôt ainsi établi ne pouvant excéder 10 % du montant brut des intérêts, lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital du débiteur ou jouit d'un droit existant ou conditionnel à prendre part à des décisions du débiteur en matière de finances, d'exploitation ou de direction.

5. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts ainsi que les revenus assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

6. Les dispositions des par. 1 et 2, de la let. b du par. 3, et du par. 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, d'où proviennent les intérêts, soit une activité indus-

trielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat aux fins d'imposition. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a, dans un Etat contractant ou hors des deux Etats contractants, un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Art. 12 Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 % du montant brut des redevances.

3. Le terme «redevances» désigne, dans le présent article, les rémunérations ou les crédits, périodiques ou non, quels qu'en soient la dénomination ou le mode de calcul, dans la mesure où ils sont payés pour:

- a) l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, d'une marque de fabrique ou de commerce, ou d'un autre bien ou droit analogues;
- b) la mise à disposition de connaissances ou d'informations scientifiques, techniques, industrielles ou commerciales;
- c) toute assistance additionnelle ou auxiliaire fournie pour permettre l'application ou la jouissance de biens ou de droits au sens de la let. a ou de connaissances ou d'informations au sens de la let. b;
- d) l'usage ou la concession de l'usage de:
 - (i) films cinématographiques,
 - (ii) films ou de bandes magnétiques ou de bandes magnétoscopiques ou de disquettes ou d'autres supports servant à la reproduction ou à la trans-

mission d'images ou de sons destinés à la télévision ou à la radiodiffusion; ou

- e) la renonciation totale ou partielle à l'usage d'un bien ou droit auquel le présent paragraphe se réfère.

4. Les dispositions des par. 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat aux fins d'imposition. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a, dans un Etat contractant ou hors des deux Etats contractants, un établissement stable, ou une base fixe, auquel se rattache l'obligation de verser ces redevances et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Art. 13 Aliénation de biens

1. Les revenus ou gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'art. 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les revenus ou gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels revenus ou gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les revenus ou gains qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans cet Etat.

4. Les revenus ou gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions ou de participations comparables qui tirent directement ou indirectement plus de 50 % de leur valeur de biens immobiliers situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

5. Les gains en capital provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux par. 1 à 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Art. 14 Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression «profession libérale» comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Art. 15 Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des art. 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du par. 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée;
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef qu'une entreprise d'un Etat contractant exploite en trafic international sont imposables dans cet Etat.

4. Si, hors application du présent paragraphe, une prestation salariale accessoire est soumise à l'impôt dans les deux Etats contractants, seul l'Etat contractant qui jouit, conformément à la présente convention, du droit exclusif ou primaire d'imposition

des salaires et traitements reçus au titre de l'emploi salarié auquel correspond la prestation peut procéder à la taxation de cette prestation. Un Etat contractant jouit du «droit primaire d'imposition» dans la mesure où un droit d'imposition des salaires et traitements reçus au titre de l'emploi salarié en question lui est conféré et où l'autre Etat contractant est tenu d'accorder un dégrèvement pour les impôts perçus par le premier Etat sur de telles rémunérations.

Art. 16 Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Art. 17 Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des art. 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées. Ces dispositions ne s'appliquent pas s'il est prouvé que ni l'artiste du spectacle, ni le sportif, ni des personnes qui lui sont associées ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de cette autre personne.

3. Les dispositions des par. 1 et 2 ne s'appliquent pas aux revenus d'activités exercées dans un Etat contractant par des artistes du spectacle ou des sportifs, lorsque ces revenus proviennent entièrement ou principalement, directement ou indirectement, de fonds publics de l'autre Etat contractant, de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales. Dans de tels cas, la rémunération n'est imposable que dans l'Etat contractant dont l'artiste ou le sportif est un résident.

Art. 18 Pensions

1. Sous réserve des dispositions du par. 2 de l'art. 19, les pensions, allocations de sécurité sociale et rentes, payées à un résident d'un Etat contractant, ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, lorsque de tels revenus proviennent de l'autre Etat contractant et que le bénéficiaire n'est pas soumis à l'impôt sur ces revenus dans le premier Etat, les revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant.

2. Sous réserve des dispositions du par. 2 de l'art. 19, les prestations en capital qui proviennent d'un Etat contractant et qui sont versées à un résident de l'autre Etat contractant par une institution de prévoyance ou pour cause de vieillesse, d'inva-

lidité, d'incapacité d'exercer une activité lucrative ou de décès, ou au titre de dédommagement de blessures, sont imposables dans le premier Etat.

3. Le terme «rente» désigne une somme déterminée, payable périodiquement à termes fixes pendant la vie entière ou pendant une période déterminée ou déterminable au titre de contre-prestation pour une compensation adéquate et entière en argent ou appréciable en argent.

Art. 19 Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:
 - (i) possède la nationalité de cet Etat; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat, en possède la nationalité et ne possède pas également la nationalité du premier Etat.
3. Les dispositions des art. 15, 16, 17 ou 18 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Art. 20 Etudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne temporairement dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Art. 21 Source des revenus

Les revenus ou gains d'un résident d'un Etat contractant qui sont imposables dans l'autre Etat contractant conformément à un ou plusieurs des art. 6 à 8 et 10 à 19 sont

considérés, aux fins de la législation de cet autre Etat en matière d'impôts, comme provenant de sources situées dans cet autre Etat.

Chapitre IV

Dégrèvement des doubles impositions

Art. 22 Elimination des doubles impositions

1. Conformément aux dispositions de la législation d'Australie relative à l'imputation sur l'impôt australien de l'impôt payé dans un pays autre que l'Australie (dispositions qui ne doivent pas porter atteinte au principe général du présent article), l'impôt suisse payé conformément à la législation de Suisse et à la présente convention sur les revenus d'un résident d'Australie est imputé sur l'impôt australien dû au titre de ces revenus.

2. En ce qui concerne la Suisse, la double imposition est évitée de la manière suivante:

- a) Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables en Australie, la Suisse exempte de l'impôt ces revenus, sous réserve des dispositions de la let. b, mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, appliquer le même taux que celui qui serait applicable si les revenus en question n'avaient pas été exemptés. Les gains au sens du par. 4 de l'art. 13 ne sont exemptés de l'impôt que lorsqu'il est démontré qu'ils sont effectivement imposés en Australie.
- b) Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des dividendes, intérêts ou redevances, qui, conformément aux dispositions des art. 10, 11 ou 12, sont imposables en Australie, la Suisse accorde un dégrèvement à ce résident, à sa demande. Ce dégrèvement consiste:
 - (i) en l'imputation de l'impôt perçu en Australie conformément aux dispositions des art. 10, 11 et 12 sur l'impôt suisse qui frappe les revenus de ce résident, la somme ainsi imputée ne pouvant toutefois excéder la fraction de l'impôt suisse, calculé avant l'imputation, correspondant aux revenus qui sont imposables en Australie;
 - (ii) en une réduction forfaitaire de l'impôt suisse; ou
 - (iii) en une exemption partielle des dividendes, intérêts ou redevances en question de l'impôt suisse, mais au moins en une déduction de l'impôt perçu en Australie du montant brut des dividendes, intérêts ou redevances.

La Suisse déterminera le genre de dégrèvement et réglera la procédure selon les prescriptions suisses concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions.

3. Lorsqu'une société qui est un résident de Suisse reçoit des dividendes d'une société qui est un résident d'Australie, elle bénéficie, pour l'application de l'impôt

suisse frappant ces dividendes, des mêmes avantages que ceux dont elle bénéficierait si la société qui paie les dividendes était un résident de Suisse.

Chapitre V

Dispositions spéciales

Art. 23 Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'art. 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions du par. 1 de l'art. 9, du par. 8 de l'art. 11 ou du par. 6 de l'art. 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'art. 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Art. 24 Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du par. 1 de l'art. 23, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Lorsque:

- a) en vertu du par. 1, une personne a soumis un cas à l'autorité compétente d'un Etat contractant se fondant sur le fait que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants ont entraîné pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente convention; et que
- b) les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord permettant de résoudre ce cas en vertu du par. 2 dans un délai de trois ans à compter de la présentation du cas à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant;

les questions non résolues soulevées par ce cas doivent être soumises à arbitrage, si cette personne en fait la demande. Les questions non résolues ne doivent toutefois pas être soumises à arbitrage si une décision sur ces questions a déjà été rendue par un tribunal ou un tribunal administratif de l'un des deux Etats. A moins qu'une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable par lequel la décision d'arbitrage est appliquée, ou que les autorités compétentes et les personnes directement concernées aboutissent à une autre solution dans les six mois suivant la notification de la décision, cette décision lie les deux Etats contractants et doit être appliquée quels que soient les délais prévus par le droit interne de ces Etats. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent par accord amiable les modalités d'application de ce paragraphe.

6. Les Etats contractants peuvent communiquer à la commission d'arbitrage, établie conformément aux dispositions du par. 5, les informations qui sont nécessaires à l'exécution de la procédure d'arbitrage. S'agissant des informations communiquées, les membres de la commission d'arbitrage sont soumis aux règles de confidentialité décrites au par. 2 de l'art. 25.

7. Au sens du par. 3 de l'art. XXII (Consultations) de l'Accord général sur le commerce des services, les Etats contractants conviennent que, nonobstant ce paragraphe, tout différend entre eux sur la question de savoir si une mesure relève de la présente convention ne peut être porté devant le Conseil sur le commerce des services, tel que prévu par ce paragraphe, qu'avec le consentement des deux Etats

contractants. Tout doute au sujet de l'interprétation du présent paragraphe est résolu en vertu du par. 3 du présent article ou, en l'absence d'un accord en vertu de cette procédure, en vertu de toute autre procédure acceptée par les deux Etats contractants.

Art. 25 Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les art. 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du par. 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat; ils ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités, y compris les tribunaux et organes administratifs, concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au par. 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins lorsque cette possibilité résulte des lois des deux Etats et lorsque l'autorité compétente de l'Etat qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des par. 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au par. 3, sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du par. 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne. Aux fins de l'obtention de ces renseignements, les autorités fiscales de l'Etat contractant requis peuvent exiger, si nécessaire à l'exécution des obligations prévues dans le présent paragraphe, la divulgation des renseignements qui y sont visés, nonobstant le par. 3 ou toute disposition contraire du droit interne.

Art. 26 Membres des missions diplomatiques et postes consulaires

1. Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'art. 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant qui est situé dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers est considérée, aux fins de la présente convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition:

- a) que, conformément au droit international, elle ne soit pas assujettie à l'impôt dans l'Etat accréditaire pour les revenus de sources extérieures à cet Etat; et
- b) qu'elle soit soumise dans l'Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet Etat.

3. La convention ne s'applique ni aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu.

Chapitre VI

Dispositions finales

Art. 27 Entrée en vigueur

1. Les Etats contractants se notifieront réciproquement par la voie diplomatique l'achèvement des procédures nécessaires selon leur droit interne pour la mise en vigueur de la présente convention. La convention entrera en vigueur à la date à laquelle la dernière de ces notifications aura été reçue.

2. Les dispositions de la convention seront applicables:

- a) en Australie:

- (i) aux impôts sur les prestations salariales accessoires allouées à partir du 1^{er} avril de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur,
 - (ii) aux impôts à la source sur les revenus qu'un résident de Suisse reçoit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur,
 - (iii) aux autres impôts australiens sur les revenus ou gains reçus au cours d'un exercice débutant le 1^{er} juillet de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur, ou après cette date;
- b) en Suisse:
- (i) aux impôts retenus à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur,
 - (ii) s'agissant des autres impôts, pour les années fiscales commençant le 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur, ou après cette date;
- c) s'agissant de l'art. 25, aux renseignements relatifs aux années fiscales ou exercices en cours au 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur ou commençant le 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention entrera en vigueur, ou après cette date.

3. La convention entre l'Australie et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu signée le 28 février 1980 à Canberra, ainsi que le protocole qui l'accompagne, cesseront d'être en vigueur à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention. La première citée demeure cependant applicable aux années et périodes fiscales qui se terminent le jour précédant celui où la présente convention devient applicable.

Art. 28 Dénouciation

La présente convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de chaque année civile. Dans ce cas, la convention cessera d'être applicable:

- a) aux impôts retenus à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle le préavis de dénonciation a été donné;
- b) aux autres impôts, pour toute année fiscale commençant le 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle le préavis de dénonciation a été donné, ou après cette date.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sydney, le 30 juillet 2013, en langues allemande et anglaise, chaque texte faisant également foi.

Pour le
Conseil fédéral suisse:
Marcel Stutz

Pour le
Gouvernement de l'Australie:
David Bradbury

Protocole

Le Conseil fédéral suisse

et

le Gouvernement de l'Australie,

sont convenus, lors de la signature de la convention entre leurs deux Etats en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, intervenue le 30 juillet 2013 à Sydney, des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de la convention.

1 En général

Les dispositions de la convention ne s'appliquent pas si le but principal de toute personne concernée par la création ou l'attribution du bien ou du droit au titre duquel les revenus sont payés ou de toute personne devenue un résident d'un Etat contractant est de profiter des avantages de ces dispositions par ce biais.

2. Ad art. 3

Il est entendu que l'expression «institution de prévoyance», à la let. i du par. 1, englobe les institutions suivantes, ainsi que les institutions identiques ou similaires qui seront créées conformément à la législation interne introduite après la date de signature de la présente convention:

- a) en Australie, un fonds qui
 - (i) est un «approved deposit fund» comme défini dans l'«Income Tax Assessment Act 1997»,
 - (ii) un «pooled superannuation trust» comme défini dans l'«Income Tax Assessment Act 1997»;
- b) en Suisse, tous les plans et modèles selon:
 - (i) la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants ,
 - (ii) la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité ,
 - (iii) la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité ,
 - (iv) la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité , y compris les institutions de prévoyance non enregistrées qui offrent des plans de prévoyance professionnelle, et les formes de la prévoyance individuelle liée, qui sont assimilées à la prévoyance professionnelle.

3. Ad art. 4

- a) S'agissant du par. 1 de l'art. 4, il est entendu que l'expression «résident d'un Etat contractant» comprend notamment:
 - (i) une institution de prévoyance reconnue dans cet Etat contractant; et
 - (ii) une institution constituée et gérée exclusivement à des fins religieuses, charitables, scientifiques, culturelles, sportives ou éducatives (ou plusieurs des buts précités) et qui est un résident d'un Etat contractant selon sa législation, nonobstant le fait qu'une partie ou la totalité de ses revenus ou gains peuvent être exemptés de l'impôt selon le droit interne de cet Etat.
- b) Lorsque, en vertu d'une disposition de la présente convention, un dégrèvement de l'impôt suisse est accordé pour un revenu ou un gain et que, conformément à la législation en vigueur en Australie, une personne physique est exonérée de l'impôt relatif à ce revenu ou gain en vertu de sa qualité de résident temporaire d'Australie au sens des lois fiscales australiennes applicables, le dégrèvement, conformément aux dispositions de la présente convention, ne s'applique pas en Suisse dans la mesure où ce revenu ou gain est exonéré de l'impôt en Australie.

4. Ad art. 5 et 7

Pour éviter les abus concernant les art. 5 et 7, afin de déterminer la durée d'une activité conformément aux par. 3 et 4 de l'art. 5, la période durant laquelle une activité est exercée dans un Etat contractant par une entreprise qui est associée à une autre entreprise (qui n'est toutefois pas une entreprise de cet Etat contractant) peut être additionnée à la période durant laquelle une activité est exercée par l'entreprise à laquelle elle est associée, si la première activité citée se rapporte à celle exercée dans cet Etat contractant par la dernière entreprise citée. Une période durant laquelle deux entreprises associées, ou plus, exercent une activité en même temps ne compte qu'une seule fois. Une entreprise est considérée comme associée à une autre entreprise lorsque l'une est contrôlée par l'autre, directement ou indirectement, ou lorsque les deux entreprises sont contrôlées par un ou des tiers, directement ou indirectement.

5. Ad art. 7

- a) Cet article ne s'applique pas aux bénéfices qu'une entreprise tire d'une activité en lien avec tout type d'assurance, à l'exception des assurances-vie.
- b) Lorsque:
 - (i) un résident d'un Etat contractant est l'ayant droit économique, directement ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs patrimoines de trusts, d'une part du bénéfice d'une entreprise exploitée dans l'autre Etat contractant par l'agent fiduciaire du patrimoine d'un trust, à l'exception d'un patrimoine de trust traité fiscalement comme une société, et si
 - (ii) au titre de cette entreprise, l'agent fiduciaire, en tenant compte des principes énoncés à l'art. 5, avait un établissement stable dans cet autre Etat,

l'entreprise exploitée par l'agent fiduciaire est considérée comme une activité exercée par ce résident dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et cette part du bénéfice est imputée à cet établissement stable.

6. Ad art. 7 et 9

Si les éléments dont dispose l'autorité compétente d'un Etat contractant ne lui permettent pas de déterminer les bénéfices d'une entreprise qui sont imposables dans cet Etat conformément aux art. 7 ou 9 de la présente convention, ces articles ne font pas obstacle à l'application des dispositions législatives de cet Etat relatives à la détermination de l'assujettissement d'une entreprise dans des conditions particulières, à condition que ces dispositions soient appliquées conformément aux principes énoncés dans ces articles, dans la mesure où les renseignements dont dispose l'autorité compétente le permettent.

7. Ad art. 7, 8, 12 et 14

Il est entendu que les rémunérations payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique constituent des bénéfices d'entreprises au sens des art. 7, 8 ou 14.

8. Ad art. 10, 11 et 12

- a) Il est entendu que, concernant les dividendes et intérêts qui proviennent de Suisse et que reçoit une institution de prévoyance australienne, cette institution de prévoyance est considérée comme le bénéficiaire effectif de ces revenus lorsqu'ils sont traités fiscalement comme des revenus de cette institution de prévoyance par l'Australie.
- b) Il est entendu que, concernant les dividendes, intérêts et redevances qui proviennent de Suisse et que reçoit un trust discrétionnaire, ou qui sont reçus par son intermédiaire, l'agent fiduciaire de ce trust n'est pas considéré comme le bénéficiaire effectif de ces revenus lorsque l'agent fiduciaire transmet ensuite ces revenus à un bénéficiaire qui n'est pas un résident d'Australie; sauf si ces revenus sont soumis à l'impôt en Australie et si l'impôt versé par l'agent fiduciaire n'est pas remboursé ultérieurement au bénéficiaire.

9. Ad art. 11

Il est entendu que la let. b du par. 4 vise à garantir que les exonérations prévues aux let. a, c et d du par. 3 ne s'appliquent que lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts possède une participation au débiteur sous une forme similaire à celle du portefeuille et qu'elle ne s'applique pas lorsque le bénéficiaire est associé au débiteur ou qu'il est en mesure de contrôler ou d'influencer son processus de décision.

10. Ad art. 13

L'art. 13 ne limite pas le droit de l'Australie, conformément aux dispositions de sa législation, d'imposer des revenus ou des gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers que reçoit une personne physique qui, à un moment quelconque au cours de l'exercice durant lequel les biens ont été cédés, était un résident d'Australie, ou

qui l'était à un moment quelconque au cours des quatre années précédant directement l'année de l'aliénation.

11. Ad art. 18

S'agissant du par. 2, il est entendu que, dans le cas de paiements provenant d'Australie, l'expression «institution de prévoyance» inclut les comptes d'épargne retraite et qu'un paiement du «Commissioner» effectué sur la base du «Superannuation (Unclaimed Money and Lost Members) Act 1999» est considéré comme une prestation en capital versée par une institution de prévoyance.

12. Ad art. 19

Il est entendu que l'expression «pensions et autres rémunérations similaires» utilisée à l'art. 19 couvre non seulement les paiements périodiques mais aussi les prestations en capital.

13. Ad art. 23

Cet article ne s'applique pas aux dispositions législatives d'un Etat contractant qui servent à éviter les abus fiscaux, qui sont consacrées au capital propre dissimulé ou qui garantissent une perception ou un recouvrement efficaces des impôts.

14. Ad art. 25

- a) Il est entendu que l'Etat requérant aura épuisé au préalable les sources habituelles de renseignements prévues par sa procédure fiscale interne avant de présenter la demande de renseignements.
- b) Il est entendu que les autorités fiscales de l'Etat requérant fournissent les informations suivantes aux autorités fiscales de l'Etat requis lorsqu'elles présentent une demande de renseignements selon l'art. 25 de la convention:
 - (i) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - (ii) la période visée par la demande;
 - (iii) une description des renseignements demandés, y compris de la forme selon laquelle l'Etat requérant désire recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - (iv) l'objectif fiscal qui fonde la demande;
 - (v) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse du détenteur présumé des renseignements demandés.

Le but de la référence aux renseignements «vraisemblablement pertinents» est de garantir un échange de renseignements en matière fiscale aussi étendu que possible, sans permettre aux Etats contractants d'aller à la «pêche aux renseignements» ou de demander des renseignements dont la pertinence concernant les affaires fiscales d'un contribuable précis est douteuse. Alors que la présente lettre b pose des exigences de procédure importantes destinées à empêcher la pêche aux renseignements, les sous-par. i) à v) doivent être interprétés de manière à ne pas entraver l'échange efficace des renseignements.

- c) Même si l'art. 25 de la convention ne restreint pas les modalités possibles de l'échange de renseignements, aucune obligation n'incombe à l'un des Etats contractants de procéder à un échange de renseignements spontané ou automatique.
- d) Il est entendu qu'en cas d'échange de renseignements, les règles de procédure administrative relative aux droits du contribuable prévues dans l'Etat contractant requis demeurent applicables avant que l'information ne soit transmise à l'Etat contractant requérant. Il est en outre entendu que ces dispositions visent à garantir une procédure équitable au contribuable et non pas à éviter ou retarder sans motif le processus d'échange de renseignements.

15. Ad art. 27

Il est entendu que, dans le cas de l'Australie, la référence aux «années fiscales» mentionnée à la let. c du par. 2 et au par. 3 renvoie, suivant les cas, aux «années de revenus» ou aux «années de prestations salariales accessoires».

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent protocole.

Fait en deux exemplaires à Sydney, le 30 juillet 2013, en langues allemande et anglaise, chaque texte faisant également foi.

Pour le
Conseil fédéral suisse:
Marcel Stutz

Pour le
Gouvernement de l'Australie:
David Bradbury

ISBN 978-92-1-970012-3



**UNITED
NATIONS**

**TREATY
SERIES**

Volume
3053

2015

**I. Nos.
52769-52774**

**RECUEIL
DES
TRAITÉS**

**NATIONS
UNIES**
